



Université François Rabelais - Tours
UFR Arts et Sciences Humaines
Département des Sciences de l'Éducation et de la Formation

Année Universitaire 2010-2011

LE CONVENTIONNEMENT ENTRE LES UNIVERSITES, LES INSTITUTS DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS, ET LA REGION : PROJET DE PROFESSIONNALISATION ET STRATEGIE DES ACTEURS

**Contribution à l'étude du délicat passage
d'un projet contraint à un projet commun**

Présenté par
Catherine CHEVREUX-DAGORET

Sous la direction de
Catherine Guillaumin, Maître de Conférences

En vue de l'obtention du
Master 2 Professionnel – Arts, lettres & Langue
Mention – Langues, Education et Francophonie
Spécialité – Sciences de l'Éducation
Mention Professionnelle Stratégie et Ingénierie des formations d'adultes.

Je tiens à adresser tous mes remerciements

Aux trois représentants d'institutions qui ont accepté de consacrer de leur temps pour répondre à mes questions et cela de manière ouverte et spontanée ;

A Catherine Guillaumin, mon directeur de mémoire pour ses conseils, ses encouragements et sa disponibilité bienveillante ;

A Valérie, qui m'a facilité l'accès à des ouvrages ;

A Gildas, pour sa patience, et sa compréhension, ainsi qu'à Elodie, Augustin, Pierre et Anaïs pour leur soutien et leur affection.

Sommaire

Préambule à la recherche,	6
du soin à l'encadrement : des opportunités professionnelles pour construire un conventionnement.....	6
Une fonction soignante.....	6
Un engagement comme cadre de santé	7
De nouvelles responsabilités en tant que directeur d'instituts	8
Première partie : l'impact des directives européennes sur la formation des infirmiers amènent les instituts de formation en soins infirmiers, l'université et la région à signer une convention, véritable projet de professionnalisation	12
Introduction	13
1 De l'entrée de l'Europe dans les formations sanitaires au conventionnement tri partite dans les régions françaises.....	15
1.1 La politique européenne et le processus de Bologne	15
1.2 La politique nationale impactée évolue en parallèle	20
1.3 L'enseignement supérieur et l'université :	25
1.4 La formation infirmière revisitée	28
1.5 Des paradoxes qui demeurent.....	35
Conclusion.....	37
2 Le conventionnement : un projet, des acteurs, des stratégies	38
2.1 Le concept de projet	39
2.2 Les acteurs engagés	44
2.3 Les stratégies en présences.....	47
conclusion.....	57
3 La professionnalisation	58
3.1 Un concept jeune ancré dans un contexte socio-économique et politique singulier.....	58
3.2 Une définition complexe	61
3.3 Professionnalisation des activités, des acteurs, des organisations.....	63
Conclusion.....	78
<i>Problématique et hypothèses</i>	80
Deuxième partie : les enjeux du projet de conventionnement : le point de vue des acteurs	83
Introduction	84
4 Méthodologie de la recherche et présentation du public enquêté.....	86
4.1 Le choix de la méthode	86
4.2 Le choix de la population enquêtée	87
4.3 Le déroulement des entretiens.....	88
4.4 L'analyse des entretiens	89
4.5 Les limites de la recherche	94

4.6	L'analyse des trois entretiens	96
5	Analyse croisée des entretiens	109
5.1	Représentation de la construction : une injonction, la rencontre entre différents acteurs, et une question de moyens.....	109
5.2	Les freins identifiés au plan institutionnel, financier et relationnel	113
5.3	Des représentations qui émergent en situation : entre tensions et coopération possible	116
5.4	Trois propositions d'action.....	128
6	Le conventionnement, un projet de changement mais aussi une question de moyens, de territoire, et de professionnalisation.....	133
	<i>Interprétation des entretiens</i>	<i>133</i>
6.1	Le conventionnement, un projet de changement.....	133
6.2	Le projet de conventionnement, une question de moyens	137
6.3	Le projet de conventionnement, une question de territoire	139
6.4	Le projet de conventionnement, une question de professionnalisation.....	143
7	Synthèse des éléments issus du matériau discursif et confrontation avec nos hypothèses	147
7.1	Synergies des discours	147
7.2	Convergences et divergences avec les éclairages théoriques	149
7.3	Les éléments émergents non attendus	151
	Confrontation avec nos hypothèses	154
	<i>Conclusion de la deuxième partie.....</i>	<i>159</i>
	Troisième partie : Dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun : perspectives stratégiques et institutionnelles pour contribuer à une ingénierie de professionnalisation.....	161
8	Dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun.....	162
8.1	Des opportunités professionnelles et un contexte complexe.....	162
8.2	Une recherche autour des concepts de projet et de professionnalisation	163
8.3	Une problématisation qui nous conduit à questionner les acteurs en présence.	164
9	Contribution à une ingénierie de professionnalisation	169
9.1	Faire vivre l'articulation entre l'université et la formation professionnelle et la logique compétence dans le projet d'institut.....	169
9.2	Développer la recherche en soins.....	171
9.3	Renforcer la professionnalisation des formateurs en élevant le niveau de qualification et de compétences.....	174
	Conclusion de la troisième partie.....	178
	Conclusion générale	179

Références et Index	182
Liste des Sigles utilisés.....	182
Annexes.....	183
Références Bibliographiques.....	298
Table des Matières.....	306

Préambule à la recherche, du soin à l'encadrement : des opportunités professionnelles pour construire un conventionnement

UNE FONCTION SOIGNANTE

Notre carrière commence par l'exercice du métier d'infirmière qui nous permet de développer une curiosité professionnelle un esprit d'ouverture et de faire preuve d'une volonté constante d'enrichissement. Cela se concrétise par une spécialisation en anesthésie. Puis, souhaitant prendre plus de responsabilités, nous nous engageons dans la fonction de cadre de santé avec comme projet professionnel de participer à la formation des paramédicaux dans les établissements de santé.

La formation au sein d'un institut de formation des cadres de santé (IFCS) prépare à l'exercice d'encadrement dans les unités de soins ou à celle de formateurs. Cette formation nous offre la possibilité de nous inscrire au sein de l'université Aix-Marseille en vue de l'obtention d'une licence en sciences de l'éducation.

L'inscription dans un parcours universitaire, les connaissances enseignées, la réflexion que cela crée et l'entrée dans la recherche retiennent particulièrement notre intérêt et nous séduisent intellectuellement.

UN ENGAGEMENT COMME CADRE DE SANTE

A l'issue de cette année riche en enseignements et en réflexivité, nous acceptons un poste de cadre de santé en service de réanimation. Nos compétences renforcées par les concepts de pédagogie, nous amènent à développer un management basé sur la valorisation et la progression des compétences individuelles et collectives ce qui permet de remotiver les personnels, et de désamorcer des conflits. Cette façon de manager sert également à créer un climat de confiance, à accompagner l'équipe de professionnels dans les changements à les faire adhérer à l'amélioration des pratiques professionnelles. Les résultats produits mettent en perspective les efforts de chacun dans une vision collective.

Après une année d'exercice, l'opportunité nous est offerte d'accéder à un poste de cadre formateur dans une école d'infirmiers anesthésistes (EIADE). Cela nous permet d'exercer les fonctions visées depuis l'institut de formation des cadres de santé.

La construction des enseignements adaptés aux attentes institutionnelles, le développement des évaluations cliniques formatives nous permettent d'inscrire les élèves IADE, dès leur scolarité, dans une démarche d'amélioration de la qualité des soins et d'analyse des pratiques. Notre recherche d'ouverture toujours très présente nous fait opter pour le partage des connaissances. Nous réalisons des interventions transversales dans l'institution, nous construisons et animons des formations continues auprès de professionnels paramédicaux et nous nous engageons dans le comité d'organisation des journées post universitaire ainsi que dans un groupe de travail pluridisciplinaire dans l'établissement de santé. Nous intervenons également dans les unités de soins, afin d'en faire des espaces de communication, et le reflet d'une coopération entre les acteurs soignants.

Après cinq ans d'exercice professionnel en tant que formateur dans cet institut, nous souhaitons prendre des responsabilités institutionnelles à un niveau décisionnel. C'est pourquoi nous faisons le choix de suivre les études de directeur des soins afin d'accéder à un poste de directeur d'institut de formation paramédicale.

DE NOUVELLES RESPONSABILITES EN TANT QUE DIRECTEUR D'INSTITUTS

Un an plus tard, nous sommes nommée directeur de l'institut des infirmiers anesthésistes. Ce positionnement nous a permis de participer à de nombreux travaux sur l'évolution des formations paramédicales et en particulier à ceux concernant la réingénierie des diplômes paramédicaux initiée pour répondre aux accords de Bologne.

Dans ce cadre, la formation des infirmières doit être revisitée par le ministère de la santé afin de l'inscrire dans la logique compétence et permettre aux étudiants d'obtenir un grade licence.

En novembre 2008, ce ministère lance effectivement la concertation sur l'intégration des formations paramédicales au système licence, master, doctorat (LMD). Ce travail de concertation impulsé par le ministère est divisé en quatre thèmes répartis en groupes de travail : les groupes numéro un et deux réfléchissent au cursus de formation pour les grades licences Master et doctorats, le groupe trois concerne les conventions entre les établissements de formation, les universités et les régions, le groupe quatre porte sur la vie étudiante.

Les groupes sont composés de partenaires sociaux, d'étudiants, de professionnels, d'associations professionnelles, d'employeurs, de représentants des directions des instituts, de représentants de l'Association des Régions de France ainsi que des représentants de la Conférence des Présidents d'Universités.

Quand il est fait appel à candidature pour participer à ces réunions, nous nous inscrivons dans le groupe de réflexions sur le conventionnement des instituts, au titre de représentante du Comité d'Entente des Ecoles d'Infirmiers Anesthésistes. Ce positionnement nous permet de mesurer toute la complexité des échanges entre les différents acteurs engagés, tant sur les types de regroupements juridiques souhaités, que sur le contenu des conventions qui est à définir pour aider les groupements d'instituts, l'université et les régions à rédiger localement la convention tripartite.

De nombreuses tensions émergent et demeurent jusqu'à la fin des négociations en mars 2009 :

Les représentants des instituts de formation et des partenaires sociaux questionnent la place de chacun des acteurs au sein du groupement de coopération sanitaire : qui présidera l'instance, qui sera administrateur, quelle sera la place des directeurs, des formateurs et des étudiants ?

Le représentant de l'association des régions de France questionne la mise en place d'un groupe de travail sur les impacts financiers (éléments jamais évoqués) et comment être signataire d'une convention qui n'évoque pas cet élément.

Le représentant du ministère quant à lui précise qu'étant donnés les délais contraints, des conseils et des limites seront donnés par voie réglementaire. Il souhaite que le cadre soit clair, il est simplement demandé au GCS de fixer des grandes lignes constitutives d'une convention type. Quatre dimensions figurent dans ces conventions : une dimension pédagogique, une certificatrice, une évaluative, et la dernière financière. Une circulaire d'explicitation et d'outils méthodologiques sur les groupements et la convention est en préparation dans les services centralisés. Les seuls points qui émergent et font peu débat, portent sur le fait que plusieurs universités peuvent conventionner mais l'une au moins doit disposer d'une composante santé. De plus, le partenariat doit être commencé dès septembre 2009, les conventions doivent absolument être signées avant le 30 juin 2010.

En parallèle, des travaux de concertation en interdisciplinarité, avec les directeurs des formations de spécialités infirmières nous permettent de rencontrer des représentants des conseils régionaux de plusieurs régions et de recueillir des informations sur le début de la déclinaison des travaux par région. Les problématiques et les avancées des conventionnements sont différentes d'une région à l'autre, même si la question des financements reste constante.

La fin des réunions de travail au ministère concorde avec notre prise de fonction de coordinateur de cinq instituts de formation IFCS, EIADE, institut de formation en soins infirmiers (IFSI), institut de formation des aides-soignants (IFAS), institut de formation des ambulanciers (IFA). D'une part, ces nouvelles missions nous ouvrent des opportunités pour observer et pour participer à ce qui se met en place concrètement dans les régions d'une manière très transversale.

La direction de l'institut de formation des cadres de santé nous donne, d'autre part, l'opportunité de travailler avec des universitaires dans la reconnaissance mutuelle de nos complémentarités

sans aucune injonction extérieure. Nous mettons au service des étudiants cadres de santé nos compétences réciproques afin qu'ils puissent valider des unités de valeur (U E) et qu'ils s'inscrivent dès leur formation de cadre dans un parcours d'universitarisation.

Enfin, en tant que directeur d'IFSI, nous siégeons au GCS de la région et participons à la répartition des rôles et places des différents acteurs dans cette instance ainsi qu'à la préparation de la convention tri partite.

Tous ces éléments nous amènent à porter en continu, une attention particulière à la rédaction et à la signature de ces conventions.

Parallèlement, la réflexion menée autour de l'intérêt de la recherche dans notre champ professionnel, nous incite à nous inscrire à l'université en octobre 2010 afin de réaliser un travail de recherche dans le cadre du Master de stratégie et ingénierie de la formation d'adultes.

Alors que nous allons prendre la direction d'un institut en soins infirmiers dans une autre région sanitaire, une dépêche APM (CANIL 003) nous interpelle le 22 septembre 2010. Elle stipule que « seules trois régions ont signé des conventions avec les universités ».

Cette information nous amène à nous poser de nombreuses questions sur les difficultés, les freins à cet engagement et la question que nous retenons est la suivante : Quels sont les enjeux de ce conventionnement ?

Pour tenter de répondre à cette question, nous commencerons par questionner un contexte mouvant qui fait entrer l'Europe dans la formation alors que la législation nationale se modifie autant pour l'enseignement supérieur que pour la formation infirmière, situation qui crée de nombreux paradoxes. Nous enrichirons notre réflexion en explorant le concept de projet ce qui nous amènera à questionner les visées de ce partenariat, les acteurs engagés, les stratégies mobilisées, puis nous terminerons par la notion de professionnalisation dans ce nouveau contexte social et culturel.

Dans une deuxième partie, nous présenterons la méthodologie de notre recherche, nous tenterons d'identifier chez les trois principaux acteurs, la région, l'université et les IFSI, leur représentation des enjeux et de leurs impacts sur le conventionnement. Pour cela nous conduirons des entretiens que nous analyserons et interpréterons avant de les confronter avec nos hypothèses.

Pour finir, nous présenterons dans une troisième partie, des perspectives stratégiques et institutionnelles dans l'accompagnement de ce changement qui visent à faire vivre l'articulation entre l'université et la formation des infirmiers dans le projet d'institut, à inscrire les professionnels de cette formation dans la recherche et à renforcer la professionnalisation des formateurs.

Première partie : l'impact des directives européennes sur la formation des infirmiers amènent les instituts de formation en soins infirmiers, l'université et la région à signer une convention, véritable projet de professionnalisation

Introduction

Les directives européennes impactent la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. En 1999, la déclaration de Bologne institue le « processus de Bologne » qui vise à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables, à promouvoir la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, à assurer la qualité de l'enseignement et à intégrer la dimension européenne dans l'enseignement supérieur. Elle contribue notamment à la diversification des systèmes d'enseignement supérieur, vers une plus grande transparence, sur la base de trois cycles : Licence, Master, Doctorat.

Ces évolutions majeures s'inscrivent, en France, dans un contexte social marqué par des évolutions sociétales nombreuses, un contexte économique de contrainte budgétaire, et politique en pleine mutation emprunte d'une logique de subsidiarité et de responsabilisation. Un contexte donc, complexe et mouvant.

Les universités subissent des transformations, la formation des infirmières quant à elle est revisitée par le ministère de la santé. Afin de l'inscrire dans la logique compétences et permettre aux étudiants d'obtenir un grade licence.

Pour offrir à leurs étudiants le grade de licence à l'issue des trois années de formation, et ce, conformément aux accords de Bologne signés en 1999, les instituts de formation en soins infirmiers sont tenus de se réunir pour ne représenter qu'un seul interlocuteur face aux représentants des universités et du conseil régional. La forme juridique retenue par les représentants du ministère est le Groupement de Coopération Sanitaire.

Chaque région réunit ses IFSI de cette manière afin de signer une convention avec les universités et le conseil régional, convention qui spécifie la contribution de chacun dans le parcours professionnalisant des étudiants.

La question de départ s'inscrit dans ce contexte. Elle pose la question des enjeux de ce conventionnement et de la formalisation de cette contribution, ce qui nous amène à explorer dans

une partie, ce contexte en pleine mutation sur le plan européen et sur le plan national, d'identifier les paradoxes posés.

Puis, afin d'essayer d'appréhender les enjeux, nous nous appuyerons sur le concept de projet. Ce dernier sera observé à partir des paramètres proposés par J.P. Boutinet : les visées et buts, les motifs invoqués, les effets secondaires non-voulus, les acteurs engagés et les stratégies en présence. Nous développerons donc en particulier, la notion d'acteur, individu emprunt de liberté et de logiques mais aussi tenant un rôle et une posture, et la notion de stratégie en évoquant le stratégie voulue, celle résultant de processus culturels ou politique ainsi que la stratégie imposée.

Enfin, face à l'entrée de la formation infirmière à l'université nous nous poserons la question de la professionnalisation dans ce nouveau contexte social et culturel. Nous étudierons ce concept polysémique, sous un angle socio-économique, la professionnalisation des activités, sous un angle socio-psychologique la professionnalisation des acteurs, et sous un angle socio-pédagogique, la professionnalisation des organisations.

1 De l'entrée de l'Europe dans les formations sanitaires au conventionnement tri partite dans les régions françaises

1.1 LA POLITIQUE EUROPEENNE ET LE PROCESSUS DE BOLOGNE

1.1.1 Une politique européenne qui pense éducation et formation

La communauté européenne est instituée lors de la signature du Traité de Rome le 25 mars 1957. L'éducation et la formation préoccupent déjà cette nouvelle communauté puisque que l'article 127 porte sur les actions en matière de formation professionnelle. Cette troisième partie du Traité est revisitée avec le temps, l'article 127 devient l'article 150 et stipule :

« L'action de la communauté vise :

A faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle,

A améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail ;

A faciliter l'accès à la formation professionnelle et favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, et notamment des jeunes ;

A stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises ;

A développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des états membres. »

Le volontarisme des états membres pour prolonger les progrès réalisés en interne et renforcer la position internationale de la communauté amène à la signature du Traité sur l'Union Européenne (TUE) à Maastricht le 7 février 1992 et entré en vigueur le 1er novembre 1993.

Le traité instaure des politiques communautaires dans six nouveaux domaines¹ :

- les réseaux transeuropéens ;
- la politique industrielle ;
- la protection du consommateur ;
- l'éducation et la formation professionnelle ;
- la jeunesse ;
- la culture.

Une des grandes innovations de ce Traité est l'institution d'une citoyenneté européenne qui s'ajoute à la citoyenneté nationale. Elle instaure « le droit de circuler et de résider librement dans la communauté »² ce qui va également impacter les politiques en matière de formation.

D'autre part, le protocole social qui est annexé à ce traité étend les compétences communautaires dans le domaine social mais aussi en matière de formation professionnelle.

Le seul champ des formations professionnelles n'est pas observé. L'enseignement supérieur mène également une politique de questionnement en vue d'une plus grande transparence et dans un souci d'augmenter son attractivité et sa compétitivité.

Ces préoccupations prégnantes en termes d'éducation et de formation, se retrouvent dans la déclaration commune des ministres européens de l'éducation le 19 juin 1999 à Bologne lorsqu'ils déclarent : « la nécessité de construire une Europe plus complète et plus ambitieuse, s'appuyant sur le renforcement de ses dimensions intellectuelles, culturelles, sociales, scientifiques, et technologiques. Qu'une Europe des connaissances est un facteur irremplaçable du développement social et humain, qu'elle est indispensable pour consolider et enrichir la citoyenneté européenne, pour donner aux citoyens des compétences nécessaires pour répondre

¹ http://europa.eu/legislation_summaries/economic_and_monetary_affairs/institutionnal_, 24/12/2010

² Ibid

aux défis du nouveau millénaire, et pour renforcer le sens des valeurs partagées et de leur appartenance à un espace social et culturel commun. »³

1.1.2 Le processus de Bologne : création de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Dès 1988, les recteurs d'universités considèrent en signant la Magma Charta Universitatum, que « l'avenir de l'humanité, en cette fin de millénaire, dépend dans une large mesure du développement culturel, scientifique et technique »⁴

Dix ans plus tard, en 1998, la déclaration de la Sorbonne affirme à son tour, « le rôle clé des universités dans le développement des dimensions culturelles européennes. Elle insiste sur la nécessité de créer un espace européen de l'enseignement supérieur pour encourager la mobilité des citoyens, favoriser leur intégration sur le marché du travail européen et promouvoir le développement global de notre continent. »⁵

Face à la mondialisation, la compétitivité du système européen d'enseignement supérieur reste à confirmer. Or dans ce contexte, l'attractivité des universités européennes est un enjeu politique important.

Parallèlement, des outils de lisibilité et de comparabilité des qualifications, des diplômes, et des programmes sont nécessaires.

La déclaration commune de ministres de l'éducation institue le processus de Bologne qui « vise à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables, à promouvoir la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, à assurer la qualité de l'enseignement et à intégrer la dimension européenne dans l'enseignement supérieur. »

Cette déclaration s'articule autour de six actions :

- **un système de grades académiques** facilement reconnaissables et comparables,

3 Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie. (1999). « Déclaration commune des ministres européens de l'éducation-19 juin 1999-Bologne », 12-10-99. Paris : ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie.

4 « Processus de Bologne : création de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (2010), Ressource en ligne. Accédée le 03-11-2010, sur http://europa.eu/législation_summaries/education_training_youth/general_framework/.

⁵ Ibid

- **un système fondé essentiellement sur deux cycles**, un premier : la licence, trois ans de formation, une première reconnaissance sur le marché du travail ; un second cycle, master, et doctorat ;
- **un système d'accumulation et de transfert de crédits du type ECTS** (european credits transfer system) facilitant les passerelles entre les formations et les échanges sur le plan européen,
- **la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs**, pour répondre à la politique de libre circulation et renforcer la citoyenneté européenne,
- **la coopération en matière d'assurance qualité**, pour rendre les systèmes comparables, transparents et compétitifs,
- **la dimension européenne dans l'enseignement supérieur** : augmenter le nombre de modules, de matières d'enseignement et de filières dont le contenu, l'orientation ou l'organisation présente une dimension européenne. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'enseignement des langues des Etats membres.

Chaque pays est alors invité à réformer, s'il le souhaite, son système d'enseignement tout en « respectant pleinement la diversité des cultures, des langues, des systèmes éducatifs nationaux et l'autonomie des universités. »⁶

Les pays signataires de la déclaration de Bologne se sont néanmoins engagés à adopter, d'ici 2010, un système de diplômes fondés sur un cursus unifié (système licence, master, doctorat : LMD) et à mettre en place un système de crédits européens (ECTS).

Pour faire vivre ce processus les ministres s'engagent à se réunir tous les deux ans afin d'évaluer des progrès et les mesures à mettre en place. Ainsi, font suite à ce traité :

- le communiqué de Prague du 19 mai 2001 - Vers l'espace européen de l'enseignement supérieur,

⁶ Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie. (1999). « Déclaration commune des ministres européens de l'éducation-19 juin 1999-Bologne », 12-10-99. Paris : ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie.

- le communiqué de Berlin du 19 septembre 2003 – Réalisation de l'espace européen de l'enseignement supérieur,
- le communiqué de Bergen des 19 et 20 mai 2005 - Concrétisation des objectifs dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur,
- le communiqué de Londres du 18 mai 2007 - Vers l'espace européen de l'enseignement supérieur : une réponse aux défis de la mondialisation,
- le communiqué de Leuven/Louvain-la-Neuve des 28 et 29 avril 2009 - le processus de Bologne en 2020 - L'espace européen de l'enseignement supérieur dans la nouvelle décennie,
- la déclaration de Budapest-Vienne du 12 mars 2010 sur l'espace européen de l'enseignement supérieur.

1.1.3 Un cadre européen de certification se met en place

Pour faciliter la lecture des certifications nationales dans toute l'Europe, il est créé, en 2008, le cadre européen des certifications pour l'éducation (CEC) et la formation tout au long de la vie.

Ce cadre, commun à l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, permet de comparer et d'adapter les niveaux de certification entre les pays de l'Europe. Il s'articule autour de huit niveaux portant sur les savoirs, les aptitudes et les compétences d'un apprenant. Le niveau 6 correspond à la licence, le 7 au master et le 8 au doctorat.

« Le CEC s'applique à tous les types d'éducation, de formation et de certification, de l'enseignement scolaire et universitaire, en passant par la formation professionnelle. Cette approche se démarque du système traditionnel qui souligne les « apports d'apprentissage » tels que la durée de l'expérience d'apprentissage ou le type d'établissement. Elle encourage également l'éducation et la formation tout au long de la vie, en favorisant la validation de l'apprentissage non formel et informel. »⁷

⁷(2010) » Le cadre européen des certifications », ressource en ligne. Accédée le 03/11/2010, sur http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc44_fr.htm.

Il est demandé aux pays de l'union européenne d'établir des correspondances entre leurs systèmes d'ici 2010 et de faire en sorte qu'en 2012 mention soit faite de la correspondance européenne en plus des niveaux nationaux.

1.2 LA POLITIQUE NATIONALE IMPACTEE EVOLUE EN PARALLELE

En France, les diplômes des professions paramédicales ne relèvent pas de l'enseignement supérieur. Deux ministères se partagent leur tutelle : le ministère chargé de la santé et le ministère de l'éducation nationale.

Cette particularité française ne permet ni l'inscription dans la politique européenne, ni la lisibilité, ni la reconnaissance mutuelle et freine la mobilité. La libre circulation des infirmiers en Europe est soumise à la directive EUE n° 2005 - 36⁸ qui reprend en partie les exigences de la directive sectorielle de 1977.

La France est contrainte de faire évoluer sa réglementation afin d'augmenter, d'une part, la possibilité de comparer les diplômes par domaine d'activité et par niveau de certification et, d'autre part, d'inscrire la formation infirmière dans le système Licence, Master, Doctorat (LMD).

1.2.1 La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002

En France, les diplômes sont organisés selon le système de classification : l'un est utilisé pour les titres et diplômes délivrés par l'éducation nationale, il fait référence à la durée des études, l'autre est utilisé par l'ensemble des certificateurs dépendants de divers ministères comme celui de la santé, il se place en plus sur la nature des savoirs, l'expertise et l'autonomie professionnelle.

La loi de modernisation sociale de 2002 dans son chapitre II intitulé « développement de la formation professionnelle », crée un répertoire national des certifications professionnelles (R.N.C.P.). Les diplômes et les titres à finalité professionnelle y sont classés par domaine d'activité et par niveau. La commission nationale de certification professionnelle (C.N.C.P) créée également à cette occasion, a pour rôle de décider de l'introduction des diplômes et des titres dans le répertoire lorsque l'État n'est pas le certificateur.

⁸ Directive européenne sur la reconnaissance des qualifications- JOCE du 30.9.2005.

« Il est créé un répertoire national des certifications professionnelles. Les diplômes et titres à finalité professionnelle, ainsi que les certificats de qualification figurant sur une liste établie par la commission paritaire nationale de l'emploi d'une branche professionnelle, peuvent y être enregistrés, par arrêté du premier ministre à la demande des organismes les ayant créés et après avis de la commission nationale de la certification professionnelle. Ceux qui sont délivrés au nom de l'État et créés après avis d'instances consultatives associant les organisations représentatives d'employeurs et de salariés sont enregistrés de droit dans ce répertoire ».⁹ Cette dernière phrase concerne les diplômes paramédicaux qui relèvent de l'article L. 335-6 du Code de l'éducation.

Le fait d'harmoniser les domaines d'activités n'est pas suffisant, le système de classification par niveau est à revisiter également.

1.2.2 L'harmonisation du système de classification

La création du CEC contraint les nations à revoir leur système de niveau de référence des diplômes. Alors que traditionnellement, la durée de la formation et le type d'institution étaient valorisés, l'accent est maintenant mis sur les moyens mis en œuvre pour acquérir les connaissances.

Les huit niveaux prônés par l'Europe, couvrent toutes les certifications depuis la fin de l'enseignement obligatoire et jusqu'aux niveaux les plus élevés de l'enseignement universitaire ou le champ de la formation professionnelle.

En France, la classification ne comprenait, que cinq niveaux qui allaient du niveau de base (niveau 5) au niveau le plus haut : niveau 1. Les infirmières étaient reconnues jusqu'à ce jour, bac+2 classées au niveau trois, alors que dans la nouvelle classification, la licence se trouve au niveau deux.

La France devra, comme les autres pays et d'ici 2012 avancer dans la transposition des niveaux préconiser par le CEC.

⁹ Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, JO du 18 janvier 2002.

Par ailleurs, la France mène une politique de répartition des responsabilités avec comme règle générale, le principe de subsidiarité. Concernant les formations sanitaires ce mouvement s'officialise lors de la promulgation de la loi du 13 août 2004.

1.2.3 La loi de décentralisation du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui redéfinit le dispositif des formations initiales dans le domaine sanitaire et social

1.2.3.1 Les dispositions générales applicables aux formations sanitaires et sociales

La loi du 13 août 2004¹⁰ prévoit que la région définit et met en œuvre la politique en direction des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une formation professionnelle. Les formations sanitaires et sociales désormais prises en charge s'inscrivent dans l'exercice de sa compétence de droit commun. Elles intègrent le dispositif régional de la formation professionnelle sous forme d'un dispositif spécifique prévu dans le plan régional de développement des formations professionnelles (PRDFP)¹¹.

Les formations sanitaires transférées concernent l'ensemble des formations préparant aux professions paramédicales, à savoir :

- Une profession médicale à compétences définies : sage-femme,
- Les professions de soins, de rééducation et médico-techniques : infirmier, masseur-kinésithérapeute, pédicure-podologue, ergothérapeute, psychomotricien, orthophoniste, orthoptiste, manipulateur d'électroradiologie médicale, audioprothésiste, opticien - lunetier, diététicien,
- Les professions de soins non réglementées : préparateur en pharmacie hospitalière, aide-soignant, auxiliaire de puériculture, ambulancier, technicien de laboratoire d'analyse de biologie médicale, cités à l'article L.4383-1 de la loi du 13 août 2004,

¹⁰Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales

¹¹ Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

- La formation des cadres de santé.

1.2.3.2 Le champ de compétence de l'Etat : la pédagogie.

L'Etat fixe les conditions d'accès aux formations, détermine les programmes de formation, l'organisation des études, les modalités d'évaluation des étudiants (le représentant de l'Etat dans la région contrôle le suivi des programmes et la qualité de la formation).

Il délivre les diplômes, il fixe de façon annuelle ou pluriannuelle au plan national pour chaque région, le nombre des étudiants ou élèves admis à entreprendre des études en vue de la délivrance des diplômes, certificats ou titre exigés pour l'exercice de la profession considérée.

Les personnels des écoles et instituts relevant d'un établissement public de santé sont recrutés, gérés et rémunérés par cet établissement selon les dispositions de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Le représentant de l'Etat dans la région communique toutes les informations permettant le transfert en connaissance de cause de la charge du fonctionnement de l'équipement des écoles et instituts mentionnés à l'article L. 4382-3 dudit code (art 73-VII).

1.2.3.3 Le champ de compétence de la région : les financements.

La région :

- fixe le nombre des étudiants, selon les besoins de la population,
- répartit les quotas d'étudiants et les capacités d'accueil entre les instituts ou écoles, sur la base du schéma régional des formations sanitaires,
- autorise la création des instituts ou écoles de formation des professionnels mentionnés aux titres Ier à VII, sur autorisation délivrée par le président du conseil régional,
- donne les autorisations et agréments mentionnés qui peuvent être retirés en cas de non respect et d'incapacité ou de faute grave des dirigeants de ces instituts ou écoles,
- attribue des aides aux élèves et étudiants inscrits dans les instituts et écoles de formation. La nature, le niveau et les conditions d'attribution des aides sont fixés par

délibération du conseil régional. Aucune condition de résidence ne peut être exigée des élèves et étudiants,

- a la charge du fonctionnement et de l'équipement des écoles et instituts mentionnés, lorsqu'ils sont publics.

La région participe au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces établissements, financement à la hauteur des dépenses engagées antérieurement par l'Etat, pour les établissements privés ou publics (art 73-XI).

La subvention de fonctionnement et d'équipement est versée annuellement aux organismes qui gèrent ces écoles et instituts ; les dépenses et les ressources de ces établissements sont identifiées dans un budget spécifique.

Lorsque l'école ou l'institut relève d'un établissement public mentionné au titre Ier ou au titre IV du Code de l'éducation, les autorisations et agréments prévus à l'art. L. 4383-2 font l'objet d'une convention entre la région et l'établissement public.

La création des instituts ou écoles de formation des professionnels mentionnés aux titres Ier à VII fait l'objet d'une autorisation délivrée par le président du conseil régional.

Le président du conseil régional agréé les directeurs des instituts ou écoles de formation (Art. L. 4383-3). Les autorisations et agréments mentionnés peuvent être retirés en cas de non respect et d'incapacité ou de faute grave des dirigeants de ces instituts ou écoles.

1.2.3.4 Des interactions complexes

D'une part, cette répartition des responsabilités n'est pas sans poser problème. Elle met en scène trois acteurs : la DRASS (devenue l'ARS, Agence Régionale de Santé en 2010) représentant l'Etat, la région, et l'établissement de santé gestionnaire, avec chacun leur champ de décisions et leurs liens de dépendance les uns avec les autres. Leurs logiques ne sont pas ordonnées de la même manière. Ainsi, des incompréhensions et des tensions se développent.

La constitution des ARS au 1^{er} avril 2010 complexifie encore le paysage : l'ARS conserve ses compétences dans le champ de la pédagogie, mais les certifications deviennent de la compétence de la Direction Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS).

A ce jour, dans ce paysage complexe, il demeure un point de crispation aigu concernant le financement de la mise en place du programme infirmier de 2009 : l'Etat affirme avoir versé les fonds nécessaires et appropriés, les régions, quant à elles, soutiennent que rien ne leur est parvenu.

De plus, ces textes sont adoptés au moment même où la France avance dans la transposition des accords de Bologne et commence la réforme de l'enseignement supérieur, le découpage des trois niveaux L. M. D. et la construction des diplômes à partir d'un système de crédits, ECTS.

1.3 L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET L'UNIVERSITE :

L'université est à entendre comme une communauté autonome de maîtres et d'étudiants réunis pour assurer à un niveau supérieur, l'enseignement d'un certain nombre de disciplines.

1.3.1 Une histoire à considérer

La création des universités est spécifique de la civilisation occidentale au début du XIII^e siècle. Elles sont le prolongement des écoles du haut Moyen Âge qui enseignaient les arts libéraux et la science sacrée, longue tradition pédagogique venue de l'Antiquité. Les universités sont nées, dans un contexte d'essor urbain, par la modification forte de la cartographie des centres scolaires suite à de nombreuses disparitions et des regroupements, si bien qu'il n'existe pas un modèle unique. Elles s'édifièrent en institutions avec des règles et bénéficiaient déjà d'une certaine autonomie garantie par les différents papes successifs en contrepartie d'une surveillance de l'orthodoxie des enseignements.

Le XIV^e et XV^e siècles furent marqués par le rôle croissant des états au détriment de la papauté. Le savoir acquis devait permettre d'utiliser les compétences au service de fins socialement légitimes. Les méthodes d'enseignement s'appuyaient sur la scolastique. Les « autorités » servaient de texte de base du savoir. La pédagogie s'articulait autour de deux exercices, la lecture et la dispute, que l'on nommerait aujourd'hui débat public autour d'une thématique. Déjà un système complet d'examen menait au grade. Basé sur la théologie, la scolastique s'est enfermée sur elle-même sans écouter les évolutions externes.

Les humanistes (XIV et XVe siècle) critiquèrent la culture universitaire et prônèrent le retour aux sources littéraires latines ainsi qu'à l'ouverture à l'étude d'autres langues antiques. Le problème d'un écart croissant entre les enseignements de l'universités et l'attente sociale était de plus en plus prégnant.

L'époque moderne (XVIe XVIIIe siècle) fut marquée par la multiplication du nombre des universités due au renforcement des états et des régions par rapport à l'église. Les pouvoirs politiques exerçaient un contrôle de plus en plus grand et prenaient en charge le financement des universités ce qui leur fit perdre leur autonomie. Le XVIIIe siècle marque vraiment l'époque de la modernisation des universités avec un retournement vers les besoins de la société civile et de l'État en préparant les étudiants à des professions. Des centres d'excellence, les écoles spéciales et professionnelles avaient pris place sur ce terrain non encore investi par l'université (école des mines, école vétérinaire...).

C'est sur cette base, qu'au XIXe siècle (poste révolution française) que l'université a entrepris sa reconstruction. Le pays avait besoin de cadres formés pour se reconstruire. L'Etat contrôlait étroitement les formations et était le seul à pouvoir délivrer des grades. C'est la naissance des diplômes d'Etat et l'intégration de l'université et de ses personnels dans la hiérarchie des corps de l'Etat. C'est une véritable rupture avec l'héritage universitaire ancien.

La période 1860-1940, est caractérisée par la diversification et la professionnalisation de l'enseignement supérieur qui devient un enjeu pour la promotion sociale, le progrès scientifique et économique.

1.3.2 De nouveaux contours à explorer, à construire, à inventer : Loi du 10 aout 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités.

Au-delà du contexte européen dans lequel les universités se sont inscrites depuis plusieurs décennies, et que nous avons décrit antérieurement, l'impact de l'évolution sociétale en France se ressent.

Depuis les années 60, les universités se trouvent confrontées à trois grandes problématiques conjointes :

- la demande des citoyens à pouvoir accéder à l'université est en constante augmentation,

- les aspirations des étudiants sont de plus en plus en décalage avec les possibilités d'insertion professionnelle,
- les dépenses de l'université ne cessent de croître.

Dans ce contexte complexe, l'État français fait le choix de formaliser les missions du service public de l'enseignement supérieur et de confier plus d'autonomie et de responsabilités aux universités par la loi du 10 août 2007.

« Les missions du service public de l'enseignement supérieur sont :

- 1 la formation initiale et continue ;
- 2 la recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats ;
- 3 l'orientation et l'insertion professionnelle ;
- 4 la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique ;
- 5 la participation à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- 6 la coopération internationale. »

Nous retrouvons bien, dans ces missions, l'impact de l'Europe dans la formation et l'enseignement supérieur.

Les universités ne semblent, cependant pas tout à fait prêtes voire même réticentes à assurer ses nouvelles missions. G. Le Boterf le souligne dans un article dès 2007, « il suffit d'évoquer la mission d'orientation et d'insertion professionnelle attribuée par la Loi Pécresse au service public l'enseignement supérieur pour créer des crispations intellectuelles et entendre crier à la dégradation de la vocation de l'université » (Le Boterf, 2007 : 53).

L'autonomie laissée par cette Loi confie donc davantage de responsabilités aux universités. Ceci ne signifie pas que l'Etat se désengage, mais bien au contraire cela l'oblige à fixer clairement les objectifs de service public de l'enseignement supérieur à partir de contrats pluriannuels.¹²

¹² Loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités. chapitre II, article 18, sous-section 2

Le président de l'université devient ordonnateur des dépenses et des recettes. Il s'agit là d'un mouvement important de déconcentration de gestion qui permet à l'université toute initiative nouvelle génératrice de nouvelles recettes.

1.4 LA FORMATION INFIRMIERE REVISITEE

Dans ce contexte mouvant et pour répondre aux directives européennes sus citées, la formation infirmière est revisitée.

1.4.1 Une formation ancrée dans une culture

En 1900, la transmission des savoirs infirmiers se fait principalement par voie orale, souvent dans des congrégations religieuses, et échappe totalement aux médecins. C'est alors que le docteur Bourneville (1840-1909), souhaite borner la formation des infirmières dans un principe de laïcité.

C'est par la circulaire du 28 octobre 1902 qu'obligation est faite de « créer des écoles d'infirmières dans toute ville dotée d'une faculté ou d'une École de Médecine. Dès sa mise en place on cherche à rapprocher cette formation professionnelle de l'université ».¹³

Malgré cet engagement, la notion de sacerdoce accompagne toujours le métier dans les années 1920. Socialement, cette professionnelle féminine reste inférieure et soumise au pouvoir médical : « l'infirmière doit savoir tout du malade - non pas tout de la maladie : la maladie, c'est la science du médecin, le malade, c'est l'art de l'infirmière ».¹⁴

La seconde guerre mondiale marque une avancée pour la profession : de nouvelles thérapeutiques apparaissent, des gestes techniques sont confiés aux infirmières par manque de médecins et affluence de patients. On assiste à un glissement de tâches qui n'est pas sans rappeler les transferts de compétences qui émergent aujourd'hui avec la problématique démographique du milieu sanitaire.

Il faut néanmoins attendre les années 1960-1965 et même jusqu'en 1968 pour que les infirmières affirment la spécificité de leur profession. Ce phénomène se ressent surtout dans un

¹³ F.Acker, (2006). « 1956-2006, cinquante ans de profession infirmière », in *Soins* », n°711, décembre 2006 p 36.

¹⁴.Ibid, . p37.

premier temps en dehors de l'hôpital car dans les établissements de santé ce métier reste encore sous la domination médicale et certaines écoles sont toujours tenues par des religieuses.

Dans les années 70, les disciplines médicales se fractionnent et se classent en pathologies ou organes. Les enseignants médecins laissent peu à peu de la place aux enseignants infirmiers et la réforme du programme en 1972 est une réelle rupture. Elle propose « la prise en charge globale du patient centré non plus sur la maladie mais sur la personne en tant qu'entité. »¹⁵ Ce programme introduit également les notions de promotion de la santé et de prévention tout en insistant sur le développement des responsabilités.

C'est aussi la naissance d'identités professionnelles distinctes entre médecins et infirmières.

L'autonomisation de la profession se forge ensuite avec la reconnaissance du rôle propre en 1978, base du programme du 12 juillet 1979, la loi relative à l'exercice de la profession en 1980 et la listes des actes professionnels en 1984.

Dans les années 1990, la démographie des professions sanitaires se modifie. La pénurie d'infirmiers se fait sentir et la profession médicale se féminise. C'est le début de nouvelles relations et de nouvelles distributions des rôles entre ces deux corps professionnels.

Intervient alors une nouvelle réforme du programme infirmiers, celle de 1992 élaborée à partir de directives européennes. La durée des études passe à 37 mois, les filières de soins généraux et de psychiatrie sont réunies. La professionnalisation est prônée, le suivi pédagogique introduit.

1.4.2 1992, première rupture

Le programme de 1992 est basé sur une logique de contenu qui a été suivi et mis en musique avec de grandes diversités

En effet, la finalité de la formation est présentée de la façon suivante : « l'IFSI est responsable de l'acquisition de connaissances et d'aptitude des étudiants »¹⁶.

¹⁵ Ibid. , p 38.

¹⁶ Clavagnier, I. (2009). « Implication des infirmière dans l'évaluation des compétences en stage », in La revue de l'infirmière, n°153, septembre 2009. p 20.

Le programme se caractérise par :

- 18 modules basés sur les pathologies, 10 modules transversaux, deux modules optionnels d'approfondissement,
- les enseignements sont répartis entre des cours magistraux et des travaux dirigés (TD),
- les modalités d'évaluation sont laissées au choix des équipes pédagogiques,
- la présence des étudiants n'est obligatoire qu'aux TD et en stage.

Cette formation sera suivie par les étudiants jusqu'en 2009, date à laquelle les directives européennes s'imposent.

1.4.3 2009, une nouvelle ingénierie de formation : universitarisation de la formation

1.4.3.1 Acquisition d'ECTS et approche compétences

Ce programme représente une rupture avec l'approche par les contenus ce qui nécessite un réajustement de l'ingénierie.

La finalité du nouveau dispositif est « d'engager l'étudiant dans une pratique réflexive et d'analyse », pour l'amener à être « un professionnel autonome, adaptable, responsable, et réflexif ». La pédagogie est centrée sur l'étudiant dans « un parcours professionnalisant pour développer des compétences à travers l'acquisition de savoirs »¹⁷.

Les enseignements sont répartis sur six semestres. Chaque semestre est valorisé à 30 ECTS. L'étudiant devra donc avoir obtenu 180 ECTS pour se voir délivrer le diplôme d'Etat et le grade de licence.

La formation est structurée autour de dix compétences en lien avec l'exercice du métier et s'inscrivant dans une visée de mobilité et d'évolution des professions. On retrouve :

- Les compétences « cœur de métier » :

17 Ministère de la santé et des sports (2009). JO du 7 août 2009 texte 18 sur 135 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier. Paris : Ministère de la santé et des sports.

1. Evaluer une situation clinique et établir un diagnostic dans le domaine infirmier,
2. Concevoir et conduire un projet de soins,
3. Accompagner une personne dans la réalisation de ses soins quotidiens,
4. Mettre en œuvre des thérapeutiques et des actes à visée diagnostique,
5. Initier et mettre en œuvre des soins éducatifs et préventifs.

- Les compétences « transversales » :

6. Communiquer et conduire une relation dans un contexte de soins,
7. Analyser la qualité des soins et améliorer sa pratique professionnelle,
8. Rechercher, traiter et analyser des données professionnelles et scientifiques,
9. Organiser et coordonner des interventions soignantes,
10. Informer, former des professionnels et des personnes en formation.

La répartition des cours magistraux des TD ou travaux pratiques guidés (TPG), sont aujourd'hui clairement définis par le programme. Le fonctionnement des équipes est réinterrogé et nécessite plus de transversalité de la part des formateurs et plus de coordination à l'intérieur de l'IFSI ou avec des partenaires extérieurs comme, les professionnels de terrain, les autres instituts de proximité, ou l'université.

La porte d'entrée de la connaissance n'est pas nécessairement la théorie elle peut aussi être l'expérience en stage. L'étudiant va construire progressivement les compétences attendues pour l'exercice du métier. Pour cela il va s'appuyer, sur l'exercice clinique en stages dans lesquels le rôle des différents acteurs est clairement défini. Et cela, à partir des unités d'enseignement qui permettent l'intégration puis la mobilisation des savoirs en situation.

Le travail de partenariat avec les universités porte sur les unités d'enseignement contributives, soit, les sciences humaines, sociales et droit, et les sciences biologiques et médicales, pour un total de 42 crédits européens sur les 180 que totalise la formation sur les trois années.

Ce programme borne rigoureusement la formation infirmière, il est extrêmement précis tant dans les principes pédagogiques qu'il véhicule que dans les contenus, les évaluations et/ou le niveau d'exigence requis.

1.4.3.2 De nouvelles perspectives

Les enjeux du grade licence pour les infirmiers sont nombreux :

- une attractivité pour la profession : une formation plus courte permettant des passerelles et classée au niveau deux,
- une reconnaissance sociale,
- appartenir au système européen de l'enseignement supérieur qui permet de mieux échanger sur les pratiques départmentales de les enrichir,
- « enrichir les métiers et les responsabilités des professionnels de santé paramédicaux dans le cadre de la coopération entre les professionnels de santé. »¹⁸

Mais l'universitarisation des infirmiers fait débat : une « réforme hybride », qui crée des craintes et de nombreuses prises de position diverses chez les formateurs permanents des instituts de formation en soins infirmiers.

Quant à l'université le débat est également ouvert, « les termes font souvent peur et hérissent... la mission d'orientation et d'insertion professionnelle... crée une crispation... Le développement des filières professionnelles en licence et en master s'accompagne d'un grand décalage entre l'affichage de « professionnalisation » et la réalité encore très académique des cursus correspondants » (Le Boterf 2007 : 53). Alors même que ce qui est recherché est bien « un cursus universitaire qui transforme des connaissances empiriques acquises par l'expérience en savoirs scientifiques appris de façon académique et évalués de manière formelle sinon incontestable » (Wittorski 2008 : 17).

¹⁸ Morelle, A., & Veyret, J., & Lesage, G. (2008). *Evaluation de l'impact du dispositif LMD sur les formations et le statut des professions paramédicales*. Rapport. Septembre 2008. Paris : Inspection générale des affaires sociales et Inspection générale de l'administration et de l'éducation nationale et de la recherche. Communiqué de presse du 07 octobre 2008.

1.4.4 Un regroupement obligatoire des IFSI par région : La circulaire interministérielle n°DHOS/RH1/DGESIP/2009/202 du 9 juillet 2009 relative au conventionnement des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) avec l'université et la région dans le cadre de la mise en œuvre du processus Licence-Master-Doctorat (LMD).

Cette circulaire stipule les modalités d'attribution du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat dès 2012 « dès lors qu'ils auront été inscrits en première année à compter de la rentrée 2009. Cela implique la signature, au plus tard en juin 2010, de conventions entre les IFSI ou établissements de santé support des IFSI, les universités et les régions. »¹⁹

Elle rappelle la nécessité de formaliser la contribution de chacun des trois acteurs « aux enseignements, aux instances, aux jurys d'examen » et joint en annexe un modèle type.

Le directeur de l'Agence Régionale en Santé est chargé d'« initier les premières réunions constitutives ». Certes, cette recommandation a été suivie. Mais avec le temps, les réunions se sont multipliées pour essayer de rédiger une convention.

Les participants appartenant aux trois principales parties, ne sont pas les individus qui siègent ni au GCS ni à la commission spécialisée. C'est à dire, que ceux qui rédigent la convention ne sont pas ceux qui vont la signer mais seulement les représentants des trois entités.

Ceci peut sans doute expliquer les difficultés parfois rencontrées et le lent aboutissement de cette réglementation. C'est pourquoi certains articles ou certaines annexes rédigées sont supprimées devant les instances décisionnelles. On note également des différences d'appréciation entre les présidents d'université et les Programmes de Recherche de l'Enseignement Supérieur (PRES).

La commission spécialisée, mise en place très rapidement après la constitution du GCS, ne peut pas jouer son rôle de « proposer et mutualiser les orientations et expériences pédagogiques ». Aujourd'hui, elle se limite à la lecture et à la relecture de la future convention ce

¹⁹ Ministère de la santé et des sports, & ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. (2009). *Circulaire interministérielle n°DHOS/RH1/DGESIP/2009/202 du 9 juillet 2009 relative au conventionnement des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) avec l'université et la région dans le cadre de la mise en œuvre du processus Licence-Master-Doctorat (LMD)*. Par délégation, la directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DGOS). Paris : ministère de la santé, & des sports et Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

qui pénalise l'ensemble des IFSI dans la mise en route du nouveau programme et des objectifs pédagogiques.

Sa présidence, prévue pour être assurée par l'ARS a été l'objet de crispation entre les différents participants, ce qui a obligé la directrice de la DGOS à proposer une présidence à deux têtes à condition que l'ARS siège et soit garante du respect des directives du ministère de la santé.

Cette circulaire évoque également que « les dossiers d'évaluation des formations seront transmis à échéance régulière, par l'intermédiaire de l'université coordinatrice, à l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES). »²⁰ Nous retrouvons ici l'un des éléments demandé dès l'accès à l'enseignement supérieur.

Tous ces éléments sont repris en septembre 2010 dans le décret n° 2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique ; sans doute pour leur donner un caractère plus obligatoire.

Mais en février 2011, seules sept régions ont signé leur convention.

Il devient urgent de trouver des moyens pour contraindre les trois parties à signer ces conventions car tant que le partenariat n'est pas acté et formalisé, la légitimité à faire intervenir des universitaires dans les IFSI n'existe pas. Or, sans partenariat universitaire, qu'en serait-il de la délivrance du grade de licence alors que les premiers étudiants terminent en 2012 ?

En résumé, le paysage des IFSI à ce jour est vraiment bousculé, ils sont contraints de :

- Mettre en place une nouvelle ingénierie de diplôme dans une logique de compétences,
- Entrer dans le système LMD, c'est à dire accepter de s'ouvrir à une culture extérieure,
- Se réunir en GCS, ce qui nécessite un décloisonnement et une harmonisation des pratiques,
- Fonctionner avec une triple tutelle :
 - la région pour leur financement du fonctionnement de la structure,

²⁰ Ibid, .

- l'établissement de santé pour la gestion de cette subvention, mais aussi pour la gestion du personnel et souvent l'investissement,
- et l'Etat représenté par l'ARS pour le champ de la pédagogie. De plus, depuis la création des ARS au premier avril 2010, un nouvel interlocuteur s'est invité pour la certification et donc la délivrance des diplômes, il s'agit de la direction régionale de la jeunesse et de la cohésion sociale (DRJSCS). Les décisions sensibles prises pendant la scolarité des étudiants souvent en accord avec la tutelle ARS, doivent être extrêmement pesées pour ne pas risquer de questionner la certification.

Ces changements profonds, simultanés et multiples impactent toutes ces organisations.

1.5 DES PARADOXES QUI DEMEURENT

Nous constatons qu'au-delà des difficultés rencontrées dans un contexte extrêmement complexe et mouvant, **des paradoxes demeurent** et complexifient encore l'environnement.

1.5.1 La dimension non totalitaire des textes par exemple :

Le législateur laisse une part d'interprétation dans l'application des textes ce qui permet aux acteurs concernés d'inventer à l'intérieur du cadre donné, ce qui crée des différences parfois significatives.

Le processus de Bologne permet aux Etats membres de conserver, l'« entière responsabilité des matières enseignées et de leurs systèmes d'enseignements ainsi que la diversité culturelle et linguistique »²¹, ce qui laisse présager de grandes diversités d'interprétation et de réalisation. En effet, les différences culturelles demeurent encore marquées et la notion de citoyen européen non acquise pour tous.

1.5.2 La mobilité

La mobilité européenne est prônée mais les programmes de formation sont nationaux. Comment alors penser que la formation permet l'acquisition des mêmes compétences d'un pays à

²¹ « Processus de Bologne : création de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (2010), Ressource en ligne. Accédée le 03-11-2010, sur http://europa.eu/législation_summaries/education_training_youth/general_framework/.

l'autre ? Les programmes étant d'autre part construits au regard de l'activité professionnelle qui est bien différente d'un pays à l'autre, la préparation à un exercice professionnel transférable pose question.

La mobilité nécessite également des connaissances linguistiques, mais là encore aucune directive dans ce sens, chaque Etat dispensant les enseignements dans la langue du pays. Les exigences concernant l'acquisition d'une autre langue sont encore assez légères.

Le fait de ne pas partager un langage commun freine également le sentiment de citoyenneté.

La mobilité certes est attendue et facilitée mais au niveau local, les régions qui financent souhaitent aussi un retour sur investissement et ne prônent pas particulièrement la mobilité au-delà des frontières régionales.

Le processus de Bologne prône le développement sociale et humain mais est-ce possible alors que la formation est formalisée par l'Etat et ce, dans le but d'éviter l'acquisition empirique des actes ?

1.5.3 L'universitarisation

L'universitarisation de la formation infirmière se met en place alors qu'il n'existe pas de discipline spécifique au sein des universités. Et, alors que les infirmiers souhaitent s'émanciper de la profession médicale, l'adossement à la faculté de médecine est imposé pour mettre en place cette universitarisation.

1.5.4 La logique compétence

L'ingénierie des formations se réalise dans une logique compétences mais la lisibilité des métiers se fait toujours par la qualification, confère le répertoire des certifications professionnelles et par la durée des études si l'on se réfère au système licence, 3 ans, master, 5 ans, doctorat, 7 ans.

CONCLUSION

Nous venons de le voir, nous sommes face à un environnement complexe avec, d'une part un système politico-administratif mouvant, et d'autre part, la rencontre de deux cultures construites de longue date.

Dans ce contexte, il sera nécessaire de rester vigilant aux différents équilibres, celui entre les régions et les IFSI eux-mêmes adossés aux établissements de santé, et l'université. La réussite de ce trio et de leurs éventuels projets dépend de nombreux éléments, d'interactions et d'articulations diverses qui font parfois débat et que nous allons maintenant chercher à éclairer par une recherche conceptuelle puis, par des entretiens auprès des trois principaux acteurs en présence pour le conventionnement.

2 Le conventionnement : un projet, des acteurs, des stratégies

Comme nous l'avons précisé précédemment, la circulaire de juillet 2009 stipule de formaliser la contribution de chaque acteur par la signature d'une convention entre les IFSI, l'université et la région. Par la formalisation de leurs liens, ces trois acteurs élaborent un véritable projet. C'est la raison pour laquelle il nous a semblé intéressant de débiter l'étude par ce concept.

En second lieu, nous avons constaté que notre environnement est particulièrement complexe. Appréhender la complexité est difficile, le concept de projet peut nous y aider : « la complexité n'a pas de réalité, elle n'est pas un attribut de l'objet, mais elle est une qualité du regard porté sur lui » (Ardoino, 1998 : 21).

Dans ses travaux, Boutinet (1993 : 230) explique que le projet « est destiné à gérer l'indétermination d'une situation problématique faite de l'interdépendance de plusieurs paramètres exigeant que la dite situation ne soit pas abusivement simplifiée, mais au contraire prise dans toute sa complexité. »

Dans le cadre pré cité, il est demandé aux trois acteurs d'écrire et de formaliser leurs intentions alors que leurs choix ne peuvent être déjà déterminés puisque cette étape se situe au début d'une relation imposée par le législateur. De plus, dans cette construction d'un commun, ils sont dépendant les uns des autres, chacun devant trouver sa place dans ce nouveau groupe hétérogène. Les enjeux, les différences d'origine professionnelle et culturelle, l'injonction faite de conventionner dans un environnement non stabilisé, rendent cette situation complexe, le concept de projet nous permet une étude de la dite situation sans la simplifier.

Par ailleurs et pour terminer, ce concept correspond à notre vision positive des événements « tout projet présuppose une vision plutôt optimiste.....se lancer dans un projet c'est donc, estimer que des réalisations sont possibles, et en tout état de cause des réalisations sensiblement différentes de tout ce qui a pu être fait jusqu'ici » (Boutinet, 1993 : 230).

A partir de cette vision optimiste, voyons comment observer un projet, Boutinet nous propose, en tant qu'agent extérieur de prendre en compte les paramètres suivants :

- «Les acteurs engagés »,
- « les visée et buts... »,
- « les motifs invoqués »,
- « les stratégies en présence »,
- « les effets secondaires non-voulus ».

Ce qui nous amène, de fait, à étudier, après le concept de projet, les notions d'acteurs et de stratégie sachant que les motifs invoqués ont été exposés dans le cadre contextuel alors que les visées, buts et effets secondaires non voulus émergeront des entretiens de l'enquête.

2.1 LE CONCEPT DE PROJET

« Le mot *projet* provient du mot latin *projectus* , participe passé dérivé de *pro-jicere*, « jeter quelque chose vers l'avant » dont le préfixe *pro* signifie « qui précède dans le temps » et le radical *jicere* signifie « jeter ». Le mot « projet », dans son acception actuelle couvre à la fois l'intention visée et le dispositif prévu pour le réaliser ».²²

Il convient pour nous d'identifier les intentions de chacun au cours des temps d'échanges et de négociation puis de les formaliser dans les articles de la convention ce qui nous ramène vers Boutinet quand il parle du « pro » de l'anticipation et du « jet » de la réalisation (1999 : 25).

Avant d'explorer ces éléments nous allons nous intéresser aux quatre conditions, « repères obligés et facilitant », et préalables à toute démarche, proposées par J.P. Boutinet.

²² Ressource en ligne, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Projet> le 15/05/2011.

2.1.1 Des conditions facilitantes

Boutinet nous expose quatre conditions essentielles pour gérer un projet (1999 : 83-84).

Ainsi, l'acteur est auteur : « la division du travail entre concepteurs et réalisateurs est contraire au projet ». Le fait que les concepteurs soient les législateurs, et que les acteurs engagés à ce jour n'aient pas été impliqués dès l'origine rend cette première condition non effective dans l'environnement décrit. Mais, au delà du projet de conventionnement, il s'agit de définir un futur désiré à faire advenir pour ce partenariat novateur. C'est pourquoi nous consacrerons une partie à l'étude de cette notion d' « acteur ».

« La situation de référence » est « appréhendée sur le mode de l'incertitude et de la complexité. La simplicité d'une solution prive le projet de sa dimension créatrice. ». La complexité exposée dans notre contexte va contraindre les acteurs en présence à approfondir leur réflexion pour enrichir leur créativité malgré les nombreuses incertitudes entourant cette réforme.

« L'acteur accepte de se livrer à une exploration ouverte d'opportunités au niveau de son environnement », c'est-à-dire que les différents protagonistes vont devoir accepter de s'inscrire dans une démarche volontariste d'exploration de possibles novateurs et se saisir de tout élément qui contribue à l'élaboration et au développement de ce projet. Il semble donc important dans notre enquête de mesurer la volonté et la capacité de chaque acteur à s'inscrire dans ces deux dernières dimensions.

« La recherche d'une solution singulière » qui « exprime la part d'inédit dont le projet est porteur ». La construction du projet qui nous intéresse laisse à penser qu'une ou des solution(s) novatrice(s) puisse(nt) être trouvée(s) puisque tout est à inventer et à construire. Notre enquête nous apportera sans doute de quoi répondre à cette question.

Ces préalables étant posés, voyons comment les intensions de chacun vont être spécifiées dans la phase d'anticipation.

2.1.2 Une phase d'anticipation

Le projet est défini comme : « une démarche qui ne saurait se déployer que dans la prise de distance, celle de la non-urgence à travers un lent travail de maturation et de conception des

scénarios projetés, et un non moins long travail de réalisation se souciant d'apprivoiser la réalité à bousculer » (Boutinet, 2009 : 181).

Transposé dans le domaine qui nous intéresse, on peut penser que le lent travail mené par le ministère de la santé en 2008 et 2009 avec un maximum de personnes concernées correspond uniquement à un travail de préparation. La construction au niveau régional relève des acteurs locaux pour créer un avenir innovant. Mais le temps imparti est très court puisque le texte paraît en juillet 2009 pour une signature de la convention avant le 30 juin 2010 ce qui laisse à penser que le long travail de maturation et de conception peut être mis à mal. Car il s'agit d'une lente évolution et d'un processus de création qui demandent du temps d'explicitation des intentions de chacun afin d'éviter les pièges liés à un manque de préparation : « l'explicitation de nos intentions, par la matérialisation qu'elle implique, nous évite de succomber aux aléas de l'improvisation et du bricolage » (Boutinet, 1999 : 32).

D'où l'importance de cette phase de négociation, d'appréhension des différences et de formalisation dans les articles de la convention. Par l'aboutissement du projet, les acteurs pourront alors partager un corpus commun de représentations, ciment de leur future alliance.

On peut penser que plus la période de réflexion sur les différentes projections sera importante, plus la matérialisation de la convention sera aisée.

D'ailleurs, Boutinet explique que dans tout projet, le temps et le lieu sont nécessaires à prendre en compte :

- le temps, parce que le temps créatif est court et consomme de l'énergie, comme nous venons de l'écrire concernant la phase d'anticipation ;
- le lieu, c'est-à-dire l'environnement spatial, souvent complexe et peu lisible, que l'acteur doit analyser pour y trouver des opportunités.

En effet, « l'opportunité naît de la rencontre de l'acteur dans ses aspirations avec un environnement dans ses disponibilités ; sans cette rencontre il ne saurait y avoir de projet. Or nos environnements nous sont le plus souvent opaques et étrangers » (Boutinet, 1999 : 76).

Le conventionnement est demandé par l'environnement. Les acteurs, contraints de répondre à cette commande, vont devoir réussir à identifier des contraintes, des possibles, et à saisir cette demande comme une opportunité alors même qu'ils ne pouvaient l'envisager d'emblée.

Car, « travailler sur l'espace, c'est se soucier de nouer avec telle ou telle partie de cet espace une relation privilégiée, que cette relation soit problématique, questionnante ou opératoire. Une telle relation va donner sens à l'espace investigué » (Boutinet, 1999 : 77).

Malgré l'incertitude qui entoure ce projet tant sur le plan relationnel que opérationnel, l'individu, dans une démarche volontariste d'exploration, par le regard différent qu'il peut porter sur le contexte, par les relations singulières qu'il peut tisser, s'ouvre alors un nouvel espace de sens.

Pour repérer les possibles Boutinet nous propose que l'environnement ne soit pas trop « opaque » ou « étranger », que la personne se trouve face à « un environnement suffisamment riche en disponibilités », ce qui signifie l'importance de repérer s'il existe, chez nos trois acteurs, issus de groupes professionnels différents, quelques communs possibles qui leur facilitent le travail d'analyse qu'ils doivent mener. Trois champs peuvent être identifiés :

- la formation et la professionnalisation tant au bénéfice des étudiants qu'à celui des formateurs ou des tuteurs,
- les connaissances dans le champ de la théorie ou celui de l'apprentissage clinique, la région ayant depuis de nombreuses années la responsabilité de l'enseignement secondaire et de l'apprentissage,
- la notion de territoire puisque chacun est ancré dans un territoire géographique mais également dans un territoire professionnel.

Après cette phase d'anticipation, vient la phase de concrétisation, concrétisation d'un projet de partenariat plus que d'un projet de convention.

2.1.3 Le projet de conventionnement, un partenariat.

Le projet de conventionnement tel qu'on essaie de la construire amène à se poser la question du partenariat. Le législateur, lui-même, nous propose ce terme de partenariat accolé à celui de convention dans les dernières phrases de la circulaire du 9 juillet 2009 : « Les conventions contributives des GCS et les conventions de partenariats devront impérativement être signées avant le 30 juin 2010. »

Le conventionnement est défini dans Universalis (2008) comme un « accord entre des personnes ou des groupes sociaux, un écrit définissant les termes de cet accord », donc il s'agit d'un cadre juridique, alors que le partenariat va bien au-delà. Il ne s'agit pas seulement de conclure des accords mais « de faire ensemble, d'exercer en commun dans un cadre institutionnel... en s'unissant parce qu'il y a un intérêt commun à agir ensemble » (Philip, 2008 : 2). La réglementation nous contraint à avoir une production commune, la convention qui formalise les intentions, et devient ainsi l'objet d'un partage entre les acteurs. C'est dans ce cadre que l'on peut parler de partenariat, certes, mais partenariat contraint dès l'origine.

Néanmoins, le partenariat doit être l'outil permettant de décroisonner, de fixer ensemble de nouveaux objectifs » (Philip, 2008 : 2). Cette fonction de décroisonnement, va faciliter les interactions entre les différentes cultures, et peut permettre de créer un futur que l'on ne pouvait pas imaginer d'emblée.

La création de ce futur inédit relève des choix et de la volonté des personnes en présence à travailler et à produire ensemble. Mais tout individu étant aussi un acteur emprunt de liberté, possédant une logique propre, et pouvant déployer des stratégies au regard du contexte, il est maintenant intéressant de mieux appréhender les notions d'acteur et de stratégie.

2.2 LES ACTEURS ENGAGES

2.2.1 L'acteur, un individu emprunt de liberté.

Boutinet nous parle de sujet, d'auteur, et nous conseille de nous intéresser aux « acteurs ». Voyons alors pourquoi parler d'acteur plutôt que de sujet ou d'individu.

Le nouveau petit Robert de la langue française, définit l'individu, comme « une unité élémentaire dont se composent les sociétés. »

L'acteur dont nous parle J.P. Boutinet (1993 : 252) « bénéficie d'une certaine liberté, il peut privilégier des opportunités,...il est capable de choisir et d'anticiper ».

Cet auteur n'est pas le seul à affirmer la liberté de l'acteur, M. Crozier aussi évoque cet élément tout en lui donnant une finalité plus ciblée : « l'homme garde toujours un minimum de liberté et ... il ne peut s'empêcher de l'utiliser pour « battre le système » » (Crozier, Friedberg, 1977 : 42). L'homme ne se soumet pas docilement aux injonctions de son environnement mais il oppose une certaine résistance pour rester en accords avec ses valeurs et les choix opportuns qui le servent avant tout.

On retrouve également ces deux auteurs sur la notion « d'opportunité ». Mais là encore avec une légère différence. Chez J.P. Boutinet (1999 : 84) l'acteur se livre à « une exploration ouverte d'opportunités au niveau de son environnement », ce qui ouvre sur des innovations inattendues possibles. M. Crozier, nous explique, quant à lui, que l'acteur agira plus en fonction des « opportunités qu'il distingue dans la situation et de sa capacité à s'en saisir » que de l'analyse qu'il fait de l'environnement à l'aide de son « cadre de référence ». Dans ce deuxième cas, l'action de l'individu sera dictée plus par la spontanéité de la réaction à une situation que par une fine analyse de celle-ci.

De manière individuelle, l'homme va donc, en tant qu'acteur, chercher à peser sur les décisions pour protéger ou imposer ses intérêts pour l'avenir.

2.2.2 L'acteur, des statuts, des logiques, une négociation.

Le ministère en tant qu'acteur mais aussi auteur du projet, s'inscrit dans une logique de concertation et organise de nombreuses réunions multipartites dès 2008. « Cet auteur est en situation de coopérer, composer, négocier avec un ensemble d'acteurs aux statuts toujours contrastés : acteurs-ressources, acteurs-confrontants, acteurs-indifférents, acteurs-confliktuels, acteurs-assujettis » (Boutinet 2009 : 181).

La volonté de négocier est formalisée dès les premières réunions au ministère de la santé avec la consultation en présence de toutes les parties concernées ou presque puisque le ministère des finances ne siègera jamais.

Parmi les acteurs en présence lors de la préparation de la convention type nous comptons, des acteurs ressources : les représentants des législateurs (les ministères de la santé, de l'enseignement supérieur) et les représentants des établissements gestionnaires auxquels les IFSI sont rattachés. Par contre, les représentants des universités, des IFSI, des régions, des étudiants, et des partenaires sociaux, vont successivement se positionner en tant qu'acteurs-confrontants, indifférents, conflictuels ou assujettis et ceci en fonction de leurs propres intérêts dans ce contexte mouvant.

C'est dans une « action collective...qui implique une négociation permanente, avec la prévalence alternativement d'une logique de compromis, d'une logique de conflit et de tensions » (Boutinet 1993 : 252) que la mise en place du LMD dans la formation infirmière est initiée.

La logique de compromis a été privilégiée mais avec le temps et les difficultés de certains acteurs à s'imposer ou à peser sur les négociations, des tensions sont apparues.

L'absence du financeur par exemple restera, tout au long de ce travail, un point de crispation. En effet, les représentants des régions présents aux réunions souhaitent, en temps que « financeurs » des IFSI, voir aborder la question du financement. Mais, le ministère des finances n'étant pas présent autour de la table, l'article concernant cette question ne peut être rédigé. On retrouve ici la scission interministérielle évoquée dans l'analyse du contexte national.

Nous ne pouvons étudier ici l'ensemble de ces acteurs, nous allons donc limiter notre étude à un niveau régional en nous intéressant, en particulier, aux trois principaux acteurs : des représentants de la région, des IFSI, et des universités. La problématique qui nous intéresse est au-delà de la genèse de la convention type, elle concerne les relations et les négociations à un niveau de proximité mais il était difficile de faire l'économie de ces éléments pour comprendre certaines situations du niveau macro.

La négociation implique pour Dupont (1986) deux conditions indispensables :

« L'existence d'un minimum d'intérêts communs ou complémentaires entre les acteurs concernés,

Et l'existence d'une solide motivation de part et d'autre afin de parvenir à un accord. »

Dans notre situation, chacun des trois acteurs signataires ont des intérêts partagés à répondre aux directives européennes :

- Chacun est conscient que si l'Europe veut tenir une place significative dans la mondialisation elle doit présenter une unité citoyenne. Et cela passe par la libre circulation de ses citoyens, la valorisation de ses formations et de l'enseignement supérieur,
- A un niveau régional, nous avons identifié précédemment des communs possibles,
- A un niveau individuel (pour chaque entité) la complémentarité des IFSI et des universités ne devrait plus être à démontrer.

Reste à connaître le degré de motivation de chacun à faire réussir ce projet. Notre enquête nous apportera sans doute des informations dans ce domaine, ainsi que sur les logiques de tension ou de conflit.

2.2.3 L'acteur, un positionnement.

Le positionnement de l'acteur est questionné : n'est-il qu'« un sujet assujéti ? » (Boutinet 1999 : 22), c'est-à-dire, « mis dans une situation de plus grande dépendance par le projet ? » (Boutinet 1993 : 109) On peut se demander si, par ce projet, les IFSI ne vont pas dépendre de plus en plus de leur financeur ou des universités de rattachement. C'est un risque qui va être exploré par les entretiens.

Néanmoins, puisque l'homme « ne s'adapte pas passivement aux circonstances » (Crozier, Friedberg, 1977 : 43) mais que, selon M. Crozier (1977 : 24), « chacun d'eux essaiera de gagner et préférera ses propres intérêts à ceux de l'autre », tout laisse à penser que les IFSI chercheront à s'imposer par rapport aux autres acteurs pour assurer leur pérennité.

Mais le contexte reste peu lisible et donc peu prévisible ce qui crée de l'incertitude. Or, « ce qui est incertitude du point de vue des problèmes est pouvoir du point de vue des acteurs » (Crozier, Friedberg, 1977 : 24). Chacun pourra alors trouver et utiliser une zone de pouvoir pour défendre son territoire mettant ainsi les autres protagonistes en danger.

Cette approche de M. Crozier nous permet de comprendre qu'une telle posture engendre, de facto, des tensions.

Puisqu'« il est impossible d'éliminer totalement l'imprévisibilité du comportement des individus ou groupes au sein des organisations » (Friedberg, 1988 : 35), nous allons tenter d'expliquer certains aspects de ce comportement à partir du concept de « stratégie » et ainsi de comprendre pourquoi le temps de la signature de la convention tarde, et ce qui anime les différents acteurs à aller ou pas au-delà des tensions et des existants.

2.3 LES STRATEGIES EN PRESENCES.

Le début de ce travail nous incite à porter une attention aux acteurs et, en particulier, aux moyens qu'ils développent pour arriver à leurs fins. Nous venons de souligner que l'homme « est aussi et avant tout une *tête*, c'est-à-dire une *liberté*, ou en termes plus concrets, un agent autonome capable de calcul et de manipulation et qui s'adapte et invente en fonction des circonstances et

des mouvements de ses partenaires » (Crozier, Friedberg, 1977 : 45). Cette adaptation se traduit par le déploiement de stratégies, notion que nous allons maintenant explorer.

2.3.1 La notion de stratégie.

Le mot stratégie vient « du grec *stratos* qui signifie « armée » et *ageîn* qui signifie « conduire » »²³... Elle est « par extension, l'élaboration d'une politique définie en fonction de ses forces et de ses faiblesses compte tenu des menaces et des opportunités. »²⁴

J.P. Boutinet (1993 : 234) nous invite à étudier cette notion pour comprendre les enjeux du projet : « le projet explicité c'est-à-dire verbalisé à partir de l'intention qui le sous-tend sera spécifié à travers la mise en place d'une stratégie appropriée. Cette stratégie vise à transformer la situation initiale dans le sens des objectifs voulus.... Elle devra prendre en compte les obstacles perçus, le coût pour contourner ou surmonter ces obstacles ». Cette notion va permettre de décoder dans le discours de chacun des acteurs, comment les visées et les buts sont modifiés en fonction des contraintes environnementales.

Et c'est pourquoi la stratégie en tant qu'« organisation planifiée de méthodes, techniques et moyens, en vue d'atteindre un objectif »²⁵, nous semble pertinente comme approche dans notre recherche.

Bruner quant à lui, parle de « stratégies cognitives » correspondant à des « processus utilisés pour chercher et trouver de nouvelles solutions à de nouveaux problèmes. »²⁶ Cette définition souligne l'aspect intellectuel possible de la démarche du sujet-acteur dans la recherche de solutions novatrices face à un problème, le conventionnement, auquel il n'a jamais été exposé. D'ailleurs, au cours des négociations, de nouveaux problèmes peuvent émerger, et c'est par cette démarche que l'individu élaborera des solutions.

²³ Ressource en ligne, <http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=6499>. 14 mai 2011.

²⁴ Ressource en ligne, <http://www.techno-science.net/?onglet=glossaire&definition=6499>. 14 mai 2011

²⁵ Raynal, F., Rieunier, A. (2005). *Dictionnaire des concepts clés*. Issy-les-Moulineaux : ESF Editeur, p347.

²⁶ Ibid. , p 347.

2.3.2 Comment élaborer une stratégie

Puisque la stratégie se construit Johnson et Scholes, à la suite de Mintzberg et Waters (1995), énumèrent *trois voies* que peut suivre l'élaboration d'une stratégie :

- « la stratégie voulue, expression de l'intention et de la volonté du stratège ;
- la stratégie résultant de processus culturels et politiques ;
- la stratégie imposée (par un décret gouvernemental, par une déréglementation, ...) ».²⁷

2.3.2.1 La stratégie voulue

Concernant la stratégie voulue référons-nous à Michel de Certeau (2007 : 59) qui appelle stratégie, « le calcul (ou la manipulation) des rapports de force qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable ».

L'acteur mène donc une action volontariste sur les autres parties prenantes dans un groupe hétérogène. Comme nous l'avons vu avec M. Crozier, l'acteur agit dans son propre intérêt pour atteindre ses objectifs. Pour cela, il construit sa propre intentionnalité au regard des opportunités et des menaces qui émergent de la négociation.

Ainsi, on peut dire que la stratégie vise un espace de pouvoir, domaine auquel on ne peut pas échapper puisqu'il est « une dimension fondamentale et inéluctable de toute relation sociale » (Crozier, Friedberg, 1977 : 32). Mais c'est aussi un espace de « construits » stables dans le temps et une vision globale de la situation. Ces construits relèvent de choix personnels résultant d'un processus cognitif.

La stratégie peut aussi résulter de processus culturels et politiques.

2.3.2.2 La stratégie résultant de processus culturels et politiques

2.3.2.2.1 La stratégie résultant de processus culturels

Autant dans la voie précédente l'intérêt personnel est priorisé, autant la culture par sa capacité à réunir, se rattache à l'intérêt commun d'un collectif.

²⁷ M.Côté, M.C.Malo, 2002, *la gestion stratégique, une approche fondamentale*, Boucherville, Gaëtan Morin Editeur, p19.

« Hofstede (1993) signale la double signification de la culture. Le terme de culture ne s'applique pas seulement au niveau national.... Chacun retient de son origine une culture spécifique. Il faut entendre ici le mot "culture" dans le sens de la programmation collective de l'esprit qui distingue les membres d'une catégorie de personnes des membres d'une autre catégorie.

La culture peut...renvoyer à un milieu territorial, à une profession (cultures professionnelles), à un secteur d'activité (culture des services,...), à la totalité ou une partie d'une organisation de travail (culture organisationnelle) » (Côte, Malo, 2002 : 132).

Les acteurs étudiés dans notre situation appartiennent tous à des cultures professionnelles et à des secteurs d'activité différents. Chacun est également porteur d'une culture organisationnelle liée à des valeurs partagées, une histoire construite de longue date, comme nous le montre notre étude du contexte.

Nous pouvons alors supputer que la culture sera un filtre, « un processus subjectif d'interprétation » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 305) pour analyser l'environnement pendant cette phase de construction du conventionnement et du partenariat qui peut en découler. Souhaitons que chacun saura s'ouvrir à minima à la culture de l'autre car, « les idées très profondément enracinées et les certitudes tacites sont autant de puissantes barrières internes aux changements fondamentaux » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 312). Ceci souligne que le changement ne peut pas être uniquement décrété par la législation au risque d'inscrire les différents acteurs dans un processus de résistance au changement. Accompagner le changement sera sans doute une condition sine qua non pour la réussite de ce projet.

Dans cette voie, « la stratégie prend surtout la forme d'une perspective, plus que celle d'une position. Perspectives ayant ses racines dans des intentions collectives (pas forcément explicitées)... Délibérée, c'est l'adjectif qui convient à cette stratégie (même si elle n'est pas parfaitement consciente) » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 310). Les choix exprimés par l'acteur relèveront plus, ici, de son appartenance à un collectif qu'à l'expression de sa volonté propre.

Mais la verbalisation de ces intentions collectives peut également résulter de processus politiques.

2.3.2.2.2 La stratégie résultant de processus politiques

Comme nous venons de le montrer, la stratégie peut relever d'une intension individuelle ou être teintée de manière plus ou moins forte par la culture du groupe social auquel l'homme appartient. Parallèlement, Mintzberg (2009 : 274) constate que « toute organisation est politique ». Ce qui amène à penser que dans la situation, l'acteur peut utiliser une stratégie résultant de processus politique.

En nous appuyant sur les travaux de M. Côté et M.C. Malo, nous allons étudier ce que cela signifie.

Mais, « que survienne une ambiguïté quelconque - incertitude sur l'environnement, objectifs contradictoires, vues différentes, rareté des ressources - et la politique apparaît » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 271).

Or nous avons constaté dans le début de cette recherche que l'environnement est complexe et incertain. Cette approche laisse à penser que, faute de preuve sur le partage des objectifs des différents acteurs et sur leur prisme de lecture lié à leurs origines culturelles, la politique et les jeux qui l'accompagnent, risquent de prendre une certaine place.

2.3.2.2.2.1 Les jeux issus du champ politique

Dans le champ politique les jeux sont nombreux, on retrouve entre autre :

« le jeu des alliances, qui se joue entre pairs, qui négocient entre eux un contrat implicite de soutien réciproque,

le jeu de l'expertise correspondante à l'exploitation impunie de l'expertise en vue d'identifier une base de pouvoir,

le jeu des camps rivaux, il intervient lorsque le jeu des alliances ou le jeu impérial finit par former deux grands blocs,

le jeu des stratégies candidates, un individu cherche, par des moyens politiques, à promouvoir les changements de nature stratégique qu'il souhaite » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 271-272).

Tous ces jeux s'inscrivent de nouveau dans la volonté de l'acteur à obtenir ce qu'il désire de manière individuelle pour encourager des changements, ou de manière collective pour peser sur d'autres groupes et obtenir des soutiens ou de nouvelles alliances.

Pourtant, l'utilisation de la politique peut s'avérer utile si l'on s'intéresse à la thèse de H. Mintzberg, B. Ahlstrand et J. Lampel (2009 : 292) qui expliquent que : « l'objectif de la politique, c'est obtenir certains résultats sans recourir à une confrontation destructrice. La manœuvre sert à communiquer à l'adversaire qu'il serait plus sage de négocier des arrangements mutuellement profitables que de combattre. C'est l'équivalent de la diplomatie, un mélange de menaces et de promesses visant à prendre l'avantage ». L'individu va chercher à obtenir ce qu'il veut, à sortir gagnant de l'échange sans risquer de créer une opposition qui pourrait compromettre le résultat visé. Ce choix tactique est proche de la manipulation dans la mesure où la demande n'est pas directement exposée mais que la réaction attendue de l'interlocuteur est bien programmée.

Cette stratégie qui présente des atouts, s'appuie sur des outils qui méritent d'être connus.

2.3.2.2.2 Les outils politiques classiques

Les outils politiques classiques proposés dans l'ouvrage « safari en pays stratégie », méritent d'être pris en considération, ils montrent que les principaux buts en politique sont de généraliser au maximum les questions sans attendre qu'elles deviennent des problèmes et de faire adhérer à l'unanimité. Ce qui consiste à :

« faire le minimum nécessaire pour satisfaire. Un homme politique a vite fait d'apprendre qu'aboutir à un résultat satisfaisant vaut bien mieux qu'exhorter à obtenir le résultat optimal en usant d'une stratégie impopulaire.

Généraliser, déplacer son intention de problèmes spécifiques vers des questions plus générales peut multiplier les options...dans sa recherche d'une stratégie qui soit à la fois efficace et capable de rallier l'adhésion.

Regarder plus haut, en portant un problème à un niveau plus élevé, nombre d'intérêts à court terme peuvent être mis de côté en faveur d'intérêts à plus longs termes et plus fondamentaux.

Anticiper le comportement de coalition. La coalition se forme à propos de problèmes, ... consacrer du temps à bien réfléchir aux problèmes récurrents et récents » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 283)

Tous ces éléments seront des indicateurs pour décrypter les discours de nos interlocuteurs et définir s'ils utilisent les outils de la politique.

Il nous reste maintenant à explorer la dernière voie d'élaboration de la stratégie : la stratégie imposée.

2.3.2.3 La stratégie imposée

Parlons maintenant d'un acteur important non encore évoqué, l'environnement, c'est-à-dire, « l'ensemble des forces extérieures »... qui constituent « un émetteur de signaux confus, trop complexes pour être bien compris, ... un lieu d'expérience, d'expérimentations, de représentation... » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 335), « un ensemble de normes complexes et pesantes, qui commandent la pratique » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 344). C'est-à-dire que face à l'aspect confus et complexe du contexte sur lequel porte notre intérêt, les acteurs peuvent être contraints de modifier leurs choix liés à leur cadres de référence pour se positionner différemment.

L'environnement joue donc un rôle essentiel : il est « un facteur important dans la vie d'une organisation. C'est à la fois la source des ressources et des opportunités et la source des dangers et des menaces » (Côte, Malo, 2002 : 63). Source des ressources dans la mesure où, par la réglementation et les informations qu'il fournit, il alimente notre réflexion. Il est aussi source d'opportunités, comme nous l'évoque J.P. Boutinet, le sujet doit rechercher et trouver des opportunités dans l'environnement pour mener son projet. Mais il peut également déstabiliser par les incertitudes qu'il révèle, ou les risques qu'il représente pour l'acteur ou son système.

Cet environnement est également extrêmement contraignant, il peut limiter et/ou restreindre les choix stratégiques des acteurs en présence. « Les pressions politiques et idéologiques exercées par l'environnement réduisent considérablement le choix stratégique. L'environnement devient de ce fait une « cage de fer » » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 337).

Dans ce sens, il représente un risque réel en limitant les facultés du sujet à prendre de la hauteur comme vient de nous le recommander l'approche politique, et peut représenter un réel frein à la mise en projet.

Mais, même les contraintes les plus fortes peuvent laisser aux acteurs une marge de manœuvre. « Les chercheurs se trouvent constamment confrontés à un monde riche et nuancé, plein de surprises, un monde favorable à l'action imaginative. Les stratégies qui réussissent sont

ceux qui regardent de près et qui comprennent les détails, tout comme les bons chercheurs » (Mintzberg, Ahlstrand, Lampel, 2009 : 349). Nous rejoignons ici la thèse développée par Boutinet quand il préconise d'analyser avec attention l'environnement, dans la phase d'anticipation d'un projet.

«La pensée stratégique combine des actions variées pour atteindre un objectif global. Il serait cependant erroné de croire que la pensée stratégique est supérieure à l'habileté tactique : sans elle la stratégie n'est rien. »²⁸ Voyons alors ce que l'on entend par tactiques.

2.3.3 Les tactiques

« À partir d'un sens strictement militaire, ces deux termes, stratégie et tactique ont connu une double extension : théorique, car mathématiques et économie les utilisent pour désigner certaines structures logiques de l'action ; pratique, car ils dénotent la conception et l'exécution des politiques les plus diverses. »²⁹

Ainsi, elles présentent quelques différences dans leurs manières d'agir :

- Une temporalité différente, on constate que stratégie et tactique n'ont pas la même relation au temps ; l'une se définit sur le moyen et le long terme alors que la seconde s'inscrit dans l'immédiateté.

« La tactique dépend du temps, vigilante à y « saisir au vol » des possibilités de profit... Il faut constamment jouer avec les événements pour en faire des « occasions » » (de Certeau, 2007 : XLVI).

« Les tactiques sont des procédures qui valent par la pertinence qu'elles donnent au temps - aux circonstances que l'instant précis d'une intervention transforme en situation favorable, à la rapidité du mouvement qui change l'organisation de l'espace, aux relations entre moments successifs d'un « coup », aux croisements de durées et de rythmes hétérogènes, etc.... Les tactiques misent sur une habile utilisation du temps, des occasions qu'il présente et aussi des jeux qu'il introduit dans les fondations d'un pouvoir » (de Certeau, 2007 : 63).

²⁸ Encyclopédia universali p 706,707.

²⁹ Encyclopédia universali p 706,707.

Les acteurs peuvent donc, en fonction des événements ou des situations, alterner stratégie et tactique.

- L'absence d'un « propre », le « propre » est défini par M. de Certeau (2007 : 62) comme « le lieu du pouvoir et du vouloir propres. » Mais, contrairement à la stratégie, « la tactique est déterminée par l'absence de pouvoir ». Elle peut s'exercer quelque soit le contexte, ce qui la rend plus spontanée, moins prévisible, elle ne recherche pas spécialement à prendre du pouvoir sur autrui.

« Les sophistes ont une place privilégiée, du point de vue des tactiques. Ils avaient pour principe, d'après Corax, de rendre « la plus forte » la position « la plus faible » et ils prétendaient posséder l'art de retourner le pouvoir par une manière d'utiliser l'occasion. Leurs théories inscrivent d'ailleurs les tactiques dans une longue tradition de réflexion sur les rapports que l'art entretient avec l'action et l'instant » (de Certeau, 2007 : XLVIII).

- Un lieu d'action différent, stratégie et tactique n'ont pas non plus le même lieu d'action, elles n'offrent pas la même liberté à l'acteur.

L'action tactique n'a « aucune délimitation de l'extériorité... La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Aussi doit-elle jouer avec le terrain qui lui est imposé... Elle est mouvement « à l'intérieur du champ de vision de l'ennemi », comme le disait Von Bülow, et dans l'espace contrôlé par lui. Elle n'a donc pas la possibilité de se donner un projet global ni de totaliser l'adversaire dans un espace distinct, visible et objectivable. Elle fait du coup par coup...il lui faut utiliser les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire. Elle y braconne. Elle y crée des surprises. Il lui est possible d'être là où on ne l'attend pas. Elle est ruse » (de Certeau, 2007 : 60-61).

A contrario, les tactiques ont des points communs avec certaines stratégies dans le sens où elles constituent des « manipulations, relatives aux occasions et aux manières de changer (séduire, persuader, utiliser) le vouloir de l'autre (le destinataire) » (de Certeau, 2007 : XLVII).

C'est sans doute pourquoi on ne peut pas faire abstraction de la tactique dans la stratégie.

Nous venons d'explorer quatre aspects de la stratégie, la stratégie voulue, stratégie délibérée qui s'exprime plus particulièrement par un espace de pouvoir. La stratégie résultant de processus culturels, qui s'exprime plus comme une perspective qu'une position. La stratégie

résultant de processus politiques, qui est une stratégie de position ou de stratagèmes plus que de perspectives. Elle est basée sur les interactions, la persuasion, la négociation, la confrontation, la stratégie imposée, stratégie dictée par notre environnement que l'on pourrait qualifier de stratégie émergente.

Néanmoins, « du point de vue philosophique, l'énigme que soulèvent l'idée même de la stratégie est la suivante : croire à l'efficacité d'une pensée stratégique, c'est postuler que les sociétés humaines peuvent, dans une certaine mesure, conduire et maîtriser leur histoire. S'élever à la stratégie, c'est faire un acte de foi dans la rationalité et l'intelligibilité de l'action et de l'histoire». ³⁰ Notre étude éclairera peut-être cette pensée philosophique car dans la situation explorée, l'histoire reste à écrire.

Malgré ces éléments de démonstration, on peut se demander si la stratégie est toujours rationnelle.

2.3.4 La stratégie paradoxale.

Dans ses travaux, Y. Barel (1979 : 226) nous dit qu'« il peut être utile de mettre en valeur le côté paradoxal des stratégies sociales et humaines, et d'en tenter une analyse particulière ».

Cette approche est sans aucun doute intéressante, il n'est cependant pas évident de reconnaître les paradoxes sociaux : « la pensée humaine, nécessairement auto-réflexive, a du mal à se reconnaître paradoxale que n'en ont les acteurs sociaux à identifier les paradoxes sociaux, qui peuvent toujours passer pour les paradoxes des autres acteurs » (Barel, 1979 : 227).

Pourtant, cette vision des choses pourra peut-être nous aider à repérer des éléments que nous aurions laissés de côté d'emblée ou mal interprétés. Cette lecture de l'acteur social, renforce la notion de complexité dans laquelle s'inscrit notre étude et l'attention constante à porter à cette dimension.

Y. Barel appelle les stratégies paradoxales, « des stratégies doubles ».

« La stratégie double n'est pas la juxtaposition de deux stratégie « simple » : elle en est la fusion paradoxale. Paradoxale en ce sens que, comme la stratégie simple, la stratégie double poursuit bien un but et un seul, loin de neutraliser l'une des

³⁰ Encyclopedia Universalis p 706,707.

stratégies par l'autre ; mais elle le poursuit de manière tout à fait particulière, en assortissant la réalisation du but de la réalisation d'autres buts qui peuvent être en conflit ou en contradiction avec le premier. Tout se passe dans la stratégie double comme si l'on cherchait et parvenait à atteindre ce niveau où des contraires, qui restent néanmoins contraires, cessent d'être perçus comme incompatibles et acquièrent une sorte d'identité profonde » (Barel, 1979 : 228).

C'est peut-être une clé pour analyser les rapports entre les acteurs de notre situation et nous éclairer sur des relations questionnantes voire incompréhensibles à première vue et qui pourtant évoluent avec le temps. Les paradoxes identifiés dans l'analyse du contexte peuvent représenter des injonctions paradoxales face auxquelles l'acteur développe une stratégie double.

CONCLUSION

Après avoir étudié le conventionnement dans sa dimension de projet c'est-à-dire à partir, des motifs invoqués portant sur la nature du projet : conventionnement ou partenariat, des acteurs, en étudiant leur marge de liberté, les négociations possibles, et leur positionnement, et de la notion de stratégie en nous intéressant à différentes voies d'élaboration mais aussi aux tactiques ou à la stratégie paradoxale, nous allons maintenant explorer le deuxième élément théorique : le concept de professionnalisation.

Pour cela, nous ferons référence en particulier, aux travaux de J. Roche, de M. Sorel, et de R. Wittorski, en parcourant ce concept jeune et polysémique à partir de la professionnalisation de l'activité, des acteurs et des organisations.

3 La professionnalisation

Le concept de professionnalisation est un concept jeune dont le sens n'est pas tout à fait stabilisé. Il peut revêtir des sens différents selon l'origine de l'observateur, dans le champ économique, sociologique, psychologique ou pédagogique.

Dans le nouveau Petit Robert, la définition est simple : ... « Action de professionnaliser... » Mais si la définition semble simple, le mot est pourtant polysémique. « Il revêt au moins trois sens :

la constitution d'un groupe social autonome (« professionnalisation- efficacité »),

l'accompagnement de la flexibilité du travail (« professionnalisation-efficacité au travail »), et

le processus de « fabrication » d'un professionnel par la formation (« professionnalisation-formation ») » (Wittorski, 2008 : 15).

Ces trois sens rejoignent les actions visées par la politique européenne et celle des différents Etats face à un contexte économique difficile et une progression exponentielle de nouvelles technologies. Il est absolument nécessaire que l'individu soit adapté au mieux au marché du travail et qu'ensuite la flexibilité soit possible et rapide si besoin.

3.1 UN CONCEPT JEUNE ANCRE DANS UN CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE SINGULIER

Ce concept jeune apparaît en France dans les années 70 dans un contexte de profonds changements économiques et sociaux ; « les savoirs ne garantissent plus de façon linéaire la compétence ou le professionnalisme » (Roche, 1999 : 35).

Nos institutions, interpellées sur leur capacité à préparer leurs clients au milieu du travail sont « confrontées à la nécessité de professionnaliser » (Champy-Remoussenard, 2008 : 51). Le

monde de la production « est passé du pari de l'obéissance, à celui de l'intelligence » (Roche, 1999 : 44) pour répondre à tous les bouleversements.

Le vocable «pro» fait des diplômes une valeur sûre en termes d'attractivité pour les jeunes et de succès auprès des employeurs. « L'université crée les instituts universitaires professionnalisés (IUP), formations à finalité professionnelle, qui comportent un contact très étroit avec la réalité économique » (Roche 1999 : 45).

Les entreprises, confrontées à de nombreuses et fortes évolutions, recherchent plus de flexibilité, c'est-à-dire des compétences adaptées à des situations de travail mouvantes.

Dans les années 80, on parle de « professionnalisation des études universitaires, le fait de leur donner une finalité professionnelle technologique et organisationnelle. Il est même envisagé de ne plus faire de distinction entre eux le Master « recherche » et le Master « professionnel ».

Le travail occupe une place centrale dans notre société, que l'on soit en activité ou en recherche d'emploi, c'est pourquoi « trouver une place dans le système d'occupation sociale » (Champy-Remoussenard, 2008 : 51) est une préoccupation majeure de nos politiques au plan national ou international.

Après les années 90 « la réflexion s'est développée autour de la « logique compétence » dans la plupart des organisations, en tant qu'outil de gestion du travail, marquant donc leur orientation vers une professionnalisation accrue de leurs missions » (Champy-Remoussenard, 2008 : 58).

La visée professionnalisante n'est pas réservée aux instituts de formation mais est recherchée dans toute organisation même lorsque ce n'est pas son objectif premier, on parle alors d'organisation qualifiante ou apprenante.

La qualification ne suffisant plus, on constate la nécessité d'articuler le travail et la formation.

Ces deux domaines se doivent d'« œuvrer dans le sens d'une société de la connaissance où l'acquisition, le transfert, la circulation et l'enrichissement des savoirs constituent une valeur centrale et stratégique en vue des échanges et de la création de richesses dans une économie de la connaissance » (Champy-Remoussenard, 2008 : 54).

On retrouve ici cette préoccupation de notre société dans laquelle la connaissance est considérée comme une richesse et tout le poids politique national ou européen. La déclaration commune des ministres européens de l'éducation en 1999 à Bologne signe cette volonté d'une « Europe des connaissances » en tant que « facteur irremplaçable du développement social et humain,... pour consolider et enrichir la citoyenneté européenne, pour donner aux citoyens les compétences nécessaires pour répondre aux défis du nouveau millénaire, et pour renforcer le sens des valeurs partagées et de leur appartenance à un espace social et culturel commun ».³¹

C'est un moyen pour renforcer la notion de citoyen européen qui peine à se concrétiser on utilise alors « la professionnalisation au service d'une conception d'une organisation territoriale des activités qui assure une circulation fluide des savoirs et des hommes sur un territoire élargi, voire sans limites, sans frontières.... Cette logique est une caractéristique de l'actuelle mondialisation » (Champy-Remoussenard, 2008 : 47). Il s'agit bien là de la visée des politiques européennes mais également de la politique nationale.

Cette intention politique, voire même injonction politique, s'est traduite en France dès 1991 quand le gouvernement présente son plan de professionnalisation des formations initiales relayé ensuite dans le cadre de la réforme des universités

C'est un thème qui fait débat : « le thème de la professionnalisation fait à la fois débat social et débat théorique » (Wittorski, 2008 : 33), débat social parce que ça n'a pas le même sens pour tous les acteurs et n'a pas le même sens en fonction des contextes ou des espaces, suivant qu'ils sont employés ou employeurs, la finalité et le sens donné ne sont pas les mêmes, voire parfois contradictoires. Débat théorique ensuite parce que les recherches en pratique sociales ne traitent de modèles d'action ou de modèles de compréhension. Ces éléments seront repris dans la troisième partie de l'étude de ce concept.

« Le rapport de la société actuelle à la professionnalisation, c'est distinguer la pluralité des formes qu'elle prend en tant que moyen et l'objectif qu'elle constitue au regard de choix politiques c'est-à-dire de choix d'organisation de la vie en société. Les acteurs et les institutions éducatives sont éminemment concernés par ces évolutions, en raison du rôle qu'elles jouent dans la gestion de la relation entre travail, emploi, éducation et formation » (Champy-Remoussenard, 2008 : 59).

³¹ Déclaration commune des ministres européens de l'éducation - 19 juin 1999 - Bologne.

Nous allons donc tenter de comprendre un peu mieux ce concept, la pluralité de ses formes : moyen ou objectif selon la politique visée. Sans oublier le rôle qu'il joue dans la relation entre le travail, l'emploi et la formation.

3.2 UNE DEFINITION COMPLEXE

Il s'agit d'un concept de nature empirique et polémique, c'est-à-dire « qu'il ne peut être défini une fois pour toutes, ne serait-ce que parce que les réalités qu'il entend circonscrire sont plurielles et mouvantes » (Sorel, 2008 : 39). Son « espace de sens est peu stabilisé » (Sorel, 2008 : 40). Sa nature empirique est en lien avec la notion de construit social, la qualification de polémique, est utilisée parce que le thème fait débat suivant le champ ou l'espace (espace social, de travail, ou de formation) dans lequel il est utilisé et la finalité recherchée, « selon qu'il s'agit d'optimiser des compétences et des processus d'action, d'améliorer la qualité de la production et de l'efficience au travail ou de délimiter des territoires, d'acter le travail dans les situations de formation ou de parvenir en partant des situations de travail à une *rhétorique discursive* de l'action » (Sorel, 2008 : 40).

Ce concept circonscrit des réalités plurielles dans le sens où le peu de définitions explicites retrouvées nous amène à porter un regard pluriel. D'ailleurs, les verbes choisis pour tenter de le définir, ne sont alors pas formels mais le sens est donné par différents qualificatifs : « traduit », « désigne », « revêt », « relève de », « consiste à », « représente »... :

« La professionnalisation traduit le passage des occupations aux professions »
(Wittorski, 2005 : 15),

« la professionnalisation désigne le processus historique par lequel une activité
(occupation) devient une profession » (Wittorski, 2005 : 16),

« la professionnalisation consiste donc à repérer et à faire acquérir ces nouvelles
qualités qui viennent compléter des savoir et savoir-faire » (Roche, 1999 : 44).

« La professionnalisation représente le passage de l'application stricte de
méthodologie, voire de recettes et de trucs, à la construction de démarche. C'est la
capacité de s'orienter par rapport à des objectifs et de résoudre des problèmes
complexes et variés (Roche, 1999 : 44).

Ces réalités sont mouvantes, car l'espace de sens est peu stabilisé, ce que nous explique M. Sorel : « ce qui lui donne de son sens, ce n'est pas tant sa définition que les espaces théoriques, idéologiques et pratiques qui lui sont associées » (Sorel, 2008 : 39).

Espace théorique construit par les utilisateurs au regard des références théoriques utilisées, espace idéologique et pratique à cause des intentions sociales associées.

De ce fait, la professionnalisation renvoie à des enjeux qui se différencient en fonction des groupes nous dit R. Wittorski :

- l'enjeu dominant pour l'organisation réside dans une volonté institutionnelle de « mise en mouvement » des acteurs qui la compose c'est-à-dire un enjeu d'évolution des individus et des activités aux transformations jugées nécessaires du travail...
- l'enjeu pour un groupe professionnel ou un groupe d'acteurs réside dans la mise en reconnaissance dans l'espace des professions, de la spécificité et de la légitimité de l'exercice professionnel à des fins d'obtention d'une certaine autonomie ou d'un certain monopole d'exercice.

Tous ces éléments nous amènent à qualifier ce concept de polysémique car « formé à partir du grec tardif πολυσημος «qui a beaucoup de significations» »³², définition à laquelle R. Wittorski (2008 : 15) ajoute : « investi d'enjeux et donc de significations différentes selon les acteurs qui l'utilisent ».

Afin d'éclairer encore plus précisément notre situation, nous proposons maintenant de partir des trois sens donnés par R. Wittorski (2008 : 26) :

- « la professionnalisation des activités,
- la professionnalisation des acteurs,
- la professionnalisation des organisations ».

Pour cela, nous aborderons la professionnalisation des activités sous un angle socio-économique, puis celle des acteurs sous un angle socio-psychologique avant d'aborder la professionnalisation des organisations sous un angle socio-pédagogique.

³² Accédé en ligne le 06/04/2011 URL : <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=3141817515;>

3.3 PROFESSIONNALISATION DES ACTIVITES, DES ACTEURS, DES ORGANISATIONS

3.3.1 Professionnalisation de l'activité : une approche socio-économique

« La professionnalisation des activités au sens de l'organisation sociale », représente pour R. Wittorski :

la création de règles d'exercice,

la notion d'utilité sociale,

la construction des programmes de formation pour exercer l'activité,

notions auxquelles Bourdoncle ajoute celles :

d'enseignement à l'université,

de rémunération,

et d'exercice principal.

Ce qui nous permet d'identifier deux principaux aspects :

- l'aspect économique et social : un exercice principal, une activité rémunérée, des règles d'exercice et une notion d'utilité sociale,
- l'aspect pédagogique : un enseignement à l'université et la construction des programmes de formation,

3.3.1.1 Un aspect économique et sociale : un exercice principal, rémunéré et utile socialement

Une approche économique car « l'individu a la possibilité de vivre de son activité » (Roche, 1999 : 37).

Cette activité s'appuie aussi sur la recherche de reconnaissance sociale qui est « faite à la fois de représentations positives du public et de prise en compte statutaire » (Roche, 1999 : 39).

C'est-à-dire une notion d'utilité pour la société dans laquelle l'activité s'exerce. Utilité reconnue par des statuts publics ou des conventions collectives. Mais également par des règles d'exercice, « l'intentionnalité est de rendre visible et de valoriser socialement l'activité d'un groupe de personnes, d'en faire connaître l'utilité pour le fonctionnement social » (Wittorski, 2005 : 87). Les individus vont occuper une place reconnue différemment par la société.

On peut faire ici le parallèle avec le métier d'infirmière issu d'une activité bénévole exercée par des congrégations religieuses mais pour laquelle, l'utilité sociale n'est pas à prouver, puisqu'il s'agissait même de charité à une certaine époque. C'est une profession qui aujourd'hui revendique des évolutions des statuts et des grilles salariales. Le fait d'obtenir un grade « licence » réactive ces demandes et le changement de catégorie dans les établissements publics de santé : un passage en catégorie A, c'est-à-dire une activité à responsabilités. On peut constater que les individus vont même chercher à améliorer leur positionnement social.

L'amélioration du positionnement social nous amène à poser la question d'accès à cette nouvelle place. Sans doute la formation est une solution puisque Bourdoncle et Wittorski nous précisent que la professionnalisation de l'activité se base sur :

- un enseignement universitaire,
- et, sur la création des programmes pour exercer l'activité.

3.3.1.2 Un aspect pédagogique : l'universitarisation et la construction de programmes de formation.

3.3.1.2.1 L'universitarisation

Dès 1957, Merton affirmait que « la professionnalisation désigne le processus historique par lequel une activité (occupation) devient une profession du fait qu'elle se dote d'un cursus universitaire » (Wittorski, 2008 : 17).

L'universitarisation des formations permet de dépasser une architecture de l'offre de formation en « diplômes nationaux », « titres » ou « domaines » d'exercice en grades universitaires clairement définis donnant la possibilité de poursuite de formation tout au long de la vie.

La notion de parcours traduit un ensemble cohérent d'unités d'enseignements capitalisables et transférables ainsi que leur articulation selon une logique de progression adaptée.

On peut ainsi parler de passage d'une logique de parcours obligé à une logique de parcours plus fluide avec une plus grande part laissée à l'individualisation.

Le parcours universitaire permet aussi de répondre aux attentes européennes en terme de mobilité, de lisibilité des diplômes, d'espace européen de la connaissance mais aussi au plan national, en terme d'attractivité des formations et/ou de passerelles facilitées. Il développe également la mobilité interne et externe entre université et monde professionnel.

Pour les infirmières il s'agit bien d'une nouvelle reconnaissance sociale. L'héritage de l'histoire pèse toujours sur ce groupe ; dans le langage commun, il est couramment évoqué le métier d'infirmière et la profession de médecin. Sans doute parce que la formation des infirmiers a longtemps été réalisée par les médecins au sein de hôpitaux mais aussi, parce que la représentation de ce métier repose sur une image d'exercice à dominante manuelle alors que celle des médecins repose sur une image à dominante intellectuelle ou relationnelle. Pourtant, aujourd'hui, l'exercice du métier d'infirmier, revêt un champ décisionnel spécifique puisqu'il lui est reconnu, entre autre, par les textes relatifs aux règles d'exercice un « rôle propre » à exercer de manière autonome.

Se doter d'un cursus universitaire implique également l'évaluation des formations par l'agence nationale d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (ANERES). Ce qui permet une certaine transparence sur la qualité de l'offre de formation et peut être une opportunité d'évolution de cette offre.

Si les savoirs académiques s'enseignent à l'université, on ne peut pas faire l'économie d'établir des programmes de formation articulant ces savoirs aux compétences à acquérir.

Nous allons donc regarder maintenant comment sont construits ces programmes et par quels acteurs.

3.3.1.2.2 La construction des programmes de formation

Dans le cadre de la professionnalisation, les programmes de la formation infirmière élaborés en 1992 doivent être revisités dans une « logique compétences » et s'inscrire dans le système L M D.

La professionnalisation demande « un contrôle de la profession sur l'exercice de ses activités et sur la formation » (Wittorski, 2005 : 87).

Ainsi, le programme de formation des infirmiers a été construit dans cette logique, par des groupes d'acteurs issus du métier, s'appuyant sur un référentiel d'activités élaboré par des infirmiers en exercice, afin de rédiger un référentiel de compétences « définis comme autant de répertoires de savoirs d'action » (Wittorski, 2005 : 151), et au final, un référentiel de formation.

Ce qui est à noter néanmoins, c'est que l'enseignement supérieur n'ait pas participé au référentiel de formation et que tous les liens doivent être construits à posteriori, alors même que R. Wittorski préconise dans le cursus universitaire, des savoirs « évalués de manière formelle sinon incontestable » (Wittorski, 2005 : 87). Si les modalités d'évaluation avaient été réfléchies et formalisées lors de l'élaboration du programme, sans doute, cela aurait évité certaines tensions qui émergent après la mise en place de la réforme.

Le fait de revisiter l'ensemble des formations entre autre les formations des paramédicaux en s'appuyant sur des référentiels de compétences, peut être questionné. M. Sorel considère « que le recours systématisé au référentiel de compétences indique une tendance à refermer la notion sur l'idée d'un ensemble établi, circonscrit et en équilibre stable, indiquant par là même une sorte d'impuissance à en opérationnaliser le caractère dynamique » (Sorel, 2008 : 43). En effet, les compétences attendues pour exercer des activités en perpétuelle évolution, laisserait à penser que le processus de professionnalisation soit capable d'accompagner ces évolutions. La vigilance des organisations de formation se portera sur cette richesse du lien sujet-situation et de la compétence émergente de cette relation que R. Wittorski traduit comme l'« intention de transformation continue de l'agir de l'acteur professionnel en référence à une transformation continue de l'activité » (Wittorski, 2005 : 177).

C'est pourquoi G. Le Boterf préconise de « mettre dans les dispositifs de professionnalisation, des procédures d'actualisation et de révision des référentiels » (Le Boterf, 2007 : 71) et d'établir « des référentiels qui soient conçus comme des espaces de progression possibles tant en activité qu'en ressources à acquérir (Le Boterf, 2007 : 68). Notons à ce jour que dans la construction du programme infirmier, cet élément ne figure pas et n'a pas été évoqué, non plus, au moment des travaux.

Après avoir approché ces différents thèmes, l'approche socio-économique, l'universitarisation, et la construction des programmes, nous pouvons conclure que « la

professionnalisation est bien une revendication de statut et l'inscription dans un métier aux contours identifiés et socialement reconnus » (Roche, 1999 : 40).

Abordons maintenant la notion de professionnalisation des acteurs qui fait appel à une dimension socio-psychologique.

3.3.2 Professionnalisation des acteurs : une approche socio-psychologique

3.3.2.1 Transmission des savoirs et des compétences

Selon Altet, la professionnalisation rompt avec la conception très académique des savoirs. En effet, la professionnalisation introduit une nouvelle relation au savoir : « les savoirs ne sont pas *donnés a priori* mais...ils se structurent dans et lors des situations cognitives... ils ont une valeur *d'événements*, d'émergence... Ce sont des données actives à considérer comme des résolutions de tensions. Ils sont processus et non objets » (Sorel, 2008 : 46).

M. Sorel nous explique aussi combien les savoirs, dans le champ de la professionnalisation, sont dépendants de l'action, dans un environnement donné. La personne en situation est elle aussi acteur car l'acquisition de ces savoirs dépendra de la dynamique qu'elle déploie pour apprendre ainsi que de la valeur qu'elle reconnaîtra à ces savoirs.

Ces affirmations sont relayées par Altet qui « reconnaît à la pratique ou à l'action la capacité de les engendrer au même titre que l'apprentissage de notions et de concepts. »³³

Parallèlement, ce même auteur (1999 : 41) affirme que les compétences d'un individu, « reposent sur une base de savoirs rationnels, reconnus, venant de la science ou de la pratique ».

« **De la science** », on note ici la place des universitaires dans la formation infirmière pour la transmission de savoirs scientifiques. Place d'autant plus importante si l'on s'appuie sur les affirmations d'Huberman (1992) « l'enjeu est de passer de démarches intuitives...à des démarches rationnelles et construites..... Cela revient à augmenter le niveau d'études théoriques et à viser la pluralité et la complémentarité des domaines étudiés » (Roche, 1999 : 45).

³³ Sorel, M. (2008). « A propos de la professionnalisation : le retour du sujet », in *Savoirs*, n°2008-17, septembre 2008. p 41.

L'universitarisation des études infirmière doit répondre à ces deux visées. Quand R. Wittorski (2005 : 17) cite Bourdoncle il précise : « l'universitarisation entraîne la rationalisation de la pratique grâce à l'acquisition, par les praticiens, des savoirs de haut niveau produits par des universitaires de la profession ».

C'est pourquoi, dans l'inscription dans le système LMD il a été prévu d'adosser les IFSI à des universités comportant un département de santé. Malgré cela, on ne peut que regretter de ne pas avoir de filière universitaire dans le champ des soins ou de la santé au sein desquelles exerceraient des maîtres de conférences issus de ces métiers.

Mais, une profession a besoin pour être reconnue, de produire des écrits et de s'inscrire dans la recherche. Les infirmières écrivent peu et publient peu. Les seuls ouvrages que l'on peut retrouver dans les années 80 sont : « le dictionnaire des soins infirmiers, les guides du service infirmiers, mais aussi l'ouvrage de M-F Collière qui cherche à promouvoir une vision des soins dont les fondements ne relèvent pas de la médecine. Ces documents constituent non seulement des références importantes et des outils pour construire les pratiques quotidiennes, mais aussi une sorte de corpus doctrinal. »³⁴ Mais ces travaux servent uniquement ce champ professionnel sans en sortir. Très peu de publications au sens scientifique du terme dans cette profession.

L'inscription dans l'université et l'obligation qui l'accompagne de mener des travaux de recherche publics, reposant sur une rigueur méthodologique et scientifique, peut augmenter la reconnaissance professionnelle et participer au développement d'une discipline académique propre.

« **De la pratique** », on rejoint R. Wittorski (2005 : 42) : « une professionnalisation par la mobilisation et la production de connaissances et de savoirs d'action », qui fait appel à un intervenant extérieur issu du métier, formateur permanent ou tuteur de stage. Professionnels attendus à leur place d'accompagnateur : « Il s'agit pour professionnaliser les individus de s'assurer de leur montée en compétence, on devra travailler avec les personnes le fait que la pratique n'est pas l'application de savoirs théoriques mais une construction opérante qui se réalise dans *l'agir* » (Sorel, 2008 : 43). C'est pourquoi, seule, la mise en situation pratique ne suffit pas mais qu'elle doit être relayée par un discours sur cette pratique soit au moment de la situation, soit à distance, car l'exercice n'est pas le même en terme d'apprentissage.

³⁴ E. Etienne, (2006). « le couple médecin-infirmière de 1900 à nos jours », in *soins*, n°711, décembre 2006. p 40.

Mais l'acquisition de compétences ne dépend pas uniquement du savoir transmis ou de l'accompagnement dans l'action, elle dépend aussi de l'individu lui-même : « qui, dans le travail, engage non seulement ce qu'il fait et, partant proposant ses performances au jugement d'autrui, mais aussi ce qu'il est comme sujet agissant mais aussi pensant, comme présent, comme histoire et comme anticipation. »³⁵

Ce rappel est important dans le champ de la transmission des savoirs dans nos formations, car il rappelle qu'il n'y a pas de processus de développement sans sujet et pointe la singularité individuelle à prendre en compte pour élaborer des projets individualisés.

C'est pourquoi J. Roche (1999 : 41) évoque la « dimension psychologique de la professionnalisation », comme « un mouvement d'identification des déterminants internes qui permettent à un individu de conduire son activité en lien avec les changements de l'environnement économique et social ». Ceci est particulièrement intéressant dans le contexte complexe que nous avons étudié et dans l'objectif de faciliter la mobilité européenne. Mais cela ne suffit pas, avant tout l'homme évolue dans une organisation qui attend de lui une grande adaptabilité que l'on peut traduire par « être capable d'affronter l'inédit et le changement permanent » (Roche, 1999 : 41).

En portant notre attention sur le sujet, en envisageant la professionnalisation comme un « espace social », « on sort du clivage théories transmises en formation et pratiques émergentes au travail, on est dans un continuum de formation » (Wittorski, 2008 : 20). Ce continuum, entre apports académiques et situations d'exercice, servira l'individu face aux changements rapides auxquels il sera exposé en permanence et d'autant plus s'il est impliqué professionnellement. Néanmoins, pour que ce continuum soit productif il nécessitera sans doute que l'individu sache produire du savoir à partir de son exercice professionnel. Cette production peut se faire par l'analyse des pratiques au sein du groupe professionnel auquel il appartient. C'est pourquoi le sentiment d'appartenance au groupe sera un élément important ainsi que la notion d'identité professionnelle. D'ailleurs, quand Bourdoncle évoque la professionnalisation des personnes, il précise : « il s'agit d'un processus d'acquisition de savoirs et de compétences professionnelles en

³⁵ Astier, P. (2008). « La professionnalisation comme intention, comme processus et comme légitimation », in *Savoirs Revue internationale de recherches en éducation et en formation des adultes*, n°2008-17, 2008. p 68.

situation réelle et de construction d'une identité. Cela correspond à une dynamique de socialisation professionnelle ».³⁶

3.3.2.2 Construction d'une identité professionnelle

Les travaux de M. Sorel (2008 : 44) expliquent que « la professionnalisation des individus se joue tout autant au plan des améliorations de connaissances/postures/activités cognitives qu'au plan de l'émotionnalité, des affects, ou de la *construction identitaire* ». Cette construction identitaire « est dynamique dans le sens où elle favorise les interactions et les stratégies des professionnels entre eux pour réguler la composante collective de l'identité à travers l'appartenance et la référence au groupe professionnel » (Wittorski, 2008 : 178).

En effet, la professionnalisation crée un groupe professionnel dont émerge une identité construite autour d'un rôle professionnel spécifique, de valeurs, d'attitudes, de centres d'intérêts, de capacités et de savoirs partagés. Wittorski parle alors de « culture » de groupe auquel le nouveau professionnel cherchera à accéder.

Cette culture se manifeste, chez les infirmiers qui constituent un groupe professionnel institué depuis de nombreuses années, par la création de l'ordre infirmier en 2009. Les universitaires ont, de même, construit au cours des années un groupe fédérés autour des « savoirs académiques » et/ou de la « recherche ».

Dans ce domaine « l'approche interactionniste défend quatre idées » pour Wittorski (2008 : 18) :

- « les membres d'une même activité de travail ont tendance à s'auto-organiser, à défendre leur autonomie et leur territoire, et à se protéger de la concurrence, »

Ces membres d'une même activité ont une tendance à s'auto-organiser, dans la mesure où nous venons de le voir ils cherchent à obtenir « un contrôle de la profession sur l'exercice de ses activités et sur la formation » (Wittorski, 2005 : 87). Il s'agit bien là d'un certain protectionnisme qui ne va pas aller sans poser problème lors de l'universitarisation alors qu'il va falloir partager le

³⁶ Wittorski, R. (2008), La professionnalisation, in *Savoirs*, n°2008-17, 2008. p 19.

champ de la formation, les professionnels infirmiers exerçant ces talents de longue date et les universitaires, reconnus historiquement comme détenteurs des savoirs académiques.

Ces personnes ont aussi une tendance à défendre leur autonomie, les infirmiers ont revendiqué, après des années d'exercice sous le « mandarinat » médical, la reconnaissance d'un rôle propre. C'est-à-dire qu'une partie de leur activité puisse être exercée de leur propre initiative.

Et enfin une tendance à défendre leur territoire : territoire au sens « d'espace de travail », ou en terme d'« espace limité par des frontières historiques, morphologiques, culturelles, économiques et instituées » (Wittorski, 2008 : 48). La défense de l'espace de travail n'est pas mise en danger dans la réforme des infirmiers, au moins dans la dimension « universitarisation » mais l'espace culturel peut être envahi par l'université. De même pour les universitaires, l'espace culturel peut être impacté par la notion de professionnalisation et ne pas convenir à tous comme le souligne G. Le Boterf dans son article « des cursus professionnalisant ou par compétences à l'université »..., « entendre crier à la dégradation de la vocation de l'Université. »³⁷

- « La vie professionnelle est un processus qui construit les identités tout au long du déroulement du cycle de vie », (Wittorski, 2008 : 18).

On peut évoquer alors la notion de corporatisme quand le sujet sera très investi dans son champ professionnel. A voir alors si cette notion sera utilisée par l'acteur comme un atout ou un élément protectionniste fort.

- « les processus biographiques et les mécanismes d'interaction sont dans une relation d'interdépendance. La dynamique d'un groupe professionnel dépend des trajectoires biographiques de ses membres, elles-mêmes influencées par les interactions existantes entre eux et avec l'environnement » (Wittorski, 2008 : 18).

C'est un phénomène que l'on retrouve entre les médecins et les infirmiers qui partagent un espace professionnel mais seulement certains actes. Une relation de « soumission » qui tend à disparaître du fait de l'évolution du contexte, des technologies, et de la réglementation.

S'agissant des liens entre les universités et les IFSI, les interactions étant seulement amorcées à ce jour, la dynamique des deux groupes de professionnels (universitaires et

37 Le Boterf, G. (2007). « Des cursus professionnalisants ou par compétences à l'Université : enjeux, craintes et modalités », in actualité de la formation permanente, n°209, juillet, août, septembre 2007. p 53..

professionnels de la formation infirmière), repose sur leurs représentations actuelles ou celles qui émergent de leurs premières interactions lors de la construction des projets de conventionnement. Il convient ensuite d'observer les relations d'interdépendance à l'issue des entretiens que nous allons mener dans notre recherche.

- « Les groupes professionnels cherchent à se faire reconnaître par leurs partenaires en développant des rhétoriques professionnelles et en cherchant des protections légales, tous aspirent à obtenir un statut protecteur » (Wittorski, 2008 : 18).

Bourdoncle parle même de « stratégie des militants » pour montrer combien le discours cherche à valoriser le groupe ou la profession, « la construction identitaire ... dépend d'une reconnaissance par les autres des compétences et des savoirs produits » ((Wittorski, 2008 : 20).

Les savoirs produits manquent aux infirmiers dans la mesure où ils ne communiquent pas ou peu au sens scientifique du terme. A ce jour peu de professionnels issus de ce métier ont mené des recherches universitaires et/ou sont titulaires de diplômes type *doctorat*.

Ce modèle interactionniste s'inscrit dans « un processus de légitimation. Il s'agit ... de répondre à une évolution globale des métiers et des professions investissant l'acteur d'une plus grande autonomie » (Wittorski, 2008 : 169), mais lui affectant aussi plus de responsabilité.

Ces groupes professionnels sont composés avant tout d'individus « qui construisent leur trajectoire », et si les intérêts individuels et collectifs ne se retrouvent pas, le groupe « peut présenter des tensions en son sein » ((Wittorski, 2008 : 18). C'est ce que l'on retrouve au moment de la construction de la convention tri-partite entre le GCS, la région et l'université. Les IFSI privés appartenant à la croix rouge française ne souhaitent pas être traités comme les IFSI publics réunis au sein du GCS mais signer à titre individuel la convention.

R. Wittorski (2005 : 168) signale d'ailleurs : « la sociabilité... intègre des phénomènes d'interactivité, d'intériorisation, dépendants moins de la structure que de l'acteur lui-même ». Cette affirmation souligne la différence entre sujet et acteur, ce dernier étant avant tout un individu. Or, les relations dépendent souvent de l'individualité du sujet. Ce qui peut sans doute expliquer en partie que certaines régions aient pu signer leurs conventions et d'autres non, mais aussi que certains dispositifs peinent plus que d'autres à voir le jour.

Après avoir étudié la professionnalisation par une approche socio économique de la fonction, la professionnalisation des activités par l'universitarisation, la construction des programmes et, après avoir exploré la professionnalisation des acteurs au travers de la transmission des savoirs et des compétences mais aussi à partir de la construction de l'identité professionnelle, nous allons maintenant nous intéresser à la professionnalisation des organisations.

3.3.3 Professionnalisation des organisations : une approche socio-pédagogique

3.3.3.1 Professionnalisation des organisations et flexibilité du travail

Dans un contexte économique difficile et mouvant, les organisations peuvent être tentées d'utiliser la professionnalisation au bénéfice de la flexibilité du travail rendant le travailleur plus mobile et plus adaptable. Dans ce cadre, elle « ne concerne pas la constitution de professionnels dans l'espace social... elle est entendue comme une intention d'accompagner la flexibilité du travail » (Wittorski, 2008 : 13).

Cette demande peut tout aussi bien revêtir une connotation positive : elle est au service d'une nouvelle mobilisation des salariés dans des contextes de travail plus flexibles, « faisant d'avantage appel aux ressources subjectives des personnes », mais elle peut également revêtir une connotation négative : « faire avaler la pilule de la flexibilité » (Wittorski, 2008 : 13), « fabriquer un individu sur mesure pour la société dans laquelle il vit » (Champy-Remoussenard, 2008 : 56).

Dans ce cadre, il s'agit d'un enjeu de « lutte sociale » selon R. Wittorski (2008 : 14) puisque l'organisation prend le pouvoir sur le contrôle de la nature du travail que revendique le groupe professionnel. On va ici à l'encontre de la logique citée ci-dessus dans la professionnalisation des acteurs. Dans le cas présent, « les organisations cherchent à convertir les identités professionnelles au profit d'une culture d'organisation » (Wittorski, 2008 : 14).

La frontière semble étroite entre ces deux logiques, aussi, en tant que participant aux décisions, aux réflexions sur l'évolution des métiers ou des formations et à la réingénierie des diplômes, ces deux visions des choses sont à garder présentes à l'esprit dans un souci éthique au moment des choix décisionnels.

Car « la flexibilité est génératrice d'instabilité et d'insécurité » (Champy-Remoussenard, 2008 : 57). Or la mise en insécurité, que ce soit dans une organisation ou en formation n'est pas génératrice d'efficacité. On risque donc d'obtenir, si l'on en croit P. Champy-Remoussenard (2008 : 57), l'inverse de l'effet recherché. Dans ce sens, on peut parler d'incompatibilité entre le modèle de la flexibilité et « le modèle des professions (au sens de la sociologie des professions) qui suppose des études longues, le cohésion d'un corps et l'appartenance stable des individus à une communauté ».

Partant du modèle des formations, nous allons donc nous intéresser maintenant à la professionnalisation de la formation : comment « construire la formation de manière à ce qu'elle rende apte à exercer une activité économique déterminée » (Wittorski, 2005 : 18). Mais également penser la construction de parcours « dans l'intérêt conjoint des employeurs et des salariés » (Le Boterf, 2007 : 72). Pour les employeurs il convient de disposer des compétences attendues et de résoudre d'éventuels dysfonctionnements et pour les salariés c'est posséder des avantages sur le marché du travail et de pouvoir argumenter leur employabilité.

3.3.3.2 Professionnalisation de la formation, une approche pédagogique.

Pour répondre aux injonctions européennes et nationales d'encourager la mobilité des citoyens et de favoriser leur intégration sur le marché du travail européen mais aussi de créer un espace européen de l'enseignement supérieur qui rende les diplômes plus lisibles et comparables, l'ensemble des diplômes paramédicaux sont revisités. Le but est d'universitariser ces diplômes tout en conservant leur caractère professionnalisant.

Dans le domaine de la professionnalisation, « il ne s'agit plus seulement de transmettre de façon déductive des contenus pratico-théoriques ou, au contraire, d'apprendre sur le tas (formation informelle) mais d'intégrer dans un même mouvement l'action au travail, l'analyse de la pratique professionnelle et l'expérimentation de nouvelles façons de travailler (Wittorski, 2008 : 14). Nous allons explorer cette conception proposée à partir du modèle présenté par R.

Wittorski (2008 : 24) quand il parle de « l'apprentissage-développement professionnel dans/depuis l'activité », c'est-à-dire :

- Proposer une variété de situations :

« l'auto-formation accompagnée, les situations de travail simulées, les situations de travail accompagnées, les retours d'expérience, les situations en partage de pratiques, les voyages d'études, la rédaction de mémoire, les rencontres professionnelles » (Wittorski, 2008 : 24). Toutes ces situations sont aujourd'hui proposées avec le programme de 2009 pour les infirmiers. Situations que l'on retrouve soit en institut soit en situation clinique.

- Considérer que

« le développement professionnel se réalise par une incorporation croissante des compétences à l'action et par leur hiérarchisation ». R. Wittorski (2008 : 25) explique l'intérêt de prendre en compte une certaine temporalité liée à l'exposition aux situations afin que l'apprenant réussisse au fil du temps, à augmenter et à mieux organiser ses compétences afin de devenir un professionnel.

- Prendre en compte l'expérience :

« l'expérience est à la fois un acquis et un mode d'acquisition. Elle relève de deux registres : le faire et le connaître » (Wittorski, 2008 : 25). Le *faire* fait appel à la gestuelle et le *connaître* à des références théoriques ou de bonnes pratique en lien avec la répétition d'exposition à des situations. Ces espaces sont essentiels à l'acquisition de compétences mais pas uniquement sur le temps de formation.

On rejoint ici l'idée de professionnalisation tout au long de la carrière. « La rationalité des savoirs ne se retrouve pas dans les pratiques quotidiennes et professionnelles (de telle sorte que ce n'est pas le savoir acquis en formation qui est déterminant mais davantage les apprentissages réalisés au fil de l'expérience) » (Wittorski, 2008 : 17). Dans ce sens, on peut dire que « l'expérience constitue le patrimoine de l'individu » (Wittorski, 2008 : 25).

Notons ici la notion de temps indispensable à la construction personnelle et continue tout au long de la vie professionnelle. Et n'oublions pas, en situation de formation, ou dans un groupe de professionnels, de prendre en compte cette dimension de temporalité différente selon les individus.

La réalisation, seule, ne suffit pas non plus, il est nécessaire de « parler » les situations.

« L'expérience est une suite de rencontres avec les savoirs en jeu dans la pratique des objets et des situations ; l'activité est source d'apprentissage et de savoirs nouveaux et les différentes situations de mise en mots de l'expérience sont l'occasion de leur thématisations » (Sorel, 2008 : 45).

La réflexion sur l'action est également à demander aux étudiants car « l'apprentissage depuis son action est d'abord « inconscient », il devient conscient quand on réfléchit sur son action, ce qui permet de construire des connaissances nouvelles » (Wittorski, 2008 : 27).

Il convient de développer une certaine lucidité professionnelle qui s'inscrit au cours du temps dans une réelle posture spécifique.

- Considérer « le développement professionnel par soi (autoformation), les autres (hétéro-formation : parents, milieu) et les choses (écoformation : échanges physiques et biologiques) » (Wittorski, 2008 : 28).

Ne pas oublier dans la construction du parcours des étudiants ces différentes dimensions : l'étudiant lui-même par ses recherches ou sa confrontation singulière aux situations, les formateurs permanents qui accompagnent les étudiants, les incitent à faire des liens, les questionnent sur leurs pratiques, les universitaires qui délivrent des savoirs académiques, les tuteurs ou les professionnels de proximité, mais aussi l'environnement matériel qui peut être différent en fonction de l'offre de stages ou des situations.

Selon Carré *et al* ces « apprentissages ne sont pas automatiques, ils dépendent du sentiment d'efficacité, des capacités d'autorégulation et du sentiment d'autodirection », ce qui demande pour les formateurs permanents une compétence à faire émerger ces ressources pendant les temps de suivi pédagogiques individuels avec les étudiants. Cette compétence très spécifique pour les formateurs à ce jour, nécessite que ces derniers soient inscrits eux-mêmes dans une dynamique de professionnalisation.

- Considérer enfin que le développement « se réalise à la faveur d'une co-détermination et d'une co-transformation activité-acteur(s) », il convient ici de rallier les thèses constructivistes et socioconstructivistes.
- « Se professionnaliser en devenant un praticien réflexif » (Wittorski, 2008 : 31).

Il s'agit pour les formateurs en institution ou en situation clinique, d'aider l'étudiant à « prendre de la distance par rapport à son action. » L'ingénierie repose sur « l'engagement d'un travail de rétrospection par rapport à l'action et parfois même de réflexion anticipatrice » (Wittorski, 2008 : 31). Pour pouvoir accompagner ces pratiques, les formateurs permanents doivent également se former aux techniques d'entretiens d'explicitation, par exemple. On mesure ici, la nécessité pour le formateur qui aide à ces techniques d'être issu du métier afin de pouvoir faire exprimer le maximum d'éléments par les étudiants.

Il est à noter également le rôle de l'écrit dans cette démarche de réflexivité. R. Wittorski (2008 : 31) précise : « dans un but de professionnalisation, l'écriture sur/pour l'activité mise en œuvre est également sous tendue par le paradigme de la réflexivité ».

C'est ce que l'on retrouve en formation infirmière avec la mise en place des portfolios et l'intérêt de cet outil renseigné par l'étudiant soit en situation clinique, soit en situation d'analyse d'une situation pratique avec son formateur et son tuteur lors de visite en stage.

Là encore, la nécessité de formation des formateurs est de nouveau attendue.

Pour compléter cette approche, nous nous appuyons sur les travaux de G. Le Boterf (2007 : 97 à 110) qui parle de :

➤ donner une place différente au client de la professionnalisation, le rendre « acteur » de sa professionnalisation. Pour cela, G. Le Boterf propose :

« d'aider les apprenants à se projeter dans leur futur emploi » ce qui passe par un travail sur les représentations.

« de mettre l'apprenant en situation de co-élaboration de son projet de parcours », « de responsabiliser les apprenants sur la conduite de leurs parcours », cet objectif peut être plus difficile à atteindre car, à ce jour, le nombre de stage étant parfois limité et les maquettes de parcours étant fixées par le programme, les choix se situent dans un espace très borné.

« d'aider l'apprenant à préparer ses entretiens professionnels,...Développer .. l'auto-contrôle dans les mises en situation de travail ». Là encore, on note le besoin en formation des encadrants, c'est-à-dire tant les formateurs que les tuteurs cliniques.

➤ travailler la coordination, ce qui est confirmé avec le nouveau programme des infirmiers

construit avec cette logique « compétence » mais qui exige de nombreuses coordinations.

Coordination avec les terrains de stage en mettant en œuvre les fonctions des tuteurs et d'accompagnement des parcours. Ces éléments s'inscrivent pleinement dans l'ingénierie des formations qui sont, pour les infirmiers, sous la responsabilité de directeurs des soins, directeurs des instituts. Ces derniers sont formés lors de leurs études à l'école des hautes études en santé publique (EHESP), tant à travailler dans la gestion des organisations au sein des hôpitaux qu'à diriger des instituts de formation. Ceci leur apporte une plus-value, du fait de leur double expertise, pour travailler la coordination.

➤ « assurer une coopération de qualité entre les acteurs intervenants sur un parcours de

Professionnalisation ». Cet objectif revient également aux directeurs des IFSI qui devront veiller particulièrement à ce qu'aucun des participants ne soit oublié ou délaissé. Assurer une coopération de qualité entend construire avec les universitaires des liens privilégiés au service de l'apprenant. C'est accepter d'entrer dans une démarche de projet sur des coopérations possibles à inventer.

Nous constatons après cet exposé, l'intérêt de professionnaliser tant les activités que les acteurs ou les organisations et les formations.

Après le tout automatisé dans les organisations et la volonté du « zéro panne », on considère aujourd'hui que les hommes peuvent être des facteurs contributifs de la fiabilité face à la vulnérabilité de certains systèmes. « la complexité croissante rend illusoire le « zéro panne »...la fiabilité ou la qualité dépendent fortement de la compétence du professionnel, de sa faculté d'anticipation et de réaction, de sa capacité à trouver les bonnes solutions. On attend de lui qu'il soit « l'homme de la situation » » (Le Boterf, 2007 : 14).

CONCLUSION.

Après cette étude, nous pouvons dire que les définitions de la professionnalisation sont nombreuses et complexes, qu'il s'agit d'un concept polysémique investi d'enjeux différents en fonction des acteurs qui l'utilisent.

Nous avons choisi d'approfondir notre recherche à partir des trois sens que Wittorski attribue à ce terme :

la professionnalisation des activités,

la professionnalisation des acteurs,

la professionnalisation des organisations.

Cette démarche nous a conduit à en faire une étude sous un angle socio-économique, sous un angle socio-psychologique et sous un angle socio-pédagogique.

Ainsi, nous avons abordé, l'universitarisation, la construction des programmes de formation, la transmission des savoirs et des compétences, la construction de l'identité professionnelle, la flexibilité du travail dans les organisations et en quoi la professionnalisation est une approche pédagogique singulière qui articule plusieurs éléments.

Problématique et hypothèses

En 1957, le Traité de Rome institue la Communauté Européenne, suivi en 1992 par le traité sur l'Union Européenne.

Ce qui engage de fait, les pays signataires à appliquer les directives votées à cet échelon. L'impact sur la politique des Etats membres dans leur propre territoire, se fait fortement ressentir.

Une des plus grandes innovations de cette nouvelle communauté est l'institution d'une citoyenneté européenne permettant la libre circulation et donc une plus grande mobilité dans cet espace. Cet événement exige plus de lisibilité et de comparabilité entre les Etats.

La formation et l'enseignement, préoccupation importante de ce nouveau niveau décisionnel, n'y échappent pas.

La déclaration commune de ministres de l'éducation en juin 1999 institue le processus de Bologne qui vise à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables, à promouvoir la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, à assurer la qualité de l'enseignement et à intégrer la dimension européenne dans l'enseignement supérieur.

Un cadre européen de certification se met en place afin de comparer et d'adapter les niveaux de certification entre les pays de l'Europe. De ce fait, la politique nationale en termes d'enseignement et de formation professionnelle est impactée. La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, crée le répertoire national de certifications professionnelles ainsi que la commission nationale de certification professionnelle. L'Etat français devra, d'autre part, avancer dans la transposition des niveaux préconisés (huit au lieu de cinq) par la CEC d'ici 2012.

Parallèlement, dans une logique de subsidiarité, la France confirme un mouvement de décentralisation. La Loi du 13 août 2004 en est un exemple. Elle confie aux régions l'ensemble des formations préparant aux professions paramédicales, tout en laissant à l'Etat la compétence dans le domaine pédagogique. Ce qui signifie pour la région, de financer un fonctionnement sans avoir d'influence sur le domaine pédagogique.

Visant l'autonomisation et la responsabilisation, la Loi du 10 août 2007, rappelle aux universités leurs missions de service public et entre autre la mission « d'insertion professionnelle », qui pose la question de la professionnalisation à l'université.

Quant à la formation professionnelle, elle entre dans une logique d'universitarisation. Le décret du 31 juillet 2009, formalise la mise en place d'une nouvelle ingénierie de la formation infirmière. Le rythme de la formation est calqué sur le rythme de l'université. Certaines unités d'enseignement, les unités contributives doivent être enseignées par des universitaires ce qui nécessite la mise en place d'un conventionnement entre l'université, la région et les IFSI.

Pour avoir un interlocuteur unique pour signer cette convention dans chaque région, les IFSI doivent se regrouper au sein d'un GCS. Afin que les étudiants infirmiers entrés en formation en 2009, obtiennent le grade licence en 2012, les conventions tri partites doivent être signées avant le 30 juin 2010. Mais en septembre 2011, on constate que seules, trois régions ont finalisé ce travail.

La question se pose alors pour nous de savoir pourquoi ce projet n'aboutit que peu ou pas. Quels sont les enjeux qui mettent à mal la réussite de ce conventionnement ?

La demande du législateur porte sur la formalisation d'intentions de partage, qui ressemblent à des intentions de partenariat alors que les acteurs se connaissent à peine, ce qui questionne sur le rôle et la place de ces acteurs, mais aussi sur la création de nouvelles relations et/ou complémentarités confirmant cette contribution de chacun.

Le concept de projet est choisi pour explorer la complexité de la situation considérant que cette dernière n'a pas de réalité mais que le regard qu'on lui porte est éclairant. De plus, le fait de mener les entretiens sur les représentations des acteurs, peut compléter nos informations. Ce concept nous permet aussi d'étudier les jeux des acteurs, leurs logiques en situation de négociation et les stratégies qu'ils développent en fonction du contexte.

Le concept de professionnalisation quant à lui, par la professionnalisation des activités, des acteurs, et des organisations, nous éclaire sur la place des parcours universitaires dans la professionnalisation. Il attire aussi notre attention sur l'affirmation de l'identité professionnelle au fil du temps et sur la nécessité de développer une coopération de qualité dans les parcours de professionnalisation.

Face à cet environnement complexe avec, d'une part à un système politico-administratif mouvant, et d'autre part, la rencontre de deux acteurs ayant chacun leurs propres références et cultures, nous avons élaboré la question de recherche suivante :

« les politiques européennes et nationales en matière de formation nous conduisent à construire des partenariats au service de la professionnalisation. Nous constatons que les conventions tripartites peinent à se formaliser, et que le partenariat au service de la professionnalisation tarde à voir le jour. Faut-il y voir le fait que les acteurs engagés appartiennent toujours à des modèles construits de longue date » ?

Notre recherche sera élaborée à partir de cette question étayée de quatre hypothèses d'action :

La signature de la convention tripartite met au jour des tensions qui freinent la réalisation du projet.

Le conventionnement permet la rencontre de deux cultures (université et formation professionnelle).

Cette universitarisation est un atout pour la profession infirmière.

Le conventionnement ouvre la possibilité aux universités et aux IFSI de construire un projet commun.

L'analyse des entretiens ainsi que leur interprétation, vont nous permettre de confronter les travaux théoriques et nos hypothèses à la réalité recueillie sur le terrain.

Deuxième partie : les enjeux du projet de conventionnement : le point de vue des acteurs

Introduction

Notre étude porte sur les enjeux liés à la signature de la convention tri partite entre la région, l'université et les IFSI (regroupés en GCS).

La difficulté constatée à faire aboutir ce projet débuté en 2008 et qui aurait dû se concrétiser avant la fin du mois de juin 2010, la participation encore à ce jour à des réunions pour tenter de finaliser la rédaction d'une convention, nous a conduit à chercher à identifier pourquoi, en 2011, seules trois régions ont réalisé cet objectif et à poser cette question : « quels sont les enjeux de ce conventionnement ? »

La participation à la mise en place de la réforme LMD et à celle de la formation infirmières, les lectures multiples d'articles de la presse professionnelle ou générale, nous ont donné envie de dépasser nos représentations, nos préjugés, nos évidences et d'avoir une vision plus large de cette situation et de « possibles communs » pour envisager l'avenir.

Nous avons de nombreuses interrogations, en premier lieu sur le contexte : en quoi impacte-t-il le délai de réalisation de la convention, quels sont les enjeux ? Ensuite autour des acteurs : en quoi jouent-ils un rôle dans ce projet ? Et enfin sur les buts du projet lui-même, à savoir : qu'en est-il de la professionnalisation ? De nouvelles relations et/ou complémentarités peuvent-elles émerger ?

A partir de ce questionnement, nous avons élaboré la question de recherche suivante : « les politiques européennes et nationales en matière de formation nous conduisent à construire des partenariats au service de la professionnalisation. Nous constatons que les conventions tri partites peinent à se formaliser, et que le partenariat au service de la professionnalisation tarde à voir le jour. Faut-il y voir le fait que les acteurs engagés appartiennent toujours à des modèles construits de longue date ».

Notre recherche sera élaborée à partir de cette question étayée de quatre hypothèses d'action :

La signature de la convention tri partite met au jour des tensions qui freinent la réalisation du projet.

Le conventionnement permet la rencontre de deux cultures (université et formation professionnelle).

Cette universitarisation est un atout pour la profession infirmière.

Le conventionnement ouvre la possibilité aux universités et aux IFSI de construire un projet commun.

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons précisé tout d'abord le contexte à partir d'une étude approfondie des textes qui ont initié la réforme de la formation en soins infirmiers et son entrée dans le système LMD.

Puis, pour explorer ce contexte, nous allons nous appuyer sur le concept de projet en investissant en particulier les notions d'acteurs et de stratégie.

Et enfin, pour explorer le partenariat qui peine à voir le jour nous nous appuierons sur le concept de professionnalisation.

Pour compléter ces informations nous avons besoin de savoir ce qu'en pensent les acteurs en présence. C'est pourquoi nous mènerons des entretiens avec :

- un représentant du conseil régional,
- - un représentant de l'université,
- - un représentant des Ifsi.

A partir des différents éléments qui émergeront de notre analyse, nous élaborerons des préconisations d'actions qui guideront le directeur d'institut que nous sommes à développer un espace nouveau de « communs partagés ».

4 Méthodologie de la recherche et présentation du public enquêté

4.1 LE CHOIX DE LA METHODE

Nous avons choisi d'utiliser la méthode de l'entretien qui est défini par M. Grawitz (1993 : 570) comme : « un procédé d'investigation scientifique, utilisant un processus de communication verbale, pour recueillir des informations, en relation avec le but fixé ». Cette méthode nous semble convenir à l'analyse du sens que les acteurs donnent aux événements, à l'analyse des enjeux et des systèmes de relations auxquels ils sont confrontés.

4.1.1 La phase exploratoire

Notre recherche a commencé par un temps d'exploration qui s'est traduit par de nombreuses lectures en particulier d'articles portant sur et autour du thème de notre sujet.

Nous avons effectué un entretien auprès d'un conseiller pédagogique régional afin d'identifier si la représentation que nous avions de la raison majeure de la non signature des conventions était fondée, que seul le problème financier freinait cette signature. Cette raison s'est trouvée confirmée sans beaucoup nous apporter d'autres éléments.

Notre interlocuteur, directeur des soins, conseiller pédagogique régional parlait de « point de crispation » qui évoluait pour demeurer un « point de tension majeur ». Nous avons alors recueilli peu de renseignements complémentaires, ce qui nous a amené à nous orienter vers des questions très ouvertes pour nos entretiens sur les enjeux de ce projet.

4.1.2 Le guide d'entretien

Nous avons élaboré un guide d'entretien³⁸ au regard des deux champs que nous souhaitons explorer : les enjeux du conventionnement et le projet à construire. Ce guide comporte seulement trois questions par thème. Parallèlement, nous disposons d'un guide plus élaboré afin de nous aider à faire compléter ou à réorienter le discours.

Notre choix consiste à conduire des entretiens semi-directifs afin de laisser un degré de liberté assez large aux l'interviewés. Cette méthode nous a semblé pertinente pour recueillir leur témoignage et leurs interprétations tout en respectant leur cadre de référence, ce qui est important dans notre recherche.

Nous les avons sollicités afin qu'ils s'expriment ouvertement sur :

les enseignements retenus de la construction du conventionnement,

la représentation qui était la leur au début de leur relation, et comment celle-ci a évolué au cours du temps,

les enjeux de ce partenariat,

ainsi que leur vision de l'évolution de ces relations et du futur.

4.2 LE CHOIX DE LA POPULATION ENQUETEE

Nous avons choisi de mener nos entretiens auprès des trois acteurs signataires de la convention. La question s'est posée de savoir combien de personnes interviewer. Fallait-il mener ces entretiens dans une région qui avait déjà signé la convention ou dans une région qui ne l'avait pas encore signé ; voire même, interroger les acteurs dans ces deux types de région ? Rapidement, le principe de réalité et de faisabilité dans le temps imparti a guidé notre choix.

Le fait d'avoir eu une expérience professionnelle dans une région dans laquelle la convention tripartite s'est signée pendant cet exercice professionnel, et travailler aujourd'hui dans une région dans laquelle la rédaction de cette convention est en cours, nous ont amenés à faire le choix suivant :

³⁸ Guide d'entretien annexe n°1.

Les entretiens seront menés auprès de trois acteurs :

un représentant du conseil régional,

un universitaire chargé de mission auprès des IFSI,

un directeur d'institut de formation en soins infirmiers.

Afin de ne stigmatiser ni une région, ni un institut, le choix est fait de façon aléatoire sur plusieurs régions. Les acteurs interviewés ont tous participés depuis le début aux travaux liés à la mise en place de l'universitarisation des IFSI.

4.3 LE DEROULEMENT DES ENTRETIENS

L'ensemble des entretiens a été réalisé sur une période de trois semaines environ. Chaque entretien s'est déroulé dans des conditions de discrétion et a été organisé de manière à ne pas être dérangé. La durée des entretiens a été de vingt six à trente six minutes soit environ trente minutes pour chacun. Des notes écrites ont été prises pendant la rencontre, il s'agissait d'inscrire les mots ayant une signification assez intense, de suivre la logique de notre interlocuteur, et de pouvoir réinterroger certaines expressions.

Une fois réalisé, chaque entretien a été transcrit de manière intégrale³⁹ avec les silences, hésitations, sourires ou mots tronqués.⁴⁰

Néanmoins, un incident technique est venu perturber notre organisation. À la fin de l'entretien numéro deux (E), les données recueillies par enregistrement direct n'ont pas été sauvegardées à cause d'une erreur de manipulation de l'appareil. Nous avons jugé les notes prises insuffisantes par rapport à la richesse de l'entretien que nous venions d'avoir. Aussitôt, nous avons repris contact avec l'interviewé pour lui exposer notre problème et proposer un autre entretien. Il a été convenu de recommencer le lendemain, mais cette fois par téléphone à cause de la distance. La méthode a été la même, enregistrement de l'entretien directement sur le haut-parleur du téléphone. Ceci explique que les questions de l'entretien numéro deux soient légèrement différentes et que notre interlocuteur évoque l'entretien de la veille.

³⁹ Transcription des entretiens, annexe n°3/4/5.

⁴⁰ Convention de transcription des entretiens, annexe n°2.

Pour garder toute la richesse des propos, nous avons complété les propos par des mots notés la veille. Ces mots ont été intégrés à la transcription et inscrits en italique pour être reconnaissables.

Les relances pendant les entretiens sont parfois différentes, ceci s'explique d'une part par notre volonté de peu intervenir, et d'autre part, parce que chacun de nos interlocuteurs est dans sa logique, avec ses priorités, et va directement à son champ de préoccupations principal.

Les entretiens ont fait l'objet d'une identification par des lettres : A, B, E. Pour garantir l'anonymat et les règles déontologiques, nous avons attribué un prénom à chaque entretien, A pour Anaïs, B pour Boris et E pour Edouard.

Nous avons ensuite procédé à l'analyse de nos entretiens.

4.4 L'ANALYSE DES ENTRETIENS

Nous avons transcrit littéralement nos entretiens ce qui nous a permis une lecture flottante et un début d'appropriation des contenus. Nous les avons ensuite relus à plusieurs reprises, de manière attentive et rigoureuse afin de repérer les mots qui revenaient souvent ainsi que les mots utilisés symboliquement. Cela nous a permis également de noter les moments d'hésitations ou de réflexion dans le discours qui peut laisser entrevoir une attention particulière de notre interlocuteur à la sémantique choisie et/ou une prudence à l'énoncé des mots.

Nous avons commencé le travail d'analyse par une analyse catégorielle avant d'entreprendre une analyse approfondie du discours à partir des travaux de Laurence Bardin. Nous avons néanmoins fait de nombreux aller-retour entre ces deux moments ce qui nous a amené à des réajustements réguliers.

4.4.1 L'analyse catégorielle

Dans un premier temps, nous nous sommes attachés à faire une analyse catégorielle, nous avons construit notre grille d'analyse afin de passer à une analyse plus fine du contenu. Chaque entretien a été transcrit dans une première colonne de tableau par séquence de discours et selon la chronologie. Il s'est agi d'identifier, en relevant des phrases ou parties de phrases, les « unités de sens », en nous efforçant de garder suffisamment de distance pour essayer de rester assez objectif.

Puis nous avons sélectionné des mots significatifs, revenant souvent ou mots « clé ». Notre analyse s'affine encore rendant plus explicites les discours et nous permettant d'identifier des sous-thèmes.⁴¹

Travailler cette analyse après avoir rédigé la partie conceptuelle, nous a aidé à identifier des thèmes (ou catégories) tels que : les freins, les gains, les pertes, les opportunités, et les propositions. Notre connaissance plus complète et plus précise du contexte ainsi que le fruit de nos recherches ont été source d'inspiration.

A cette étape, nous sommes souvent revenus sur la relecture des mots clé et des unités de sens, de notre découpage. Nous avons aussi laissé du temps entre nos lectures, essayé de nous détacher de nos représentations antérieures. Nous nous sommes donné ce temps, environ trois semaines, considérant « le choix des catégories » comme « la démarche essentielle de l'analyse de contenu ». Puisqu'elles « font le lien entre l'objectif de la recherche et les résultats » (Grawitz, 1993 : 544).

Nous avons eu beaucoup d'interrogation sur la pertinence entre nos sous-thèmes et nos thèmes. Nous formalisions régulièrement nos sous-thèmes par rapport à la rédaction apparue en première intention. Nous modifions l'énoncé de nos catégories cherchant à affiner les liens avec nos objectifs de départ et à rester dans une dimension assez large : les freins, les représentations, les propositions. Nous en avons échangé avec des collègues du groupe de recherche pour recueillir un éclairage distancié et éviter le découragement.

Nous avons repris nos lectures, nous nous sommes référés de nouveau au manuel de sciences sociales de R. Quivy (1995) dans lequel, nous avons trouvé le modèle systémique intéressant pour éclairer la catégorisation de notre sujet. Le concept systémique comporte une de « coopération » dotée de cinq composantes : les ressources, qui sont des atouts, la pertinence de ces ressources, utiles à l'autre partie, la reconnaissance de la valeur d'échange avec ses atouts reconnus par les acteurs de la coopération, l'intégration aux normes, le degré d'implication, d'investissement dans l'action collective qui consiste à respecter les normes et valeurs du système auquel on coopère.

Et une dimension de « conflit » portant sur les enjeux du rapport, c'est-à-dire, les pertes, les revendications, les oppositions d'idées, les désaccords aux normes....

⁴¹ Annexe 2, 3, 4.

Tout cela nous a aidé à mieux organiser notre pensée afin de repérer et de classer les éléments à extraire de nos entretiens sans pour autant utiliser tous les items.

A partir des travaux de M. Grawitz (1993 : 544), nous avons cherché à respecter les règles

- d'exhaustivité, « l'ensemble du contenu que l'on a décidé de classer doit l'être en entier. Il est bien entendu possible de laisser volontairement de côté certains aspects du contenu. C'est l'objectif poursuivi qui déterminera ce qui doit être quantifié ». Les phrases ou extraits de phrases cités par les interviewés ont été reprises telles qu'elles avaient été transcrites même lorsque la syntaxe était perfectible.
- d'objectivité, « les caractéristiques de la catégorie doivent être suffisamment claires pour que différents codeurs classent les divers éléments du contenu dans les mêmes catégories ». Souvent, les personnes interrogées ont exprimé des mots utilisés dans la catégorisation, par exemple, « les freins que je vois... », « au début... » (signifiant pour nous, à la construction), ou « un travail qu'il faudra faire à moyen terme » (signifiant pour nous, une proposition).
- de pertinence, « en rapport à la fois avec l'objectif poursuivi et le contenu que l'on traite ». Dans la catégorie portant sur les représentations émergentes, nous intégrons l'ensemble des points positifs ou négatifs exprimés. Ainsi cela permettait d'identifier les enjeux à partir des gains, des pertes et des risques.

La construction de notre grille d'analyse s'est faite au regard de notre problématique, de nos hypothèses, et des ouvrages portant sur l'analyse de contenus. Cela nous a permis de rester fidèle au fil conducteur de notre recherche et de mettre la distance nécessaire à une analyse objective et exhaustive.

Ainsi les thèmes retenus sont :

- La représentation de la construction du conventionnement,
- Les freins évoqués,
- Les représentations émergentes en situation,
- Les propositions d'actions.

4.4.2 L'analyse de l'énonciation du discours

Dans un second temps nous nous sommes centrés sur l'analyse textuelle du discours.

Nous avons repris chacun des entretiens en en faisant plusieurs lectures.

Nous avons commencé par une lecture flottante qui permet « de se mettre en contact avec les documents d'analyse, à faire connaissance en laissant venir à soi des impressions et des orientations » (Bardin, 1977 : 126). Puis nous avons poursuivi par une lecture intuitive essayant de repérer le rythme du discours, les différentes séquences du texte, le style utilisé, les éléments atypiques, et la sémantique.

Nous avons choisi, comme le préconise L. Bardin (1977) d'étudier chaque entretien en lui-même comme une totalité organisée et singulière. Nous avons commencé par une analyse proportionnelle du discours afin de repérer si les champs de préoccupations pouvaient se rejoindre mais également parce que nous avons l'impression que les interviewés s'exprimaient plus sur les autres acteurs que sur leur propre champ d'exercice.

4.4.2.1 L'analyse proportionnelle

Nous avons choisi de relever des mots pour en noter la fréquence (sans outils informatique pour mener ce travail, il est possible que le calcul puisse sembler parfois approximatif, mais nous avons essayé d'être rigoureux), nous les avons ensuite réunis par thèmes. Nous avons retenu trois domaines principaux, un domaine pédagogique, un domaine organisationnel et de planification, et un domaine relationnel.

Les mots qui revenaient le plus souvent dans le domaine de la pédagogie étaient par exemple :

Université ou universitaire, 22 fois pour A, 51 fois pour B et 36 fois pour E,

IFSI, 27 fois pour A, 21 fois pour B et 29 fois pour E,

Professionnel 5 fois pour A et B et 7 fois pour E,

Formation, 10 fois chez A, 25 fois chez B, et 7 fois chez E.

Ceci montre une certaine homogénéité des discours dans ce domaine.

Dans le domaine organisationnel et de planification les mots les plus fréquemment prononcés sont les mots de :

« Territoire », 8 fois pour A, 6 fois pour B, et 4 fois pour E,

« Coût, financier, ou moyens », 6 fois pour A, 15 fois pour B, et 5 fois pour E

« Convention », 5 fois pour A, 17 fois pour B et 1 fois pour E.

A part, la notion de territoire qui rassemble dans ce domaine, nous notons que les deux autres items sont pondérés en fonction de la préoccupation principale de nos interlocuteurs.

Dans le domaine relationnel enfin, les mots recueillis connotent positivement ou négativement le discours de notre interlocuteur :

« chance », « opportunité », « intérêt », sont retrouvés 4 fois chez B et 8 fois chez E,

« Crainte », « méfiance », « prudence », sont retrouvés 5 fois chez A, 14 fois chez B, et 8 fois chez E.

4.4.2.2 Analyse logique du discours et des séquences

Nous avons mené parallèlement un travail d'observation, d'analyse logique et d'analyse des séquences afin de mettre en relief le rythme et la progression du discours.

Notons que le rythme du discours de A est ponctué de nombreux « heu ». Il est assez linéaire au début puis devient confus avec un enchaînement d'idées parfois décousu. On note également de nombreuses ruptures dans ce discours. Les récurrences thématiques portent entre autre, sur la fonction de directeur des soins, la recherche et le désir d'une discipline infirmière.

Le discours de B, est assez « haché », les phrases sont quelquefois non terminées. L'explication sur la construction de la convention, quant à elle, laisse apparaître un certain contrôle. Les récurrences thématiques portent en particulier sur le risque de perte immédiate de professionnels pour les hôpitaux et sur la problématique financière.

Le discours de E. est quant à lui d'un style contrôlé, le déroulé et les propositions sont logiques et signe la maîtrise du sujet.

Ces deux étapes étant , selon L. Bardin, révélatrice de la dynamique de l'entretien, notre attention s'est portée pour finir, sur la sémantique utilisée, et en particulier, sur les mots ayant une forte connotation symbolique et qui révèlent la pensée de l'individu.

4.4.2.3 Analyse de la sémantique

Nous avons ainsi relevé dans le discours de A des mots qui expriment une remise en question : « avenir incertain », « cela ne m'appartient pas ». Nous avons également noté dans ce discours des mots exprimant des conséquences douloureuses : « aux forceps », « couperets qui tombent », « combats ».

Le discours de B a permis de relever des remises en question : « on ne sait pas », « on hérite », des revendications : « faire accepter », « s'approprier », ainsi que des mots connotés symboliquement : « l'ogre universitaire », « enfermante ».

Après ce travail d'analyse par catégorie et textuelle des discours, nous avons cherché à interpréter ces résultats tout en faisant des liens avec nos concepts ou de nouvelles notions.

Mais cette recherche présente des limites que nous allons exposer avant de poursuivre l'analyse et l'interprétation des résultats.

4.5 LES LIMITES DE LA RECHERCHE

Les limites de notre recherche portent sur différents points : les personnes retenues, la conduite des entretiens, l'analyse et la généralisation des résultats.

4.5.1 Au niveau des personnes enquêtées :

Le nombre de personnes interrogées aurait mérité d'être plus important, le panel choisi n'étant pas suffisamment représentatif. Il aurait sans doute été intéressant de mener l'enquête dans plusieurs régions ; ayant signé et n'ayant pas signé la convention. Mais le principe de réalité face au temps imparti, nous a amené à choisir de limiter les entretiens.

Concernant la représentation du GCS c'est-à-dire des IFSI, le fait de recueillir le témoignage d'une seule directrice d'IFSI, ne peut pas être représentatif de l'ensemble des

opinions. Cette limite, qui s'est imposée à nous dès l'étude des entretiens, est assez préjudiciable à la richesse de notre recherche. On note un déséquilibre entre l'opinion de l'universitaire qui a, en tant que représentant de l'université, légitimité à témoigner au nom des universitaires et le discours de la directrice d'IFSI qui témoigne en son nom propre.

Le choix de ne pas enquêter dans une seule région, pour ne pas stigmatiser des acteurs qui auraient pu se reconnaître, crée un certain décalage puisque parmi eux, certains ont déjà signé la convention et d'autres voit le projet prendre beaucoup de temps. Nos interlocuteurs ne sont donc pas dans le même espace temps en terme de projet. Cependant nous constatons des propositions communes, ce qui nous amène à penser qu'elles sont d'autant plus intéressantes car sans doute portées par beaucoup de protagonistes.

4.5.2 Au niveau de la conduite des entretiens :

Nous avons fait le choix de laisser au maximum notre interlocuteur s'exprimer afin de ne pas influencer notre interlocuteur et de lui laisser un degré de liberté important. Cela a été atteint mais ne nous a pas permis de faire expliciter autant que nécessaire, les idées exposées. Ce constat a été renforcé au moment de l'analyse car il a été parfois difficile d'explicitier l'implicite.

Le fait aussi d'être obligé pour des raisons techniques de reconduire l'entretien numéro deux, nous a fait perdre de la richesse et de la spontanéité par rapport à la première rencontre.

4.5.3 Au niveau de l'analyse :

Il a été difficile d'entrer dans cette phase d'analyse et sans doute avons-nous été maladroit à ce stade. L'analyse quantitative, sans outils informatique, ne nous a pas permis de recueillir l'es informations que nous souhaitions. En effet, nous pensions que cela nous aurait permis de repérer dans le discours l'appartenance culturelle de l'interviewé, cet élément est minime.

L'autre point qui a été compliqué et se ressent peut-être dans la qualité de l'analyse, c'est le fait que nos trois acteurs appartenaient à des champs d'activités extrêmement différents ce qui était compliqué à interpréter.

4.5.4 Au niveau de la généralisation :

Le choix de notre échantillon ne permet pas de généraliser l'interprétation de ces résultats. De plus, notre étude porte, en particulier sur les représentations de nos enquêtés et relève donc de l'individu en tant que sujet singulier.

Nous allons maintenant présenter l'analyse des trois entretiens avant de présenter une analyse croisée à partir de nos catégorisations : la représentation de la construction du conventionnement, les freins évoqués, les représentations émergentes en situation, ainsi que les propositions d'actions avant de procéder à l'interprétation de ce matériau discursif ainsi qu'à la confrontation à nos hypothèses.

4.6 L'ANALYSE DES TROIS ENTRETIENS

4.6.1 Anaïs : Entre crainte et saisissement d'une opportunité.

Nous allons commencer notre analyse par une analyse portant sur la fréquence des mots prononcés par notre interlocuteur afin d'identifier quelles sont ses préoccupations principales dans trois domaines, la pédagogie, l'organisation, et la relation.

4.6.1.1 Analyse proportionnelle du discours

4.6.1.1.1 Dans le domaine de la pédagogie :

On note dans ce discours une fréquence importante des mots « IFSI » (prononcé 27 fois) et « universitaire » (prononcé : 22 fois). Cela confirme l'intérêt, pour cet acteur, de la pédagogie. Néanmoins, nous pouvons noter que le mot « étudiant » n'apparaît que quatre fois. Par contre, le terme « professionnel » est prononcé sept fois. Nous pouvons alors dire, puisque nous sommes dans une formation professionnalisante, la formation infirmière, qu'il y existe un lien entre la pédagogie et les professionnels qui se traduit par une alternance entre les temps d'enseignements théoriques à l'institut et cliniques en stage..

Le mot « formation continue » apparaît dix fois ce qui est une fréquence importante, elle porte sur la question des formateurs et de leur adaptation à la nouvelle formation des infirmiers.

Les quatre autres mots les plus souvent prononcés : « discipline universitaire », sept fois, « la recherche » six fois, le « savoir spécifique » trois fois, et « réflexif », deux fois ont trait au savoir et à la transmission des savoirs.

« Discipline universitaire » et « recherche » signent ici l'intérêt de l'universitarisation et la question qui se pose de ne pas avoir de disciplines universitaire propres pour les infirmières.

4.6.1.1.2 Dans le domaine organisationnel et de planification :

Concernant le domaine de l'organisation et de la planification c'est le mot « région » et qui est le plus prononcé, onze fois. Il s'agit du troisième acteur du conventionnement, on peut comprendre pourquoi il est évoqué quasiment à la même fréquence que l' « université ». Il est en lien direct avec les termes de « territoire » ou « concentration » relevés huit fois qui montre un intérêt particulier pour cette problématique.

L' « intégration » est également une préoccupation même si il n'est relevé que deux fois il peut être mis en relation avec « concentration » et « territoires ». C'est-à-dire, moins d'instituts de formation, ou une répartition géographique revisitée.

4.6.1.1.3 Dans le domaine relationnel

Dans le domaine relationnel, c'est la problématique liée au « changement » (prononcé six fois) qui est mise en avant par notre interlocuteur. Cette problématique peut être mise en lien avec le mot « partenariat » prononcé quatre fois qui signe de nouveaux liens qui se créent.

Viennent ensuite les termes de « reconnaissance » (cinq fois) et de « légitimité » (deux fois) qui soulignent une préoccupation pour l'interviewé. La reconnaissance et la légitimité portent en particulier dans le discours sur les formateurs permanents des instituts de formation en soins infirmiers. En tant que directeur d'un institut, il est compréhensible que cet intérêt soit signifié.

La « prudence » et la « méfiance » sont présentes, prononcées respectivement trois fois et une fois, dans les relations avec les partenaires.

Après cette analyse des principaux termes relevés, nous nous sommes intéressés à la progression du discours, à partir des séquences et du rythme.

4.6.1.2 Analyse de la progression, des séquences et du style du discours.

Le plus marquant à la lecture de ce discours a été le nombre important de « heu » qui donne une impression d'hésitation générale.

Pourtant, au début, le rythme est assez linéaire mais il devient rapidement confus (lignes 67,70) avec un enchaînement d'idées parfois décousues. De nombreuses ruptures sont alors notées aux lignes 80,97, 98. L'une, en particulier, à la ligne 54 souligne l'hésitation à coopérer et faire confiance.

Aux lignes 105, 106, on perçoit une perte de maîtrise suivie d'une contradiction entre la question et la réponse : « on en était sur les gains..... », l'interviewé répond alors « et, heu, les pertes finalement ».

Le discours revêt ensuite, les lignes 128 à 137 une impression de conflit avant un temps de détente (ligne 148,153) suivi aussitôt d'une remise en question marquée par un silence avant cette annonce : « mais, je pense qu'il faut rester prudent ».

Plusieurs phrases interrogatives ponctuent ce discours : « je ne sais pas » (ligne 44), « on peut se poser la question » (ligne 77), accentuant le caractère hésitant ressenti globalement.

Si le caractère hésitant est marqué, on note également beaucoup de retenue dans le discours : « prudence », « retrait » (ligne 26,27). Cette retenue est également montrée par l'utilisation du terme « entre guillemets » prononcés neuf fois.

A la ligne 203, l'expression « je me lâche » vient confirmer ce ressenti.

Dans ce discours, on retrouve une récurrence thématique liée à la « fonction de directeur des soins » (ligne 38 à 40 ; 164 à 173) qui fait appel à la position professionnelle de l'interviewée et à une situation personnelle vécue. L'émotion prend alors le dessus et ce sont ses propres craintes issues de l'interprétation du mouvement qui sont signifiées ligne 204, 205.

Ce directeur ne légitime pas sa représentation professionnelle au niveau ministériel et souligne le pouvoir descendant et les injonctions sans négociation (lignes 230,231).

L'autre récurrence thématique retrouvée dans ce discours porte sur une éventuelle « discipline universitaire infirmière » ou en soins et à la « recherche » dans ce champ professionnel.

Après cette analyse textuelle, nous nous sommes intéressés à la sémantique utilisée en portant notre attention sur des mots à forte connotation.

4.6.1.3 L'analyse sémantique

Dans un premier temps, nous avons relevé des termes évoquant :

- une remise en question : « malheureusement » (ligne 194), « cela ne m'appartient pas » (ligne 229-230), « avenir incertain » (lignes 173,232),
- des éléments de revendications : « se mobiliser » (ligne 103), « ne pas s'aligner » (ligne 133), « se saisir » (ligne 183), « montrer ce qu'on vaut » (lignes 183,186).

Dans un second temps, nous avons noté les mots fortement connotés symboliquement :

- ceux exprimant des actions aux conséquences douloureuses : « aux forceps » (ligne 47), « couperets qui tombent » (ligne 160), « bataille » (ligne 214),
- ceux exprimant des risques potentiels : « zones de frilosité » (ligne 75),
- ceux présentant des risques majeurs aux conséquences graves : « se faire manger » (ligne 222).

4.6.1.4 Synthèse du discours de Anaïs

Nous pouvons retenir que ce discours expose des éléments positifs tels que un déficit culturel, un grade de licence, une reconnaissance, une meilleure collaboration médecin infirmiers, l'espoir d'une discipline infirmière et d'une évolution professionnelle, mais aussi celui d'une construction du maillage territorial.

Mais ce discours évoque également des éléments de doute et d'inquiétude portant sur le problème financier, la divergence des intérêts, l'emprise médicale, ou la concentration des instituts de formation en soins infirmiers.

On sent que la problématique du conventionnement et de ses impacts ne semble « pas simple » à gérer.

Voyons maintenant ce que nous dit Boris.

4.6.2 Boris : entre inquiétude financière et opportunité pour les étudiants.

4.6.2.1 Analyse proportionnelle du discours

4.6.2.1.1 Dans le domaine de la pédagogie :

Dans ce discours c'est le mot « université/universitaire » qui est le plus souvent prononcé, 51 fois alors que le mot « institut/IFSI » n'est prononcé que 21 fois. Néanmoins, on note l'intérêt porté aux deux autres acteurs du conventionnement.

Le terme de « formation », est quant à lui utilisé 25 fois et souvent associé aux « formateurs » et donc à la « formation continue ». Cette fréquence souligne l'intérêt porté par ce représentant du conseil régional à la problématique d'adaptation du personnel permanent à de nouvelles fonctions.

La « pédagogie », prononcée cinq fois laisse apparaître une préoccupation pour ce domaine mais régulièrement en lien avec « professionnel ». Là encore, on est bien dans le champ d'une formation professionnelle.

Malgré cela, il ne s'agit pas du champ d'expertise de cet interlocuteur qui parle néanmoins « de parcours » et de « qualité ». « Parcours », parce que la formation s'inscrit dans un champ très large pour lui, étant donné son appartenance professionnelle à la direction de l'apprentissage et des formations sanitaires et sociales au plan régional. « Qualité » parce que l'universitarisation ouvre la question de l'accréditation des dispositifs de formation.

Le sous chapitre suivant permet de mettre en évidence la fréquence dans l'usage des termes appartenant au domaine organisationnel et de planification.

4.6.2.1.2 Dans le domaine organisationnel et de planification

Dans le domaine de l'organisation et de la planification le mot qui revient le plus est le mot « région » (34 fois). Cet acteur régional nous expose son intérêt concernant le conventionnement tripartite et ses impacts. Il évoque le problème de coût (15 fois) mais également le fait que le projet s'inscrive dans le champ politique (trois fois) et soulève donc la question du territoire (six fois).

Notre interviewé évoque les questions qui se posent sur ce sujet : « mutualiser » (3 fois), « regrouper » (2 fois), « la proximité » (2 fois). En effet ces questions de répartition géographique semblent au cœur des débats.

Voyons maintenant la fréquence des mots dans le champ relationnel.

4.6.2.1.3 Dans le domaine relationnel

Ce qui revient le plus fréquemment dans ce domaine, sont les mots « inquiétude/crainte » prononcés 17 fois. Si l'on y ajoute les termes « difficile/pas simple » prononcé six fois, on note une forte préoccupation pour notre interlocuteur.

Si l'on peut penser que les inquiétudes portent en particulier sur la mise en place de la convention et les « pertes » (3 fois) qu'elle peut engendrer, le terme « méfiance » (2 fois) qualifie bien les relations entre ces différents acteurs.

Pourtant, Boris, parle deux fois de « partenariat » et quatre fois de « ensemble » ce qui laisse à penser qu'une construction commune est possible. Le terme d'« ouverture » (quatre fois) porte essentiellement sur les relations au bénéfice des étudiants.

C'est sans doute pourquoi notre interlocuteur évoque également une « chance » (deux fois), et une « opportunité » (deux fois) lorsqu'il parle des impacts du conventionnement.

Le mot « culturel » prononcé deux fois montre qu'il s'agit d'une problématique à prendre en compte.

Après cette analyse des principaux termes relevés, nous nous sommes intéressés à la progression du discours, à partir des séquences et du rythme.

4.6.2.2 Analyse de la progression, des séquences et du style du discours

Le début du discours est linéaire (B2) et structuré puis, on perçoit une hésitation dans les lignes 38 à 40 qui peut traduire une perte de contrôle sur une question un peu complexe.

De façon générale, on note un style assez « haché » avec des phrases non terminées (ligne 44, 46) ce qui amène à une rupture avec une remise en question (ligne 48) de la sincérité d'un des acteurs : « l'intention plus ou moins cachée ». Une autre rupture de rythme est à noter ligne 149

avant d'aborder un point de tension : « faire accepter », « il a fallu négocier » « ça a été un point d'écueil »

On retrouve un certain contrôle à partir de la ligne 135 dans l'explication de la construction de la convention. En effet, notre interlocuteur a mené le groupe de travail sur la rédaction de la convention qu'il a porté jusqu'à la signature.

Le milieu de l'entretien est marqué par plus de confusions et d'hésitations (ligne 190, 194 ; 211, 215) allant jusqu'à traduire des éléments de tension voire même de conflits, « irrespectueux pour les acteurs ».

Après un rire ligne 233 qui traduit une certaine « confusion », on sent notre interlocuteur moins à l'aise, perdant même « la maîtrise » du sujet (ligne 235 à 259). Il réaffirme ensuite une crainte déstabilisante : « j'ai très peur de cette politique », phrase qu'il reprend à deux reprises.

L'entretien se termine sur une affirmation positive : « Il est important de faire en sorte qu'on ait des étudiants qui soient bien dans leur peau et que vous formiez de bons professionnels de santé... C'est quand même le cœur du sujet qui nous intéresse ».

On note dans ce discours deux récurrences thématiques, l'une porte sur le risque de « perte immédiate de professionnels pour les hôpitaux » (lignes 62 à 65 ; 100 à 104), l'autre porte sur la problématique financière (lignes 109, 114, 119 à 125, 197 à 209, 221 à 224).

Cette dernière dimension est une source « d'inquiétudes » pour notre interlocuteur. Ce terme est en effet prononcé trois fois en trois lignes des lignes 222 à 224. Cette inquiétude est portée par le représentant du financeur des instituts. La fréquence de ce thème et l'insistance de l'interviewé rendent compte de l'investissement psychologique de la personne pour ce thème.

Après cette analyse textuelle, nous nous sommes intéressés à la sémantique utilisée en portant notre attention sur des mots à forte connotation.

4.6.2.3 L'analyse sémantique

L'analyse sémantique nous amène à relever des termes évoquant :

- des remises en question : « on ne sait pas » (ligne), « on hérite » (ligne 219), « si on se recroqueville » (ligne 82-83),

- des revendications : « faire accepter » (ligne 148), « s'apprivoiser » (ligne 161), «se connaître » (ligne 142), « de bonne volonté » (ligne 220).

Nous relevons également des mots à forte connotation symbolique :

- « l'ogre universitaire » (ligne 30), « être mangé par l'université » (ligne 46) qui laisse à penser que l'issue de l'universitarisation de la formation infirmière risque d'être fatale,
- «enfermante » (ligne 117), renforce l'impression de quelque chose de subi,
- « s'apprivoiser » (ligne 161), qui traduit la notion de rendre un animal moins sauvage ou une personne plus sociable.

4.6.2.4 Synthèse du discours de Boris

Nous pouvons retenir que ce discours évoque des éléments positifs en en termes de partage de cultures, de territorialité, et d'ouverture professionnelle.

Mais il évoque également des éléments de doute et d'inquiétude liés au surcoût, au risque de perte de professionnels, au manque de compensation financière par l'État dans un contexte d'incertitudes politiques.

Voyons maintenant ce que nous dit Edouard.

4.6.3 Edouard : entre opportunité et volontarisme des acteurs

4.6.3.1 Analyse proportionnelle du discours

4.6.3.1.1 Dans le domaine de la pédagogie :

Dans ce discours le mot « université » ou « universitaire » est prononcé 36 fois et le mot IFSI 29 fois. On note l'intérêt quasi égal pour ces deux acteurs qui doivent conventionner. Notre interlocuteur, médecin professeur des universités cite souvent son lieu d'exercice professionnel d'autant qu'il est en charge pour l'université, de l'universitarisation de la formation infirmière.

Contrairement aux deux discours précédents, les « étudiants » sont cités 8 fois ce qui signe une préoccupation pour un acteur qui est au cœur de la problématique.

Les « formateurs » permanents des IFSI sont également cités cinq fois souvent en lien avec des questions de « formation » (8 fois), de « compétences réciproques » (3 fois), ou de positionnement.

La notion de « parcours » n'est évoquée qu'une seule fois ce qui peut surprendre car c'est une notion souvent portée par les universitaires. D'autre part, quand elle est évoquée, elle l'est au sujet des formateurs et non des étudiants.

Quand il est question des savoirs, Edouard parle de « savoirs académiques » (3 fois) ce qui rappelle sa profession et une spécificité de l'université. La « recherche » est évoquée quatre fois, elle fait aussi partie intégrante de cette institution. Notre interlocuteur évoque également la « qualité » qui est une préoccupation des responsables de formation.

Le sous chapitre suivant porte sur la fréquence des mots dans le champ de l'organisation et de la planification.

4.6.3.1.2 Dans le domaine organisationnel et de planification :

Dans le domaine de l'organisation et de la planification, le mot « région » est prononcé treize fois, ce qui ne surprend pas puisqu'il s'agit du troisième acteur à devoir conventionner. Les notions de « territoires » (4 fois) et de « maillage » (3 fois) sont évoqués, c'est une préoccupation de notre interviewé qui est sollicité afin que les enseignants universitaires interviennent dans tous les IFSI de la région. Ce qu'il faut lier au terme de « mutualisation » prononcé une fois.

C'est sans doute pourquoi, Edouard parle également de « moyens » (5 fois) tant en terme financiers qu'en terme de ressources humaines.

Le sous chapitre suivant permet de mettre en évidence la fréquence de l'usage des termes appartenant au champ relationnel

4.6.3.1.3 Dans le domaine relationnel

Notre interlocuteur montre une préoccupation en terme de « changement » prononcé trois fois et régulièrement lié à la notion d' « accompagnement » (6 fois). D'ailleurs Edouard est assez insistant sur le besoin d' « accompagner » ce « projet » (3 fois) qu'il qualifie « d'ambitieux » (ligne 17).

On sent dans ce discours un souci de « compréhension réciproque » (3 fois) nécessaire pour lever les « écarts culturels » (4 fois) identifiés. Cette notion d' « écart culturel » est renforcé par l'utilisation des termes : « d'un côté,... de l'autre » (2 fois lignes 61 et 68) et de l'expression : « du côté de ... et au niveau de » (1 fois ligne 107). Ces expressions s'appliquent aux relations entre les universités et les IFSI.

Notre interlocuteur fait entrer un autre acteur dans le système : « l'hôpital ». Il parle successivement « d'établissement de santé », et de « centres hospitaliers » en lien direct avec les IFSI et impactant leur fonctionnement.

C'est, entre autre, pourquoi, il évoque des « craintes » à sept reprises, des « tensions » à quatre reprises et une certaine « inquiétude » face au conventionnement et à ses impacts.

Néanmoins, on le sent « optimiste » (1 fois), « positif » (1 fois), considérant que c'est « une chance » (5 fois) et que cela représente de nombreux « intérêts » (3 fois) notamment pour les étudiants.

Après cette analyse des principaux termes relevés, nous nous sommes intéressés à la progression du discours, à partir des séquences et du rythme.

4.6.3.2 Analyse de la progression, des séquences et du style du discours.

Le style du discours est « contrôlé », le déroulé et les propositions sont logiques et signent la maîtrise du sujet par un interlocuteur qui participe au plus prêt à la construction de ce projet. La progression du discours laisse à voir un investissement important dans ce dossier et une volonté de construire.

Néanmoins, nous notons aussi des phrases non terminées qui créent des ruptures dans le discours :

Lorsqu'Edouard qualifie des acteurs, ligne 42, il parle des formateurs « ils sont à la fois ... », mais aussi lignes 107 à 110 : « la région, volontariste, les IFSI...crainte, l'université.. (syllabe) ce qui laisse beaucoup d'implicite qui ne sera pas expliciter.

Le fait que cette situation se retrouve à deux reprise peut laisser penser que notre interlocuteur est moins affirmatif que dans d'autres démonstrations.

Une autre rupture qui rend la phrase quasiment incompréhensible (ligne 79), alors qu'il évoque la région : « la région nos objectifs prioritaires.. ». Ceci laisse apparaître une complexité dans les liens interrelationnels. Sans doute une idée parasite de difficulté ressentie puisqu'il explicite ensuite sa pensée.

Des ruptures de continuité du discours également :

- rupture ligne 124, « ça fait émerger des représentations réciproques de chacun des partenaires », remarque également implicite mais qui ne sera pas explicitée. Juste une proposition de « faire une analyse sociologique », qui confirme les jeux potentiels des acteurs ;
- rupture lignes 82,83, notre interlocuteur interrompt sa pensée pour expliciter ce qui ce vit aujourd'hui, « maintenant on est entré dans le vif du sujet ».

Cet interviewé fait preuve, de manière générale, d'assurance dans son discours sauf dans les lignes 46 et plus où il utilise deux fois le terme « entre guillemets » qui signent moins de maîtrise et d'engagement.

Les récurrences thématiques relevées portent essentiellement sur la « formation » et le « positionnement des formateurs » sachant que ce positionnement revient à l'université : « l'université ...a besoin de bien positionner ces formateurs », ligne 44, des « formateurs bien positionnés par les différents acteurs »(ligne 128).

Ces récurrences portent également sur une crainte pour cet acteur en terme de territoires, « un enjeu d'hétérogénéité sur le territoire » (ligne 89) et de « moyens » alloués « budgets contraints » (ligne 99), « pas les moyens » (ligne 122), car ces deux éléments sont directement liés.

Après cette analyse textuelle, nous nous sommes intéressés à la sémantique utilisée en portant notre attention sur des mots à forte connotation.

4.6.3.3 L'analyse sémantique

Dans un premier temps nous avons relevé les mots évoquant une revendication :

- « diminuer les fractures » (ligne 34), qui laisse entendre la volonté d'éviter des ruptures. Le vocabulaire est médical, il relève de l'origine professionnelle de notre interlocuteur.
- « être le point d'ancrage » (ligne 48), notons ici une volonté de mettre en place des situations solides.

Dans un second temps nous avons relevé des termes à forte connotation et qui manifestent des craintes :

- « des tensions qui s'exacerbent » (ligne 112), non seulement des tensions existent mais Edouard précise qu'elles s'intensifient avec le temps.
- « des restructurations drastiques » (ligne 167), l'utilisation de cet adjectif souligne la volonté de notre interlocuteur de nous faire partager sa crainte.

Pour finir, nous notons une expression « tant bien que mal » qui laisse entrevoir une idée de sous-estimation, si l'on se réfère à Bardin. Sous estimation des IFSI, puisqu'il est question de la mise en place du référentiel de formation ligne 84, « un référentiel mis en place par les IFSI, tant bien que mal ».

4.6.3.4 Synthèse du discours d'Edouard

Nous pouvons retenir que ce discours porte particulièrement sur les liens entre les IFSI et les universités, des notions pédagogiques ou de territoire.

Les aspects positifs ont trait aux notions de changement, d'ouverture des universités, d'évolution professionnelles pour les formateurs et les étudiants, de reconnaissance et d'efficience.

Concernant les éléments de crainte ou de risque, on note, les moyens financiers ou humains, les écarts culturels, l'hétérogénéité des IFSI, la perte possible de richesse, et la complexité du projet.

Après avoir analysé ces trois entretiens individuellement, nous nous proposons d'en faire une étude croisée à partir des catégorisations retenues :

la représentation de la construction du conventionnement,

les freins évoqués,

les représentations émergentes en situation,

les propositions d'actions.

5 Analyse croisée des entretiens

A partir de notre catégorisation, nous allons maintenant analyser le discours de nos trois interlocuteurs afin d'identifier, les visions communes ou divergentes, ce qui les rassemble ou ce qui les différencie.

5.1 REPRESENTATION DE LA CONSTRUCTION : UNE INJONCTION, LA RENCONTRE ENTRE DIFFERENTS ACTEURS, ET UNE QUESTION DE MOYENS

La représentation de la construction de la convention peut se traduire de trois manières : la construction relève d'une injonction, la construction de la convention est une question de rencontre entre différents acteurs et c'est une question de moyens.

5.1.1 La représentation de la construction la convention : une injonction.

La construction de la convention est « un projet ambitieux, un vrai projet de changement », nous confie Edouard (17-18) puisqu'il s'inscrit dans un cadre très large, celui de l'universitarisation des formations paramédicales, « la modélisation du système européen, donc le système LMD en lien avec les accords de Bologne » (Anaïs : 45-46). On note ici le caractère obligatoire pour répondre aux directives européennes.

C'est pourquoi Anaïs affirme que ce cadre « change grandement les modalités de fonctionnement des instituts » (48-49), avec entre autre, « une participation obligatoire des cours universitaires dans la formation infirmière » (66).

D'ailleurs, Anaïs affirme que cette réforme a été « mise en place aux forceps » (47), que « la première réunion était extrêmement blindée » (19), ce qui laisse peu de place à l'improvisation. Boris confirme : « la réforme s'est mise en place dans l'urgence » (217), il « trouve que c'est irrespectueux des acteurs de terrain » (218), ces derniers ont été « maltraités » (217). Il renforce par ses propos la notion d'une réforme imposée : « on hérite aujourd'hui de cette urgence » (219),

au point même d'ajouter « ces foutues conventions » (228) qui laisse entrevoir le poids subi par les acteurs.

D'autant que dans le cadre de la mise en place de l'universitarisation des instituts de formation en soins infirmiers, le législateur demande un regroupement des instituts sous forme de « groupements de coopération sanitaire », « qui n'a pas été une mince affaire » selon Boris (21), et au sein de ces regroupements, la création d'« une commission spécialisée », comme nous l'expose Anaïs lignes 29 à 31. Donc un cadre de fonctionnement prescrit.

Ce regroupement imposé, doit permettre la signature d'une convention tri-partites dont « les textes mettent bien en évidence les missions » nous confirme Anaïs (ligne 28), ce qui laisse entendre une certaine injonction de fonctionnement.

Pourtant, Boris, trouve, quant à lui, les textes venant du ministère « extrêmement « light » », ce qui pourrait laissé penser que les acteurs bénéficient d'une grande marge de manœuvre. D'ailleurs, pour lui, la convention n'est « pas enfermante » (117).

Néanmoins, le regroupement des instituts n'a pas été sans poser problème pour certains acteurs.

5.1.2 La représentation de la construction de la convention : une question de rencontre entre différents acteurs

5.1.2.1 Des IFSI qui ne sont pas prêts à se regrouper

Boris nous explique que « la plus grande contrainte a été d'inciter les instituts à se regrouper au sein d'une même structure » (19-20). Le nombre est une explication pour cet interlocuteur qui insiste sur le caractère difficile de la situation, « ça n'a pas été simple » (21), « ça n'a pas été une mince affaire » (21). Edouard n'a pas tout à fait la même explication car, au-delà du nombre, ce qui l'a « surpris » (13), c'est « la diversité, les grandes différences...des instituts de formation en soins infirmiers... avec chacun des particularités, des spécificités, des valeurs qui leur sont propres » (12-13). Pour ce dernier, « toute la création du GCS a été embolisée par les différents entre les IFSI publics et privés » (81).

Ce que confirme Boris « le problème a été de faire accepter que la croix rouge signe les mêmes conventions que les autres,... il a fallu négocier... il y a eu des circulaires...la croix rouge a fini par accepter » (149-154), « ça a été le point d'écueil » (151).

5.1.2.2 Une multitude d'acteurs

Le nombre important d'acteurs en présence semble complexifier la situation : « on se retrouve donc là avec une multitude d'acteurs qui n'ont pas tous les mêmes intérêts » (57) nous confie Anaïs, ce que reprend Edouard, « ils sont très nombreux » (74).

En effet, « on avait autour de la table différents protagonistes » (Anaïs ligne 24) : « des directeurs d'hôpitaux, supports des établissements publics de santé », « des directeurs des soins », « l'ARS », « les universitaires qui représentaient les trois universités », « la région » (19-23).

Ce qui crée « une certaine prudence » (23), « une prudence dans la prise de parole » (25), « une certaine méfiance » (26), même de la part du conseil régional, « le conseil régional était également prudent » (23).

Pourtant Boris, n'a pas le même ressenti : « j'ai animé le groupe technique qui a construit la convention, dans laquelle était représentée l'université T qui a demandé ensuite l'université O..., plus trois représentants d'IFSI, plus l'ARS et moi-même, plus la représentant de l'école du CHU...il n'y a pas eu de période d'observation, on est tout de suite entrés dans le vif du sujet » (128-133). « C'est un travail très collaboratif... qui a permis aux représentants universitaires et aux IFSI de se connaître, d'échanger,...Peut-être une petite méfiance au départ, mais, bon, franchement je ne l'ai pas ressenti comme ça. » (141-143)

Il y a eu, dans cette construction, une particularité développée par Boris, c'est lui « technicien de la région » (141) qui pilotait un groupe technique de construction de la convention, « doublé d'un comité dit « politique » où siégeait le président de l'université, le vice-président de la région, le directeur de l'ARS, plus le directeur de l'institut de la croix rouge » (144-146).

5.1.2.3 Des acteurs ou des partenaires

Nos interlocuteurs nous parlent « d'acteurs » en présence mais aussi de « partenaires ». En effet, Anaïs explique : « on se retrouve maintenant au niveau des instituts avec différents partenaires qui existaient déjà avant, certes, l'établissement public de santé, on le connaissait déjà avant » (50-51), ce qui laisse entendre qu'il y en a de nouveaux.

« Avant on avait la tutelle DRASS, bon, maintenant on a l'ARS » avec « une répartition des tâches entre ARS et DRJSCS, et quand même » (insistance)... « un troisième partenaire , faut-il l'appeler partenaire, je ne pense pas mais en tout cas, le financeur, qu'est le conseil régional » (51-54). Le discours est ici très implicite mais signe une relation particulière.

Autre partenaire, « l'université de rattachement » (54), notons ici, l'utilisation du terme « université » à la place « d'universitaire » ce qui peut évoquer une relation singulière.

La question d'Anaïs quant à savoir s'il faut appeler le financeur « partenaire », nous amène à nous intéresser à la représentation en terme de moyens offerts à la mise en place de cette convention et de ses impacts.

5.1.3 La construction de la convention, une question de moyens

Une question de moyens parce que certains articles de la convention portent sur les moyens financiers et humains à déployer et que cette question na pas été tranchée au niveau du ministère.

Edouard affirme que si « la réforme est difficile à mettre en œuvre », c'est parce que « les moyens sont limités » (70-71), qu'il existe « une discordance » entre l'ampleur de la réforme et « les moyens, que ce soient les moyens financiers ou les moyens en ressources humaines » (18-19). D'ailleurs, il exprime ses craintes sur ce sujet : « cette inadéquation risque d'en faire une réforme au rabais...Les moyens restreints peuvent entrainer une perte de richesse » (21-22). Anaïs affirme aussi « les moyens sont pauvres » (214).

Le financeur n'est, quant à lui pas forcément rassurant, il expose à quatre reprises : « le surcoût » (36, 105, 123, 205) qui s'impose dans « une période budgétaire difficile » (123). Ce qui crée des craintes même à un niveau supérieur, « mon directeur général des services, a peur de voir les budgets des écoles augmenter » (120).

La représentation de la construction de la convention semble compliquée du fait qu'elle a été imposée, qu'elle met en lien des acteurs issus de différents horizons, et qu'elle semble présenter un surcoût. Voyons maintenant, si ces acteurs identifient des freins à sa mise en place et à ses impacts.

5.2 LES FREINS IDENTIFIES AU PLAN INSTITUTIONNEL, FINANCIER ET RELATIONNEL

Nos interlocuteurs ont évoqués des freins institutionnels, financiers, relationnels et en lien avec la formation. Nous allons maintenant relever les propos recueillis dans ces trois champs.

5.2.1 Des freins institutionnels et financiers

5.2.1.1 Des freins institutionnels

En premier lieu, la réforme des études d'infirmiers s'inscrit dans un contexte réglementaire national mouvant exposé par Boris : « ça, plus la réforme des diplômes, plus tous les enjeux que posent et que poseront les autres réformes qui vont suivre, interroge » (91-92). En effet, il nous présente une autre réforme qui va impacter les décisions décentralisées : « la réforme des collectivités territoriales » (252) qui peut être « sources de fragilité » (247), à laquelle, nous serons « soumis » (249) en 2014 « et qui peut changer la donne » (251). On sent l'inquiétude de ce représentant du conseil régional qui insiste : « ça on rajoute une couche » (252). Les stratégies d'investissement ou de financement peuvent être très différentes car les décisionnaires ne seront plus positionnés de la même manière sur le territoire régional, plus de « conseillers régionaux ou généraux mais de conseillers territoriaux » (250-252).

En second lieu, Edouard nous évoque « des freins institutionnels » (23), qu'il explicitera plus tard dans son discours : « les universités sont de lourdes machines à mettre en marche » (123), « avec ses contraintes académiques, bureaucratiques » (124). On mesure ici, tout le poids de ces éléments pour lui quand il ajoute « compliqué » (124) et qu'il évoque « le dépit » (123). On le sent vraiment contrarié par la situation.

Pour finir, nous avons également noté des moyens limités en ressources humaines qui freinent la mise en place de manière harmonisée sur le territoire des enseignements par des universitaires car, à ce jour, « il n'y a pas suffisamment d'enseignants chercheurs pour intervenir dans les IFSI » (155), selon Anaïs. Ce que confirme Edouard : « les universitaires des universités de la région n'ont pas les moyens d'investir énormément en ressources humaines » (122).

5.2.1.2 Des freins financiers

Nous venons d'identifier dans la première partie de cette analyse, que cette réforme engendre un surcoût financier et humain pour les régions et les institutions.

La crainte d'Edouard, « si les ressources financières sont très dégradées dans l'avenir » (163), dans un contexte de « budget contraint » (99) serait une modification du « maillage territorial » (162) actuel, avec, un impact important sur l'offre de formation et donc une difficulté à faire aboutir le projet selon le schéma imaginé à ce jour. D'ailleurs, « la plupart, ne savent pas comment ils vont financer » (124) car « l'Etat s'est engagé à compenser mais pour l'instant aucune région n'a rien vu venir » (105-106), et notre interlocuteur d'insister par un exemple vécu donc, une preuve, « lorsqu'on pense qu'on est encore aujourd'hui en 2011 à discuter le bout de gras pour la réforme des ambulanciers qui date de 2006, je crois » (106-107). L'expression « bout de gras » renforce aussi le côté ridicule de la négociation.

Néanmoins, l'attention reste de mise, Edouard souligne que « les moyens restreints peuvent entraîner la perte d'une richesse » (22) en terme de valeurs universitaires ou en terme d'approche pédagogique.

Mais ces freins financiers et institutionnels ne sont pas les seuls identifiés, nos interviewés soulignent également des freins relationnels.

5.2.2 Des freins relationnels

Anaïs affirme que les liens sont « en fonction des personnalités que l'on a en face de soi » (149), que « le discours est plutôt favorable avec les interlocuteurs universitaires, .. plutôt facilité,...plutôt rassurant » (152-156) mais elle ajoute immédiatement derrière : « je pense qu'il faut rester prudent » (156) ce qui souligne toute la réserve qu'elle met dans cette relation.

Elle fait part aussi de ses doutes quant aux rapports avec les acteurs du « ministère de la santé » et « la collaboration paramédicale et médicale...je vois bien qu'il y a des couperet qui tombent » (158-159). Elle insiste « ça pose question » (166).

On sent cette interlocutrice extrêmement méfiante avec toutes les parties en présence. Après les universitaires et le ministère ou ses représentants, elle met en doute le discours du représentant de la région : « le conseil régional nous donne un discours, on va garder le maillage territorial mais ne donne pas les moyens de réhabiliter nos instituts...c'est pas en cohérence avec le discours » (199-203). Cette attitude de confiance non donnée, voire de résistance au changement, ne peut que ralentir la construction d'un nouvel avenir.

Certes on mesure bien la réserve de ce dirigeant d'IFSI face aux universitaires, mais Edouard, lui, souligne « des tensions entre IFSI » (113) en lien avec des « inquiétudes existentielles » (114) qui font prendre aussi du retard à l'avancée du projet.

A la frontière entre le relationnel et le pédagogique, le représentant de la région évoque des freins particuliers.

5.2.3 Des freins en lien avec la formation

Nous venons de constater que l'université ne dispose pas de ressources humaines suffisantes à ce jour pour assurer les nouvelles missions attendues. Le conventionnement prévoit, lorsqu'il est signé, l'agrément de formateurs par les universités pour assurer certains enseignements. Mais pour agréer, l'université est attentive à la formation universitaire des personnes. A ce jour peu de formateur sont titulaires de diplômes universitaires, cela représente donc un frein. Nos interlocuteurs ne l'évoquent pas directement mais Boris évoque : « permettre aux formateurs une formation universitaire » mais aussitôt il souligne, puisque la région n'a pas compétence à former les formateurs : « encore faut-il que l'hôpital gestionnaire...accepte de permettre aux formateurs... une formation universitaire » (91-92).

Sans être explicitée, une tension entre acteur est identifiable dans ce discours.

Les propos d'Edouard portent sur le nouveau public et évoque des freins liés à l'intégration à l'université : « pour les élèves infirmiers, il est vrai que l'origine des étudiants est diverse et que l'articulation ou l'adéquation à un parcours académique nécessite un

accompagnement » (36-37). Sans doute veut-il souligner le fait que de mal ou de non-accompagner ces étudiants représente un frein à la réussite du projet plus qu'au projet lui-même.

Après avoir recherché dans les interviews, les freins énoncés tant sur le plan institutionnel ou financier que relationnel et en lien avec la formation, nous allons évaluer les représentations qui émergent en situation. Nous allons prendre deux orientations, dans un premier temps nous relèverons dans le discours les éléments de revendication, de contraintes, de tensions et de craintes puis, dans un second temps, nous identifierons les éléments de gains, de reconnaissance, et de coopérations possibles.

5.3 DES REPRESENTATIONS QUI EMERGENT EN SITUATION : ENTRE TENSIONS ET COOPERATION POSSIBLE

Des contraintes, des tensions, des craintes et des revendications, la réalité confirme les freins, mais des coopérations possibles peuvent voir le jour.

5.3.1 Des contraintes liées au contexte

Le contexte contraint la mise en œuvre de cette convention, puisqu'elle doit se mettre en place dans « un souci d'économie » (34) alors que nos interviewés viennent de nous dire qu'elle engendre un surcoût. La contrainte financière est pesante et questionne la politique territoriale en terme d'« amélioration de l'efficience » (Edouard ligne 165), peut-on « maintenir l'appareil de formation très territorialisé, c'est-à-dire maintenir le tissu territorial actuel » (34-35) demande Boris. Question qui préoccupe également Anaïs, « cela pose la question du maillage territorial d'autant que nous sommes à l'air quand même de la concentration » (70), « le conseil régional, hormis le nerf de la guerre qui est l'aspect financier semble vouloir conserver sa politique territoriale » (162-163). Mais Anaïs n'est pas complètement rassurée : « en fonction des régions, on voit bien qu'il y a quand même des concentrations » (165). C'est aussi l'avis d'Edouard, « on n'est pas tout à fait à l'abri, on ne sait pas, d'une restructuration de ce maillage » (163-164). L'expression « on ne sait pas » au sein de la phrase insiste sur le doute ressenti, d'autant qu'il constate : « il y a une disparité aujourd'hui en fonction des ressources locales » (92).

Mais une contrainte importante est en lien direct avec la mise en place dans « l'urgence » imposée par la réglementation (Boris ligne 217) et « que doivent gérer tant bien que mal les acteurs avec leur bonne volonté » (219-220). Il s'agit selon Edouard, de mettre en place et de dérouler la formation simultanément : « on est plus aujourd'hui, sur la constitution ou la consolidation du référentiel de formation, que les IFSI, à juste raison, ont mis en place de toutes façons, tant bien que mal, puisque le travail sur le contenu de la formation se fait presque après que cette formation se déroule » (83-86). Ce que confirme Boris : « effectivement, les choses se calent, ne sont pas calées, ne sont pas vraiment calées donc un jour pousse l'autre » (221-222).

La formule « tant bien que mal », reprise par Boris et Edouard signe une sous-estimation de la façon de faire des acteurs, ici de leur partenaire : IFSI. Edouard atténue cette impression par l'expression « à juste raison » qui confirme aussi la contrainte pour tous.

Le fait de souligner que « l'on vit un peu au jour le jour » (Boris, 215) inquiète Boris qui conclue « convention signée, certes, mais rien n'est résolu » (188).

C'est peut-être ce qui crée des tensions et des oppositions.

5.3.2 Des tensions et des oppositions qui naissent, demeurent, s'intensifient ou se réduisent

5.3.2.1 Des tensions qui risquent de s'installer

Edouard explique que « le fait que cette réforme mette du temps à se mettre en œuvre, à se concrétiser » (113), intensifie les tensions : « il y a des tensions qui existent, à l'évidence, qui sont des tensions qui s'exacerbent un peu avec le temps » (112). L'expression « à l'évidence » renforce l'impression de tensions inéluctables « entre les IFSI » (113) qui se sentent en concurrence, « entre le public et le privé » (115) tous ne voulant pas adhérer au même GCS, « entre les IFSI et l'université parce que les IFSI considèrent que les universitaires ne vont pas assez vite pour les accompagner et les aider » (116-117). Ce que pense aussi Boris : « l'université vient enfin de désigner des référents universitaires » (160).

Ce dernier sème le doute sur les intentions de chacun des acteurs : « qui est derrière la mise en place de cette réforme, qui tire réellement les ficelles, je ne sais pas » (46-47). Or le

doute rend soupçonneux sur le rôle d'acteurs cachés « qui tire les ficelles » ou mal identifiés « est-ce qu'il y a ou est-ce qu'il n'y a pas l'intension plus ou moins cachée de l'université ou de l'Etat, je ne sais pas, mais ça pose question » (47-48), ce qui risque d'entretenir certaines tensions.

Mais les tensions ne relèvent pas uniquement des doutes qui existent sur la sincérité de chacun des acteurs, elles sont également liées aux différences culturelles, Boris le souligne : « cette convention est aussi un enjeu fort en terme culturel » (25).

« L'écart culturel peut se trouver à différents niveaux,... l'écart culturel entre les étudiants des IFSI et les exigences académiques de l'université, et il y a l'écart culturel entre les universités d'un côté... et donc l'adaptation à une professionnalisation comme il en résulte dans des IFSI » (59-65), nous expose Edouard. Les différences entre ces deux acteurs de la formation et de la pédagogie sont pointées, différences portant sur la transmission des savoirs et les parcours professionnalisants. D'ailleurs, Edouard insiste : « écart entre des universitaires qui ont un savoir académique et les formateurs d'IFSI qui ont un savoir pratique » (67) « et une longue histoire sur les instituts de formation » (43). Ces éléments peuvent être source de tension puisque notre interlocuteur souligne que ce peut « être un peu difficile à gérer (65)... Les universitaires d'un côté, et le IFSI de l'autre » (66). L'expression « d'un côté, de l'autre, » reprise plusieurs fois dans le discours renforce l'écart possible entre ces deux acteurs et éclaire la phrase d'Edouard : « cette réforme est difficile à mettre en œuvre pour cet écart culturel » (71).

5.3.2.2 Des oppositions perceptibles

Mais il s'agit aussi d'« acteurs qui n'ont pas les mêmes champs, ...les mêmes territoires de préoccupations » (132-133), ce qui signifie que la question de culture n'est pas la seule, il est important de prendre en compte la notion de territoire : « chaque IFSI a son territoire » (133).

Ce qui nous ramène à des préoccupations différentes pour le conseil régional, pour lequel, Edouard stipule : « le conseil régional a une préoccupation sur l'ensemble des écoles paramédicales.... Donc la mise en œuvre se heurte à ce problème de périmètre » (139,142-143). Nous notons ici, que chacun porte un regard sur la situation depuis la place qu'il occupe et que les représentations diffèrent.

Anaïs note également « une multitude d'acteurs qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts » (57-58). D'ailleurs, elle identifie même de nouveaux acteurs dans ces différences culturelles, « il commence à y avoir une forme de dualité qui s'installe entre les médecins et les infirmières » (129). « Les médecins n'ont absolument pas voulu rentrer dans le système LMD puisqu'ils veulent conserver leur patrimoine qu'est la médecine » (130-131), « ne pas s'aligner de surcroît sur un mode de fonctionnement universitaire pur,... Alors qu'initialement c'était quand même ça qui était un peu prévu » (132-133). De nouveau, on ressent une certaine tension qui devrait, au final, servir la profession infirmière. En effet, Anaïs voit ici la fin des « médecins mandarins » (134), avec des professionnelles infirmières mieux positionnées « en tous les cas, les infirmières futur n'accepteront pas forcément cette emprise médicale ». « On sert un vrai défi culturel lié quand même à nos origines religieuses, très féminisée et entièrement dévouée à la profession et sous la coupe de l'homme... On est dans un changement complet, dans un nouveau paradigme » (138-142).

Chacun reste alors prudent dans ses rapports aux autres, « pour l'instant, les IFSI sont dans l'expectative par rapport aux intervenants universitaires » (Boris ligne 159), mais Anaïs explique que « c'est une bataille constante » (213) et se sent « sur la corde raide » (214).

Boris nous rassure sur toutes ces tensions, « on vit une période peut-être transitoire qui peut durer plus ou moins longtemps selon les écueils ici ou là » (227)

Malgré ces propos, on identifie de nombreuses inquiétudes et craintes dans les représentations émergentes.

5.3.3 Des inquiétudes financières, existentielles ou pédagogiques selon les acteurs inscrits dans un avenir incertain

« Une période difficile à passer qui n'est pas sans générer des inquiétudes pour tout le monde » confirme Boris (229-230).

5.3.3.1 Des inquiétudes financières

Les inquiétudes financières relevées dès la période de construction de la convention, représentant des freins à la mise en place, nous accompagnent de nouveau dans le chapitre des

inquiétudes. Elles relèvent surtout du financeur lui-même, elles sont liées tout autant à l'intervention de l'Etat qu'aux difficultés à mobiliser les moyens :

- « on peut avoir la plus grande crainte quant à la compensation financière de l'Etat » (110),
- « des inquiétudes à court terme, moi j'en ai, parce que moi, j'ai des inquiétudes financières » (222)
- « il va falloir négocier comment ces surcoûts vont être intégrés dans le budget de notre direction » (223)

5.3.3.2 Des inquiétudes existentielles

Pour Anaïs, l'inquiétude porte particulièrement sur l'existence même des IFSI : « que les IFSI n'existent plus et soient intégrés à l'université » (108, 98), d'où cette attente, « continuer à fonctionner sans se faire manger » (222) peut-être par « l'ogre universitaire » reconnu par Boris (30). Anaïs exprime sa crainte à plusieurs reprises dans son discours : « soit on persiste dans l'état, soit on est intégré à l'université » (223-224), crainte confirmée par Edouard qui constate : « ils ont même pu craindre à certains moments pour leur existence » (98), « les craintes à un moment exprimées c'était que les instituts disparaissent » (99-100).

Le pessimisme de notre interlocutrice est visible car elle insiste en évoquant la continuité du dispositif elle précise : « ça m'étonnerait » (224) et concernant l'intégration à l'université, « en tout cas, il y aura des concentrations » (224). D'ailleurs son inquiétude va même jusqu'au risque de disparition de son propre poste « il y aura des concentrations, même au niveau des postes de directeur des soins » (225).

Alors, la question se pose de l'avenir des instituts avec des directeurs à temps partagé, d'autant que l'avenir des formateurs n'est pas garanti à ce jour : « les formateurs redoutent que les IFSI soient intégrés à l'université et leur personnel avec » selon Boris (238-239). C'est pourquoi Edouard pense que « la réforme ne réussira que si l'on est attentif à bien positionner les formateurs des instituts de formation » (41-42) mais il remarque « qu'il y a un jeu d'acteurs entre les IFSI » (95) sans nous livrer plus d'information.

Cet avenir est fragile, cela fait craindre pour la formation professionnelle et la pédagogie, « les IFSI qui sont dans les grands centres urbains , qui ont ... la crainte de régresser en terme de qualité de formation » (Edouard ligne 94), si les universités prennent trop de place.

5.3.3.3 Des inquiétudes pédagogiques

Pour Anaïs, les formations infirmières doivent être attentives à ne pas « perdre leurs prérogatives de formation professionnelle » (80-81). C'est pourquoi, quelque soit la distance géographique avec les universités, la « pertinence pédagogique des interventions universitaires » (74) doit être questionnée. Ce qui est en jeu, c'est bien la finalité et la qualité de la formation dans les instituts « la crainte de régresser en terme de qualité de formation » (96) ou d'être « un peu perdants » (97) nous dit Edouard.

De leur côté, les universitaires ne veulent rien lâcher de leurs spécificités malgré leurs difficultés. Edouard avoue qu'il existe aujourd'hui « des disparités en fonction des ressources locales » (92) mais également « un enjeu en terme d'égalité ou d'inégalité à l'accès à la formation et à la qualité du contenu des formations sur le territoire » (93-94). C'est pourquoi il insiste « il faut rester attentif à cette perte de richesse » (23) d'autant que « le programme qui a été construit est très intéressant mais en même temps très découpé » (180) ce qui demandera un travail d'harmonisation dans l'avenir.

Ces problématiques ne rassurent pas non plus les étudiants qui sont eux aussi « inquiets, ils commencent vraiment à se poser des questions, parce que pour l'instant, ils ne les voient pas beaucoup les universitaires » (213-214).

On parle beaucoup des enseignements théoriques mais Edouard nous rappelle que « la mise en stage n'est pas si simple » (139) et que cela peut rapidement devenir une préoccupation aussi.

5.3.4 Dans ce contexte de craintes, un avenir incertain se dessine

5.3.4.1 Un avenir plus ou moins incertain qui renforce les craintes.

Quelque soient nos interlocuteurs, leur représentation de l'avenir et les scénarii évoqués ne sont pas très optimistes même lorsque la personne se qualifie ainsi : « je suis optimiste » comme Edouard (24) ou Boris (211).

Certains scénarii approche le scénario catastrophe comme deux visions sur trois chez Boris :

Sur les propositions du rapport de Monsieur Henart, « l'Etat reprend les formations de niveau licence » (237), « exit la région, du coup, nous on est sur la touche » (243), ce qui représente inquiétude majeure pour cet acteur régional qui essaie aussitôt d'avoir une vision différente de la situation.

Un exécutif qui change dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales et qui fait le choix de diminuer le nombre des IFSI : « je ne veux pas douze écoles mais cinq ou six » (254), ce que craint aussi Anaïs, « il y aura concentrationon risque d'évoluer vers des formes qui, moi en tout cas, ne me satisferont pas » (170, 173-174).

Troisième éventualité moins pessimiste : « je conforte les écoles existantes » (261), souhait régional confirmé par Edouard à la ligne 103 « le sentiment est de renforcer les IFSI existants », je les aide à s'ouvrir sur d'autres partenariats, d'autres formations, d'autres publics sur leur territoire et je leur donne les moyens de le faire, je les modernise » (261-264).

Face à cet avenir, Anaïs se sent totalement démunie, « ça ne m'appartient pas » (230), et subit ce qui est décidé ailleurs « des décisions sans consulter les personnes concernées sur les différents territoires » (231-232).

La représentation de l'avenir pour Edouard est plus technique et issue directement de son champ d'expertise. « Va émerger sur l'université, qu'est la faculté de médecine, et dans toutes les facultés de médecine, quelque chose qui sera plus un pôle santé que le pôle de médecine » (148-149), « selon les régions, l'émergence de parcours répondant à des préoccupations soignantes » (151-152). Malgré cela, lui aussi est assez inquiet : « si les moyens venaient à disparaître, cela peut entraîner une restructuration drastique,... de cette offre de formation » (167).

Ces inquiétudes, tensions identifiées ou sous-jacentes, et ces contraintes amènent nos interlocuteurs à manifester quelques revendications concernant l'accompagnement au changement, l'égalité des chances, une pédagogie adaptée.

5.3.4.2 Des revendications pour atténuer les difficultés

5.3.4.2.1 Accompagner le changement : une question de temps et de compréhension

Face à cette réforme qualifiée de « complexe » par Edouard, un accompagnement des acteurs est nécessaire : « ça remet en cause le positionnement des différents acteurs que ce soient

les étudiants, les infirmiers, ou que ce soient les formateurs des IFSI, ou que ce soient également l'université » (14-16), et nécessite donc un accompagnement » (14).

Mais cela demande du temps nous dit-il « c'est un projet ambitieux, un vrai projet de changement, il nécessite du temps » (17-18) alors que nous venons de constater que tout se met en place dans l'urgence. Edouard confirme ce paradoxe « c'est un facteur souvent sous-estimé » (18), moi-même, « je devrai passer plus de temps à l'accompagnement des acteurs et comme ils sont très nombreux cela signifie un accompagnement qui est forcément mangeur de temps » (73-74).

Pourtant si l'on veut dépasser les différences culturelles, « cela va effectivement nécessiter des compréhensions réciproques » (66) qui demandent également du temps mais sont incontournables. D'ailleurs Edouard insiste : « c'est donc une période de transition parce que le changement ça prend du temps et qu'il faut de la compréhension réciproque » (77-78).

Une compréhension réciproque évoquée par Boris au travers du terme « s'approprier » (162) qui traduit une volonté de rapprochement mais aussi une volonté d'agir sur autrui puisque la définition nous dit « rendre quelqu'un plus sociable ».

Anaïs n'aborde pas le changement dans la même dynamique, ses revendications sont plus partisans : « ne pas s'aligner sur un mode de fonctionnement universitaire » (132), et surtout, « ne pas se faire manger » (222) par l'université. Le changement ici, s'apparente à la survie d'un système.

5.3.4.2.2 Assurer l'égalité des chances

Edouard nous pointe « l'enjeu d'hétérogénéité sur le territoire régional » (89), « il faut que les étudiants dans les instituts puissent avoir à la fois les mêmes chances et les mêmes compétences au sortir des trois années de formation » (90-91). « Donc il y a un enjeu en terme d'égalité ou d'inégalité à la fois quant à l'accès à la formation et à la qualité du contenu des formations sur le territoire » (93-95) et ce, que les instituts soient dans de grandes agglomérations ou plus isolés.

D'ailleurs, Boris, représentant de la région souligne la nécessité pour la région de « garder les IFSI ... dans les territoires, cette formation supérieure qui est souvent la seule qui soit maintenue » (50-51), est un enjeu politique fort. Dans ce champ, il précise concernant les

inquiétudes des étudiants face à la fréquentation pauvre des universitaires dans certains IFSI : « il faut que la région soit vigilante » (214).

5.3.4.2.3 Adapter la pédagogie et positionner les formateurs

Anaïs conseille de « se battre pour être reconnu comme une école d'ingénieur, c'est-à-dire qu'on fait du niveau supérieur mais qu'on soit autonome » (220-221), que « le savoir propre » des infirmiers soit mieux reconnu (83).

Edouard, quant à lui souhaite que l'on accompagne les étudiants infirmier dans le nouveau parcours académique car il n'est « pas sûr que les étudiants qui vont être en difficulté avec ce nouveau programme sont les mêmes que ceux qui étaient en difficulté dans la situation antérieure. Donc il faudra être attentif à cela, voir comment l'on peut traiter ce problème là » (38-40), il s'agit de personnaliser le parcours, d'identifier les difficultés et de faire des propositions adaptées aux besoins de l'étudiant.

Pour que cette ingénierie fonctionne, les formateurs jouent un rôle important et Edouard revendique que l'on soit « particulièrement attentif à bien positionner les formateurs » (41) sur lesquels il compte pour être des « relais de l'université » (45).

Ces éléments nous ouvrent sur des coopérations possibles. Les représentations émergentes en situation font apparaître des atouts, des partenariats et de finalités communes.

5.3.5 Des coopérations possibles, le conventionnement : un atout, un partenariat, des finalités communes

5.3.5.1 Le conventionnement et son impact, un atout pour de nombreux acteurs

Tout d'abord, sur le plan relationnel en général, ce conventionnement a été « un travail très collaboratif » (B, 141) qui a permis « de se connaître, d'échanger » (B, 142) ce qui semble indispensable pour créer ensemble un nouvel espace.

5.3.5.1.1 Une chance pour les étudiants

« Une chance pour les étudiants des IFSI » selon Edouard, chance dans le fait que cela peut leur ouvrir un certains nombre d'évolution en terme de perspectives de carrière ou d'intérêt

personnel » (25-26). Affirmation partagée par Boris : « pour les étudiants c'est une chance dans la mesure où effectivement ça leur permet de poursuivre un parcours d'études et donc d'avoir une diversité de leurs orientations professionnelles » (80-83), « la possibilité de pouvoir suivre des parcours en M ou même en D par la suite, c'est quand même une nouvelle ouverture à la construction de leur avenir professionnel alors que jusque-là la route était assez barrée, quoi » (58-60). On sent que Boris insiste sur ces avantages offerts aux étudiants et le mot « quoi » posé en fin de phrase rend sa déclaration encore plus affirmée.

5.3.5.1.2 Une chance pour les formateurs

Une chance pour les formateurs à condition qu'ils ne se « recroquevillent pas » (Boris, 83) sur leur poste ou leur fonction, qu'ils n'aient pas « des œillères » et qu'ils sachent saisir les opportunités offertes afin « de devenir et d'être » grâce à un parcours universitaire « des formateurs agréés par l'université » (Boris, 96-97), c'est bien « une ouverture pour les formateurs des IFSI de pouvoir être agréés par l'université » (Boris, 117-118).

5.3.5.1.3 Une chance pour l'université

« Une chance pour l'université dans le sens où ça permet d'ouvrir à la fois l'université sur des problématiques très professionnelles puisque là on est sur un champ de formation très professionnelle... Et pour la faculté de médecine des universités, d'être moins autocentrée sur le corps médical, et donc d'aborder la problématique de la santé dans le cadre d'une équipe soignante » (Edouard 27-31). Ce qui représente un avantage, tant dans les relations interpersonnelles que dans les relations interprofessionnelles : « le regroupement de professionnels peut diminuer les fractures entre des corps professionnels » (E, 33, 34).

L'autre avantage pour les universités c'est l'augmentation du nombre d'étudiants qui représente un « intérêt stratégique » (151) pour Édouard.

5.3.5.1.4 Une chance pour les instituts de formation

Une chance pour les instituts de formation infirmiers, nous dit Anaïs, puisqu'ils ont déjà une mission de recherche, donc « c'est à eux de se saisir de cette mission là pour montrer leur plus value, c'est-à-dire qu'ils sont les égaux des universitaires et qu'ils savent faire en pédagogie et notamment en pédagogie de l'alternance, en démontrant qu'il y a un savoir spécifique » (180-182).

5.3.5.1.5 Une chance pour la profession infirmière

Une chance pour les soignants et la profession nous confie Anaïs : « on rentre tout à fait dans la dynamique de l'évaluation des pratiques professionnelles... Si on a des étudiants qui sont plus réflexifs sur leurs pratiques, ils le seront davantage sans doute au quotidien dans leur activité professionnelle, je pense que c'est un gain » (123-126).

L'entrée dans le système LMD, permet aussi une reconnaissance différente des infirmières : « il était temps que les infirmières soient reconnues de façon autre, ...qu'elles savent penser (p.e.n.s.e.r) et pas uniquement panser (p.a.n.s.e.r) c'est-à-dire que les infirmières ont un savoir spécifique » (81-85), ce qui n'était pas suffisamment reconnu..

En termes d'atout, Boris précise que « le GCS sera un outils de mutualisation, de partage, même un interlocuteur par rapport aux autres institutions que sont la région, l'université et l'ARS » (21-23). Or la mutualisation fait partie intégrante du conventionnement en termes de ressources humaines ou financières.

Ces atouts sont attractifs mais pour les rendre opérationnels, des liens doivent se créer et/ou se développer entre les acteurs.

5.3.5.2 Des partenariats à construire

Des partenariats entre les universités et les IFSI sont à mettre en place, dans le cadre des enseignements. Les universités ont besoin des formateurs nous livre Edouard, « l'université a besoin de cet intermédiaire ou en tout cas de positionner au mieux ces formateurs des IFSI pour en faire des relais de l'université » (44-45). Puis il explicite : « ça veut dire bien sûr que l'université doit reconnaître les formateurs, les reconnaître en tant que partenaires et un peu plus que partenaires, peut-être à terme, représentants des universités » (45-47). Les mots choisis sont fort en sens et signe une démarche volontariste qui est confirmée « ils pourraient être le point d'ancrage pour l'université » (47-48). Les propos d'Edouard montrent la place proposée aux différents acteurs de cette formation.

Boris partage cet avis quant aux liens à créer entre les IFSI et l'université et pense que « c'est un gage de sécurité professionnelle pour les formateurs » (94-95). Il précise que la

convention signée « définit la possibilité pour le formateur d'IFSI d'être agréé par l'université » (115-116), et que « tout dépend, une fois de plus, du travail de partenariat qui se noue entre les IFSI et les universités » (114).

Il donne pour exemple le travail entre les référents universitaires et les formateurs d'IFSI pour « confronter leurs approches pédagogiques et leurs contenus pédagogiques » (166-167), et pense qu'il s'agit « d'un enjeu fort » de savoir « comment l'université va valider le contenu actuel des formations, ou pas » (170). « Et c'est là que je dis que l'on peut être tous gagnants » nous confie Boris : « car à la fois les formateurs en terme de reconnaissance de leur savoir-faire, de leur métier et la région parce qu'on se rend compte que ça pourrait nous faire faire des économies, dans la mesure où on se rend bien compte que l'université de T ne peut pas aller donner des cours à D ou V, donc que l'université pourrait être aussi gagnante puisqu'elle n'a pas forcément besoin d'avoir un volet ressources humaines trop important, globalement la qualité de la formation peut y gagner parce qu'on aura un travail régional entre les IFSI et ça peut contribuer à une approche commune régionale » (172-179).

Les enjeux pédagogiques peuvent être dépassés nous dit Edouard à condition que les formateurs soient « légitimés par les différents acteurs, qu'on renforce leur légitimité par les étudiants et il faut que l'université reconnaisse leurs compétences, et les accompagne là dedans » (126-129). Notre interlocuteur semble clair avec la reconnaissance des compétences de chacun, pourtant Anaïs déclare : « il faut peut-être mutualiser les compétences, mais il faut déjà faire reconnaître les nôtres. Et après on pourra discuter » (248-249). Cette remarque peut aider à comprendre certaines difficultés à faire avancer le projet.

Mais tous les partenariats possibles ne sont pas forcément tous connus à ce jour car dans les scénarii présentés ci-dessus, Boris propose concernant les IFSI : « je les aide à s'ouvrir sur d'autres partenariats, d'autres formations, d'autres publics » (262).

Après cette analyse on peut rejoindre l'avis de Boris, « l'enjeu de cette convention, c'est aussi le partage d'une culture, d'une histoire entre les universités et les IFSI » (27-28) mais pas seulement. Nos différents acteurs montrent aussi une visée vers des finalités communes.

5.3.5.3 Des finalités communes à partager

Anaïs pense que « l'on s'achemine vers la reconnaissance d'une science infirmière » (115) mais peut-être avec des étapes intermédiaires. Edouard parlait lui de « pôles de santé ». Ces informations laissent entrevoir une évolution dont le fond, le nom et la sémantique ne sont pas arrêtés mais sans doute une évolution visée.

D'ailleurs, Anaïs explique que les universitaires convient les directeurs d'IFSI « à une réflexion sur la création d'un master, qui se rattacherait à une filière existante » (188-189) et à une réflexion autour de la création d'une structure, peut-être un départementaccueillie au sein de la faculté de médecine, rubrique santé publique pour les soins infirmiers, donc, c'est-à-dire qu'on pourrait penser mettre en place un laboratoire de recherche en soins infirmiers » (190-193).

Mais elle regrette : « intégré, je dis malheureusement, au sein de la faculté de médecine » (193), ce qui ravive des souvenir de dépendance médicale et ne laisse pas la part d'autonomie revendiquée dans le précédent chapitre.

Après avoir analysé les représentations émergentes en situation de construction de la convention et de ses impacts, à travers les tensions, craintes, revendications, puis les coopérations possibles en termes d'atouts, de partenariat et de finalités communes, nous allons identifier maintenant les propositions d'actions présentées lors des entretiens.

Ces propositions visent trois bénéficiaires : les formateurs, les étudiants, la profession infirmière. Cela se traduit de la façon suivante : former et agréer les formateurs, développer la recherche et créer une discipline universitaire spécifique, et enfin, consolider l'offre pédagogique

5.4 TROIS PROPOSITIONS D'ACTION

5.4.1 Former et agréer les formateurs

Afin de permettre à la formation des infirmiers d'articuler les exigences universitaires et professionnelles, Anaïs propose « une formation infirmière qui ait une double compétence,une compétence à la fois universitaire et une compétence professionnelle » (93-94). L'atteinte de cet objectif nécessite que les formateurs eux-mêmes, soient porteurs de cette double compétence, ce qui ne peut être rendu possible que par un « parcours de formation » revendiqué

par nos interlocuteurs, Boris ligne 95, « un parcours universitaire », et Edouard à la ligne 50 qui suggère de « les accompagner et de les encourager à aller dans des parcours de Master, voire plus si nécessaire ou s'ils le souhaitent ». Néanmoins Edouard s'inquiète « de l'accompagnement en terme de formation ou de compétences académiques de ces formateurs d'institut » (48-49), on ressent ici une légère dualité entre les deux cultures existantes même s'il propose d'« encourager les formations continues » (52) sans pour autant en préciser les modalités.

La formation continue pour les formateurs nous ramène aussitôt à la question de la répartition des responsabilités entre les différents acteurs, ce que souligne Boris « faut-il que l'hôpital gestionnaire ou l'institut privé accepte et permette aux formateurs une formation universitaire » (84-86), que ce besoin « soit relayé par la formation continue de l'institut et de l'hôpital » (98-99). Cette insistance à quelques lignes d'écart ainsi que le silence qui suit la seconde phrase, soulignent l'engagement dans cette idée et l'impuissance dans l'action possible. Il insiste même, « c'est une chose que la région souhaiterait impulser mais le problème c'est que la région n'est pas financeur de la formation continue des formateurs » (86-87).

La formation des formateurs est une chose mais il y en a une autre espérée par Edouard : « il faut que l'université reconnaisse leurs compétences » (129). D'ailleurs Anaïs évoque que les enseignants chercheurs n'étant pas assez nombreux, il y aurait « la possibilité d'agréer des formateurs vacataires qui interviennent déjà » (155-156) et/ou des formateurs, « devenir et être un formateur agréé par l'université » souligne Boris (95-96). Ce dernier nous précise qu'un article de la convention tri-partites signée dans sa région stipule « pour les formateurs des IFSI, d'être agréés par l'université » (117-118), tout en se rétractant un peu : « maintenant, reste à savoir dans quelles conditions et comment » (118-119). On note ici que la signature de la convention ne solutionne pas toutes les questions.

Chacun s'accorde à dire que les formateurs d'IFSI après avoir bénéficié d'une formation et/ou être agréés, ont leur place dans l'enseignement universitaire mais la question se pose de la discipline dans laquelle ils enseignent. C'est sans doute pourquoi nos interlocuteurs proposent de développer la recherche et de créer une discipline spécifique à l'université.

5.4.2 Développer la recherche et créer une discipline universitaire spécifique, une mobilisation au service de la reconnaissance d'une spécificité

5.4.2.1 Développer la recherche source de reconnaissance

Anaïs et Edouard se rejoignent pour affirmer l'importance de développer la recherche, pour la profession « je pense qu'on a tout intérêt en tant que professionnel à se mobiliser sur la recherche » (Anaïs 102-103), mais aussi dans une dimension politique : « en région, nous souhaitons travailler la recherche infirmière » (Edouard 51-52). D'ailleurs, Edouard imagine que selon les régions, des parcours universitaires émergeront « répondant à des préoccupations soignantes en terme d'enseignement ou de recherche » (151-152).

Pour Anaïs, s'engager dans la recherche facilitera la reconnaissance par l'université : « je pense qu'il faut qu'on développe la recherche et à partir de là, être légitimés dans la recherche » (243-244). Il s'agit « de rédiger des articles non pas dans nos revues professionnelles qui ne sont pas du tout aux normes mais dans des revues habilitées universitaires pour montrer ce qu'on vaut. Ça, c'est un premier point d'ancrage » (184-187). Le mot est fort, il signe la volonté d'aboutir c'est-à-dire, de « pouvoir évoluer et avoir une discipline propre » (108).

5.4.2.2 Créer une discipline spécifique pour exister à l'université

De fait, « comme la filière en sciences infirmières n'existe pas et bien, nous nous raccrochons à des disciplines existantes » (89-90) regrette Anaïs, d'autant que, souvent, nous rejoignons les sciences médicales « je dis malheureusement au sein de la faculté de médecine » (194) et revenons à nos origines. D'où l'importance de « mettre en place une discipline de sciences infirmières ou de science en santé ou en soins infirmiers » (86-87), ou « rubrique santé publique » (191). Mais la sémantique n'est pas simple à trouver et pourtant très chargée symboliquement.

Par ailleurs, la création d'une discipline permet ensuite de poursuivre des parcours universitaires dans cette discipline particulière, d'obtenir des diplômes, « des doctorats » (Anaïs 246), « et à partir de là, avoir la possibilité et la capacité de faire des cours à l'université, c'est-à-dire, être maître de conf et pouvoir enseigner nous-mêmes les disciplines » (245-246).

5.4.2.3 L'université revisitée pour mieux répondre à toutes les sollicitations nouvelles

Edouard, quant à lui, pense que les universités vont, pour s'adapter, se restructurer « certaines universités iront plutôt sur les thématiques telles que le management ou la gestion dans le domaine de la santé, certaines iront plutôt sur des aspects comme l'éducation thérapeutique du patient et la problématique de la coordination des réseaux de soins. Est-ce qu'il y aura d'autres universités qui développeront des parcours de recherche en soins ou en soins infirmiers ? » (154-158). La question demeure du fait qu'Edouard n'est pas le décideur dans ce domaine.

L'adaptation des universités à ces nouvelles attentes est un point important de ces réformes mais nos interlocuteurs préconisent également de consolider l'offre pédagogique.

5.4.3 Consolider l'offre pédagogique

La consolidation de l'offre de formation revêt deux aspect principaux : l'un porte sur le champ du territoire et l'autre sur l'ingénierie de la formation.

5.4.3.1 Maintenir les territoires, une question politique sensible

L'ensemble de nos interlocuteurs adhèrent à « conserver la politique territoriale » (Anaïs 164) ce qui signifie pour Boris, « maintenir la présence sur ces territoires des IFSI actuels » (40), que « dans les territoires, cette formation supérieure qui est souvent la seule soit maintenue » (50), et pour Anaïs, « pas de concentration des IFSI » (154). Même si l'on peut être tenté de penser qu'une restructuration serait alors « intéressante pour tout ce qui est mutualisation et donc amélioration de l'efficacité du système de formation et de standardisation ou d'une certaine homogénéisation de la formation » (164-166) comme le suppose Edouard. Ce dernier considère que, malgré tout, l'offre de formation répond aussi aux besoins en terme de démographie médicale et paramédicale : « dans la région, la politique souhaitée, voulue et où le résultat recherché par les acteurs ..., puisque nous sommes une région en grande difficulté démographique médicale et paramédicale,...au contraire, le sentiment est de renforcer les IFSI existants » (101-103).

Bien sûr dans ce contexte la finalité reste l'équité de traitement des étudiants et l'égalité des chances, « les mêmes chances et les mêmes compétences au sortir des trois années de formation » souligne Edouard ligne 91, ce qui nécessite de travailler ensemble l'ingénierie de formation.

5.4.3.2 Travailler ensemble l'ingénierie de la formation

Quand la convention est signée, et que l'université s'est « engagée par écrit » (78) nous dit Boris, à elle de « construire cet engagement » (79). Il ne s'agit pas que chacun travaille en individuel, sans concertation, « construire un cours à part » (182), ou de ne pas s'harmoniser et négocier les supports, « de la visio-conférence, de la vidéo transmission, comment les mettre en place ? » (184-185) S'inquiète Boris alors que le quatrième semestre de formation débute.

Edouard propose de poursuivre le travail commun commencé « par unité d'enseignement » (179) même si cela est « très intéressant mais très découpé » (180). Il constate qu'« à moyen terme » (183), « il y aura des articulations et des aménagements à faire ... pour s'assurer qu'il n'y ait pas de redondance ou de redites entre les unités d'enseignement » (181-182).

Dans un second temps, il préconise de « faire attention aux modalités de validation et d'évaluation des étudiants » (184-185) car, à ce jour elles ont tendances à être aussi découpées par unité d'enseignement alors que rien, dans le programme, n'exclue de les regrouper.

Pour finir, Edouard évoque la nécessité de « faire assez vite l'évaluation de la première tentative de mise en place de la réforme » (190), afin d'effectuer les réajustements si nécessaire.

Ces propositions d'action confirment que « cette réforme est un vrai projet » (190) comme l'affirme Edouard et que « la conduite de changement est à poursuivre » (190-191) pour former et agréer les formateurs, développer la recherche, créer une discipline universitaire, et consolider l'offre de formation.

Après cette analyse croisée des trois entretiens à partir de la catégorisation, nous allons interpréter ces propos au regard de l'éclairage conceptuel avant de confronter nos résultats à nos hypothèses.

6 Le conventionnement, un projet de changement mais aussi une question de moyens, de territoire, et de professionnalisation

Interprétation des entretiens

L'analyse de nos trois entretiens nous permet de considérer que le conventionnement est un projet de changement profond, qu'il s'agit d'une question de moyens, de territoires et de professionnalisation.

6.1 LE CONVENTIONNEMENT, UN PROJET DE CHANGEMENT

Edouard a été celui de nos interlocuteurs qui a le plus évoqué la notion de projet.

6.1.1 Le projet : un changement qui demande du temps

On comprend pourquoi Edouard s'inscrit dans cette dynamique : il se définit comme optimiste ce qui rappelle une affirmation de J.P Boutinet (1990 : 230) : « tout projet présuppose une vision plutôt optimiste par laquelle on pense pouvoir amener un changement ». Ensuite il parle, comme Anaïs de changement profond, et enfin, son discours est chargé d'une volonté de mener ce changement et de coopérer avec les IFSI. Il propose à plusieurs reprises des actions concernant les possibles restructurations universitaires et la consolidation de l'offre de formation.

D'autre part, Edouard insiste à plusieurs reprises sur la notion de temps nécessaire pour la construction et à la mise en place du projet, ce qui corrobore avec les exposés de J.P Boutinet : « le temps est créatif ».

Mais voici un premier écart avec la réalité vécue par nos acteurs qui ont dû répondre à la commande institutionnelle « dans l'urgence », nous ont-ils avoué. Force est de constater que la temporalité du législateur est très différente de la temporalité des acteurs impliqués.

6.1.2 Des acteurs qui ne sont pas auteur du projet

Deuxième situation dans laquelle divergent les préconisations de Boutinet et la réalité, c'est lorsqu'il expose dans son ouvrage, l'ABC de la VAE, l'une des quatre conditions essentielles pour gérer un projet : « l'acteur est auteur ». En effet, tous nos interlocuteurs nous ont confirmé de manière plus ou moins revendicative l'injonction à mettre en place cette convention, la réforme prescrite par le législateur et le sentiment de subir les événements, Boris précisant : « on hérite ».

Les acteurs enquêtés ne sont pas les « pères fondateurs » ou « les concepteurs » reconnus par Boutinet (1990 : 241) mais bien « les héritiers de la deuxième génération avec les problèmes posés par le statut d'héritier : chercher à la fois à assumer l'héritage et en son sein redéfinir un nouveau projet qui soit mobilisateur ». Ce nouveau projet mobilisateur appartient peut-être aux actions proposées et en particulier à celles qui font l'unanimité auprès de nos trois acteurs, concernant la formation des formateurs et la création d'un véritable parcours universitaire dans une discipline spécifique.

Nous identifions ici, un frein non exprimé directement par nos interviewés mais dont on ne peut pas faire l'économie même si il peut se transformer en opportunité par la suite.

Car, parallèlement, nous constatons aussi que si Edouard semble un acteur facilitant dans ce projet, Boris n'est pas complètement acquis à la cause et se montre parfois confrontant. Quant à Anaïs, elle revêt une attitude souvent critique, c'est-à-dire également confrontante.

6.1.3 Une gestion volontariste de l'incertitude

Boutinet (1999 : 76) affirme que la démarche projet permet de gérer la complexité et l'incertitude, c'est sans doute pourquoi elle convient bien à notre situation. Complexité et incertitude parce que les acteurs évoluent dans « un environnement opaque et étranger » qui produit de nombreuses inquiétudes financières, existentielles et pédagogiques pour nos interlocuteurs qui les traduisent par « un avenir incertain » pour Anaïs, « la plus grande crainte » par Boris et « un risque de restructurations drastiques » pour Edouard.

Néanmoins, cette analyse du contexte faite par chacun, prouve que chacun a su « faire apparaître les contraintes » financières, de politique territoriale et d'urgence de mise en place, « au regard du champ des possibles » sous forme d'atout pour les étudiants, les formateurs, l'université, les IFSI et les professionnels infirmiers, mais aussi de partenariats à construire et de finalités communes à partager.

Il convient de reconnaître ici le volontarisme évoqué par Boutinet (1999 : 77) concernant les conduites de projet : « ces conduites ont toutes pour point commun d'exprimer le volontarisme d'un acteur, de rechercher un espace de consensus, de se préoccuper d'une certaine forme d'efficience, d'être en quête de sens ». Volontarisme repris par Edouard quand il évoque la politique régionale en terme de territorialisation, par Anaïs au sujet du discours des universitaires, et par Boris quand il évoque le groupe de travail pour la construction de la convention, « un groupe constructif, un travail collaboratif ».

Tous ces éléments confirment que le projet « est destiné à s'ouvrir sur un espace de négociation dont il ne peut faire l'économie » (Boutinet, 1999 : 90), et c'est bien ce qui attend nos interlocuteurs quand, dans leurs propositions d'actions, ils envisagent de travailler ensemble l'ingénierie de la formation et de construire une discipline spécifique à l'université. Il s'agit bien ici de laisser une place à chacun, de jouer la complémentarité en reconnaissant chacun la spécificité de l'autre. Mais nous savons aussi, comme nous l'avons vu dans notre recherche conceptuelle, que dans la négociation, l'homme, en temps qu'acteur, va chercher à peser sur les décisions pour protéger ou imposer ses intérêts pour l'avenir, ce qui nous amène à reparler de la notion d'acteur.

6.1.4 Un acteur, des jeux et des stratégies

Concernant la notion d'acteur, plusieurs de nos interlocuteurs ont repris ce vocabulaire en parlant d'acteurs mais aussi de « jeu d'acteurs entre les IFSI » (Edouard ligne 95). Non obstant nous ne pouvons pas vraiment identifier de zones de liberté investies si ce n'est par rapport aux directives ministérielles quand Boris les qualifient de « light » pour la construction des conventions.

Néanmoins, la remarque d'Anaïs précisant : « les liens sont fonction des personnalités que l'on a en face de soi » (149) confirme qu'au-delà de l'acteur, c'est bien l'individu qui agit et que, quelque soit l'institution qu'il représente, l'acteur est avant tout « sujet ».

Boutinet nous a invité à explorer également la notion de stratégie pour identifier les enjeux d'un projet. Après l'analyse de nos entretiens, nous pouvons parler, pour les acteurs étudiés, de « stratégie « tâtonnante »...du fait qu'elle repose sur l'accomplissement d'actions concertées dans des situations émergentes » (Coté, Malo, 2002 : 21). En effet, nous avons cherché à analyser les représentations émergentes en situation ce qui nous a amené à étudier les trois discours dans ces conditions.

Même si toute organisation est politique selon H. Mintzberg, l'analyse de nos entretiens ne nous permet pas d'identifier clairement une stratégie de pouvoir entre nos trois acteurs. Néanmoins, c'est peut-être un élément craint par Anaïs puisqu'elle doute beaucoup de la sincérité de ses interlocuteurs, et aussi par Boris quand il dit ne pas savoir « qui tire les ficelles », mais on ne peut pas affirmer que dans les relations décrites, il y ait « glissement politique », sauf à reprendre la thèse évoquée dans l'ouvrage « safari en pays stratégique » : « l'objectif de la politique, c'est obtenir certains résultats sans recourir à une confrontation destructrice. La manœuvre sert à communiquer à l'adversaire qu'il serait plus sage de négocier des arrangements mutuellement profitables que de combattre ».

Cela ne nous a pas paru évident de première intention, mais à y réfléchir au regard de cette citation, c'est peut-être une stratégie utilisée par notre universitaire qui a identifié une crainte, une certaine résistance de la part des IFSI. Cette stratégie pourrait lui être utile face à des acteurs comme Anaïs qui parle à plusieurs reprises dans son discours de « combat » et de « combattre ».

La question que nous nous posons de savoir si ce conventionnement était un projet se confirme, il revêt les éléments d'identification proposés par J.P. Boutinet. Nous avons identifié un contexte complexe, le projet peut aider à gérer cette complexité et l'incertitude identifiée par nos interlocuteurs. La conduite de projet demande du temps, Edouard insiste sur le fait que du temps est nécessaire pour conduire ces changements. Nous devinons dans les interactions relationnelles, des jeux d'acteurs et des stratégies qui ne sont pas parfaitement catégorisés mais que l'on peut néanmoins identifier ou entrevoir, tout en restant attentif à la remarque d'Anaïs, « cela dépend des personnalités que l'on a en face de soi. »

Nous pouvons conclure ce paragraphe en affirmant, comme nous le dit Boutinet dans l'ouvrage « psychologie des conduites à projet », que ces dernières permettent d'exprimer le volontarisme d'un acteur, de rechercher un espace de consensus, de se préoccuper d'une certaine forme d'efficacité, d'être en quête de sens. Nos trois interlocuteurs sont allés dans ce sens, tout en émettant certaines réserves souvent liées aux moyens déployés.

6.2 LE PROJET DE CONVENTIONNEMENT, UNE QUESTION DE MOYENS

Tous nos interlocuteurs sont unanimes, la question des moyens et en particulier celle des moyens financiers est un réel problème.

Cet élément est le principal point identifié avant le début de notre étude. L'enquête que nous avons menée, confirme une réelle inquiétude partagée dans ce domaine.

6.2.1 Le manque de moyens, un frein, une inquiétude, des contraintes

Dès la commande réglementaire la question se pose de savoir comment, dans un environnement de budget contraint, les moyens nécessaires à cette réforme, peuvent être mobilisés. Rappelons-nous que dans les négociations ministérielles, le ministère des finances était absent et que l'article de la convention portant sur le financement était régulièrement écarté des discussions, et au final, jamais arbitré.

Nos interlocuteurs identifient cette problématique financière comme un frein majeur qui risque d'avoir un impact sur la richesse de la formation, sur la réussite de la réforme, voire même

sur les relations humaines. Édouard souligne en effet que des tensions existent liées au fait que la réforme met du temps à se mettre en place.

La conjugaison de ces éléments nous renvoie à l'éclairage de H. Mintzberg (2009 : 271) : « incertitude sur l'environnement, vues différentes, rareté des ressources, et la politique apparaît » et nous laisse penser que l'aspect politique peut s'imposer et qu'une stratégie politique peut se mettre en place. Ce qui vient confirmer le ressenti que nous avons précédemment concernant la relation stratégique entre Édouard et Anaïs.

Nos interviewés identifient également ces problèmes financiers comme des contraintes extrêmement pesantes qui questionnent la politique territoriale adoptée jusqu'à ce jour.

Pour finir, ces problèmes procurent de très grandes inquiétudes chez nos trois acteurs interrogés. Boris, en tant que financeur est particulièrement inquiet des suites à pouvoir donner, Anaïs pense que cela peut remettre en cause l'existence même des IFSI, et Édouard, y voit un risque de réajustement drastique qui pèse sur ce projet.

Dans le domaine financier, la preuve est apportée, s'il en était besoin, d'un souci majeur pour l'ensemble des protagonistes en présence.

6.2.2 Le manque de moyens humains, un frein, des inquiétudes

Néanmoins, les moyens financiers ne sont pas les seuls à préoccuper ; les moyens en ressources humaines sont également évoqués en tant que freins, et en tant qu'inquiétude pédagogique. Même si, ce manque de moyens humains dans les universités se transforme en opportunité pour les formateurs permanents des IFSI qui pourraient être agréés pour pallier à ce manque.

Cet élément concernant les moyens humains émerge réellement de notre enquête. Il ouvre donc, comme nous l'avons vu dans l'analyse de nos entretiens, sur une nouvelle problématique celle concernant la formation des formateurs.

Nous constatons que la question des moyens freine tant le conventionnement que son impact et le projet qui peut se construire à la suite, qu'il s'agit d'une inquiétude profonde pour l'ensemble des acteurs, d'un risque pour le projet lui-même. Nous ne pouvons qu'adhérer à la constatation faite par Édouard sur la discordance des moyens par rapport à l'ampleur de cette réforme.

La question de la territorialisation se pose aussitôt, mais nos interviewés nous montrent qu'ils pensent le territoire dans une dimension beaucoup plus large que sa dimension géographique.

6.3 LE PROJET DE CONVENTIONNEMENT, UNE QUESTION DE TERRITOIRE

Une question de territoire parce que nos interlocuteurs, sans exception, parle de maillage territorial, de politique de territoire, de concentration, mais aussi de territoires de chaque IFSI, ou de territoire de préoccupations qui sont plus à relier avec des territoires culturels peut-être.

6.3.1 Un territoire géographique

S'agissant du territoire géographique, l'inquiétude de nos interlocuteurs porte sur la problématique du maillage territorial. En effet, en fonction des choix politiques qui seront opérés, le risque porte sur la poursuite de l'existence de tous les instituts de formation. Cela crée beaucoup de doutes voire des soupçons, d'autant que la construction de cet avenir incertain échappe aux directeurs d'instituts, à l'universitaire, et pour partie, au représentant du conseil régional puisque les choix politiques peuvent lui être imposés. Néanmoins, Boris nous rappelle dans son discours l'importance de conserver une formation post-bac sur un territoire donné. La formation étant un outil économique intéressant : « le rôle d'un système de formation sur un territoire est double : il crée de la richesse permettant d'élever le niveau de qualification... mais il crée également de la richesse en tant que secteur employeur de formateurs qualifiés. »⁴²

Ces sources d'inquiétudes créent des tensions entre les acteurs, au sein même d'un groupe professionnel, comme l'ont évoqué Edouard et Boris : « des tensions au sein même des IFSI. »

Les revendications formulées lors des entretiens, dans le domaine du maillage territorial, portent sur la garantie d'une égalité des chances pour l'ensemble des étudiants d'une même région, ce qui est une préoccupation majeure pour le politique mais aussi pour les directeurs des IFSI qui

⁴² P. Gérard, (2010) la formation professionnelle : clé pour l'innovation sociale, économique et territoriale, in éducation permanente n° 184, mars 2010 p 32.

doivent offrir la même qualité de formation, le même accès aux ressources quelque soit leur situation géographique.

Cette notion de territoire est particulièrement intéressante d'ailleurs, Pierre Calame, dans son article : « pensez localement, agir globalement » le présente comme un véritable acteur :

« parler de territoire comme acteur, ce n'est pas parlé de la politique du maire. C'est s'intéresser à la manière dont une communauté, devient acteur ».

C'est-à-dire identifier :

- comment on entre en « intelligibilité », comment on est capable de mutualiser des connaissances très partielles, nous notons dans les discours de nos interlocuteurs, des approches différentes de la situation, en lien avec leur appartenance professionnelle. La mise en lien de ces éléments permet ensuite une vision plus large et complémentaire qui peut ouvrir sur plus de coopérations telles que celles exposées dans l'analyse croisée des entretiens : des partenariats ou finalités communes.
- comment on « entre en dialogue », dialoguer pour construire quelque chose qui ressemble à un jeu gagnant-gagnant ; dans les interviews, nous relevons les propos de Boris qui pense que l'on « peut être tous gagnants ». Mais que cela demande un certain investissement personnel, ne pas « garder des œillères », ne « pas rester recroquevillé », ce que confirme Edouard quand il attend de chacun, une « compréhension réciproque. »
- Comment « on entre en projet », comment à partir de cette confrontation, est-on capable de bâtir une stratégie en commun ? C'est également ce que l'on retrouve dans l'ensemble des propositions évoquées qui nécessitent dialogue et coopération et que l'on peut identifier comme une mise en projet avec des étapes à court, moyen ou plus long terme.

Mais avant d'en arriver à ces consensus, il a été identifié par nos interlocuteurs, « des territoires de préoccupation différents » (pour Edouard) ce qui se traduit par « des intérêts différents » pour Anaïs.

6.3.2 Un territoire culturel

Quand Edouard évoque cette notion de territoire de préoccupation, il a constaté et d'ailleurs en a été « surpris », que les IFSI revêtent « des diversités », ont des « particularités », et « des valeurs propres ». Cela nous évoque la notion de « choc culturel » de Hofstede. Ce choc apparaît nous dit-il quand la première idée que l'on se fait sur la culture a été faussée. Un effort de compréhension mutuelle est nécessaire pour que la relation ne soit pas mise à mal. Ce qui est compris par Edouard qui parle à plusieurs reprises de « compréhension réciproque » nécessaire. A la suite de cette phase, vient en principe et selon le même auteur, la phase d'« adaptation » où chaque partie essaie de capter le code de communication de l'autre. Puis vient la phase de « stabilité » où on arrive à œuvrer, à entreprendre des actions communes. Cette phase n'est sans doute pas atteinte au même niveau, à ce jour, par nos acteurs, elle se développera à plus ou moins long terme.

Approcher cette étude avec le concept de culture aurait peut-être été intéressant car ce terme est repris plusieurs fois dans les entretiens et Edouard parle d'« écarts culturels ».

Pourquoi parler d'écart culturel ? Parce que « chacun retient de son origine une culture spécifique. Il faut entendre ici le mot culture dans le sens de la programmation collective de l'esprit qui distingue les membres d'une catégorie de personnes des membres d'une autre catégorie » (Côte, Malo, 2002 : 132). Comme nous l'avons vu précédemment dans l'étude des concepts, la culture peut renvoyer à un milieu territorial, une classe sociale, une profession ou un secteur d'activité, à la totalité ou à une partie d'une organisation.

Dans la culture organisationnelle Johnson et Scholes décrivent les principaux éléments de la « toile de fond culturelle d'une organisation, les symboles qui impliquent un statut, l'histoire de l'organisation, les routines et les rituels, les structures de pouvoir, les systèmes de contrôle, les structures organisationnelles. »

Ces éléments nous le retrouvons, pour partie, dans notre étude de contexte au travers de l'histoire des universités, ou de la formation infirmière.

Pour chacune de ces deux entités on retrouve par exemple des spécificités :

- Liées à l'histoire, pour les infirmières, l'emprise médicale perdure parfois. Anaïs espère voir cela disparaître grâce à la réforme qui s'annonce.
- Pour les universités, le savoir académique qui reste peu, voire non compatible pour certains avec la logique professionnalisation. Edouard pense que ce nouveau partenariat peut permettre aux médecins d'être moins « autocentrés » sur la discipline médicale et que ce projet permette une culture « du soin ».
- Liées à la structure de pouvoir, pour les infirmières reconnues depuis 2009 dans un ordre infirmier.
- Liées aux structures organisationnelles, car les membres d'une même activité ont tendance, comme nous l'avons vu avec Wittorski dans le concept de professionnalisation, à « défendre leur territoire » au sens « d'espace de travail », espace culturel.

« La culture joue le rôle de filtre » nous dit Mintzberg, nos entretiens sont en effet, chacun teinté de l'appartenance culturelle de nos interlocuteurs : forte culture politique pour Boris, représentant la région, forte culture universitaire pour Edouard, un vocabulaire spécifique : « académique », « parcours », mais avec un regard distancié et réaliste quand il parle de « contraintes académiques et bureaucratiques ». Forte culture professionnelle pour Anaïs qui reste dans des revendications corporatistes, un « savoir propre », « montrer ce qu'on vaut », garder notre légitimité »...Ce qui peut se traduire par une certaine résistance au changement qui pourrait freiner le projet.

Mais tout est possible selon Mintzberg (2009 : 321) puisque : « une culture est l'ensemble des significatifs partagés qui s'installent avec le temps dans un groupe de gens. C'est le produit d'activités purement sociales mais aussi du travail en commun sur les mêmes tâches, et de l'interaction entre les gens et les ressources qu'ils utilisent ». Edouard a signalé qu'il faudrait du temps et cette nouvelle culture émergera sans doute si les propositions faites par nos interlocuteurs se réalisent.

Parmi ces propositions, plusieurs sont en lien avec la professionnalisation, que ce soit la professionnalisation des étudiants, des universités ou des formateurs. Nous allons donc montrer maintenant en quoi le projet de conventionnement est une question de professionnalisation.

6.4 LE PROJET DE CONVENTIONNEMENT, UNE QUESTION DE PROFESSIONNALISATION

Une question de professionnalisation qui revêt trois aspects : la professionnalisation des étudiants avec les notions de parcours et d'ingénierie de la formation, la professionnalisation des formateurs et la professionnalisation de l'activité.

6.4.1 La professionnalisation des étudiants

Chacun des acteurs interrogés note que les instituts de formation, de par leur histoire, ont compétence à former les étudiants aux soins infirmiers. Ils ont un « savoir spécifique », « une connaissance de l'alternance », « des capacités à faire de la recherche », selon Anaïs.

Mais les directives européennes imposent l'universitarisation des professions, ce qui est reconnu par tous comme une chance pour les étudiants en terme d'ouverture sur des parcours de formation ou en terme de diversité d'orientations professionnelles.

La question de l'enseignement de savoirs académiques par des universitaires pose la question de l'équité de traitement des étudiants éloignés d'un centre universitaire, mais aussi de capacité à suivre ces enseignements pour certains étudiants. Edouard préconise d'être attentif à cet élément car il craint que certains soient mis en difficulté par cette nouvelle forme de transmission des savoirs dans une branche professionnelle. On peut en effet penser que les étudiants qui font le choix de cette formation n'ont pas nécessairement l'envie et/ou les potentialités à suivre des enseignements académiques.

Anaïs quant à elle, questionne « la pertinence » des enseignements universitaires. Ce qui se comprend puisque ces enseignements ne sont pas assurés par « des universitaires de la profession » comme le préconise Bourdoncle mais par des universitaires de disciplines de rattachement.

On retrouve ici un double problème : celui de la non existence de discipline infirmière, et celui du risque, pour les infirmiers de rester « sous la coupe » des médecins et de la discipline médicale.

6.4.2 La professionnalisation à l'université

Par contre, la question de professionnaliser à l'université ne semble pas questionner nos interlocuteurs alors qu'elle fait débat dans la presse : « il suffit d'évoquer la mission d'orientation et d'insertion professionnelle attribuée par la Loi Pécresse au service public de l'enseignement supérieur pour créer des crispations intellectuelles et entendre crier à la dégradation de la vocation de l'université ».⁴³ Cette thèse a déjà été évoquée dans un article polémique paru dans le journal le monde le 23 octobre 2009 : « la professionnalisation de l'université n'est pas une solution », « il n'appartient pas à un professeur d'aider des étudiants à chercher un travail après leurs études ».⁴⁴ Polémique, car on constate que tous les universitaires ne partagent pas cet avis ce qui est le cas de celui que nous avons interrogé.

Un autre élément important dans notre recherche, c'est le fait que les universitaires n'ont pas participé à la construction du référentiel de formation et d'évaluation alors que Wittorski préconise « des savoirs évalués de manière formelles, sinon incontestable ». C'est une question d'ingénierie de la formation et c'est une attention que souhaite porter Edouard, mais qui appartient au futur alors même qu'elle aurait du apparaître en amont de la mise en œuvre du programme.

Pour répondre à ces attentes de professionnalisation des étudiants dans ce nouveau contexte, les formateurs doivent se professionnaliser.

6.4.3 La professionnalisation des formateurs

C'est une opportunité, une chance reconnue là aussi par nos trois interlocuteurs. L'universitarisation de la formation infirmière peut leur ouvrir des possibilités de parcours universitaires. Anaïs revendique fortement l'inscription des formateurs dans cette logique de formation dans un souci de reconnaissance et d'indépendance par rapport aux autres disciplines.

⁴³ Le Boterf, G. (2007). « Des cursus professionnalisants ou par compétences à l'Université : enjeux, craintes et modalités », in *actualité de la formation permanente*, n°209, juillet, août, septembre 2007. p. 53.

⁴⁴ Tortonese, P. 2009, la professionnalisation à l'université n'est pas une solution, in *Le Monde*, vendredi 23 octobre 2009. p.18.

Edouard, quant à lui propose ces parcours pour que les formateurs aient une place reconnue dans ce nouveau paysage, soient, à terme « agréés par les universités » afin d'être des « relais », des « points d'ancrage », des « intermédiaires » dont l'université a besoin. Ce qui peut surprendre néanmoins, c'est qu'Edouard se place en décideur pour « positionner » les formateurs. Ne doivent-ils pas se positionner eux-mêmes ? Etre auteurs et acteurs de leur avenir ? On peut penser que ce choix décisionnel s'inscrit dans une volonté de coopération, mais on ne peut pas exclure non plus le fait que l'université « prenne la main », ce que Boris traduit par « l'ogre universitaire » ou Anaïs qui évoque « ne pas se faire manger ».

Pourtant, Edouard, Anaïs et Boris souhaitent que les formateurs soient légitimés et c'est pourquoi parmi leurs propositions d'action, on retrouve cette visée commune : « former et agréer les formateurs ».

Mais, cette volonté de formation partagée aussi par le représentant de la région se heurte à une problématique législative qui pointe de nouveau la complexité du contexte et de la répartition des responsabilités. En effet, la formation des formateurs relève du plan de formation des établissements de santé auxquels sont adossés les IFSI puisqu'il s'agit de formation continue.

La politique de formation est donc une politique institutionnelle qui prend en compte et hiérarchise des besoins très différents.

La fonction publique hospitalière n'est pas la seule à être confrontée à une dichotomie entre formation initiale et continue : « les régions sont responsables de la formation des jeunes et des demandeurs d'emploi, et les entreprises sont responsables de la formation de leurs salariés.... Un cloisonnement très préjudiciable à la fois pour les individus, pour l'économie des territoires et pour les relations entre les entreprises et les pouvoirs publics ».⁴⁵

Ce projet de conventionnement a également un impact sur la profession. Nos interlocuteurs nous livrent des éléments qui s'inscrivent dans la professionnalisation de l'activité évoquée par R. Wittorski.

⁴⁵ P. Gérard, (2010) la formation professionnelle : clé pour l'innovation sociale, économique et territoriale, in *éducation permanente* n° 184, mars 2010 p 34

6.4.4 La professionnalisation de l'activité

La construction des programmes s'est bien faite par les professionnels du métier, dans un travail consensuel piloté par le ministère comme nous l'avons noté dans notre étude du contexte. Néanmoins, Anaïs, représentante de la profession regrette le peu de prise en compte du terrain dans cette construction.

Par contre elle insiste sur une nécessité absolue de l'écriture et de la recherche pour la reconnaissance et l'existence même d'une profession, ce que notre étude conceptuelle a relevé. D'ailleurs, sur ce point, les autres interviewés l'ont rejointe et proposent avec elle de développer la recherche et de créer une discipline spécifique. Ces points ayant été largement exposés dans l'analyse des entretiens et dans les autres paragraphes, ne sont pas redéveloppés ici.

Après avoir exposé l'interprétation des entretiens à partir des notions de projet, de la question des moyens et de celle de la professionnalisation, nous allons faire une synthèse des éléments issus du matériau discursif.

7 Synthèse des éléments issus du matériau discursif et confrontation avec nos hypotheses

Les différentes formes d'analyses opérées sur le contenu des discours recueillis, ainsi que l'interprétation des entretiens, nous permettent de faire une synthèse des informations collectées. Nous relevons ainsi des synergies entre les discours, des correspondances avec les éclairages théoriques ou au contraire des divergences mais également des éléments émergents qui nous surprennent. Cette synthèse nous amène à porter un regard critique sur les choix de concepts que nous avons fait.

7.1 SYNERGIES DES DISCOURS

Nos interlocuteurs se retrouvent de manière consensuelle dans trois domaines, celui des moyens, celui de territoire, et celui de professionnalisation.

7.1.1 Les moyens

Tous nos interlocuteurs se retrouvent pour affirmer que l'un des problèmes principaux de ce dossier porte sur la problématique des moyens. Moyens non pris en compte dès le début des négociations nationales et qui, *freinent* le projet, représentent un *risque* pour la richesse de la formation, une *contrainte* majeure et procurent de *grandes inquiétudes* pour les parties en présence. Chacun adhère à la remarque d'Edouard, discordance entre les moyens et l'ampleur de la réforme.

7.1.2 Le territoire

Nos interviewés se retrouvent aussi sur la notion de territoire :

Territoire géographique et maillage territorial identifiés comme source *d'inquiétudes*, de *soupçon*, de risque de *tensions* entre les acteurs. En effet, les décisions politiques « échappent » aux acteurs de terrain ce qui est *anxiogène* puisqu'il en va de la *survie* de certains instituts et de *l'égalité des chances* pour les étudiants.

Territoire de préoccupations, ou territoire culturel issu de l'origine professionnelle ou du secteur d'activité de chacun, thème que nous allons reprendre dans le prochain paragraphe.

Troisième point de convergence des avis des enquêtés, la professionnalisation.

7.1.3 La professionnalisation

La professionnalisation des formateurs est un point qui recueille le consensus de tous nos interviewés. Ils définissent cette réforme comme une *chance* qui ouvre aux volontaires, un *parcours* universitaire et un possible *agrément* par l'université.

7.1.3.1 Professionnaliser par la recherche

La nécessité absolue d'écrire et de faire de la recherche dans le champ d'expertise de la profession infirmière. Anaïs est la plus revendicative dans ce domaine car elle mesure combien l'inscription des professionnels dans cette dynamique est source de *reconnaissance* et de *pérennité*. Boris partage cet avis mais pour une autre raison, une raison financière car, pour lui, si les formateurs sont reconnus et agréés par l'université, le *coût* des enseignements peut être moindre. Edouard, en tant qu'universitaire est, bien entendu, persuadé de cette *plus value*.

7.1.3.2 Professionnaliser et créer une discipline spécifique

Un dernier point qui fait l'unanimité, c'est la création d'une discipline spécifique. La sémantique pose encore question, faut-il se limiter à une discipline « *infirmière* » au risque de s'enfermer dans une seule branche professionnelle ou plutôt s'orienter vers une discipline « *en soins* », qui correspond mieux aux logiques de décroisement ou d'« équipe de soins » évoquée

par Edouard ? Force est de constater que l'ensemble de la profession n'est pas engagée dans cette logique. A ce jour il n'y a que deux expériences en France, une sur l'université Aix Marseille et l'autre à l'école des hautes études en santé publique (EHESP) avec la création d'un doctorat en sciences infirmières au sein d'un département des sciences infirmières et paramédicales.

7.2 CONVERGENCES ET DIVERGENCES AVEC LES ECLAIRAGES THEORIQUES

7.2.1 Le concept de projet

Concernant le concept de projet, nous nous posons la question de savoir si ce conventionnement était un projet, cela se confirme, il revêt les éléments d'identification proposés par J.P Boutinet : un contexte complexe et incertain, le projet peut aider à *gérer cette complexité et l'incertitude*.

Incertitude relevée par nos interlocuteurs en particulier quand ils évoquent l'avenir. Ce qui pourrait les amener à développer des jeux de pouvoir dans le futur si l'on se réfère à M. Crozier : « ce qui est incertitude du point de vue des problèmes est pouvoir du point de vue des acteurs ».

La conduite de projet demande *du temps* nous dit J.P. Boutinet, Edouard insiste sur le fait que du temps est nécessaire pour conduire ces changements.

Etudier *les stratégies* en présence renseigne sur les enjeux selon ce même auteur, les stratégies développées par nos trois acteurs ne sont pas parfaitement catégorisées mais on peut néanmoins identifier ou entrevoir certaines : stratégie tâtonnante, stratégie résultant de processus culturels et sans doute, stratégie politique en référence à Mintzberg : « incertitude sur l'environnement, rareté des ressources et la politique apparaît. »

Néanmoins on identifie des divergences avec cet éclairage théorique. *Le temps* imposé par le législateur pour mettre en place le projet est extrêmement contraint et nos interlocuteurs subissent « l'urgence ». Notons ici le risque de voir émerger une résistance au changement qui freine la mise en place de la convention et des suites à donner.

Divergence également par rapport aux recommandations de Boutinet puisque *les acteurs ne sont pas les auteurs* mais seulement des « héritiers de deuxième génération ». Ils ont, de fait, « un nouveau projet qui soit mobilisateur » à inventer et conduire. Celui qu'ils proposent consiste à former les formateurs, créer une discipline spécifique et développer la recherche.

7.2.2 Le concept de professionnalisation

Concernant le concept de professionnalisation, et la thèse de Wittorski au sujet des structures organisationnelles, force est de constater que la tendance d'un acteur à « *défendre son territoire* » est bien présente. Particulièrement exprimée par Anaïs qui parle de « combattre » et de « combat ».

Nous avons pu constater également combien « *la culture joue le rôle de filtre* » dans les discours qui étaient tous assez teintés par l'appartenance culturelle de nos interlocuteurs : Edouard s'exprime avec un vocabulaire connu à l'université, « académique », « parcours », Anaïs avec un ton corporatiste, « notre savoir propre », « il est temps que les infirmières soient reconnues », et Boris avec un discours politique qui se traduit par de longues phrases, des enchaînements et des récurrences thématiques en lien avec des choix politiques.

Par contre les informations recueillies vont à l'encontre des préconisations de Bourdoncle : « *des savoirs de haut niveau produits par des universitaires de la profession* ». En effet, la profession infirmière comprend très peu de personnes titulaires de diplômes universitaires type doctorat. Il n'y a donc peu ou pas de savoirs de haut niveau produits par cette profession. Et ce, d'autant moins qu'aucune discipline infirmière universitaire n'existe à ce jour.

Sauf à parler du doctorat mis en place par l'EHESP et présenté dans le précédant paragraphe

C'est toute la problématique exposée par tous nos interviewés et positionnée par eux en terme de proposition d'action.

Autre divergence qui va également entrainer une proposition d'action concerne l'ingénierie de formation. Les universitaires n'ont pas participé à la rédaction du référentiel de formation des infirmiers, ce qui ne semble pas illogique puisque les auteurs étudiés nous signalent que le programme de formation est construit par les professionnels du métier, mais ils n'ont pas

participé non plus au référentiel d'*évaluation* alors que Wittorski indique : « des savoirs évalués de manière formelle sinon incontestable ». A ce jour, les évaluations sont construites dans chaque IFSI, souvent de manière individuelle, sans concertation avec les universitaires et parfois même sans concertation avec les enseignants de la matière. Ce qui pose question à l'universitaire enquêté qui préconise cet axe de travail à court terme, on comprend pourquoi.

7.3 LES ELEMENTS EMERGENTS NON ATTENDUS

Quatre éléments ont émergé de ces entretiens et nous ont surpris.

7.3.1 Le manque de moyens humain dans les universités

Le premier porte sur le manque de ressources humaines dans les universités pour répondre à la demande de temps d'enseignement supplémentaire demandé par cette réforme. C'est une problématique que nous n'avions pas imaginée avant cette enquête. Néanmoins, elle ouvre directement sur la question de la formation des formateurs d'IFSI et de leur agrément par les universitaires et fait donc partie des propositions qui rassemblent nos interviewés.

7.3.2 La professionnalisation des universités

Le second point auquel nous ne nous attendions pas non plus, c'est le fait que notre universitaire identifie comme *une chance* pour l'université, « l'ouverture sur des problématiques professionnelles » à l'université.

Alors que le directeur d'IFSI tient des propos assez nuancés sur cette envie pour les universitaires de rejoindre le champ professionnel, elle parle d'universitaires « pure souche », et du risque « de se faire manger » par les universités.

De plus, certains articles de presse présentent une polémique dans ce domaine. Mr Le Boterf dans son article « des cursus professionnalisants ou par compétences à l'Université : enjeux, craintes et modalités » montre que l'adhésion des universitaires n'est pas unanime et Paolo Tortonese dans son article du Monde intitulé « la professionnalisation de l'université n'est pas une solution » évoque « les dangers de la professionnalisation ».

7.3.3 La diminution des professionnels infirmiers

Le troisième point émergent et inattendu, a été évoqué par Boris qui pense que d'offrir un parcours universitaire aux infirmiers risque de diminuer le nombre de professionnels sur le marché de l'emploi.

Cela *l'inquiète* puisque nous sommes dans un contexte de *pénurie* de professionnels paramédicaux.

C'est un élément auquel nous n'avions pas pensé et qui n'est repris par aucun autre interlocuteur.

Est-ce à dire pour autant qu'il n'y a pas de risque d'impact ? Peut-être sera-t-il intéressant de porter une attention particulière à ce sujet dès 2012, première sortie des IFSI pour les infirmiers grade licence, et dans les années qui suivront.

7.3.4 La multitudes des réformes présentes et à venir

Dernier point enfin qui nous a surpris tout en confirmant la complexité du contexte dans lequel nous évoluons aujourd'hui, c'est l'insistance de Boris sur le fait que ce projet se construit dans un environnement on ne peut plus flou lié aux multiples réformes en cours et à venir qui impactent toutes les décisions politiques et qui peuvent modifier profondément le paysage actuel. Cela renforce les notions d'environnement flou et obscur qui crée des inquiétudes profondes.

Nous ne mesurons pas, dans le détail, toutes les conséquences de la réforme des collectivités territoriales, et entre autre, pour le paysage des formations. Si l'on envisage cette réforme dans le contexte de passage éventuel des formations infirmières à l'enseignement supérieur comme le préconise Monsieur Hénart, tout peut être remis en cause au plan régional.

Face à toutes les problématiques évoquées, nous portons un regard critique sur l'éclairage choisi et constatons qu'il aurait pu être opportun de faire des recherches sur les notions de culture, de changement ou de partenariat. Ces concepts nous auraient apporté une lecture différente ou complémentaire de cette recherche.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons affirmer que cette étude nous a permis de porter une vision plus large sur le conventionnement, les freins, les enjeux et les impacts qui s'y rattachent. Nous constatons que les raisons qui freinent la signature sont nombreuses et complexes, nous allons maintenant confronter nos hypothèses à tous les éléments apportés par cette recherche.

CONFRONTATION AVEC NOS HYPOTHESES

Hypothèse n°1 : La signature de la convention tri partite met au jour des tensions qui freinent la réalisation du projet.

Au regard de cette hypothèse, nous constatons que les différents acteurs interrogés ont identifiés plusieurs freins à la signature et à la mise en place de la convention tri ou multipartite.

Le premier, repris par tous, concerne les moyens financiers et humains.

Les freins représentés par les moyens financiers qualifiés de « pauvres » sont à mettre en lien, d'une part avec la loi de décentralisation qui délègue aux régions le financement des formations sanitaires à une époque où les quotas, qui sont définis au niveau central de l'Etat, augmentent, et que l'enveloppe dédiée est calculée sur l'année antérieure.

Et d'autre part du fait que dans les négociations ministérielles sur la mise en place du LMD et la construction du contenu des conventions, le ministère des finances ait été absent. L'article sur le financement des enseignements universitaires, en outre, a donc toujours été esquivé malgré les demandes des participants et en particulier des partenaires sociaux. Ce manque est source de tension entre les différents acteurs.

Le manque de moyens humains freine la participation des universitaires aux enseignements, c'est pourquoi nos interlocuteurs trouvent que « la réforme met du temps à se mettre en place ». Les enseignants habitués à intervenir antérieurement, sont, à ce jour, et pour beaucoup, agréés par l'université mais cela ne répond pas exactement aux directives et, à terme, cela irrite.

Un autre frein, non négligeable, qui ralentit la signature des conventions est institutionnel.

Il concerne d'une part la constitution du GCS qui a parfois pris du temps à cause « des tensions entre IFSI » ou de l'attitude des IFSI privés qui ne souhaitent pas être traités comme ceux du public selon Boris. D'ailleurs dans beaucoup de région, la convention devient quadri partite pour cette raison.

De plus, l'institution universitaire est « une lourde machine » nous confie Edouard. La demande réglementaire consiste à conventionner avec une université ayant un département « santé », soit

une faculté de médecine. Mais certaines régions sont confrontées à une concurrence inter université qui, selon l'histoire locale a un impact politique important. Dans d'autres régions, il existe plusieurs facultés de médecine. Ces dernières ont du négocier entre elles et décider laquelle serait représentante au niveau régional pour signer la convention. Ainsi, dans certaines régions, la convention devient multi partite.

Evoquer les moyens et les institutions est insuffisant, car ce sont les hommes qui sont présents pour négocier et signer la convention.

Le discours de nos interlocuteurs énonce des freins liés aux relations humaines, aux relations d'acteur qui préfère toujours selon Crozier, « ses propres intérêts à ceux de l'autre », et aussi aux stratégies développées.

C'est pourquoi, des tensions existent, des craintes sont exprimées, des doutes persistent ce qui retarde un engagement volontariste nécessaire à une mise en projet rapide.

N'oublions pas que cette convention vise la formation des étudiants, c'est pourquoi les divergences sur les conceptions pédagogiques, les savoirs académiques ou pratiques, l'ingénierie de formation, irritent, compliquent et ralentissent aussi l'écriture des différents articles de la convention.

Notons que ces éléments relèvent de la commission spécialisée qui se met en place dans le cadre des GCS. Mais cette commission ne peut pas traiter de ces problématiques pédagogiques alors qu'elle en a vocation, parce qu'elle est uniquement centrée, à ce jour et dans de nombreux endroits, sur la rédaction de la convention et en particulier sur une réécriture répétée des articles qui crée des tensions sus citées.

Nous pouvons alors affirmer que la convention met au jour des tensions qui freinent la réalisation du projet.

Hypothèse n°2 : Le conventionnement permet la rencontre de deux cultures (université et formation professionnelle).

Les acteurs interrogés parlent « d'écart culturel » et « de compréhension réciproque » nécessaire pour avancer dans ce projet. Ils soulignent ainsi cette différence culturelle liée à une origine professionnelle, à l'exercice de métiers dans des secteurs d'activités très différents.

Les infirmiers sont inscrits dans une histoire de transmission orale de savoirs pratiques en situation, assurée pendant de longues années par le corps médical. Cette profession est aussi marquée par une dynamique professionnalisante de longue date.

Les universitaires, sont quant à eux, inscrits dans la recherche, l'écriture et la transmission de savoirs académiques depuis le XIII^{ème} siècle, donc, dans une dynamique de société du savoir.

Cependant, depuis de nombreuses années et souvent de façon redondante, ces deux champs sont invités à se rapprocher, à tenir chacun une place qui peut être complémentaire mais qu'ils héritent d'une histoire parfois conflictuelle.

N'oublions pas que les universités ont du faire reconnaître leur place au XVIII^{ème} siècle face aux écoles spéciales et professionnelles (école des mines, école vétérinaire...) qui étaient bien implantées et légitimées dans le système de formation et d'emploi.

Notons aussi que les infirmières ont du s'imposer pour se différencier de la profession médicale, devenir plus autonomes et se faire reconnaître.

C'est pourquoi, tant l'histoire que l'appartenance à deux milieux professionnels différents, confirment la présence de deux cultures.

Les discours nous montrent d'ailleurs que la rencontre n'est pas sans générer des craintes et le vocabulaire utilisé alors est assez significatif : « se faire manger », « l'ogre universitaire », « garder notre légitimité ».

Une rencontre peut tout à la fois être facile ou conflictuelle. Il semble dans le discours des personnes interrogées que les doutes et soupçons peuvent être levés grâce au volontarisme de

chacune des parties d'accepter une « double compétence » et de créer des liens qui articulent leurs deux logiques.

Ainsi, cette hypothèse se confirme.

Hypothèse n°3 : Cette universitarisation est un atout pour la profession infirmière.

Tous nos interlocuteurs confirment cette hypothèse. Au delà de la chance qu'elle représente pour les étudiants, les formateurs, les IFSI et les universités, l'universitarisation est un atout pour la profession infirmière.

Atout parce qu'elle offre une augmentation des connaissances et du niveau de réflexion, elle renforce l'identité professionnelle, et impacte l'exercice pratique en y ajoutant la réflexivité.

Un atout également parce que l'universitarisation va, pour les personnes interrogées, inciter les professionnels à développer l'écriture scientifique, s'inscrire dans la recherche, et conduire à terme, à la création d'une discipline spécifique, infirmière, en santé, ou en soins.

Hypothèse n°4 : Le conventionnement ouvre la possibilité aux universités et aux IFSI de construire un projet commun.

Au regard de cette hypothèse, nous constatons que les personnes interrogées font trois propositions qui les réunissent et dans lesquelles ils souhaitent s'engager, on peut donc parler de projet commun.

La première de ces propositions est à mettre en lien avec la nécessité d'articuler la formation infirmière et les exigences universitaires. Il convient donc de former et d'agréer les formateurs. Les accompagner et les encourager à suivre un parcours universitaire pour qu'ils deviennent les relais ou le point d'ancrage de l'université dans la formation infirmière.

La seconde est à mettre en lien avec la reconnaissance d'une profession qui est renforcée par la recherche et la création de savoirs dans son domaine d'expertise. Pour cela, les universités imaginent une restructuration éventuelle interne afin de pouvoir mieux répondre à ces nouvelles sollicitations.

La troisième concerne l'offre pédagogique qu'il convient de consolider sur le plan de la répartition géographique en assurant une égalité des chances à tous les étudiants mais aussi sur le plan de l'ingénierie de la formation. Les nouveaux partenaires vont devoir mener des travaux communs dans ce domaine, pour harmoniser, réajuster et revisiter les modalités d'évaluation.

Ce projet ambitieux demandera du temps mais on constate qu'il relie l'ensemble des acteurs interrogés.

Conclusion de la deuxième partie

Cette deuxième partie nous a permis d'exposer, d'une part, la méthodologie de notre recherche, et d'autre part l'analyse et l'interprétation des entretiens. Nous avons repéré les représentations des trois interviewés en ce qui concerne le conventionnement entre l'université, les IFSI, et la région.

Ainsi, nous avons pu identifier que la construction de la convention est synonyme d'injonction, de rencontre entre de nombreux acteurs et de moyens à mobiliser. Mais que sa mise en place est freinée par des contraintes institutionnelles, financières ou relationnelles auxquelles s'ajoutent des problématiques pédagogiques.

Malgré les craintes, les doutes et les inquiétudes démontrées, les revendications exprimées par les personnes interrogées cherchent à atténuer les difficultés en accompagnant le changement, en assurant l'égalité des chances pour les étudiants ou en adaptant la pédagogie et le positionnement des formateurs.

Les représentations qui émergent font également envisager des coopérations possibles en terme d'atout pour les étudiants, les formateurs, les IFSI, l'université ou la région, ainsi qu'en terme de partenariats à construire ou de finalités à partager.

Pour finir, nos interlocuteurs se retrouvent autour de propositions qui devraient consolider ce projet et confirmer la reconnaissance de la formation infirmière. Il s'agit de former les formateurs, de créer une discipline spécifique pour exister à l'université et de consolider l'offre pédagogique en maintenant les territoires et en travaillant ensemble l'ingénierie de formation.

La troisième partie de ce travail va nous permettre, au regard de tous les éléments présentés, d'envisager des perspectives stratégiques et institutionnelles en tant que directeur des soins, directeur d'institut de formation dans une dynamique de contribution à une ingénierie de professionnalisation.

Ces propositions s'articulent autour des trois axes :

- Faire vivre l'articulation entre l'université et la formation professionnelle et la logique compétence dans le projet d'institut,
- Développer la recherche en soins,
- Renforcer la professionnalisation des formateurs en termes de qualification et de compétences.

Troisième partie : Dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun : perspectives stratégiques et institutionnelles pour contribuer à une ingénierie de professionnalisation

8 Dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun

8.1 DES OPPORTUNITES PROFESSIONNELLES ET UN CONTEXTE COMPLEXE

Après cinq ans d'exercice professionnel en tant que formateur dans un institut de formation d'infirmiers anesthésistes, et afin de prendre plus de responsabilités dans cet établissement, nous avons fait le choix de suivre les études de directeur des soins afin d'accéder à un poste de directeur d'institut de formation paramédicale. Ce positionnement nous a permis de participer à de nombreux travaux sur l'évolution des formations paramédicales et en particulier en ce qui concerne la réingénierie des diplômes paramédicaux.

Les directives européennes impactent la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. En 1999, la déclaration de Bologne institue le « processus de Bologne » qui vise à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables, à promouvoir la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, à assurer la qualité de l'enseignement et à intégrer la dimension européenne dans l'enseignement supérieur.

La formation des infirmières est revisitée par le ministère de la santé afin de l'inscrire dans la logique compétence et de lui permettre d'obtenir un grade licence.

En novembre 2008, ce ministère lance effectivement la concertation sur l'intégration des formations paramédicales au système LMD.

Les instituts de formation infirmière sont tenus de se regrouper par région sous forme de Groupement de Coopération Sanitaire. Ceci afin de n'avoir qu'un seul interlocuteur pour signer la convention avec les universités et le conseil régional.

Le partenariat doit être commencé dès septembre 2009, les IFSI sont adossés à des universités comportant une composante santé et les conventions doivent absolument être signées avant le 30 juin 2010.

Mais en septembre 2010 une dépêche APM stipule que seules trois régions ont signé des conventions avec les universités.

Cette information nous amène à nous poser de nombreuses questions sur les difficultés, les freins à cet engagement et la question que nous retenons est la suivante : Quels sont les enjeux de ce conventionnement ?

8.2 UNE RECHERCHE AUTOUR DES CONCEPTS DE PROJET ET DE PROFESSIONNALISATION

Pour tenter de répondre à cette question, nous questionnons un contexte mouvant qui fait entrer l'Europe dans la formation alors que la législation nationale se modifie autant pour l'enseignement supérieur que pour la formation infirmière, situation qui crée de nombreux paradoxes. Nous enrichissons notre réflexion en explorant le concept de projet ce qui nous amène à questionner les visées de ce partenariat, les acteurs engagés, les stratégies mobilisées, puis nous terminons par la notion de professionnalisation dans ce nouveau contexte social et culturel.

Concernant la notion de projet, nous avons choisi les notions que Boutinet nous propose pour observer un projet : « si un agent extérieur se propose d'analyser un projet pour en comprendre les enjeux,....son examen doit prendre en compte les paramètres suivants :

- «Les acteurs engagés » : nous les avons étudiés en nous appuyant sur les théories de Crozier et de Boutinet. Nous avons constaté, d'une part, que l'homme n'était pas soumis de nature, que chacun préfère toujours ses propres intérêts. Nous avons noté, d'autre part, des éléments déclencheurs de jeux d'acteurs, tels que, un environnement complexe et incertain, un prisme de lecture divergent en lien avec des origines culturelles différentes, ou des objectifs non partagés ;

- « les visées et buts... » ont été étudiés à partir des textes législatifs ;
- « les motifs invoqués » et « les effets secondaires non-voulus » émergent des entretiens, ils sont exposés dans l'analyse et l'interprétation des résultats ;
- « les stratégies en présence », nous avons alors exploré la notion de stratégie et, entre autres, quatre aspects de la stratégie :

la stratégie voulue, stratégie délibérée qui s'exprime plus particulièrement par un espace de pouvoir,

la stratégie résultant de processus culturels, qui s'exprime plus comme une perspective qu'une position,

la stratégie résultant de processus politiques, qui est une stratégie de position ou de stratagèmes plus que de perspectives. Elle est basée sur les interactions, la persuasion, la négociation, la confrontation,

la stratégie imposée, stratégie dictée par notre environnement que l'on pourrait qualifier de stratégie émergente

L'exploration de ce concept de projet nous a paru pertinent dans la mesure où, selon Boutinet, il valorise l'inédit, l'idéal recherché et l'inexistant désiré tout en tenant compte de la complexité et de l'incertitude.

Concernant le concept de professionnalisation, nous nous sommes appuyés en particulier sur les théories de Wittorski, Bourdoncle et de Sorel. Nous avons constaté que ce concept est polysémique, nous l'avons donc étudié sous un angle socio-économique, la professionnalisation des activités, sous un angle socio-psychologique la professionnalisation des acteurs, et sous un angle socio-pédagogique, la professionnalisation des organisations.

8.3 UNE PROBLEMATISATION QUI NOUS CONDUIT A QUESTIONNER LES ACTEURS EN PRESENCE

A partir de ces réflexions, nous avons élaboré la question de recherche suivante : « les politiques européennes et nationales en matière de formation nous conduisent à construire des

partenariats au service de la professionnalisation. Nous constatons que les conventions tri partites peinent à se formaliser, et que le partenariat au service de la professionnalisation tarde à voir le jour. Faut-il y voir le fait que les acteurs engagés appartiennent toujours à des modèles construits de longue date. »

Notre recherche s'appuie sur cette question étayée de quatre hypothèses d'action :

La signature de la convention tri partite met au jour des tensions qui freinent la réalisation du projet.

Le conventionnement permet la rencontre de deux cultures (université et formation professionnelle).

Cette universitarisation est un atout pour la profession infirmière.

Le conventionnement ouvre la possibilité aux universités et aux IFSI de construire un projet commun.

Pour compléter ces informations nous avons besoin de savoir ce qu'en pensent les acteurs en présence puisque la complexité n'a pas de réalité et qu'elle est une qualité du regard porté sur un objet (Ardoino). C'est pourquoi nous menons des entretiens avec :

- un représentant du conseil régional,
- un représentant de l'université,
- un représentant des Ifsi.

L'analyse des entretiens a été menée à partir de notre catégorisation : la représentation de la construction du conventionnement, les freins évoqués, les représentations émergentes en situation, et les propositions d'actions.

La représentation de la construction de la convention peut se traduire de trois manières :

la construction relève d'une injonction,

la construction de la convention est une question de rencontre entre différents acteurs,

et une question de moyens.

Les freins évoqués se traduisent en terme de freins institutionnels, financiers, relationnels et en lien avec la formation.

Les représentations émergentes en situation portent sur :

Des contraintes liées au contexte,

Des tensions et des oppositions qui naissent, demeurent ou s'intensifient,

Des inquiétudes financières, existentielles, ou pédagogiques inscrites dans un avenir incertain,

Des revendications pour atténuer les difficultés, accompagner le changement, assurer l'égalité des chances, adapter la pédagogie et positionner les formateurs,

Des coopérations possibles en termes d'atouts, de partenariats à construire et de finalités communes à partager.

Ces éléments amènent nos interlocuteurs à faire trois propositions :

Former et agréer les formateurs,

Développer la recherche source de reconnaissance, ce qui peut conduire à créer une discipline infirmière et revisiter l'université pour mieux répondre aux sollicitations nouvelles,

Consolider l'offre pédagogique en maintenant les territoires et en travaillant ensemble l'ingénierie de la formation.

L'analyse de nos trois entretiens nous permet de considérer que le conventionnement est un projet de changement profond, qu'il s'agit d'une question de moyens, de territoires et de professionnalisation.

L'interprétation de ces discours nous amène à identifier des synergies, des convergences ou divergences avec les éclairages théoriques mais aussi des éléments inattendus.

Des synergies entre les acteurs, des convergences ou des divergences avec l'approche théorique, des éléments inattendus et des propositions d'action.

Les synergies des discours portent sur la problématique des moyens contraints et incertains, sur les notions de territoire géographique mais aussi culturels, ainsi que sur la professionnalisation des formateurs, gage de reconnaissance et de légitimité.

Le concept de projet s'avère correspondre à notre problématique de recherche même si nous notons des divergences sur les notions de temps, qui est, pour le conventionnement, imposé aux acteurs et du fait que ces mêmes acteurs ne sont que « des héritiers de deuxième génération » dans ce projet.

Concernant le concept de professionnalisation, nous constatons l'importance de l'identité professionnelle, sa capacité à réunir mais aussi à créer une appartenance singulière et différenciée.

L'autre point, qui est un point de divergence avec cette approche théorique, est à mettre en lien avec le fait que la profession infirmière ne produit pas de savoir de « haut niveau » faute d'universitaire issus du métier mais aussi du fait qu'elle ne dispose pas de discipline universitaire spécifique.

Si ces éléments de convergence et de divergence existent régulièrement, certains éléments qui émergent sont plus inattendus.

Dans l'étude du matériau discursif, quatre éléments inattendus émergent:

Le manque de ressources humaines dans les universités pour assurer ces nouvelles missions,

Le risque de voir le nombre de professionnels infirmier diminuer du fait qu'ils restent suivre des parcours à l'université,

L'ouverture de parcours professionnels comme une chance pour l'université,

L'impact du nombre des réformes et entre autre, la réforme des collectivités territoriale sur les formations sanitaires.

Ce travail d'interprétation nous amène à confirmer nos hypothèses : la signature de la convention met à jour des tensions qui freinent la réalisation du projet, le conventionnement permet la rencontre de deux cultures, cette universitarisation est un atout pour la profession infirmière et ce conventionnement ouvre la possibilité aux universités et aux IFSI de construire un projet commun.

Ce qui nous permet d'exposer maintenant des perspectives stratégiques et institutionnelles pour contribuer à une ingénierie de professionnalisation autour de trois principaux axes :

Faire vivre l'articulation entre l'université et la formation professionnelle ainsi que la logique compétence dans le projet d'institut.

Développer l'écriture et la recherche en soins

Renforcer la professionnalisation des formateurs en termes de qualification et de compétences.

9 Contribution à une ingénierie de professionnalisation

9.1 FAIRE VIVRE L'ARTICULATION ENTRE L'UNIVERSITE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA LOGIQUE COMPETENCE DANS LE PROJET D'INSTITUT

9.1.1 Co-construire le projet d'institut

Si le projet pédagogique est bien sous la responsabilité du directeur en terme de conception, de mise en œuvre et d'évaluation, le projet d'institut quant à lui, trace la politique institutionnelle au regard de l'environnement. Il aide le directeur d'institut, à partir d'une étude du contexte, à proposer des axes stratégiques à court ou moyen terme. Il doit permettre aux tutelles et aux différents partenaires de l'IFSI, une meilleure lisibilité de la visée et du dispositif de formation.

9.1.1.1 La complémentarité des regards : un atout

Le projet d'institut allie la stratégie de la direction et la culture de l'institution. Il s'articule avec le projet pédagogique, document identitaire des formateurs, facteur d'unité autour de missions, de valeurs, d'objectifs et de compétences identifiées.

Son élaboration peut être l'occasion d'une réflexion partenariale avec des acteurs externes tels que les représentants de la région, de l'université et des terrains accueillant nos étudiants.

Pourquoi ne pas imaginer un groupe de travail constitué des membres siégeant au conseil pédagogique : des représentants des tutelles, des lieux de stage, des enseignants permanents, des universitaires, et des étudiants.

La complémentarité des regards serait un atout majeur pour l'étude de l'environnement géographique ou professionnel de l'institut mais aussi en termes pédagogiques ou didactiques du fait de la rencontre des différentes cultures en présence et donc un atout pour adapter au mieux les attentes des professionnels et les exigences de la formation.

Dans le contexte de l'universitarisation, un tel travail en collaboration signe une mise en projet vers des finalités de formation communes et faciliterait les coordinations indispensables à la mise en place de cette réforme. D'ailleurs G. Le Boterf (2006 : 112) préconise de « prévoir une instance qui sera plus particulièrement chargée de veiller au bon fonctionnement du lien de coopération et qui prendra pour ce faire des initiatives pertinentes », le groupe de travail du projet d'institut est une réponse.

Cette démarche semble d'autant plus précieuse que ce projet fixe des axes stratégiques tant sur le plan organisationnel que pédagogique ou didactique. Il est mis en place pour une durée limitée, souvent dans une temporalité correspondant à une promotion, soit trois ans. Il pourrait ainsi ouvrir sur une évaluation du dispositif à la fin du premier cycle et permettre des réajustements.

9.1.1.2 La co construction : concrétisation d'un nouveau partenariat

A ce jour, et à en croire le résultat de notre enquête, un réel partenariat est à mettre en place au sens d'outil de décloisonnement, d'intérêt à agir ensemble, de volonté même d'être tous gagnants.

La réflexion et la construction consensuelle et/ou commune du projet d'institut peut donner l'occasion d'articuler au mieux les parcours de professionnalisation en respectant la différence de chacun. La qualité du lien de coopération que les différents acteurs auront réussi à établir et à faire fonctionner entre eux étant garant, selon G. Le Boterf (2006 : 110), de la qualité et de la continuité des parcours.

Si cette manière de construire le projet d'institut se généralise avec la présence d'universitaires et de représentants de la région, on peut imaginer une plus grande harmonisation des pratiques au plan régional voir même devenir une « région apprenante » comme nous le soumet G. Le Boterf. La notion de territoire est une notion importante à considérer dans cette réforme, cela peut participer à la pérennité de certains instituts.

9.1.2 Un projet d'institut inscrit dans une logique compétence

La construction du projet d'institut repose sur une finalité en lien avec l'inscription complète de la formation dans la logique compétence. Pour cela, le directeur des soins va prendre en compte dans la répartition des responsabilités entre formateur la temporalité nécessaire pour accompagner ce changement. En effet, la logique nous suggère de répartir les responsabilités, par compétences, au sein de l'équipe de formateurs afin de respecter au mieux l'esprit de la réforme et l'approche par processus.

Mais dans la réalité, les cadres enseignants ne sont pas tous prêts à adhérer voir même à s'inscrire simplement dans de tels changements simultanés. Aussi, en tant que directeur d'institut, une stratégie d'accompagnement par paliers peut s'imaginer le temps que les formateurs s'approprient la réforme, ce que l'on peut envisager à la fin du premier cycle de formation.

Pendant cette période transitoire, on peut penser une répartition des responsabilités par semestre et/ou années de formation sans que cela fasse craindre trop de cloisonnement. La réforme nécessite énormément de coordinations en externe avec les terrains de stages et les universitaires, mais aussi à l'intérieur de l'IFSI et au sein même de l'équipe qui condamne le formateur à travailler dans une logique d'articulations constante entre les unités d'enseignement.

9.2 DEVELOPPER LA RECHERCHE EN SOINS

Comme nous l'avons constaté dans notre travail sur les concepts, une profession a besoin pour être reconnue, de produire des écrits et de s'inscrire dans la recherche.

9.2.1 Produire des écrits

Produire des écrits ne consiste pas seulement à publier des articles dans des revues professionnelles comme le font parfois les professionnels infirmiers. Produire des écrits c'est

comme nous l'a dit Bourdoncle, « produire des savoirs de hauts niveaux » qui peuvent être ensuite enseignés à l'université.

Peu à peu, les travaux de recherche dans le cadre de parcours en master par des infirmiers ou des cadres de ce métier, se développent. Nous pensons que le partage et la valorisation de ces travaux est une première étape dans la dynamique de l'écriture. Ce partage peut s'imaginer au sein des regroupements d'instituts dans les grands centres mais aussi en inter-instituts lorsque les établissements sont plus éloignés voir même par l'intermédiaire d'un centre de données partagé. Il existe des réseaux au sein des centres de documentations qui pourraient servir de supports pour la diffusion de ces écrits.

Ces derniers, issus de travaux avec des universitaires peuvent également être le point de départ d'autres travaux au sein de l'université.

Le fait d'écrire ne sert pas uniquement la production de savoirs, il joue un rôle dans la démarche de réflexivité nécessaire à tout formateur. Il peut donner ainsi l'opportunité d'analyser sa pratique mais aussi de formaliser cette pratique et de pouvoir en échanger ou communiquer plus facilement.

Si l'attitude scientifique caractérise un professionnel, sachons alors la développer et la valoriser chez les formateurs d'institut afin de participer à leur légitimité et leur agrément par l'université.

9.2.2 S'inscrire dans la recherche

La recherche est une mission pour les IFSI au même titre que la formation initiale ou continue, pourtant, elle est souvent beaucoup moins investie.

9.2.2.1 La recherche : outils de reconnaissance

L'universitarisation de la formation infirmière incite les formateurs à s'engager eux-mêmes dans un parcours universitaires et à produire des mémoires de niveau Master et pour certain de Doctorat. L'écriture est ainsi au service de la reconnaissance par les universitaires, reconnaissance qui peut ouvrir, à plus ou moins long terme sur une discipline académique spécifique.

Obtenir cette discipline propre, qu'elle soit en soins ou de discipline infirmière, offre un parcours universitaire dans le champ paramédical et conduit la profession infirmière vers une réelle autonomie et, de fait, une réelle émancipation par rapport à la profession de médecin.

9.2.2.2 La recherche : outils de décroisement et de complémentarité

La recherche représente aussi un temps privilégié de décroisement entre l'université et les instituts. Décroisement, parce que « l'accompagnement est central dans la production de savoirs », souligne Catherine Guillaumin⁴⁶, accompagnement réalisé d'une part par les universitaires, en particulier pour les parties « méthodologie de recherche », et pour tout ce qui relève de savoirs académiques, et accompagnement au sein des instituts et/ou des établissements de santé afin que les travaux servent le collectif.

En effet, si un établissement investit des ressources dans la recherche, il nous semble essentiel que le thème des mémoires soit en lien direct avec des problématiques actuelles d'autant que, « le mémoire aide à construire une expérience, ... à rendre compte du fonctionnement d'un processus » (Le Boterf, 2006 : 88), à ce titre, il sert l'individuel et le collectif.

Cette inscription dans la recherche qui s'étend chez les formateurs d'instituts contribue aussi au décroisement entre la formation et l'hôpital. En effet, outre le fait que certains cadres de santé d'unité de soins s'inscrivent en master, les établissements sont invités à instaurer des programmes de recherche en soins.

Ces programmes s'appuient sur une méthodologie de recherche scientifique, formelle et rigoureuse qui limite parfois le développement des projets.

Le fait que de plus en plus de professionnels infirmiers ou cadres maîtrisent ces méthodologies, simplifiera la production de ces savoirs plutôt pratiques mais reposants sur une méthodologie académique. Les formateurs des instituts peuvent représenter une aide et un recours de proximité qui participe à la complémentarité et au décroisement au sein des établissements de santé.

⁴⁶ Guillaumin, C. (2010). « Se former à l'ingénierie de formation dans le contexte du nouveau référentiel de formation en soins infirmiers : alternance, compétences, et réflexivité ». *Actes du congrès de l'Actualité de la recherche en éducation et en formation (AREF)*, Université de Genève, septembre 2010. p.2.

9.3 RENFORCER LA PROFESSIONNALISATION DES FORMATEURS EN ELEVANT LE NIVEAU DE QUALIFICATION ET DE COMPETENCES

9.3.1 Elever le niveau de qualification

« Le savoir constitue la base intangible de toute activité professionnelle » nous dit Janine Roche (1999 : 42). Le savoir, cœur de métier du formateur aujourd'hui relève des champs de la pédagogie et de la didactique. Le formateur, même s'il est issu du métier auquel il prépare, est devenu un pédagogue. En conséquence, le professionnel du soin qu'il a été, doit être formé à cette nouvelle spécialité. Or, le champ de cette expertise est vaste, en constante évolution et exige l'inscription dans une dynamique de formation tout au long de la carrière. Nous rejoignons ici l'inscription dans la recherche, citée dans le précédent paragraphe, qui ouvre sur un parcours universitaire qualifiant pour obtenir un master ou un doctorat et ainsi être légitimé par l'université.

Mais, à ce jour, la formation continue des formateurs d'IFSI, est prise en charge par le plan de formation des établissements de santé. Et même si l'universitarisation des études d'infirmière recommande l'accès pour les formateurs au grade de master, aucun financement n'a été fléché ni par les hôpitaux ni par les conseils régionaux, financeurs du fonctionnement des instituts pour remplir cet objectif.

Pourtant, l'institution a la responsabilité de maintenir et de développer les compétences de ses agents, ainsi un plan de formation institutionnel dans ce sens est à élaborer.

De plus les établissements de santé, et par conséquence, les instituts de formation doivent s'inscrire dans une politique de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences (GPMC) depuis plusieurs années. Dans ce cadre, et pour ne pas enfermer la logique de formation dans la seule adaptation au poste de travail et viser seulement une qualification, le directeur d'IFSI met en œuvre une politique d'augmentation des compétences dans son équipe.

9.3.2 Augmenter les compétences

La notion de compétence fait référence à une grande variété de définitions, pour R Wittorski (2002 : 38), elles se produisent et se transforment dans trois champs : « le champ du parcours de la socialisation/biographie, le champ de l'expérience professionnelle et celui de la formation ».

Après nous être intéressés dans le précédent exposé au champ de la formation par la qualification, nous allons ici cibler nos propositions dans le champ de l'expérience professionnelle considérant que le développement de la pratique réflexive sur et dans le métier de formateur est un levier de professionnalisation.

9.3.2.1 Le praticien réflexif

Tout d'abord, nous retrouvons l'importance de l'écriture en tant qu'outils au service de la réflexivité : « dans un but de professionnalisation, l'écriture sur/pour l'activité mise en œuvre est également sous tendue par le paradigme de la réflexivité » (Wittorski, 2008 : 31), ce qui renforce l'intérêt d'inciter les formateurs à devenir des praticiens réflexifs.

« Le praticien réflexif se prend pour objet de sa réflexion, il réfléchit à sa propre manière d'agir, de façon à la fois critique et constructive. Critique, car il rompt à la fois avec la tentation de justification et de l'autosatisfaction, pour mettre à distance, objectiver, comprendre. Constructive, car son but n'est pas de se flageller mais d'apprendre de l'expérience, de construire des savoirs qui pourront être réinvestis dans les situations et les actions à venir. » (Perrenoud, 2001 : 42).

Or, dans cette période intermédiaire ou transitoire selon nos interlocuteurs, les formateurs, on besoin de parler leurs pratiques afin de construire et de consolider les nouveaux savoirs nécessaires pour aborder le programme de 2009.

Les entretiens évoquent les craintes des formateurs face à ce référentiel de formation par processus, qui recommande une approche par situations, et impose une approche globale complexe. Les formateurs voient leur place se modifier, ils se sentent plus exposés alors qu'ils ne maîtrisent pas ce nouveau programme. Comme il est difficile d'accepter de gérer l'incertitude, leur accompagnement est nécessaire.

Mais cet accompagnement demande de prendre en compte la notion de temps. Du temps parce que, penser les difficultés demande d'être sorti de la phase d'urgence dans laquelle les individus sont envahis par les sentiments, du temps aussi parce qu'il s'agit de développer une posture différente selon P. Perrenoud, et que cette posture s'installe lentement au cours d'aller et retour entre la théorie et le réel. Elle est donc longue à s'installer puisqu'elle « n'est pas de l'ordre du savoir mais du rapport au savoir, du regard sur l'action, de la posture critique, de la compétence. »⁴⁷

« Un temps important de décollage et de distanciation »⁴⁸ indispensable pour initier l'analyse quand on s'adresse à des professionnels qui sont « ancrés, sinon submergés dans des pratiques. »

Il convient aussi, du fait que l'on se situe dans une situation non stabilisée qui demande l'expression de craintes ou de difficultés, d'instaurer un climat de confiance et de confidentialité qui permette l'expression d'échecs ou d'obstacles plus ou moins bien franchis. C'est pourquoi, les séances d'analyse de pratiques de formateurs, ne doivent pas toujours se dérouler en présence de la hiérarchie. Sans doute peut-il être intéressant de proposer, certains temps, avec un accompagnateur externe pour animer ses séances.

9.3.2.2 L'auto efficacité collective

Pour M. Nagels, la compétence articule deux dimensions, l'une interne, « qui ...s'intéresse à l'organisation cognitive de l'activité,...qui devient accessible par un effort d'explicitation à l'aide des méthodes d'analyse de l'activité »⁴⁹, que nous venons de développer ; et l'autre, externe, « de nature psychosociale, la compétence est un jugement, une évaluation de la performance, indépendamment de la pertinence de l'organisation cognitive de l'activité qui conduit à la performance. » Cette dernière en s'intéressant à l'interaction entre l'individu et l'environnement, « devient une signification partagée. »

⁴⁷ Perrenoud, P. (2001). « Mettre la pratique réflexive au centre du projet de formation », in *les cahiers pédagogiques*, n°390, janvier 2001 p 44.

⁴⁸ Pineau, G. (2009), « Les réflexions sur les pratiques au cœur du tournant réflexif », in Guillaumin, C., Pesce, S., Denoyel, N. Pratiques réflexives en formation. Ingéniosité et Ingénieries émergentes. (pp.19-36). Paris, France : L'Hartmattan. p 34.

⁴⁹ Nagels, M. (2009) Accroître l'auto-efficacité collective en formation infirmière. Quand l'analyse du travail devient une expérience sociale. Premier colloque international p 2.

Ceci rend compte de la capacité d'un groupe à être productif et nous amène à une dimension collective de partage de croyance, de coordination, et d'anticipation de ressources à mobiliser collectivement qui s'inscrit pour M. Nagels (2009), dans une dimension « d'auto-efficacité collective »⁵⁰ construite grâce à l'analyse de l'activité.

L'intérêt de développer et de prendre en compte ce sentiment d'auto-efficacité est lié au fait qu'il génère un triple processus : « un processus de généralisation et de reconstruction de sens,... il augmente le niveau d'abstraction, ... il permet de se constituer une culture commune autour des compétences et de la didactique professionnelle ».

Cet élément est perçu, pour cet auteur, comme le reflet de la compétence du groupe sans que les échecs ne soient attribués directement au groupe. Or, nous avons souligné la crainte des formateurs à s'exposer, les coopérations nécessaires pour que les logiques nouvelles soient appropriées, ne pas se sentir juger ou culpabiliser est un atout dans le cadre dans lequel nous évoluons pour mettre en place ce nouveau programme.

⁵⁰Nagels, M. (2009) Accroître l'auto-efficacité collective en formation infirmière. Quand l'analyse du travail devient une expérience sociale. Premier colloque international p 9.

Conclusion de la troisième partie

Cette troisième partie nous a permis de présenter, d'une part, les éléments clés de notre recherche et d'autre part, les perspectives stratégiques et institutionnelles proposées pour contribuer à une ingénierie de professionnalisation.

Dans le contexte complexe exposé, et au-delà des pertes et des risques liés à cette réforme, nous constatons que les acteurs en présence deviennent les auteurs d'un projet commun. Eu égard aux entretiens, sont exprimées des contributions partagées ayant pour finalité, la formation des formateurs, la création d'une discipline spécifique pour exister à l'université, et la consolidation de l'offre pédagogique.

Ainsi, le passage à l'écriture au sens scientifique du terme, l'inscription dans la recherche, une meilleure qualification et la prise en compte des pratiques des acteurs de la formation infirmière, sont indispensables à la construction d'un avenir légitimé par l'université pour les formateurs.

Pour contribuer à cette ingénierie de professionnalisation, notre recherche amène à énoncer des perspectives stratégiques et institutionnelles autour de trois axes. Il convient tout d'abord de faire vivre l'articulation entre l'université et la formation professionnelle par la co construction du projet d'institut lui-même inscrit dans une logique compétence. Parallèlement la recherche en soins doit être développée par la production d'écrits académiques et l'élaboration ou la participation à des programmes de recherche. Cela implique pour finir, d'élever les niveaux de qualification et de compétences des formateurs aux plans individuel et collectif pour les accompagner à devenir des praticiens réflexifs au service de la production de savoirs de haut niveau.

Conclusion générale

Comme nous l'avons vu dans notre première partie, certains Etats se sont réunis en 1992 pour former l'Union Européenne.

Les pays signataires voient, depuis, les politiques de leur propre territoire impactées plus ou moins fortement dans de nombreux domaines, et en particulier dans celui de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur.

Parallèlement, la notion de citoyenneté européenne qui émerge de ce Traité, permet la libre circulation et donc une plus grande mobilité dans cet espace ce qui exige lisibilité et comparabilité des qualifications professionnelles et des diplômes.

Dans cette même lignée, la déclaration commune de ministres de l'éducation en juin 1999 institue le processus de Bologne qui vise à introduire un système de grades académiques facilement reconnaissables et comparables, à promouvoir la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs, à assurer la qualité de l'enseignement et à intégrer la dimension européenne dans l'enseignement supérieur.

Un cadre européen de certification se met en place afin de comparer et d'adapter les niveaux de certification entre les différents pays de l'Europe. La France instaure le répertoire national de certifications professionnelles dans la transposition des niveaux préconisés (huit au lieu de cinq) d'ici 2012.

Alors que le paysage politique se transforme dans plusieurs domaines : la régionalisation des formations sanitaires, l'autonomie et la responsabilité majorées pour l'université, l'universitarisation des formations professionnelles avec, entre autre celle des infirmiers, et le regroupement des IFSI en GCS, les responsabilités sont redistribuées entre de nouveaux acteurs qui se retrouvent confrontés à de nouveaux enjeux. Cette situation crée des jeux et des stratégies qui impacte le projet.

Ainsi nous avons pu montrer que le conventionnement relève d'une injonction, que sa construction oblige la rencontre de nombreux acteurs issus de différentes cultures, et qu'il soulève la question des moyens financiers et humains.

Les personnes interrogées expliquent aussi qu'il existe des freins qualifiés d'institutionnels, de financiers ou en lien avec la formation.

Ces contraintes liées au contexte et ce, dès la construction de la convention, créent une dynamique entre tensions et coopération possible.

Des tensions entre les IFSI qui peinent à se réunir au sein d'un GCS, des tensions qui engendrent des soupçons inter relationnels en lien avec des écarts culturels ou notions de territoire. Ces territoires qui risquent de se modifier dans le temps et de mettre en danger les instituts éloignés des centres universitaires. Mais les inquiétudes s'expriment aussi en terme de financement dans la mesure où celui-ci n'a pas été envisagé en même temps que la construction de la réforme, ni négocié entre l'Etat et la région. Par ailleurs, l'avenir semble très incertain au milieu d'un ensemble de réformes plus ou moins lisibles.

Malgré ces craintes, le conventionnement est qualifié d'atout pour de nombreux acteurs et au-delà même de ceux directement concernés par la formation, des partenariats sont possible et des finalités peuvent trouver un sens commun tels qu'une filière universitaire spécifique pour les infirmiers, l'agrément des formateurs, le développement de la recherche et la consolidation de l'offre pédagogique.

Ainsi, dans la deuxième partie de notre étude, nous avons analysé et interprété les entretiens menés puis nous les avons confrontés à nos hypothèses. Ce qui nous a amené, dans une troisième partie, à évoquer de dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun en proposant des perspectives stratégiques et institutionnelles dans l'accompagnement de ce changement.

Nous proposons de faire vivre l'articulation entre l'université et la formation professionnelle et la logique compétence dans une co-construction du projet d'institut afin de viser, un réel partenariat, la complémentarité des regards, le décroisement et les coordinations nécessaire à la pérennité des IFSI.

Par ailleurs, il nous paraît essentiel de développer la recherche en soins par la rédaction d'écrits en lien avec les universitaires afin de produire des savoirs de hauts niveaux, socles pour la création d'une discipline académique qui conduira à la valorisation et à la reconnaissance par l'université d'une spécificité infirmière ou soignante.

Ces deux propositions d'action nécessitent de renforcer la professionnalisation des formateurs en élevant le niveau de qualification et de compétences. La qualification s'appuie sur une démarche volontariste du sujet et de l'organisation pour s'inscrire dans un parcours universitaire, et l'augmentation des compétences reposent sur une posture réflexive dans un environnement de confiance et au sein d'un groupe conscient de son auto efficacité collective.

Accompagner les formateurs dans ce contexte, requiert de la part du directeur, d'instaurer une démarche participative à la construction des projets institutionnels, de prendre en compte la temporalité nécessaire à l'appropriation de nouvelles logiques, et de créer un climat de confiance permettant l'expression des craintes et des difficultés mais aussi des réussites identifiées.

Dans ce contexte complexe et contraint, nous pouvons retenir et appliquer une phrase prononcée dans une communication publique par un directeur d'ARS : « c'est dans la contrainte que naissent les opportunités de changement, alors, soyez créatifs ! » L'espace qui nous est laissé par le législateur nous le permet largement, l'avenir dira comment cet espace est investi.

Références et Index

LISTE DES SIGLES UTILISES

AERES	Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.
ARS	agence régionale de santé
CEC	cadre européen des certifications pour l'éducation.
CNCP	commission nationale de certification professionnelle.
DRJSCS	direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.
DGOS	Direction Générale de l'Organisation des Soins.
EHESP	Ecole des hautes études en santé publique.
EIADE	Ecole d'infirmier(s) anesthésiste(s) diplômé(s) d'Etat.
GCS	Groupeement de coopération sanitaire ;
GPMC	Gestion prévisionnelle des métiers et des compétences.
IFA	Institut de formation d'ambulanciers.
IFCS	Institut de formation de cadres de santé.
IFSI	Institut de formation en soins infirmiers.
PRDFP	plan régional de développement des formations professionnelles.
PRES	Programmes de Recherche de l'Enseignement Supérieur.
RNCP	répertoire national des certifications professionnelles.
TP	travaux pratiques.
TPG	travaux pratiques guidés.

ANNEXES

Annexe 1 : guide d'entretien

Annexe 2 : convention de transcription des entretiens

Annexe 3 : transcription de l'entretien d'Anaïs

Annexe 4 : transcription de l'entretien d'Edouard

Annexe 5 : transcription de l'entretien de Boris

Annexe 6 : grille d'analyse de l'entretien d'Anaïs

Annexe 7 : grille d'analyse de l'entretien d'Edouard

Annexe 8 : grille d'analyse de l'entretien de Boris

Annexe n° 1 guide d'entretien

Faisons connaissance

Quel est votre statut

Depuis combien d'années

Pour évaluer les enjeux : questionner :

Que vous enseigne ce qui s'est passé au moment de la construction ?

Aujourd'hui quels sont les avantages pour les étudiants, les structures, les professionnels, les enseignants ?

Vous, en tant qu'acteur régional (en tant qu'acteur universitaire, en tant qu'acteur des IFSI), qu'y voyez vous comme risque ou perte ?

Pour évaluer le projet

Quelle représentation aviez-vous au début de cette relation ?

Cette relation s'est-elle modifiée avec le temps ?

Pour évaluer les marges de manœuvre :

Comment imaginez-vous l'évolution dans le futur ?

Je vous remercie de votre participation

Annexe n° 2 : convention de transcription

Nous avons appliqué les conventions de transcription suivantes pour les trois entretiens.

(...)	lors d'un silence court.
(Silence)	lors d'un silence plus long.
(Rire)	lorsque l'interviewé rit ;
(Sourire)	lorsque l'interviewé exprimait un sourire.
(syllabe)	lorsque le mot ou la phrase étaient tronqués.
.....	lorsque l'interviewé ne finit pas sa phrase.
Heu	lorsque l'interviewé hésite ou exprime cette allocution.
a, b, e	pour désigner l'intervieweur ; le chiffre accolé est différent pour chaque interaction.
A, B, E	pour désigner l'interviewé ; le chiffre accolé est différent pour chaque interaction.

Annexe n°3 : entretien d'Anaïs

Contexte de l'entretien :

Date et heure : l'entretien a été réalisé le 07 février 2011 de 17 heures à 17 heures 32.

Lieu : l'entretien s'est déroulé dans une petite salle de cours (hors de l'institut d'affectation de ce directeur), porte fermée. Nous étions installées côte à côte sur une table d'étudiant, dans un angle de la salle. L'enregistreur était installé entre nous deux.

- 1 a 1 : Bonjour, je travaille actuellement sur un mémoire en sciences de l'éducation et aujourd'hui je
2 souhaite entretenir avec vous en tant que le directeur institut de formation en soins infirmiers appartenant
3 au GCS d'une région que je garde anonymat.
- 4 Je vous propose de faire connaissance et puis de parler de votre statut et depuis combien de temps vous
5 êtes dans cette fonction pour ensuite commencer les questions
- 6 A 1 : D'accord, (...) je me nomme je suis directrice des soins, directrice d'un IFSI-IFAS en L...-A.....Je
7 suis une jeune directrice entre guillemets puisque j'ai fait ma formation de directrice des soins à l'EHESP,
8 donc en 2008. Avec prise de poste sur un gros institut de 600 élèves et étudiants et actuellement depuis
9 le 1er mars 2010 je dirige un institut de plus petite taille à raison de 147 élèves et étudiants, par choix
10 professionnel et personnel.
- 11 a 2 : merci, donc que je vous propose de commencer l'entretien, j'ai prévu un entretien semi-directif et je
12 vous propose quelques questions qui vont être assez ouvertes auxquelles je pourrai éventuellement vous
13 poser d'autres questions pour enrichir éventuellement votre argumentation. Donc travaillant sur le
14 conventionnement tri partite entre la région, les universités et les instituts de formation en soins infirmiers
15 pouvez-vous, vous avez donc participé à cette construction au sein du groupement de coopération
16 sanitaire pouvez- vous me dire ce que vous enseigne ce qui s'est passé au moment de cette
17 construction ?
- 18 A 2 : (...) je dirais que effectivement heu... déjà heu on a eu une première réunion, une première réunion
19 qui était extrêmement blindée entre guillemets c'est-à-dire qu'on avait à la fois les directeurs d'hôpitaux
20 support des établissements publics de santé, donc heu les directeurs de soins de ces ses instituts
21 paramédicaux on avait également donc heu l'ARS qui n'était pas encore tout à fait mais qui était présente
22 ainsi que les universitaires qui représentaient chacun les trois universités de la région concernée. heu
23 avec, je dirais, heu chacun avec une certaine prudence dans ses dire ? Le conseil régional était

également prudent qui fait qu'on avait autour de la table différents protagonistes heu avec, il est clair, des enjeux individuels et collectifs différents. (respiration) d'où une prudence dans la prise de parole et heu avec une certaine méfiance heu, je dirais entre guillemet sans connotation personnelle de ma part, ça peut être toujours de mon point de vue c'est moi qui l'ai vécu, certes, heu sur ce que l'on **attendait** en fait de cette convention puisse que même si les textes mettent bien en évidence les missions de cette convention heu, il y a le groupement de coopération sanitaire d'une part et ensuite ce qu'il alimente (...) heu notamment avec cette Convention qu'est heu pas le conseil pédagogique mais la commission spécialisée. Voilà, commission spécialisée donc avec tous les enjeux et les missions de cette commission spécialisée.(....)

a 3 : Vous prononcez plusieurs fois le mot enjeux, enjeu individuel et collectif disiez vous heu, est-ce que vous pouvez développer un peu quels pourraient être les enjeux pour vous ?

A 3 : Ben disons qu'on est quand même à un carrefour heu lié à différents changements heu on a, heu, en tout cas les IFSI ont subi énormément de changements depuis peu. Si on reprend un petit peu l'historique, je crois que c'est lié aussi heu heu au niveau de cette convention c'est-à-dire qu'on a d'une part les écoles paramédicales qui sont placées sous l'égérie on va dire du conseil régional par rapport au financement ce qui a demandé quand même au niveau des instituts et des directeurs de soins de développer d'autres compétences en lien avec le budget ce qui n'était pas forcément fait avant, donc ça a quand même changé le métier de directeur je dirais, en lien bien sur la gestion budgétaire même si c'est fait en partenariat avec l'établissement public de support mais également tout ce qui concerne les rapports d'activité et la notion quand même de qualité en tout cas d'assurance qualité au sein des formations ce qui existait dans d'autres types de formation telles que le GRETA etc.. Donc quelque chose de nouveau. Ensuite on a eu la mise en place du nouveau référentiel de formation avec le grade de licence donc lié heu à la modélisation du système européen, donc système LMD en lien avec les accords de Bologne. Heu, un référentiel qui a quand même été mis en place on va dire aux forceps c'est à dire qu'on a eu l'apparition des textes en juillet pour une application en septembre 2009, heu donc heu pas quelque chose de simples à gérer et qui change quand même grandement les modalités de fonctionnement des instituts eu égard des liens à faire maintenant avec l'université. Ce qui fait qu'on se retrouve maintenant au niveau des instituts avec différents partenaires qui existaient déjà avant, certes, l'établissement public de santé on le connaissait nos tutelles, bon avant on n'avait la tutelle DRASS bon maintenant on a l'ARS ça change pas énormément même si il y a une répartition des tâches entre ARS et DRJSCS, et quand même, un troisième partenaire faut-il l'appeler partenaire, je ne pense pas mais en tout cas le financeur qu'est le conseil régional et, maintenant, donc l'université de rattachement liée à l'implantation géographique de l'IFSI. On se retrouve là, donc les IFSI en tant que tels, donc on se retrouve là (répétition dans le texte) avec une multitude d'acteurs qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts vis-à-vis de la formation infirmier. Bien, voilà comment j'analyserais succinctement les choses.

59 a 4 : Merci beaucoup, et du coup, pourriez-vous voir aujourd'hui quels sont les avantages ou les gains
60 que cette nouvelle articulation des acteurs peut présenter tant pour les IFSI que pour les étudiants ou
61 pour les structures ou pour les professionnels, les formateurs.

62 A 4 : Hum, hum

63 a 5 : Ya-t-il des gains ou des avantages ?

64 A 5 : Alors heu, de mon point de vue, je ne sais pas si c'est, si c'est bien, heu que heu nous sommes
65 passés maintenant de la formation infirmière à un grade de licence, autant il y a quelques années
66 auparavant j'aurai trouvé ça bien, en tant que professionnel maintenant en tant que directeur, je mesure
67 d'autres facettes c'est à dire que ce qui se passe c'est que l'on a effectivement un diplôme d'Etat et un
68 grade de licence à l'issue des 3 ans de formations avec une participation **obligatoire** heu donc, de cours
69 universitaire dans la formation infirmière. Donc heu c'est qui fait que heu cela pose des questions certaines
70 sur le maillage territorial heu d'autant plus que nous sommes à l'ère quand même de la concentration on
71 peut voir notamment avec les établissements sanitaires publiques ou privés et heu et heu donc quid des
72 instituts qui ne sont pas à proximité de centres universitaires et donc éloignés géographiquement et donc
73 c'est pas seulement une question de lieu heu, du coup se pose aussi la question de la pertinence
74 pédagogique des interventions universitaires j'entends là que est-ce que on peut se poser des questions
75 et c'est pour ça qu'il y a effectivement des zones de frilosité qui commence à s'atténuer maintenant un
76 peu au fil du temps depuis qu'on se réunit par rapport à ce fameux GCS c'est donc heu la commission
77 spécialisée fait c'est qui ce passe c'est que bon, on pourrait se poser la question est-ce que les IFSI ne vont
78 pas du coup faire un copier coller et heu du fonctionnement des IUFM c'est-à-dire qui sont passés
79 effectivement entre guillemet aux universités et à partir de là heu et bien on perd nos prérogatives de
80 formation professionnelle. Alors, c'est effectivement je pense inquiétant de mon point de vue d'ancienne
81 infirmière entre guillemets, parce que heu je pense, qu'il était temps, que les infirmières soient reconnues
82 de façon autre c'est-à-dire pas seulement comme des auxiliaires médicales mais qu'elles savent
83 également penser « P.E.N.S.E.R » que uniquement penser « P.A.N.S.E.R » c'est à dire que là
84 effectivement les infirmières ont un savoir propre spécifique je pense qui n'était pas suffisamment
85 reconnu. Donc l'idée d'entrer dans un grade de licence permettrait peut-être de faire évoluer cette
86 possibilité et de mettre en place une discipline de sciences infirmières ou de sciences en santé ou en
87 soins infirmiers il n'y a pas forcément eu de recherche épistémologique en France là-dessus mais en tout
88 cas on pourrait penser que, c'est enfin une reconnaissance mais c'est quand même à double tranchant
89 parce que ce qui se passe, comme la filière en sciences infirmières n'existe pas et bien nous nous
90 raccrochons à des disciplines existantes. Et heu, les experts qui existent dans les disciplines existantes
91 que sont par exemple la santé publique, que sont la sociologie ou les sciences de l'éducation et bien sont
92 des universitaires pures souches et nous en tant qu'infirmières nous ne le sommes pas. Donc à partir de
93 là, comment pouvoir heu instruire une formation infirmière heu qui ait cette double heu, compétences on
94 va dire une compétence à la fois universitaire et de compétence professionnelle. Hein, qu'on ne perde

95 pas le point de vue heu, je dirais que nous sommes là pour que les étudiants apprennent le métier
96 d'infirmier et soient heu garant heu d'un accompagnement de qualité auprès des personnes soignées
97 parce que quand même, notre premier client entre guillemets, c'est la personne soignée. Donc il y a
98 quand même ce gros point d'interrogation dans l'avenir donc heu, une concentration ou pas des IFSI,
99 heu, heu, une intégration des IFSI à universités point d'interrogation ? Bon, heu, voilà, heu, en sachant
100 qu'il y a quand même beaucoup d'universitaires qui commencent à regarder avec intérêt les IFSI et qui
101 commencent à travailler heu je connais certains heu universitaires qui sont en bout de thèse et qui
102 travaillent sur des activités propres aux IFSI. Donc, voilà, heu, je pense qu'on a tout intérêt en tant que
103 professionnel à se mobiliser sur la recherche. Alors, après je sais plus où j'en étais, (sourire interrogatif)
104 dans la question posée c'était ?

105 a 6 : On en était sur les gains et vous évoquiez éventuellement les risques

106 A 6 : Donc les risques heu

107 Et, heu, les pertes finalement.

108 Ben c'est un peu ça, c'est-à-dire que le gain, c'est pouvoir évoluer et avoir une discipline propre, je dirais
109 que ça peut être pertinent et puis la perte c'est que les IFSI n'existent plus et soient intégrés à l'université.
110 Alors là quid des directeurs de soins des écoles paramédicales, quid des cadres de santé qui sont des
111 formateurs en IFSI et quid de la qualité de la formation professionnelle (.....)

112 a 7 : Et en terme de savoir ?

113 A 7 : (....) de savoir spécifique par rapport à la formation infirmière ?

114 a 8 : Oui,

115 A 8 : (silence) Ben ça rejoint peut-être un peu l'idée de tout à l'heure ? c'est-à-dire que heu le fait heu si
116 on s'achemine vers la reconnaissance d'une science infirmière, automatiquement on aura la mise en
117 évidence de savoirs spécifiques, bon heu, voilà, quelque part de nouveaux référentiels nous y amène
118 doucement par la posture réflexive

119 (silence)

120 a 9 : Est-ce que vous verriez d'autres gains, pertes ou risques, également par rapport aux
121 professionnels ? Est-ce qu'il y a quelque chose par rapport aux professionnels infirmiers ? Est-ce que ce
122 trio finalement impacte sur le métier ?

123 A 9 : Alors en termes de gains par rapport aux professionnels, on rentre tout à fait dans la dynamique de
124 l'évaluation des pratiques professionnelles, c'est-à-dire, effectivement si on a des étudiantes qui sont plus
125 réflexifs sur leurs pratiques, ils le seront heu davantage sans doute, heu, au quotidien dans leur activité
126 professionnelle, donc là, là, je pense que c'est, c'est un gain, après si on évalue sur des masters liés à la
127 science infirmière effectivement on pourrait avoir plusieurs graduants de réflexion heu, dans la recherche
128 infirmières ce qui pourrait être tout à fait pertinent ; maintenant il commence à y voir une forme de dualité

qui s'installe entre les médecins et les infirmières en sachant que les médecins n'ont absolument pas voulu rentrer dans grade en tout cas dans le système LMD puisqu'ils veulent conserver heu, leur patrimoine qu'est la médecine en tant que telle et donc heu, ne pas, heu, ne pas s'aligner de surcroît sur un mode de fonctionnement universitaire pur, heu alors qu'initialement c'était quand même ça qui était un peu prévu or les infirmières, elles rentrent maintenant directement dans ce système L.D.M, de fait, donc les systèmes de médecins mandarins qui pouvaient exister auparavant ou qui persistent ou perdurent encore entre guillemets, c'est peut-être dur ce que je suis en train de dire, mais en tout cas les infirmières futures nous n'accepteront pas forcément et plus, heu, cette emprise médicale. 9a ... heu... Je pense qu'elles se considéreront davantage comme un collaborateur. Donc, là, effectivement on est on, on sert un vrai défi culturel qui se met, qui se met en place, lié quand même à nos origines à nos origines religieuses etc où heu, très féminisées et où heu, entièrement dévouée à la profession et sous la coupe de l'homme entre guillemets, il y a quand même des études là-dessus études qui ont été faites et, heu, c'est quand même prouvé, donc, heu, on est dans un changement complet, heu, heu, dans un nouveau paradigme à ce niveau là. Donc c'est aussi à double tranchant je dirais, (silence)

a 10 : D'accord, je vous propose maintenant des questions qui vont plus porter sur le côté relationnel et ce qui pourrait se construire et pouvez-vous me préciser quelle représentation vous aviez au début de cette relation quand on a commencé à parler de ce trio et de cette relation privilégiée à trois et est-ce que cette relation pour vous, s'est modifiée au cours des travaux et de la mise en place de ce nouveau partenariat ?

A 10 : Alors, j'ai cheminé je crois en même temps que tout le monde avec heu, le début, heu, et la mise en route de ses réflexions autour du GCS , enfin, heu, par conventionnement etc... heu, en fait, moi je pense sincèrement que ces personnes c'est-à-dire que, en fonction des personnalités que l'on a, en face de soi et bien on peut avoir un gain comme une perte, c'est à dire que dans la région où je me situe, c'est vrai qu'on a des interlocuteurs universitaires, bon heu, et doyens de fac de médecine qui pour l'instant ont un discours plutôt une favorable, heu, avec la conservation du maillage territorial donc pas de concentration des IFSI qui, avec plutôt une facilité dans le sens où ils s'accordent tous pour dire qu'il n'y a pas suffisamment d'enseignants chercheurs pour intervenir dans les IFSI, donc du coup la possibilité d'agréer des formateurs vacataires qui interviennent déjà, (grande inspiration), du coup le discours est plutôt rassurant dans ce sens. (pause) mais je pense qu'il faut rester prudents, heu, heu, par ce que, heu, quand on regarde les différents rapports heu, qui émanent du ministère de la santé sur les évolutions d'un monde des IFCS par exemple ou sur les collaborations paramédicales et médicales et bien je vois qu'il y a quand même des couperets qui tombent. Dans la région pour l'instant on pense s'auto-satisfaire comme ça mais je ne sais pas si ça pourra perdurer. Donc, donc, heu, là c'est plutôt favorable avec les universitaires que l'on a en face de nous, après on a le conseil régional qui, hormis le nerf de la guerre qui est l'aspect financier semble aussi vouloir conserver sa politique territoriale et heu, donc, conserver les IFSI en l'état par contre on voit bien autour de nous, heu, que c'est pas forcément le cas ; c'est-à-dire qu'en fonction des régions, on voit bien qu'il y a quand même des concentrations ne serait-ce qu'au

166 niveau des postes de directeurs de soins. Bon, ça pose question, plus proche de nous, au niveau des
167 frontières , en Belgique par exemple ils en sont à heu, à donc, heu à voir par exemple des IFSI belges
168 que je connais notamment du côté Tourné, on a, heu, donc 4 IFSI qui sont en train de travailler ensemble
169 pour avoir un projet pédagogique commun, pour l'instant les quatre directeurs restent en place mais
170 comme il y aura des départs en retraite, il y aura une concentration qui se fera et au bout du bout, il n'y
171 aura plus qu'un directeur de soins qui va piloter les quatre écoles. Donc on voit bien que c'est déjà et,
172 heu, en marche dans d'autres pays et, heu, voilà, et heu, que peut-être que à court et moyen terme pour
173 l'instant rien ne va changer mais, heu, qu'à long terme on risque d'évoluer vers des formes qui, moi en
174 tout cas, ne me satisfont pas. C'est clair ! (...)

175 a 11 : Avez-vous vu à un moment d'emblée des opportunités, et vous disiez, il y a des opportunités ou au
176 contraire de très grosses contraintes et est-ce que ce sont des éléments que vous avez requestionnés ou
177 pas ?

178 A 11 : Hum, hum. Alors, les opportunités j'en verrai deux, faut pas que je perde le fil de mes idées, alors
179 j'en verrai une dans le sens où les instituts de formation infirmiers ont mission de recherche donc c'est à
180 eux de se saisir de cette mission là pour montrer leurs plus-values c'est-à-dire qu'ils sont les égaux des
181 universitaires et qu'ils savent faire en pédagogie et notamment dans la pédagogie de l'alternance et
182 donc, et donc en démontrant qu'il y a un savoir spécifique, mais en montrant aussi je dirais leur capacité
183 de faire de la recherche sur la pédagogie, il y a là un vivier dont il faut se saisir. ça veut dire rédiger des
184 articles non pas dans nos revues professionnelles sacro-saintes que « soins cadres » etc. qui ne sont pas
185 du tout aux normes universitaire mais dans des revues habilitées universitaires pour montrer ce qu'on
186 vaut. Ça, c'est un premier point d'ancrage et deuxième point d'ancrage c'est que effectivement heu, heu,
187 là en région heu, pour sans doute se donner bonne conscience, c'est de mon point de vue, les
188 universitaires nous convient à une réflexion là les directeurs d'instituts du département sur la création d'un
189 master, donc, heu, qui se rattacherait à une filière existante, pas un master en soins infirmiers, en tout cas
190 pas en sciences infirmières puisque ça n'existe pas mais néanmoins il y a la réflexion autour de la
191 création d'une structure peut-être un département je sais pas comment l'appeler, en tout cas une structure
192 souple qui serait accueillie au sein de la faculté de médecine donc, rubrique santé publique pour les soins
193 infirmiers donc, c'est-à-dire qu'on pourrait penser mettre en place un laboratoire de recherches en soins
194 infirmiers, mais, bien sûr **intégré**, et je dis **malheureusement** au sein de la faculté de médecine. (...)
195 voilà donc, c'est encore double tranchant : qui récupère qui là dedans – point d'interrogation ? (...)

196 a 12 : Est-ce que vous voyez sur ces éléments là, s'il y aurait d'autres contraintes ou au contraire,
197 opportunités et que nous n'aurions pas évoquées ?

198 A 12 : Alors, ben, et on n'a pas tellement parlé du conseil régional mais quand même la contrainte est là,
199 c'est-à-dire que le conseil régional nous donne un discours, on va garder maillage territorial mais ne
200 donne pas les moyens forcément de réhabiliter nos instituts ne serait-ce qu'au niveau de la
201 restructuration, de la mise aux normes pour que... ils considèrent que effectivement ils font tout pour les

202 étudiants mais moi, j'estime qu'on donne pas les moyens pour restructurer un institut, heu, et bien c'est
203 pas en cohérence avec le discours, vous comprenez, donc, heu, voilà, on nous engage à aller faire de la
204 mutualisation, moi je veux bien mais là, je me lâche, quand je vois qu'ils donnent des millions d'euros
205 pour la restructuration de lycées sur un même territoire, vont-ils donner les mêmes millions d'euros à un
206 institut qui se situe à 10 minutes du lycée concerné ? Donc, heu, voilà ben, je, je m'interroge grandement
207 parce que, voilà, heu le conseil régional a sous son égide différents types de structures, hein ? ne
208 seraient-ce que les maisons familiales et rurales qui font de la formation aussi même éducation nationale
209 et qu'ils financent également au niveau de la restructuration des locaux. Moi, sur mon propre territoire il y
210 a la restructuration d'un lycée, gros, il y a la restructuration de la maison familiale et moi je demande une
211 restructuration ? Qu'est ce qu'ils vont privilégier ? (....) voilà, là, effectivement je suis en droit de me poser
212 des questions donc ça veut dire que l'on a intérêt à montrer que toute la légitimité que l'on a à rester en
213 l'état en regard des prospections d'emploi et de formation sur son territoire, c'est bien qu'on nous
214 demande dans nos dossiers d'agrément notamment. Donc c'est une bataille constante. et à flux tendu...
215 sur la corde raide parce que bon, parce que, voilà... parce que les moyens sont pauvres.

216 a 13 : Merci beaucoup et du coup, comment imaginez-vous l'évolution futur, Quel partenariat peut-on
217 créer ? A quel niveau de participation les n'universités dans un institut ou, nous dans les universités ?
218 Comment voyez-vous évoluer le futur ?

219 (.....)

220 A 13 : Si ça n'en tenais qu'à moi, il faudrait qu'on se batte pour être reconnu comme une école
221 d'ingénieurs c'est-à-dire qu'on fait du niveau supérieur mais qu'on soit autonome. (.....) je pense que
222 c'est ce qui pourrait, heu, continuer à nous faire fonctionner sans se faire manger entre guillemets, c'est
223 mon point de vue. Après, heu, je ne pense pas que ce soit, heu, dans l'air du temps entre guillemets, en
224 tout cas dans les directives du ministère de la santé et du pouvoir public, heu, soit on persiste dans l'état
225 mais ça m'étonnerait, soit on est intégré à l'université, en tout cas, y aura des concentrations quand
226 même, même au niveau des postes directeurs de soins, et là je me pose la question heu, des missions
227 d'un directeur de soins qui n'aurait plus qu'un pilotage stratégique alors que l'intérêt quand même c'est de
228 faire aussi de l'ingénierie pédagogique donc on peut franchement je joue le jeu d, heu, franchement j'ai du
229 mal à voir où on va ... Y a plusieurs pistes et je ne sais pas laquelle on va prendre dans le sens où ça ne
230 m'appartient pas, mais qu'on a des réseaux qui sont introduits dans les réflexions au niveau du ministre
231 de la santé et qui prennent quelquefois les décisions sans forcément consulter les personnes concernées
232 sur les différents territoires donc à partir de là, je vois pas bien l'avenir se dessiner (.....)

233 (.....) c'est ma conclusion ;

234 a 14 : Et je peux encore vous poser une petite question après cette conclusion : vous, concrètement
235 aujourd'hui, si vous avez des possibilités, enfin, si on reste dans la configuration actuelle de nos instituts,
236 avec ce lien et ce partenariat à créer avec les universités d'accroche, comment vous envisageriez ce lien ?

237 (.....)

238 A 14 : Avec l'université ?

239 a 15 : Oui.

240 (Silence)

241 a 16 : Y a-t-il des communs possibles ?

242 A 16 : (Silence) Faudrait, heu (.....), instaurer une zone d'aller retour c'est dire si on veut garder notre
243 légitimité d'institut, avec un point d'ancrage universitaire, moi je pense qu'il faut qu'on développe la
244 recherche et à partir de là, être légitimé dans la recherche. Et à partir de là avoir la possibilité et la
245 capacité aussi de faire des cours à l'université, c'est-à-dire, et ben voilà, après ça passe sur des
246 doctorats, sur être maître de conf et pouvoir enseigner nous-mêmes les disciplines qu'on demande
247 actuellement au niveau des universitaires, notamment l'initiation à la recherche, pas forcément les
248 sciences biologiques et médicales bien sûr, chacun de ses zones de compétences mais à ce moment là il
249 faut peut-être mutualiser les compétences mais il faut déjà faire reconnaître la notre. Et après, on pourra
250 discuter.

251 (Silence)

252 a 17 : Est-ce que vous voyez quelque chose globalement que vous souhaiteriez ajouter sur la fin de cet
253 entretien ?

254 (Silence),

255 A 17 : Non.

256 Franchement, non, je ne vois pas d'autres, d'autres, arguments.

257 a 18 : Je vous remercie beaucoup pour votre participation à ce travail.

Annexe n°4 : entretien d'Edouard

Contexte de l'entretien :

Date et heure : l'entretien initial a été réalisé le 17 février 2011 de 12 heures 30 à 12 heures 55, malheureusement pour des raisons techniques l'enregistrement de données a été effacé. Un deuxième entretien s'est déroulé le 18 février 2011 de 11 heures 30 à 12 heures.

Lieu : le premier entretien s'est déroulé dans le bureau de l'universitaire, porte fermée. Nous nous sommes installés côte à côte à une table de travail, l'enregistreur entre nous deux. Le second entretien s'est déroulé par téléphone, le haut-parleur de l'appareil a été activé et l'enregistreur placé sur le bureau.

1 e 1 : Bonjour, je vous remercie d'avoir accepté cet entretien dans le cadre de mon mémoire de master
2 2 en sciences de l'éducation. Je vous propose de commencer par faire connaissance. Pouvez-vous
3 vous présenter et me dire depuis combien de temps vous exercez dans ce statut ?

4 E 1 : Je m'appelle donc « E », je suis médecin de santé publique, en charge du service d'information
5 médicale au CHU, professeur à la faculté de médecine et en charge pour l'université, de
6 l'universitarisation des études d'infirmière.

7 e 2 : Après cette présentation de vos fonctions je vous propose d'évaluer ensemble les enjeux de ce
8 conventionnement et tout d'abord, quels enseignements retiendriez-vous du moment de la
9 construction de cette convention à laquelle vous avez participé ?

10 E 2 : alors, heu, il y a plusieurs points qu'on peut noter, d'abord, de ma part, la découverte de la
11 diversité, *grandes différences même*, des instituts de formation en soins infirmiers par ce que nous en
12 avons 13 dans la région 2 privés et 11 publics avec chacun des particularités, des spécificités, des
13 valeurs qui leur sont propres. Ca c'est important, *ça m'a surpris*. Premier point. Le deuxième point,
14 c'est une réforme qui est complexe, et nécessite donc un accompagnement en termes de
15 changements, ça remet en cause le positionnement des différents acteurs que ce soient les étudiants,
16 les infirmiers, ou que ce soient les formateurs des IFSI, ou que ce soit également l'université. *C'est un*
17 *projet ambitieux, un vrai projet de changement, il nécessite du temps, et ça, c'est un facteur souvent*
18 *sous-estimé*. Les points que l'on peut évoquer aussi face à une réforme de cette ampleur la
19 discordance avec les moyens que ce soient les moyens financiers ou des moyens en ressources
20 humaines qui complique un petit peu la mise en œuvre de cette réforme. *Cette inadéquation risque*
21 *d'en faire une réforme au rabais et qui augmente le malaise universitaire. Les moyens restreints*
22 *peuvent entraîner la perte d'une richesse par rapport à nos valeurs et aux approches pédagogiques. Il*

faut rester attentif à cette perte de richesse. Ca c'est pour, je dirais un peu des freins institutionnels, mais, comme je suis plutôt quelqu'un d'optimiste, moi j'y vois plusieurs intérêts, je pense que c'est une chance pour les étudiants des IFSI, chance dans le fait que peut-être cela peut leur ouvrir un certain nombre d'évolutions en terme de perspectives de carrière ou d'intérêts personnels. Je pense aussi que c'est une chance pour l'université dans le sens où ça permet d'ouvrir à la fois l'université sur des problématiques très professionnelles puisque là on est sur un champ de formation très professionnelle et puis ça permet pour la faculté de médecine ou pour les facultés de médecine des universités d'être moins autocentrées sur le corps médical, et donc d'aborder la problématique de la santé dans le cadre d'une équipe soignante. Plus large en tout cas que le cadre purement médical. Alors, ça c'est une évolution qu'on retrouve avec d'autres professionnels que ce soient les pharmaciens, les kinésithérapeutes ou les sages femmes, ou d'autres. *Le regroupement des professionnels peut diminuer les fractures entre les corps professionnels.* Alors, on peut voir des freins, je reviens un peu sur les freins, pour les élèves infirmiers, il est vrai que l'origine des étudiants est diverses et que l'articulation ou l'adaptation à un parcours académique nécessite un accompagnement. Ce que j'avais déjà évoqué hier c'est que je ne suis pas sûr que les étudiants qui vont être en difficulté avec ce nouveau programme sont les mêmes que ceux qui étaient en difficulté dans la situation antérieure. Donc, il faudra être attentif à cela, voir comment l'on peut traiter ce problème-là. Ce qu'on a avait évoqué aussi hier, c'était que je pense que la réforme ne réussira que si l'on est particulièrement attentif à bien positionner les formateurs des instituts de formation. Je pense qu'ils sont à la fois (syllabe), c'est eux qui connaissent le mieux leurs étudiants, bien sûr, et puis ils ont une longue histoire sur les instituts de formation et en lien avec les professionnels infirmiers déjà en place et puis l'université a besoin de cet intermédiaire ou en tout cas de positionner au mieux ces formateurs des IFSI pour en faire les relais de l'université. Ça veut dire bien sûr que l'université doit reconnaître, à mon sens les formateurs, les reconnaître entre guillemets, en tant que partenaire et un peu plus que partenaire, c'est-à-dire peut-être à terme, représentants des universités. *Ils pourraient être le point d'ancrage pour l'université.* Ca pose des questions sur l'accompagnement en terme de formation ou de compétences académiques entre guillemets de ces formateurs d'institut, peut-être les accompagner ou les encourager à aller dans des parcours de Master, voire plus si nécessaire ou s'ils le souhaitent, et voir, ce que j'évoquais le plus, c'est peut-être d'ailleurs en termes de recherche. *En région C nous souhaitons travailler la recherche infirmière et encourager les formations continues.* Voilà rapidement, alors il est toujours difficile de reprendre un entretien, mais on peut reprendre aussi d'autres éléments que nous avons évoqués hier.

e 3 : Oui je veux bien, peut-être reparler des risques ou des pertes que vous pourriez identifier, vous, en tant qu'acteur universitaire au-delà de ceux que l'on vient d'évoquer ?

E 3 : Alors, des risques des pertes ?

e 4 : Hier vous évoquiez l'écart culturel peut-être ?

E 4 : Alors, j'avais évoqué l'écart culturel qu'on peut retrouver à différents niveaux je dirais. Il y avait l'écart culturel entre les étudiants des IFSI et les exigences académiques de l'université, et il y a l'écart culturel entre les universitaires d'un côté, peut-être moins les universitaires de la faculté de médecine

que les universitaires d'autres disciplines que ce soient, la biologie, les sciences humaines, la psychologie et/ou les science de l'éducation, où effectivement on est en dans un cadre universitaire plus classique et donc l'adaptation à une professionnalisation comme il résulte des IFSI peut effectivement être un peu difficile à gérer. Voilà donc cela va effectivement nécessiter des **compréhensions réciproques** entre les universitaires d'un côté et les IFSI de l'autre. *Ecart entre des universitaires qui ont un savoir académique et les formateurs d'IFSI qui ont un savoir pratique.*

e 5 : Oui tout à fait. Vous parliez également hier en fait d'une période de transition qui pourrait être longue, que pouvez-vous en dire ?

E 5 : Alors, c'est une période, oui alors la réforme je trouve qu'elle est difficile à mettre en œuvre à la fois pour cet écart culturel, à la fois parce que les moyens sont limités, et j'évoquais hier le fait que même moi, je n'y consacre pas le temps qui serait nécessaire, alors que je suis conscient, en tant que chargé de mission, que je devrais passer plus de temps à l'accompagnement des acteurs et comme ils sont très nombreux cela signifie un accompagnement qui est forcément mangeur de temps. (Silence). Pouvez-vous me rappeler votre question ?

e 6 : On parlait de cette période qui était plus une période de transition.

E 6 : Oui, période de transition. C'est donc une période de transition parce que le changement ça prend du temps et qu'il faut de la compréhension réciproque. En période de transition, dans la pratique, nous on a, (syllabe)...la région nos objectifs prioritaires dans un premier temps. La convention tripartite a mis six à neuf mois pour être signée, *en région, toute la création du GCS a été amboliséé par les différents entre les IFSI publics et privés, nous avons été confrontés aussi à beaucoup de limites du cadrage réglementaire.* Disons que maintenant on est rentré plus dans le vif du sujet. Donc on est plus, aujourd'hui sur la constitution ou la consolidation du référentiel de formation, que les IFSI, à juste raison ont mis en place de toutes façons tant bien que mal, puisque le travail sur le contenu de la formation se fait presque après que cette formation se déroule, voir-même en même temps que cette formation se déroule. Donc en fait il s'agit plutôt, je dirais, pour le travail des six mois qui viennent qui est de consolider l'aspect pédagogique, l'offre pédagogique et d'homogénéiser cette offre pédagogique sur l'ensemble du territoire. Ce que je n'avais pas forcément évoqué hier c'est qu'il y a aussi un enjeu d'**hétérogénéité** sur le territoire régional. C'est-à-dire sans doute en parti national aussi. Il faut que les étudiants dans les instituts puissent avoir à la fois les mêmes chances et les mêmes compétences au sortir des trois années de formation. On sait bien qu'il y a une disparité aujourd'hui en fonction des ressources locales autour ou au sein des treize IFSI de la région. Donc il y a un enjeu important en termes d'égalité ou d'inégalité à la fois quant à l'accès à la formation et à la qualité du contenu des formations sur le territoire. On voit bien qu'il y a un jeu d'acteurs avec les IFSI qui sont dans les grands centres urbains, qui ont eu et qui ont peut-être encore la crainte de régresser en terme de qualité de formation, et les IFSI qui sont loin des grands centres urbains et des universités et qui, eux, craignent d'être un peu perdant dans la mise en place de ces formations. Ils ont même pu craindre à certains moments pour leur existence même. Ce puisque la réforme se faisant à budget contraint les craintes à un moment exprimé, c'était que certains instituts disparaissent. Et en particulier ceux qui étaient un peu isolés. Donc, je ne pense pas, dans la région

que ce soit la politique souhaitée, voulue et où le résultat recherché par les acteurs que ce soit de la région où que ce soit de l'État puisque nous sommes une région en grande difficulté démographique médicale et paramédicale, et que au contraire le sentiment est de renforcer les IFSI existants.

e 7 : Je vous remercie. Pouvons-nous aux évoquer maintenant la relation de ces différents acteurs et peut-être la représentation que vous en aviez au début, si cette relation s'est modifiée dans le temps et comment vous pourriez la qualifier aujourd'hui, comment vous la voyez ?

E 7 : On est dans une région où on a du côté de la région un acteur assez volontariste, au niveau des universités on a des acteurs que ce soit au niveau des 2 grands pôles universitaires de la région, qui sont des universités de taille moyenne. Et, au niveau des IFSI, j'ai déjà évoqué ce que je ressentais sur leurs craintes au départ. Globalement dans la région j'ai trouvé que les acteurs, je dirais, sont plutôt volontaires et de bonne volonté. Alors, après il y a des tensions qui existent, à l'évidence, qui sont des tensions qui s'exacerbent un peu avec le temps, le fait ce que cette réforme mette du temps à se mettre en œuvre, à se concrétiser, à différents niveaux. Alors, il y a des tensions entre les IFSI, chacun souhaitant préserver, ou en tout cas ayant des inquiétudes existentielles ou le sentiment de traitement inégaux entre les différents IFSI, entre le public et le privé bien sûr aussi ; il y a des tensions entre les IFSI et l'université parce que les IFSI considèrent que les universitaires ne vont pas assez vite pour les accompagner et les aider sachant qu'en plus la réforme quand même accroît la charge de travail de l'encadrement des IFSI, à mon sens, que ce soit en terme d'évaluation ou en terme de réalisation des contenus. Avec aussi une **ambivalence** quand même, qui est la crainte que les universitaires prennent trop d'importance dans le contenu et dans la réalisation de l'enseignement, crainte, à mon sens, totalement injustifiée, parce que les universitaires des universités de la région n'ont pas les moyens aujourd'hui d'investir énormément de ressources humaines. Et en même temps un peu le dépit que les universités soient une lourde machine à mettre en marche. Avec ses contraintes académiques, bureaucratiques, compliqué, heu, c'est vraiment (syllabe), en ce sens, on devrait en faire une analyse sociologique de cette réforme parce que ça fait émerger la représentation réciproque de chacun des partenaires. Après il y a des enjeux, je dirais, pédagogiques mais qui me semble un peu (syllabe), qui sera dépassée si vraiment les formateurs des IFSI sont bien positionnés et bien légitimés par les différents acteurs. Donc, qu'on renforce leur légitimité par les étudiants et il faut que l'université reconnaisse leurs compétences. Et les accompagne là dedans. Un autre élément, que je dirais c'est un aspect plus technique, c'est une réforme qui nécessiterait des moyens techniques autour de l'informatique et des outils de communication, des centres de documentation etc. Et, on est avec des acteurs qui n'ont pas les même champs, comment dire, heu, ils n'ont pas les mêmes **territoires de préoccupations**. Donc, chaque IFSI bien sûr a son territoire, pour les établissements publics qui sont éventuellement support d'un certain nombre d'IFSI, on n'a pas beaucoup parlé des directeurs d'hôpitaux, et de l'importance pour les centres hospitaliers de cette population et de cette main-d'œuvre quelque part. On voit bien aussi que la relation entre les IFSI et les centres hospitaliers est à la fois très étroite et en même temps des mises en œuvre de tout ce qui est stage qui n'est pas si simple. Et puis le conseil régional, qui a lui, une préoccupation sur l'ensemble des écoles paramédicales. Donc, l'universitarisation ne concerne que, pour l'instant, les instituts en soins infirmiers, donc l'université s'intéresse aux IFSI et les IFSI à l'université mais le

conseil régional s'intéresse à l'université pour les IFSI mais il s'intéresse aussi aux autres écoles paramédicales. Donc la mise en œuvre par exemple d'espace numérique de travail se heurte à ce problème de périmètre qui n'est pas le même. (Silence).

e 8 : Comment voyez-vous l'évolution dans le temps, dans le futur de cette réforme et de ces liens qui sont en train de se créer avec l'université ? Par rapport au parcours ou à la recherche puisqu'il n'y a pas de filière santé aujourd'hui.

E 8 : Non, je pense que à terme, va émerger sur l'université, qu'est la faculté de médecine et dans toutes les facultés de médecine quelque chose qui sera plus pôle santé que le pôle de médecine, je pense que cela va entraîner pour l'université, de toutes façons c'est un élément positif puisque quelque part cela fait plus d'étudiants pour l'université, et porteuse du pôle santé. C'est un intérêt stratégique en même temps. L'évolution ça va être, selon les régions, l'émergence de parcours répondant à des préoccupations soignantes en termes d'enseignement ou de recherche. Alors je pense que les universités ne pourront pas tout faire, donc je pense que chaque pôle universitaire va se spécialiser en fonction de ses ressources. Est-ce que certaines universités iront plutôt sur les thématiques telles que le management ou la gestion dans le domaine de la santé, certaines iront plutôt sur des aspects comme l'éducation thérapeutique du patient et la problématique de la coordination ou des réseaux de soins. Est-ce qu'il y aura d'autres universités qui développeront des parcours de recherche en soins ou en soins infirmiers. Forcément ça sera discuté dans les universités en fonction de leurs ressources, de leurs forces, et de leur souhait de positionnement ça va être variable d'une université à l'autre. Ça c'est pour la partie universitaire. Après, ce que je n'ai pas non plus évoqué, dans notre région on est assez volontariste avec une problématique de démographie médicale, soignante très aigue et donc le maintien du maillage de formation des IFSI, si jamais les ressources financières sont très dégradées dans l'avenir, on n'est pas tout à fait à l'abri, on ne sait pas, d'une restructuration de ce maillage. Alors intéressant pour tout ce qui est mutualisation et donc amélioration de l'efficacité du système de formation et de standardisation ou d'une certaine homogénéisation de la formation, mais qui peut aussi, si les moyens venaient à disparaître, peut entraîner aussi une restructuration **drastique**, malgré tout, de cette offre de formation.

e 9 : Quand vous dites drastique, ce serait de rassembler sur des grands pôles ?

E 9 : Oui, moi je le vois sur un autre champ puisque je m'occupe des associations de la prévention en santé en région, voilà, nous sommes arrivés à une restructuration drastique. Les ressources ont diminué en 3 ans quasiment de 50 %. Donc là, les branches sont coupées. On coupe les branches de l'arbre. Pour ne laisser que quelques branches principales.

e 10 : Donc on espère que ce ne seront pas les propositions dans un avenir à moyen terme pour les instituts. Et vous, à plus court terme, quels sont les liens que vous allez mettre en place avec les IFSI, les travaux sur lesquels la vous êtes actuellement, hier, vous me parliez d'ingénierie ?

E 10 : Oui, ça c'est dans les six mois qui viennent, sur le premier semestre l'ambition c'est de terminer cette ingénierie, certainement qu'après il y aura un certain nombre d'aménagements. L'une des difficultés que j'évoquais hier c'était qu'actuellement on travaille sur une ingénierie par unité

179 d'enseignement. Et comme c'est, intellectuellement le dispositif où le programme qui a été construit
180 est très intéressant mais quand même, en même temps, très découpé. Donc, il y aura certainement
181 des articulations et des aménagements à faire dans l'avenir pour s'assurer qu'il n'y ait pas de
182 redondance ou de redites entre les unités d'enseignement. Ce sera un travail qu'il faudra faire à
183 moyen terme, après un retour d'expérience sur la première mise en place et la première sortie de la
184 première promotion. Après il y aura aussi à revoir, je pense, et à faire attention aux modalités de
185 validation et d'évaluation des étudiants. Par ce que, je ne le suis pas sûr que l'on soit très au clair et
186 tout à fait sûr des modalités de validation et d'évaluation qu'on est en train de mettre en œuvre
187 aujourd'hui, unité d'enseignement par unité d'enseignement. Voilà, il s'agit là d'un autre élément c'est
188 (syllabe), je pense que sur l'évaluation il faudra retravailler, et dans les 2, 3 ans qui viennent aussi. Il y
189 aura bien l'évaluation des étudiants, mais il va falloir faire assez vite l'évaluation de la première
190 tentative de mise en place de la réforme. Cette réforme est un vrai projet, *la conduite de changement*
191 *est à poursuivre*.

192 e 11 : je vous remercie beaucoup, nous arrivons au terme de cet entretien, verriez-vous quelque
193 chose à ajouter ?

194 E 11 : Non, sauf que c'est difficile de reprendre un entretien qu'on a déjà fait. (Rire)

195 e 12 : c'est un élément dont je vais parler dans ma méthodologie de recherche parce que je
196 autoriserai sans doute à ajouter quelques termes que vous avez utilisés hier, en les rendant
197 reconnaissables, car il s'agissait d'un vocabulaire extrêmement riche et significatif. En êtes-vous
198 d'accord ?

199 E 12 : Tout à fait.

200 e 13 : Je vous remercie de votre disponibilité.

Annexe n°5 : entretien de Boris

Contexte de l'entretien :

Date et heure : l'entretien a été réalisé le 17 février 2011 de 14 heures 30 à 15 heures 05.

Lieu : l'entretien s'est déroulé dans une pièce d'une antenne du conseil régional de la région concernée, porte fermée. Nous nous sommes installés côte à côte devant une table. L'enregistreur est installé entre nous deux.

b 1 : Bonjour je vous remercie de m'accorder cet entretien dans le cadre de mon mémoire en sciences de l'éducation, je vous propose dans un premier temps de faire connaissance, tout en laissant le maximum d'éléments anonymes. Vous êtes donc l'acteur représentant la région et donc, je vous propose de m'expliquer depuis combien de temps vous êtes sur ses fonctions.

B 1 : Je suis chargé de mission dans une direction qui s'appelle, direction des formations sanitaires et sociales qui vit depuis quelques semaines enfin quelques jours des modifications, puisque nous sommes rattachés maintenant à la direction de l'apprentissage donc nous n'aurons plus qu'une seule direction sur les deux domaines d'intervention que sont l'apprentissage et les formations sanitaires et sociales. Donc ma fonction a été de mettre en place le schéma régional des formations sanitaires et sociales lequel schémas couvre non seulement le champ des formations initiales décentralisées mais va au-delà puisqu'il inclut également l'appareil de formation initial par voie scolaire, les stages de formation continue pour les demandeurs d'emploi et les relations, les contacts et les partenariats avec les branches professionnelles. Donc c'est un schéma qui se décline en 14 actions qui aujourd'hui sont toutes entrées en phase opérationnelle et dont l'une d'ailleurs concerne la mise en place du LMD infirmier.

b 2 : Merci, dans un premier temps je souhaite évaluer avec vous, les enjeux de ce conventionnement et je vous propose de m'exprimer ce que vous avez reçu comme enseignement au moment de la construction et de la constitution de cette convention.

B 2 : La première chose c'est qu'à la..., j'allais dire que la plus grande contrainte a été d'inciter les instituts à se regrouper au sein d'une même structure, un GCS. Il y a en région 12 instituts publics ça n'a pas été simple et ça n'a pas été une mince affaire que de les regrouper au sein du groupement de coopération sanitaire qui on l'espère dans l'avenir sera un outil de mutualisation de partage et même d'être un l'interlocuteur par apport aux autres institutions que sont la région et l'université et l'ARS heu voilà, sa cette première chose. La deuxième chose c'est la (syllabe) cette convention est aussi un enjeu fort en termes culturels entre la rencontre entre un appareil de formation traditionnellement

rattaché au secteur hospitalier, dans les hôpitaux, à un appareil de formation universitaire, certes, il y avait déjà ici où il y a des liens entre ces deux appareils de formation mais je pense que l'enjeu de cette convention c'est aussi le partage d'une culture, d'une histoire entre l'université d'un côté et les instituts de formation de soins infirmiers de l'autre ; avec une certaine méfiance des uns, je pense c'est ce que j'ai ressenti en tout cas, en tout cas une crainte des IFSI par rapport à l'ogre universitaire. (Silence) Après l'enjeu pour le conseil régional, l'enjeu de cette réforme il a une double entrée qui peut se contredire puisque d'un côté c'est le souhait, en tout cas c'est le souhait émis par l'exécutif régional de maintenir l'appareil de formation **très territorialisé**, c'est-à-dire de maintenir le tissu territorial actuel et puis avec un souci heu d'économie malgré tout parce que le l'arrivée des enseignements universitaires en tout cas d'une partie des enseignements universitaires dans la formation d'infirmiers impose un surcoût donc a priori on aurait pu avoir tendance à **réunir** certains IFSI sur certains lieux les moins éloignés possible de l'université pour mutualiser à la fois les ressources humaines de l'université et puis également les ressources financières de la région. Donc c'est, comment dire, une équation qu'il est difficile de résoudre, certes pas impossible mais dans la mesure où la région souhaite maintenir la présence sur ces territoires les IFSI actuels.

b 3 : vous disiez méfiance et crainte entre les IFSI et l'université est-ce que vous pouvez m'en dire un petit peu plus ?

B 3 : (l'interviewer coupe la parole pour répondre précipitamment) Oh, méfiance et craindre c'est peut-être (...), ben, il faut être clair si je peux m'exprimer franchement il y a peut-être une peur ou il avait, je sais pas, je la mesure peut-être moins maintenant mais au début il y avait une crainte mais ça c'est, (syllabe) c'est d'être mangé par les universités faut être clair. Or quel est derrière la mise en place cette réforme qui tire réellement les ficelles je ne le sais pas. Est-ce qu'il y a ou est-ce qu'il n'y a pas l'intention plus ou moins cachée de l'université ou de l'État je sais pas, mais ça pose question, alors je n'ai pas la réponse. D'un côté la région dit, moi je souhaite maintenir mes IFSI, heu, garder les ifs si en tout cas que je finance je tiens à ce que dans les territoires cette formation supérieure qui est souvent la seule soit maintenue et de l'autre on a effectivement quand même une réforme qui recentre certains enseignements autour de l'université donc on ne peut pas ne pas se poser la question.

b 4 : Aujourd'hui à votre avis quelles sont les avantages pour les étudiants, les structures, pour les enseignants ?

B 4 : de cette réforme ?

b 5 : oui

B 5 : ben, pour les étudiants je pense qu'elle est immédiate. Elle est immédiate parce que je pense que c'est pour eux la possibilité de pouvoir heu, pour suivre des parcours en M ou même en D par la suite c'est quand même une nouvelle ouverture vers la construction de leur avenir professionnel alors que jusque-là la route était assez barrée quoi. Donc moi je pense que pour eux c'est une ouverture tout à fait intéressante. Pour le secteur de la santé je me pose la question parce qu'on n'a déjà pas suffisamment de professionnels de la santé alors finalement combien de tous les étudiants vont réellement intégrer un parcours M, D, combien iront travailler dans le secteur sanitaire et social. Il est

64 certain que si 15 à 20 % continuent on perdra 15 à 20 % de professionnels de santé. Donc perte
65 immédiate dans les hôpitaux et dans les établissements médico-sociaux. Donc, c'est c'est une
66 interrogation qu'on peut avoir et finalement est-ce qu'on aura toujours autant en termes d'insertion
67 professionnelle quelles seront les effets de cette réforme c'est trop tôt pour le dire mais sa pose quand
68 même cette question-là et puis se pose aussi la question des propositions à pouvoir faire à l'université
69 et à ses étudiants c'est-à-dire que d'une université à l'autre quelles seront les possibilités qu'on leur
70 offrira pour continuer soit dans la ville universitaire la plus proche ou dans la ville universitaire où il y a
71 une faculté de médecine plus éloignée. Et puis l'autre question aussi que je pose à l'université en
72 termes de période transitoire que peut-on proposer aux étudiants déjà diplômés quelle passerelle
73 peut-on proposer alors peut-être une validation des acquis pédagogiques, que je sais pas, pour leur
74 permettre malgré tout de ne pas passer à côté de cette réforme. (....)

75 b 6 : et là ?

76 B 6 : on l'a inscrit dans la convention qui a été signée dans notre région, signer une convention c'est
77 bien beau après il faut la rendre opérationnelle; il y a toujours la loi puis il y a les décrets d'application
78 donc c'est une attention qui a été confirmée par écrit par l'université de T avec un engagement de sa
79 part, mais après il faut construire cet engagement et ça c'est là, je veux dire que c'est à l'université de
80 réagir par rapport à ça. Donc pour les pour les étudiants c'est une chance dans la mesure où
81 effectivement ça leur permet de poursuivre un parcours d'études et donc d'avoir une diversité de leurs
82 orientations professionnelles, pour les formateurs ça peut être une crainte ou une chance, la crainte si
83 effectivement on se recroqueville sur son poste, sur sa fonction, en ayant parfois des œillères, il me
84 semble c'est une chance si on saisit la possibilité mais encore faut-il que l'hôpital gestionnaire ou
85 l'institut privé, par la formation continue, accepte de permettre aux formateurs, que, eux aussi aient
86 une formation universitaire, c'est une chose en tout cas que la région souhaiterait impulser mais le
87 problème c'est que la région n'est pas financeur de formation continue des formateurs. Mais comment
88 on peut construire petit à petit des parcours de formation pour ses formateurs en sachant que dans
89 les instituts on accueille de plus en plus de publics divers avec des expériences professionnelles
90 diverses des profils diverses et qu'il est nécessaire de s'y adapter. Certains le font très très bien mais
91 néanmoins, ça plus la réforme des diplômes plus tous les enjeux que pose et que poseront les autres
92 réformes qui vont suivre interroge quand même sur l'évaluation, sur la qualité de l'alternance, et qu'on
93 ne peut pas aussi s'interroger sur l'avenir du métier de formateur d'IFSI et je pense, je pense que si on
94 arrive à créer des liens entre les IFSI et l'université c'est aussi peut être un gage de sécurité
95 professionnelle pour les formateurs, d'être aussi par ce parcours universitaire ben, de devenir et d'être
96 un formateur agréé par l'université... Je sais pas si je suis très clair ?

97 b 7 : oui oui tout à fait.

98 B 7 : je, je pense qu'il y a une opportunité à saisir mais il faut qu'elle soit relayée par la formation
99 continue de l'institut et de l'hôpital. (Silence).

100 b 8 : Vous, en tant qu'acteur de la région, est-ce que vous y voyez des pertes ou des risques ?

101 B 8 : Un des risques c'est peut-être d'avoir moins de professionnels de santé immédiatement diplômés
102 donc entre guillemets opérationnels parce qu'on a besoin de professionnels de santé enfin le monde
103 de la santé a besoin de ces professionnels, risque de perte ça c'est sûr, mais je ne sais pas, il faudra
104 de l'évaluer dans le temps. Le risque il y a le surcoût, il y a un aspect financier que l'État s'est engagé
105 à compenser mais pour l'instant aucune des régions n'a rien vu venir, lorsqu'on pense qu'on encore
106 aujourd'hui en 2011 en train de discuter le bout de gras pour la réforme du diplôme d'ambulancier qui
107 date 2006 je crois ?

108 b 9 : oui, 2006.

109 B 9 : et qui concernait un effectif et une formation bien moindre que celle des infirmiers donc je pense
110 qu'on peut avoir la plus grande crainte quant à la compensation financière de l'État Pour la région la
111 première estimation qui a été faite par les services du ministère faisait état d'un transfert de 200 000 €
112 pour le fonctionnement et 50 000 euros pour l'investissement, je ne suis pas devin mais... Compte
113 tenu du nombre d'étudiants de la région je pense qu'on est très en deçà de ce que pourrait coûter la
114 réforme. Mais tout dépend une fois de plus du travail partenarial qui va se nouer entre les IFSI et les
115 universités, car les universités au terme de la convention que nous avons signée définit la possibilité
116 pour le formateur d'IFSI d'être agréé par l'université. Donc il y a une porte ouverte justement, la
117 convention n'est pas enfermante dans la mesure où elle permet des ouvertures pour les formateurs
118 des IFSI de pouvoir est agréé par l'université. Maintenant reste à savoir dans quelles conditions et
119 comment c'est pourquoi je dis que c'est une chance quelque part. Et d'autre part c'est une crainte pour
120 mon directeur général des services, qui a peur de voir les budgets des écoles augmenter alors qu'on
121 est dans une période de contraintes budgétaires en tout cas on n'est pas dans une période
122 d'expansion des finances et des budgets des écoles et du budget de la région en général d'ailleurs,
123 oui, il y a une période budgétaire difficile et cette réforme fait craindre en région un surcoût financier
124 dont certains, dont la plupart, ne savent pas comment ils vont me financer.

125 b 10 : hum, hum. Au début c'est cette relation vous imaginiez peut-être un certain type de relations
126 une certaine façon d'entrer en relation entre les trois acteurs, est-ce que aujourd'hui vous en avez une
127 vision différente ou une représentation différente ?

128 B 10 : Enfin moi j'ai animé le groupe technique qui a construit la convention dans laquelle étaient
129 représentés, un représentant de l'université de T qui a demandé après quelques séances que un
130 représentant de l'université de O soit présent ce qui a été accepté, plus trois représentants d'institut
131 de formation en soins infirmiers, plus l'ARS et moi-même, plus la représentante des écoles du CHU,
132 franchement, le travail s'est passé, il n'y a pas eu de période heu, d'observation on est tout de suite
133 rentré dans le vif du sujet, moi, je n'ai rien remarqué de tout cela, mais bon ???

134 b 11 : Mais vous aviez une représentation d'un travail de collaboration, de partenariat ?

135 B 11 : Oui je veux dire concrètement on a construit la convention ensemble c'est-à-dire que moi je
136 parlais d'une trame à la fois celle du ministère de la santé qui était extrêmement Light c'est vrai que la
137 région Midi-Pyrénées était très en avant m'a permis de m'inspirer de leurs travaux, j'ai repris
138 également quelques termes de cette convention, je l'ai, après, en termes de méthodes de travail, on a

139 chacun notre côté eu envie de bien travailler et à chaque réunion, je faisais un PowerPoint et nous
140 avons écrit cette convention ensemble. Enfin sur la base de mes propositions bien sûres parce que
141 c'était moi le technicien de la région, donc, donc c'est un travail très collaboratif qui a permis aux
142 représentants universitaires et aux IFSI de se connaître, d'échanger, je n'ai pas ressenti voilà peut-
143 être une petite méfiance au départ mais bon franchement je ne l'ai pas ressenti comme ça ; ceci dit le
144 groupe techniques que j'ai animé était doublé d'un comité dit « politique » où siégeaient le président
145 de l'université, le vice-président de la région, le directeur de l'ARS, plus le directeur de l'institut de la
146 Croix-Rouge, parce que ça, j'en ai pas parlé, mais la difficulté la crainte ça n'a pas été entre
147 l'université et IFSI publics c'est plutôt le positionnement d'un IFSI privé qui souhaitait une
148 représentation complètement hors normes par rapport à ce qu'il représente en termes de quantité
149 d'étudiants, d'accord ? Il a été un problème. Et le problème il a été de faire accepter que la Croix-
150 Rouge signe la même convention que les autres et non pas sa propre convention à part. Cela peut
151 paraître bénin ou trivial mais il a fallu négocier autour de ça. Ca a été ça le point d'écueil. En sachant
152 qu'au niveau des régions de France s'était également un écueil dans d'autres régions. En plus il y a
153 eu des positions différentes y compris du ministère, il y a eu des circulaires, enfin bref, toujours est-il
154 qu'au bout d'un certain temps la Croix-Rouge a fini par accepter de cosigner la convention qui est
155 devenue une convention quadripartite donc le comité politique il est à quatre têtes : Etats, région, GC
156 S, Croix-Rouge pardons et l'université, voilà. Ben si, il y a maintenant le représentant du GCS qui
157 siège dans ce comité. Donc il se réunit deux à trois fois par an, on commence juste, il a pour but de
158 réguler de voir quels sont les problèmes concrets, en sachant que pour l'instant les IFSI sont dans
159 l'expectative par rapport aux intervenants universitaires puisque l'université vient enfin de désigner
160 des référents universitaires qui siègent effectivement aux certifications, par compte il y a actuellement
161 un travail dont je ne suis pas témoin, un travail de quand on s'apprivoise voilà, je ne sais pas comment
162 on dit ? apprivoisement ?, entre les formateurs d'IFSI et les universitaires parce que en fait, avant de
163 savoir en région qui seraient les intervenants universitaires qui allaient intervenir ou sur quel mode, ils se
164 sont réunis et ont regroupé les unités d'enseignement, je trouve que ça c'est une bonne démarche de
165 la part des IFSI, ils sont rassemblés les 56 UE en 10 grands domaines et dans chacun de ces
166 domaines il y a 2,3 formateurs IFSI qui travaillent avec un référent universitaire pour confronter leurs
167 approches pédagogiques et leurs contenus pédagogiques, et je pense que c'est là qu'il y a un travail
168 qui est en train de se faire donc il y a des réunions qui sont prévues, qui ont commencé fin de 2010 je
169 crois, pour justement échanger sur ses contenus sur les domaines. Parce que finalement on se dit,
170 c'est là qu'il y a un enjeu fort, comment l'université va valider le contenu actuel des formations ou pas,
171 quel sera le delta qui sera nécessaire de mettre en place par rapport à ce travail d'approche et c'est là
172 je dis qu'on peut être tous gagnants car à la fois les formateurs en termes de reconnaissance de leur
173 savoir-faire, de leur métier et la région parce qu'on se rend compte que ça pourrait nous faire faire des
174 économies, dans la mesure où on ne sait pas, mais on se rend bien compte que l'université de T ne
175 pourra pas aller donner des cours au B, à T ou à V, donc que l'université pourrait être aussi gagnant à
176 la fois les formateurs, l'universités puisqu'elle a pas forcément besoin d'avoir un volet ressources
177 humaines trop important, la région en termes de financement parce que globalement la qualité de la
178 formation peut y gagner parce qu'on aura ce travail régional entre IFSI et ça peut contribuer à une

179 approche malgré les spécificités de chacun peut-être à une approche commune régionale voilà mais
180 ça, n'empêche pas que les IFSI me font remonter des inquiétudes quant à la présence réelle plus tard
181 sur son sur ce delta. Parce que là, finalement le travail qui se fait va nous dire : soit le référent
182 universitaire, ben moi je suis désolé mais là, non, et construire un cours à part je sais pas si je suis
183 clair, construire finalement un cours à part, avec quel support je ne sais pas parce qu'on ne sait pas
184 encore s, sur ce delta, ce sera de la visio conférence, de la vidéo transmission comment le mettre en
185 place est-ce que ce seront des conférences et ce que ce seront des enregistrements, des films
186 enregistrés et relayés pédagogiquement par quelqu'un dans l'IFSI, devra-t-on grouper les étudiants
187 sur un seul département, mais cela aujourd'hui c'est toujours dans l'incertitude ? Et on va commencer
188 le quatrième semestre. Convention signée, certes mais rien n'est résolu

189 b 12 : En fait cette relation finalement est une relation de professionnels constructifs, vous trouvez
190 qu'elle s'est modifiée dans le temps ?

191 B 12 : Je peux pas non je peux pas, (...) Par rapport au groupe de travail que j'anime, parce que ça
192 fait longtemps qu'on ne s'est pas réuni et d'ailleurs on doit se réunir le 30 mars. La Convention a été
193 signée en juillet 2010, depuis on ne s'était pas revu c'est pourquoi on se revoit le 30 mars parce que i
194 y a un comité politique le 31 et que l'IFSI on fait remonter la nécessité de travailler sur ce groupe
195 parce que effectivement y qui a des problèmes avec les universités, enfin des problèmes, je ne les
196 connais pas encore puisque nous ne voyons le 30 pour en discuter et dans la mesure où en plus la
197 région par rapport au financement dans la convention, je crois qu'on est une, marquée au fer rouge
198 parce que je crois qu'il n'y a que la région Nord-Pas-de-Calais et la région C qui ont fait le choix de
199 payer directement les universités au lieu que les intervenants universitaires soient intégrés dans le
200 budget des IFSI. Donc ça veut dire grosso modo les IFSI sont un peu en attente de dire, mais
201 finalement, l'université et les référents disent oui mais si on n'intervient selon quelles modalités
202 comment ça se passe il y a une mise au point à faire avec eux, car en fait, ce serait bien à l'université
203 de nous présenter la note quelque part. A nous de négocier, d'éplucher, de voir tout cela si la
204 convention reste écrite comme ça. Il se trouve que j'ai un nouveau directeur qui apparemment remet
205 en cause ce système de financement et qui préférerait que ces surcoûts soient intégrés dans le
206 budget des IFSI et que la région n'ait pas de deux interlocuteurs financiers différents à savoir l'IFSI ou
207 l'hôpital d'un côté, et l'université de l'autre. Donc, heu, il n'est pas impossible que la convention soit
208 amendée si le directeur de la région voulait renégocier cet article avec l'université cela reste un point
209 d'interrogation.

210 b 13 : Et vous l'imaginez comment le futur ?

211 B 13 : Aff....rire. C'est bien difficile (silence) Je, enfin, je suis optimiste parce que bien sûr ils auront
212 leur grade de licence les étudiants, mais ils sont inquiets, ils font remonter, ils commencent vraiment à
213 se poser des questions; par ce que pour l'instant les universitaires ils ne les voient pas beaucoup, et
214 ça, il faut que la région soit vigilante par ce que c'est un public dont elle a la charge donc à mon avis
215 ça c'est une crainte que j'ai à très court terme. Après je suis inquiet sans être inquiet par ce que
216 effectivement on vit peut-être un peu au jour le jour, c'est une réforme qui s'est mise en place dans
217 l'urgence, des acteurs ont été maltraités par cette réforme avec le texte qui est sorti le 31 juillet 2009

218 pour une application au 1er septembre, je trouve que c'est **irrespectueux** des acteurs de terrain.
219 Donc effectivement on hérite aujourd'hui de cette urgence que doivent gérer tant bien que mal les
220 acteurs avec que leur bonne volonté, donc ça c'est inquiétant parce que effectivement les choses se
221 calent, ne sont pas calées, ne sont pas vraiment calées donc un jour pousse l'autre. Donc, des
222 inquiétudes à court terme moi j'en ai parce que moi j'ai des inquiétudes financières parce que je n'ai
223 pas dans ma direction, il va falloir en interne que l'on négocie comment ces surcoûts soient objectivés
224 et, soient intégrés dans le budget de notre direction. Donc ça c'est une source d'inquiétude ; et, à
225 moyen terme, non, bien sûr ils sont sur leurs grades de licence mais je pense que le paysage de la
226 formation dans cinq à 10 ans sera complètement différent de ce qu'il est aujourd'hui. Donc là, on vit
227 une période peut-être transitoire qui peut durer plus ou moins longtemps selon les écueils ici ou là que
228 la mise en place de ces foutus conventions, mais je pense que on peut être que optimiste pour le
229 bien-être formatif des futurs étudiants, mais il y tient une période difficile à passer qui n'est pas sans
230 générer des inquiétudes pour tout le monde.

231 b 14 : Et quand vous dites, dans quelques années, vous pensez que le paysage de la formation sera
232 différent, vous l'imaginez comment ?

233 B 14 : Vous voulez mon point de vue personnel ou... Rire... ?

234 b 15 : En tant qu'acteur régional.

235 B 15 : Je pense que, je pense, je sais pas, mais je, je... Les instituts, que seront les écoles d'infirmiers
236 je ne le sais pas, donc, on pourrait imaginer, il y a une proposition actuellement, il y a le rapport
237 Hénart qui vient de sortir, vous l'avez vu, non ? Dans lequel suggère à l'État reprendre les formations
238 de niveau licence, ça peut-être ça le scénario. Il y a le scénario que les formateurs redoutent c'est-à-
239 dire que les IFSI soient intégrés à l'université et leur personnel avec. Est-ce que c'est un risque ou
240 pas ? Par rapport à l'avenir des formateurs : resteront-ils toujours, si ils sont intégrés à l'université,
241 comment après l'université gèrera 12 ou 13 IFSI dans la région. Ca, ça peut-être une source
242 d'inquiétude, si on allait jusqu'au bout du scénario qui consisterait à ce que l'université, selon le
243 rapport Hénart, récupère entre guillemets ces formations. Exit la région, du coup, nous on est sur la
244 touche et on nous laissera les niveaux cinq, peut-être des niveaux quatre, en termes de proximité
245 d'offre de formation ça peut être un scénario ça. L'autre scénario ça pourrait être que, la région garde
246 l'appareil de formation mais à plus ou moins longue échéance, malgré tout parce que là, l'exécutif est
247 ce qu'il est aujourd'hui... Ça aussi, ça peut être source de fragilité, c'est-à-dire un exécutif régional
248 change tous les six mois, tous les six ans. Pas encore tous les six mois. Tous les six ans. Que nous-
249 mêmes en 2014 on sera soumis à une réforme qui consistera, si toutes choses étant égales, par
250 ailleurs, à ce que les conseillers territoriaux soient à la fois, comment dire, des conseillers généraux et
251 conseillers régionaux. Ça peut changer la donne. Il y a aussi cette période d'incertitude, comment dire,
252 liée à cette réforme des collectivités territoriales, ça en rajoute une couche. Mais, effectivement les
253 exécutifs changent, on pourrait très bien imaginer d'ici quelques années mais moi, je veux bien
254 maintenir un quota de 1137 en région, mais je ne veux pas 12 écoles des chances de cinq ou six. Ca
255 pourrait être ça aussi. Jusqu'à maintenant, ce n'est pas l'orientation de l'exécutif actuel. Quand on voit
256 l'état de l'immobilier actuel, est-ce que les régions ont intérêt, cela pose question, est-ce ce que l'on a

257 intérêt à investir dans les sites actuels, dans l'immobilier avec les hôpitaux qui sont maîtres d'ouvrage
258 ou au contraire peut-on, si l'on investit, investir autrement, dans des sites de formation peut-être plus
259 modernes et... Voilà. Cette stratégie là, ce sera, si les régions sont toujours maître d'œuvre de ces
260 formations, ce sera une question donc que c'est un deuxième scénario. Le troisième scénario s'est
261 grosso modo, je conforte actuellement les écoles existantes peut-être je les aide à s'ouvrir sur d'autres
262 d'autres partenariats, d'autres formations, d'autres publics, sur leur territoire et je leur donne les
263 moyens de le faire, et je les modernise peut-être des moyens de vidéoconférence, pour permettre
264 cette formation de proximité. Moins investir peut-être sur des gros sites, enfin, ne pas avoir cette
265 stratégie d'avoir un pôle par département mais au contraire voilà, c'est, c'est... il y a plusieurs
266 scénarios envisageables, le premier et exit la région, sur les formations de niveau supérieur et tout va
267 à l'université, c'est ce que sous-entend un peu le rapport Hénart, quand même, c'est ça hein ?

268 b 15 : peut-être ?

269 B 15 : Le deuxième s'est. : Les régions, OK, on garde ces formations mais on mutualise effectivement
270 certains, certains équipements certaines écoles, ça pourrait être un choix. Troisième scénario : on
271 maintient la présence du territoire des écoles et on les aide à évoluer, en sachant que tout ça vous
272 mettez cette foutue réforme territoriale qui fait que la politique régionale pourrait être moins lisible. A
273 travers cette réforme les conseils généraux s'emparent des régions. Parce que, ça c'est mon point de
274 vue plutôt personnel, actuellement les régions sont moins connues que les conseils généraux mais
275 elles sont à une hauteur d'action et de réflexion qui leur permet d'avoir une **stratégie** régionale quand
276 même dans leur champ de compétence. Alors elle est plus ou moins lisible selon les politiques mais
277 moi, quand même, les compétences régionales sont centrées sur le transport, l'éducation, la
278 formation, et le développement économique. Voilà, ce sont les trois secteurs clés d'une région. Si, en
279 2014, on fond les conseillers territoriaux viendront des départements donc seront l'émanation des
280 conseils généraux. J'ai très peur que cette politique, cette stratégie avec une modification des champs
281 de compétence peut-être, j'ai très peur que cette lisibilité politique qui sera due par une stratégie lisible
282 sera complètement à mon avis faussée. Il faut être clair que les conseils généraux feront pression...
283 Que deviendra la région ? Un guichet ? Quels seront les enjeux, le pouvoir, il sera où ? Dans les
284 départements, la région, ça c'est une problématique qu'il faut prendre en compte parce que tous nos
285 partenaires actuels, si cette réforme est appliquée, vont être confrontés à cela. Donc il faudra savoir
286 qu'il pilotera l'avion, parce que l'ensemble de ses conseillers territoriaux qui seraient dans les
287 départements, vont élire un président lequel président devra tenir compte non pas d'une région dans
288 son territoire mais de la spécificité de six départements pour ce qui nous concerne. Voyez ce que je
289 veux dire, actuellement ce rapport de forces existe, évidemment les conseils généraux sont eux-
290 mêmes, viennent des départements mais s'ils n'ont pas de circonscription. Leur circonscription
291 électorale s'est la région. Dès lors qu'on change, qu'on fait venir à la région des conseillers territoriaux
292 qui seront l'émanation du canton dont il est question qu'on les regroupe, je pense que cela changera
293 singulièrement la donne au niveau politique et que l'acteur région ne sera plus le même que ce qu'il
294 est aujourd'hui. Donc c'est une incertitude de plus. Tout cela pour dire que je suis toujours optimiste
295 pour nos petits étudiants pour qu'ils obtiennent de grade de licence. N'empêche qu'avec la réforme de

296 l'État d'un côté, la réforme des collectivités locales de l'autre plus à la réforme des formations de
297 l'autre, le paysage est quand même très troublé, non ?

298 b 16 : Tout à fait. Je vous remercie beaucoup, est-ce que pour finir vous voyez quelque chose à
299 ajouter à vos propos ?

300 B 16 : Non non, je pense simplement que le bien commun qu'on a tous, c'est de former :
301 professionnels de santé que l'on soit financeur, formateurs, ou à quel que niveau que l'on soit, il est
302 important de faire en sorte qu'on ait des étudiants qui soient bien dans leur peau et que vous formiez
303 de bons professionnels de santé. Je pense qu'il faut toujours ramener ça à ça, c'est quand même le
304 cœur du sujet qui nous intéresse.

305 b 17 : merci beaucoup, merci à vous.

Annexe n°6 : analyse de l'entretien d'Anaïs

Analyse de l'entretien n°1

Anaïs du 07 février 2011

N° de lignes	Entretien	Unités de sens (phrases)	Sous-thèmes (mot)	Thèmes (Ceux qui reviennent)
1 à 10	<p>a 1 : « Bonjour, je travaille actuellement sur un mémoire en sciences de l'éducation et aujourd'hui je souhaite entretenir avec vous en tant que le directeur institut de formation en soins infirmiers appartenant au GCS d'une région que je garde anonymat.</p> <p>Je vous propose de faire connaissance et puis de parler de votre statut et depuis combien de temps vous êtes dans cette fonction pour ensuite commencer les questions. »</p> <p>A 1 : « D'accord, (...) je me nomme A je suis directrice des soins, directrice d'un IFSI-IFAS en</p>	<p>« Directrice des soins »...</p> <p>« Depuis 2008 »...</p> <p>« Directrice d'un IFSI »</p>	<p>Statut</p> <p>Ancienneté</p>	<p>Statut</p> <p>Participation à la mise en place.</p>

	<p>L...-A.....Je suis une jeune directrice entre guillemets puisque j'ai fait ma formation de directrice des soins à l'EHESP, donc en 2008. Avec une prise de poste sur un gros institut de 600 élèves et étudiants et actuellement depuis le 1er mars 2010 je dirige un institut de plus petite taille à raison de 147 élèves et étudiants, par choix professionnel et personnel. »</p>			
11 à32	<p>a 2 : « merci donc que je vous propose de commencer l'entretien, j'ai prévu un entretien semi-directif et je vous propose quelques questions qui vont être assez ouvertes auxquelles je pourrai éventuellement vous poser d'autres questions pour enrichir éventuellement votre argumentation. Donc travaillant sur le conventionnement tri partite entre la région, les universités et les instituts de formation en soins infirmiers pouvez-vous, vous avez donc participé à cette construction au sein du groupement de coopération sanitaire pouvez- vous me dire ce que vous enseigne ce qui s'est passé au moment de cette construction ? »</p>			

	<p>A 2 : (...) « Je dirais que effectivement heu... déjà heu on a eu une première réunion, une première réunion qui était extrêmement blindée entre guillemets c'est-à-dire qu'on avait à la fois les directeurs d'hôpitaux support des établissements publics de santé, donc heu les directeurs de soins de ces ses instituts paramédicaux on avait également donc heu l'ARS qui n'était pas encore tout à fait mais qui était présente ainsi que les universitaires qui représentaient chacun les trois universités de la région concernée. heu avec, je dirais, heu chacun avec une certaine prudence dans ses dire ? Le conseil régional était également prudent ce qui fait qu'on avait autour de la table différents protagonistes heu avec, il est clair, des enjeux individuels et collectifs différents. (respiration) d'où une prudence dans la prise de parole et heu avec une certaine méfiance heu, je dirais entre guillemet sans connotation personnelle de ma part, ça peut être toujours de mon point de vue c'est moi qui l'ai vécu, certes, heu sur ce que l'on attendait en fait de cette convention puisque même si les textes mettent bien en évidence les missions de cette convention heu, il y a le groupement de coopération sanitaire d'une part et</p>	<p>« Une première réunion extrêmement « blindée » »...</p> <p>« Chacun avec une certaine prudence dans ses dire...</p> <p>Conseil régional également prudent... »</p> <p>« Différents protagonistes avec des enjeux individuels et collectifs différents... »</p> <p>« Prudence dans la prise de parole. »</p> <p>« Une certaine méfiance... »</p> <p>« Les textes mettent bien en</p>	<p>Blindée</p> <p>Acteurs</p> <p>Prudence</p> <p>protagonistes</p> <p>enjeux</p> <p>prudence</p> <p>méfiance</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

	<p>ensuite ce qui l'alimente (...) heu notamment avec cette Convention qu'est heu pas le conseil pédagogique mais la commission spécialisé. Voilà, commission spécialisée donc avec tous les enjeux et les missions de cette commission spécialisée.(....) »</p>	<p>évidence les missions de cette convention... »</p> <p>« Il y a le groupement de coopération sanitaire d'une part. »</p> <p>« La commission spécialisée... »</p> <p>« Avec tous les enjeux et les missions de cette commission... »</p>	<p>Convention</p> <p>Missions</p> <p>Enjeux</p> <p>Missions commission</p>	
33 à 58	<p>a 3 : « Vous prononcez plusieurs fois le mot enjeux, enjeu individuel et collectif disiez vous heu, est-ce que vous pouvez développer un peu quels pourraient être les enjeux pour vous ? »</p> <p>A 3 : « Ben disons qu'on est quand même à un carrefour heu lié à différents changements heu on a, heu, en tout cas les IFSI ont subi énormément de changements depuis peu. Si on reprend un petit</p>	<p>« On est à un carrefour lié à</p>	<p>Changements</p>	<p>Représentation émergente</p>

	<p>peu l'historique, je crois que c'est lié aussi heu heu au niveau de cette convention c'est-à-dire qu'on a d'une part les écoles paramédicales qui sont placées sous l'égérie on va dire du conseil régional par rapport au financement ce qui a demandé quand même au niveau des instituts et des directeurs de soins de développer d'autres compétences en lien avec le budget ce qui n'était pas forcément fait avant, donc ça a quand même changé le métier de directeur je dirais, en lien bien sur la gestion budgétaire même si c'est fait en partenariat avec l'établissement public de support mais également tout ce qui concerne les rapports d'activité et la notion quand même de qualité en tout cas d'assurance qualité au sein des formations ce qui existait dans d'autres types de formation telles que le GRETA etc.. Donc quelque chose de nouveau. Ensuite on a eu la mise en place du nouveau référentiel de formation avec le grade de licence donc lié heu à la modélisation du système européen, donc système LMD en lien avec les accords de Bologne. Heu, un référentiel qui a quand même été mis en place on va dire aux forceps c'est à dire qu'on a eu l'apparition des textes en juillet pour une application en septembre 2009, heu donc</p>	<p>différents changements.... »</p> <p>« Les IFSI ont subi énormément de changements depuis peu... »</p> <p>« Je crois que c'est lié aussi au niveau de cette convention... »</p> <p>« On a d'une part les écoles paramédicales qui sont placées sous l'égérie du conseil régional par rapport au financement ... »</p> <p>« Ce qui a demandé au niveau des instituts et des directeurs de soins de développer d'autres compétences en lien avec le budget... »</p> <p>« On a changé le métier de directeur en lien avec la gestion budgétaire même si c'est fait en partenariat avec l'établissement</p>	<p>Changements</p> <p>Niveau</p> <p>Egérie du conseil régional</p> <p>Financement</p> <p>Budget</p> <p>Gestion budgétaire</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

	<p>heu pas quelque chose de pas simple à gérer et qui change quand même grandement les modalités de fonctionnement des instituts eu égard des liens à faire maintenant avec l'université. Ce qui fait qu'on se retrouve maintenant au niveau des instituts avec différents partenaires qui existaient déjà avant, certes, l'établissement public de santé on les connaissait nos tutelles, bon avant on n'avait la tutelle DRASS bon maintenant on a l'ARS ça change pas énormément même si il y a une répartition des tâches entre ARS et DRJSCS, et quand même, un troisième partenaire faut-il l'appeler partenaire, je ne pense pas mais en tout cas le financeur qu'est le conseil régional et, maintenant, donc l'université de rattachement liée à l'implantation géographique de l'IFSI. On se retrouve là, donc les IFSI en tant que tels, donc on se retrouve là (répétition dans le texte) avec une multitude d'acteurs qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts vis-à-vis de la formation infirmier. Bien, voilà comment j'analyserais succinctement les choses. »</p>	<p>public de support... »</p> <p>« Egalement tout ce qui concerne les rapports d'activité... »</p> <p>« L'assurance qualité au sein des formations... »</p> <p>« Quelque chose de nouveau... »</p> <p>« La mise en place du nouveau référentiel de formation avec le grade de licence... »</p> <p>« Un référentiel mis en place « aux forceps »... »</p> <p>« Quelque chose de pas simple à gérer... »</p> <p>« Qui change quand même grandement les modalités de</p>	<p>Partenariat</p> <p>Etablissement public de support</p> <p>Qualité</p> <p>Nouveau référentiel</p> <p>Grade licence</p> <p>Universitarisation</p> <p>« aux forceps »</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation de la construction</p> <p>freins</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------

		<p>fonctionnement des instituts eu égard des liens à faire maintenant avec l'université... »</p> <p>« Qu'on se retrouve maintenant au niveau des instituts avec différents partenaires... »</p> <p>« Bon maintenant on a l'ARS... Il y a une répartition des tâches entre ARS et DRJSCS... »</p> <p>« Un troisième partenaire faut-il l'appeler partenaire, je ne pense pas... »</p> <p>« Le financeur qu'est le conseil régional... »</p> <p>« Maintenant, donc l'université de rattachement liée à l'implantation géographique de l'IFSI... »</p> <p>« On se retrouve là... »</p>	<p>Pas simple</p> <p>Change grandement</p> <p>Liens universitaires</p> <p>Différents partenaires</p> <p>ARS</p> <p>DRJSCS</p> <p>Partenaire</p>	<p>représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

		« Avec une multitude d'acteurs qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts vis-à-vis de la formation infirmier... »	<p>Le financeur</p> <p>Le conseil régional</p> <p>On se retrouve là</p> <p>Multitude d'acteurs</p> <p>Pas forcément les mêmes intérêts</p>	Représentation émergente
59 à 65	<p>a 4 : « Merci beaucoup, et du coup, pourriez-vous voir aujourd'hui quels sont les avantages ou les gains que cette nouvelle articulation des acteurs peut présenter tant pour les IFSI que pour les étudiants ou pour les structures ou pour les professionnels, les formateurs. »</p> <p>A 4 : « Hum, hum »</p>			

66 à 104	<p>a 5 : « Y a-t-il des gains ou des avantages ? »</p> <p>A 5 : Alors heu, de mon point de vue, je ne sais pas si c'est, si c'est bien, heu que heu nous sommes passés maintenant de la formation infirmière à un grade de licence, autant il y a quelques années auparavant j'aurai trouvé ça bien, en tant que professionnel maintenant en tant que directeur, je mesure d'autres facettes c'est à dire que ce qui se passe c'est que l'on a effectivement un diplôme d'Etat et un grade de licence à l'issue des 3 ans de formations avec une participation obligatoire heu donc, de cours universitaires dans la formation infirmière. Donc heu c'est qui fait que heu cela pose des questions certaines sur le maillage territorial heu d'autant plus que nous sommes à l'ère quand même de la concentration on peut le voir notamment avec les établissements sanitaires publics ou privés et heu et heu donc quid des instituts qui ne sont pas à proximité de centres universitaires et donc éloignés géographiquement et donc c'est pas seulement une question de lieu heu, du coup se pose aussi la question de la pertinence pédagogique des interventions universitaires j'entends là que est-ce que on peut se poser des</p>	<p>« Je ne sais pas si c'est bien... »</p> <p>« Auparavant j'aurai trouvé ça bien ... »</p> <p>« Une participation obligatoire de cours universitaires dans la formation infirmière... »</p> <p>« Cela pose des questions certaines sur le maillage territorial... »</p> <p>« Nous sommes à l'ère de la concentration... »</p> <p>« Quid des instituts qui ne sont pas à proximité de centres universitaires</p>	<p>Participation obligatoire de Cours universitaires</p> <p>Maillage territorial</p> <p>Concentration</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation émergente</p>
----------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>questions et c'est pour ça qu'il y a effectivement des zones de frilosité qui commence à s'atténuer maintenant un peu au fil du temps depuis qu'on se réunit par rapport à ce fameux GCS c'est donc heu la commission spécialisée fait c'est qui ce passe c'est que bon, on pourrait se poser la question est-ce que les IFSI ne vont pas du coup faire un copier coller et heu du fonctionnement des IUFM c'est-à-dire qui sont passés effectivement entre guillemet aux universités et à partir de là heu et bien on perd nos prérogatives de formation professionnelle. Alors, c'est effectivement je pense inquiétant de mon point de vue d'ancienne infirmière entre guillemets, parce que heu je pense, qu'il était temps, que les infirmières soient reconnues de façon autre c'est-à-dire pas seulement comme des auxiliaires médicales mais qu'elles savent également penser « P.E.N.S.E.R » que uniquement panser « P.A.N.S.E.R » c'est à dire que là effectivement les infirmières ont un savoir propre spécifique je pense qui n'était pas suffisamment reconnu. Donc l'idée d'entrer dans un grade de licence permettrait peut-être de faire évoluer cette possibilité et de mettre en place une discipline de sciences infirmières ou de sciences en santé ou en soins infirmiers il n'y a pas</p>	<p>et éloignés géographiquement... »</p> <p>« Se pose aussi la question de la pertinence pédagogique des interventions universitaires... »</p> <p>« On peut se poser des questions... »</p> <p>« Il y a des zones de frilosité qui commence à s'atténuer un peu au fil du temps... »</p> <p>« On perd nos prérogatives de formation professionnelle... »</p> <p>« C'est inquiétant... »</p> <p>« Il était temps, que les infirmières soient reconnues de façon autre... »</p> <p>« Pas seulement comme des auxiliaires médicales.... »</p>	<p>Pas à proximité</p> <p>Eloignés</p> <p>Pertinence pédagogique des cours universitaires</p> <p>Zones de « frilosité »</p> <p>Perte prérogative de formation professionnelle</p> <p>Inquiétant</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------

	<p>forcément eu de recherche épistémologique en France là-dessus mais en tout cas on pourrait penser que, c'est enfin une reconnaissance mais c'est quand même à double tranchant parce que ce qui se passe, comme la filière en sciences infirmières n'existe pas et bien nous nous raccrochons à des disciplines existantes. Et heu, les experts qui existent dans les disciplines existantes que sont par exemple la santé publique, que sont la sociologie ou les sciences de l'éducation et bien sont des universitaires pures souches et nous en tant qu'infirmières nous ne le somment pas. Donc à partir de là, comment pouvoir heu instruire une formation infirmière heu qui ait cette double heu, compétences on va dire une compétence à la fois universitaire et de compétence professionnelle. Hein, qu'on ne perde pas le point de vue heu, je dirais que nous sommes là pour que les étudiants apprennent le métier d'infirmier et soient heu garant heu d'un accompagnement de qualité auprès des personnes soignées parce que quand même, notre premier client entre guillemets, c'est la personne soignée. Donc il y a quand même ce gros point d'interrogation dans l'avenir donc heu, une concentration ou pas des IFSI, heu, heu, une</p>	<p>« Les infirmières ont un savoir propre spécifique qui n'était pas suffisamment reconnu... »</p> <p>« Entrer dans un grade de licence permettrait peut-être de faire évoluer cette possibilité et de mettre en place une discipline de sciences infirmières ou de sciences en santé ou en soins infirmiers ... »</p> <p>« Il n'y a pas forcément eu de recherche épistémologique en France là-dessus... »</p> <p>« Enfin une reconnaissance... »</p> <p>« Mais à double tranchant... »</p> <p>« La filière en sciences infirmières</p>	<p>Reconnaissance</p> <p>Auxiliaires médicales</p> <p>savoir propre spécifique</p> <p>reconnu</p> <p>Evoluer vers une discipline de sciences infirmière,</p> <p>Ou science en santé,</p> <p>Ou en soins infirmiers.</p> <p>Manque de recherche épistémologique</p>	<p>émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------

	<p>intégration des IFSI à universités point d'interrogation ? Bon, heu, voilà, heu, en sachant qu'il y a quand même beaucoup d'universitaires qui commencent à regarder avec intérêt les IFSI et qui commencent à travailler heu je connais certains heu universitaires qui sont en bout de thèse et qui travaillent sur des activités propres aux IFSI. Donc, voilà, heu, je pense qu'on a tout intérêt en tant que professionnel à se mobiliser sur la recherche. Alors, après je sais plus où j'en étais, (sourire interrogatif) dans la question posée c'était ? »</p>	<p>n'existe pas, nous nous raccrochons à des disciplines existantes ... »</p> <p>« Les experts qui existent dans les disciplines existantes que sont par exemple la santé publique, que sont la sociologie ou les sciences de l'éducation, sont des universitaires pures souches... »</p> <p>« En tant qu'infirmières nous ne le sommes pas... »</p> <p>« Comment pouvoir instruire une formation infirmière qui ait cette double compétence... »</p> <p>« Une compétence à la fois universitaire et de compétence professionnelle... »</p>	<p>Reconnaissance</p> <p>Double tranchant</p> <p>Raccrochés à des disciplines existantes</p> <p>Universitaires pur souche</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>« Nous sommes là pour que les étudiants apprennent le métier d'infirmier... »</p> <p>« Garant d'un accompagnement de qualité auprès des personnes soignées... »</p> <p>« Gros point d'interrogation dans l'avenir... »</p> <p>« Une concentration ou pas des IFSI... »</p> <p>« Une intégration des IFSI à universités... »</p> <p>« On a tout intérêt en tant que professionnel à se mobiliser sur la recherche... »</p>	<p>Double compétence : universitaire et professionnelle.</p> <p>Apprendre le métier</p> <p>Garant</p> <p>Qualité dans l'exercice du métier</p> <p>Interrogation pour l'avenir</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------

		...	<p>Concentration</p> <p>Intégration à l'université</p> <p>Se mobiliser</p> <p>Recherche</p>	Proposition d'action
105 à 111	<p>a 6 : « On en était sur les gains et vous évoquiez éventuellement les risques. »</p> <p>A 6 : « Donc les risques heu »</p> <p>Et, heu, les pertes finalement.</p> <p>Ben c'est un peu ça, c'est-à-dire que le gain, c'est pouvoir évoluer et avoir une discipline propre, je dirais que ça peut être pertinent et puis la perte c'est que les IFSI n'existent plus et soient intégrés à l'université. Alors là quid des directeurs de soins des écoles paramédicales, quid des cadres de santé qui</p>	<p>« Le gain c'est pouvoir évoluer et avoir une discipline propre... »</p> <p>« La perte c'est que les IFSI n'existent plus et soient intégrés à l'université... »</p> <p>« Quid des directeurs de soins des</p>	<p>Evoluer dans une discipline propre.</p> <p>ne plus exister, intégration université</p>	Représentation émergente

	sont des formateurs en IFSI et quid de la qualité de la formation professionnelle (.....) »	écoles paramédicales, des cadres de santé, et de la qualité de la formation professionnelle... »	quid des DS, des cadres formateurs qualité de la formation professionnelle.	
112 à 113	a 7 : « Et en terme de savoir ? » A 7 : « (...) de savoir spécifique par rapport à la formation infirmière ? »			
114 à 119	a 8 : « Oui. » A 8 : (silence) « Ben ça rejoint peut-être un peu l'idée de tout à l'heure ? c'est-à-dire que heu le fait heu si on s'achemine vers la reconnaissance d'une science infirmière, automatiquement on aura la mise en évidence de savoirs spécifiques, bon heu, voilà, quelque part de nouveaux référentiels nous y amène doucement par la posture réflexive. » (silence)	« Reconnaissance d'une science infirmière, automatiquement on aura la mise en évidence de savoirs spécifiques... » « Les référentiels nous y amène par la posture réflexive... »	Science infirmière Savoirs spécifiques Posture réflexive.	Propositions d'actions

120 à 142	<p>a 9 : « Est-ce que vous verriez d'autres gains, pertes ou risques, également par rapport aux professionnels ? Est-ce qu'il y a quelque chose par rapport aux professionnels infirmiers ? Est-ce que ce trio finalement impacte sur le métier ? »</p> <p>A 9 : « Alors en termes de gains par rapport aux professionnels, on rentre tout à fait dans la dynamique de l'évaluation des pratiques professionnelles, c'est-à-dire, effectivement si on, ils le seront heu davantage sans doute, heu, au quotidien dans leur activité professionnelle, donc là, là, je pense que c'est, c'est un gain, après si on évalue sur des masters liés à la science infirmière effectivement on pourrait avoir plusieurs gradients de réflexion heu, dans la recherche infirmières ce qui pourrait être tout à fait pertinent ; maintenant il commence à y voir une forme de dualité qui s'installe entre les médecins et les infirmières en sachant que les médecins n'ont absolument pas voulu rentrer dans grade en tout cas dans le système LMD puisqu'ils veulent conserver heu, leur patrimoine qu'est la médecine en tant que telle et donc heu, ne pas, heu, ne pas s'aligner de surcroît sur un mode de fonctionnement universitaire pur,</p>	<p>« Gains par rapport aux professionnels dans la dynamique de l'évaluation des pratiques professionnelles... »</p> <p>« Des étudiants qui sont plus réflexifs sur leurs pratiques, ils le seront d'avantage au quotidien dans leur activité professionnelle... »</p> <p>« Si on évalue sur des masters liés à la science infirmière on pourrait avoir plusieurs gradients de réflexion dans la recherche infirmières ce qui pourrait être tout à fait pertinent... »</p> <p>« Il y a une dualité qui s'installe entre les médecins et les infirmières... »</p> <p>« Les médecins n'ont absolument</p>	<p>Gains, pour les professionnels, EPP,</p> <p>Réflexifs, gain dans l'activité professionnelle.</p> <p>Science infirmière</p> <p>Recherche infirmière</p> <p>Dualité médecins-</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation</p>
-----------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>heu alors qu'initialement c'était quand même ça qui était un peu prévu or les infirmières, elles, rentrent maintenant directement dans ce système LDM, de fait, donc les systèmes de médecins mandarins qui pouvaient exister auparavant ou qui persistent ou perdurent encore entre guillemets, c'est peut-être dur ce que je suis en train de dire, mais en tout cas les infirmières futures nous n'accepteront pas forcément et plus, heu, cette emprise médicale. 9a ... heu... Je pense qu'elles se considéreront davantage comme un collaborateur. Donc, là, effectivement on est on, on sert un vrai défi culturel qui se met, qui se met en place, lié quand même à nos origines à nos origines religieuses etc où heu, très féminisées et où heu, entièrement dévouée à la profession et sous la coupe de l'homme entre guillemets, il y a quand même des études là-dessus études qui ont été faites et, heu, c'est quand même prouvé, donc, heu, on est dans un changement complet, heu, heu, dans un nouveau paradigme à ce niveau là. Donc c'est aussi à double tranchant je dirais, (silence)</p>	<p>pas voulu rentrer dans le système LMD... »</p> <p>« Ils veulent conserver leur patrimoine qu'est la médecine... »</p> <p>« Ne pas s'aligner de surcroît sur un mode de fonctionnement universitaire pur... »</p> <p>« Les systèmes de médecins mandarins qui pouvaient exister auparavant ou qui persistent ou perdurent... »</p> <p>« Les infirmières futures nous n'accepteront pas forcément cette emprise médicale... »</p> <p>« Elles se considéreront davantage comme un collaborateur.. »</p> <p>« Vrai défi culturel qui se met en place... »</p>	<p>infirmières.</p> <p>Médecin</p> <p>Patrimoine</p> <p>Ne pas s'aligner universitaire pur.</p> <p>Médecins mandarins</p> <p>Persistent</p> <p>perdurent</p> <p>Infirmier-médecin,</p>	<p>émergente</p> <p>Freins</p> <p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------

		<p>« On est dans un changement complet,... »</p> <p>« Nouveau paradigme à ce niveau là.. »</p> <p>« C'est à double tranchant... »</p>	<p>collaborateurs.</p> <p>Défi culturel.</p> <p>Changement complet.</p> <p>Nouveau paradigme</p> <p>Double tranchant.</p>	<p>Représentation émergente</p>
143 à 174	<p>a 10 : « D'accord, je vous propose maintenant des questions qui vont plus porter sur le coté relationnel et ce qui pourrait se construire et pouvez-vous me préciser quelle représentation vous aviez au début de cette relation quand on a commencé à parler de ce trio et de cette relation privilégiée à trois et est-ce</p>			

	<p>que cette relation pour vous, s'est modifiée au cours des travaux et de la mise en place de ce nouveau partenariat ? »</p> <p>A 10 : Alors, j'ai cheminé je crois en même temps que tout le monde avec heu, le début, heu, et la mise en route de ses réflexions autour du GCS , enfin, heu, par conventionnement etc... heu, en fait, moi je pense sincèrement que ces personnes c'est-à-dire que, en fonction des personnalités que l'on a, en face de soi et bien on peut avoir un gain comme une perte, c'est à dire que dans la région où je me situe, c'est vrai qu'on a des interlocuteurs universitaires, bon heu, et doyens de fac de médecine qui pour l'instant ont un discours plutôt une favorable, heu, avec la conservation du maillage territorial donc pas de concentration des IFSI qui, avec plutôt une facilité dans le sens où ils s'accordent tous pour dire qu'il n'y a pas suffisamment d'enseignants chercheurs pour intervenir dans les IFSI, donc du coup la possibilité d'agréer des formateurs vacataires qui interviennent déjà, (grande inspiration), du coup le discours est plutôt rassurant dans ce sens. (pause) mais je pense qu'il faut rester prudents, heu, heu, par ce</p>	<p>« En fonction des personnalités que l'on a, en face de soi et bien on peut avoir un gain comme une perte... »</p> <p>« On a des interlocuteurs universitaires et doyens de fac de médecine qui pour l'instant ont un discours plutôt favorable... »</p> <p>« La conservation du maillage territorial... »</p> <p>« Pas de concentration des IFSI... »</p> <p>« Plutôt une facilité... »</p>	<p>Gain ou perte fonction des personnalités.</p> <p>Discours des universitaires favorable,</p> <p>Maillage territorial</p> <p>Concentrations</p> <p>Facilité.</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

	<p>que, heu, quand on regarde les différents rapports heu, qui émanent du ministère de la santé sur les évolutions d'un monde des IFCS par exemple ou sur les collaborations paramédicales et médicales et bien je vois qu'il y a quand même des couperets qui tombent. Dans la région pour l'instant on pense s'auto-satisfaire comme ça mais je ne sais pas si ça pourra perdurer. Donc, donc, heu, là c'est plutôt favorable avec les universitaires que l'on a en face de nous, après on a le conseil régional qui, hormis le nerf de la guerre qui est l'aspect financier semble aussi vouloir conserver sa politique territoriale et heu, donc, conserver les IFSI en l'état par contre on voit bien autour de nous, heu, que c'est pas forcément le cas ; c'est-à-dire qu'en fonction des régions, on voit bien qu'il y a quand même des concentrations ne serait-ce qu'au niveau des postes de directeurs de soins. Bon, ça pose question, plus proche de nous, au niveau des frontières , en Belgique par exemple ils en sont à heu, à donc, heu à voir par exemple des IFSI belges que je connais notamment du côté Tourné, on a, heu, donc 4 IFSI qui sont en train de travailler ensemble pour avoir un projet pédagogique commun, pour l'instant les quatre directeurs restent en place mais comme il y</p>	<p>« Pas suffisamment d'enseignants chercheurs pour intervenir dans les IFSI... »</p> <p>« La possibilité d'agréer des formateurs vacataires qui interviennent déjà... »</p> <p>« Le discours est plutôt rassurant... »</p> <p>« Il faut rester prudent... »</p> <p>« Je vois qu'il y a quand même des couperets qui tombent... »</p> <p>« Je ne sais pas si ça pourra perdurer... »</p> <p>« C'est plutôt favorable avec les universitaires que l'on a en face de nous.... »</p>	<p>Manque d'enseignants universitaires</p> <p>Agréer les formateurs.</p> <p>Rassurant</p> <p>Couperets qui tombent</p> <p>Perdurer</p>	<p>Proposition d'actions</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------

	<p>aura des départs en retraite, il y aura une concentration qui se fera et au bout du bout, il n'y aura plus qu'un directeur de soins qui va piloter les quatre écoles. Donc on voit bien que c'est déjà et, heu, en marche dans d'autres pays et, heu, voilà, et heu, que peut-être que à court et moyen terme pour l'instant rien ne va changer mais, heu, qu'à long terme on risque d'évoluer vers des formes qui, moi en tout cas, ne me satisfont pas. C'est clair ? (...) »</p>	<p>« Hormis le nerf de la guerre qui est l'aspect financier... »</p> <p>« Semble aussi vouloir conserver sa politique territoriale ... »</p> <p>« Conserver les IFSI en l'état... »</p> <p>« En fonction des régions, on voit bien qu'il y a quand même des concentrations... »</p> <p>« Au niveau des postes de directeurs de soins.... »</p> <p>« il y aura une concentration qui se fera et au bout du bout... »</p> <p>« Il n'y aura plus qu'un directeur de soins qui va piloter les quatre écoles.... »</p>	<p>Favorable avec les universitaires</p> <p>Financier</p> <p>« nerf de la guerre ».</p> <p>Politique territoriale,</p> <p>Conserver</p> <p>Concentrations.</p> <p>Postes de DS.</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

		« A long terme on risque d'évoluer vers des formes qui, moi en tout cas, ne me satisfont pas... »	Concentration DS : pilote les 4 écoles Evoluer Ne satisfont pas	Représentation émergente
175 à 195	<p>a 11 : « Avez-vous vu à un moment d'emblée des opportunités, et vous disiez, il y a des opportunités ou au contraire de très grosses contraintes et est-ce que ce sont des éléments que vous avez re questionnés ou pas ? »</p> <p>A 11 : « Hum, hum. Alors, les opportunités j'en verrai deux, faut pas que je perde le fil de mes</p>			

	<p>idées, alors j'en verrai une dans le sens où les instituts de formation infirmiers ont mission de recherche donc c'est à eux de se saisir de cette mission là pour montrer leurs plus-values c'est-à-dire qu'ils sont les égaux des universitaires et qu'ils savent faire en pédagogie et notamment dans la pédagogique de l'alternance et donc, et donc en démontrant qu'il y a un savoir spécifique, mais en montrant aussi je dirais leur capacité de faire de la recherche sur la pédagogie, il y a là un vivier dont il faut se saisir. ça veut dire rédiger des articles non pas dans nos revues professionnelles sacro-saintes que « soins cadres » etc. qui ne sont pas du tout aux normes universitaire mais dans des revues habilitées universitaires pour montrer ce qu'on vaut. Ça, c'est un premier point d'ancrage et deuxième point d'ancrage c'est que effectivement heu, heu, là en région heu, pour sans doute se donner bonne conscience, c'est de mon point de vue, les universitaires nous convient à une réflexion là les directeurs d'instituts du département sur la création d'un master, donc, heu, qui se rattacherait à une filière existante, pas un master en soins infirmiers, en tout cas pas en sciences infirmières puisque ça n'existe pas mais néanmoins il y a la réflexion</p>	<p>« Les opportunités j'en verrai deux... »</p> <p>« Une, dans le sens où les instituts de formation infirmiers ont mission de recherche donc c'est à eux de se saisir de cette mission là pour montrer leurs plus-values... »</p> <p>« Ils sont les égaux des universitaires et ils savent faire en pédagogie... »</p> <p>« Notamment dans la pédagogie de l'alternance... »</p> <p>« Il y a un savoir spécifique... »</p> <p>« Leur capacité de faire de la recherche sur la pédagogie.... »</p> <p>« Il y a là un vivier dont il faut se saisir... »</p>	<p>opportunités</p> <p>Se saisir</p> <p>Mission de recherche des instituts.</p> <p>Montrer la plus value.</p> <p>Egaux des universitaires</p> <p>Savent faire</p> <p>Savoir faire</p> <p>Pédagogie de l'alternance,</p> <p>Recherche en pédagogie.</p> <p>Savoir spécifique</p> <p>Vivier</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'actions</p> <p>Proposition d'actions</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>autour de la création d'une structure peut-être un département je sais pas comment l'appeler, en tout cas une structure souple qui serait accueillie au sein de la faculté de médecine donc, rubrique santé publique pour les soins infirmiers donc, c'est-à-dire qu'on pourrait penser mettre en place un laboratoire de recherches en soins infirmiers, mais, bien sûr intégré, et je dis malheureusement au sein de la faculté de médecine. (...) voilà donc, c'est encore double tranchant : qui récupère qui là dedans – point d'interrogation ? (...)</p>	<p>« Ca veut dire rédiger des articles dans des revues habilitées universitaires pour montrer ce qu'on vaut.... »</p> <p>« Premier point d'ancrage... »</p> <p>« Pour sans doute se donner bonne conscience... »</p> <p>« Les universitaires nous convient à une réflexion les directeurs d'instituts du département sur la création d'un master qui se rattacherait à une filière existante, pas un master en soins infirmiers.... »</p> <p>« en tout cas pas en sciences infirmières puisque ça n'existe pas... »</p> <p>« Il y a la réflexion autour de la création d'une structure en tout cas</p>	<p>Se saisir</p> <p>Rédiger des articles</p> <p>Revues habilitées universitaires</p> <p>Montrer ce qu'on vaut.</p> <p>.</p> <p>bonne conscience</p> <p>Création d'un master</p> <p>Rattaché filière existante</p> <p>Pas en sciences infirmières</p> <p>Structure souple,</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'actions</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>une structure souple qui serait accueillie au sein de la faculté de médecine, rubrique santé publique pour les soins infirmiers.... »</p> <p>« On pourrait penser mettre en place un laboratoire de recherches en soins infirmiers.... »</p> <p>« Mais, bien sûr intégré, et je dis malheureusement au sein de la faculté de médecine... »</p>	<p>Accueillie au sein de l'université</p> <p>Laboratoire soins infirmiers,</p> <p>Rubrique santé publique</p> <p>Malheureusement intégrée à la faculté de médecine</p>	Représentation émergente
196 à 215	<p>a 12 : « Est-ce que vous voyez sur ces éléments là, s'il y aurait d'autres contraintes ou au contraire, opportunités et que nous n'aurions pas évoquées ? »</p> <p>A 12 : « Alors, ben, et on n'a pas tellement parlé du conseil régional mais quand même la contrainte est là, c'est-à-dire que le conseil régional nous donne</p>	<p>« La contrainte est là..."</p> <p>« Le conseil régional nous donne un discours, on va garder maillage territorial mais ne donne pas les moyens forcément de réhabiliter</p>	<p>contrainte</p> <p>Maillage territorial.</p>	Freins

	<p>un discours, on va garder maillage territorial mais ne donne pas les moyens forcément de réhabiliter nos instituts ne serait-ce qu'au niveau de la restructuration, de la mise aux normes pour que... ils considèrent que effectivement ils font tout pour les étudiants mais moi, j'estime qu'on donne pas les moyens pour restructurer un institut, heu, et bien c'est pas en cohérence avec le discours, vous comprenez, donc, heu, voilà, on nous engage à aller faire de la mutualisation, moi je veux bien mais là, je me lâche, quand je vois qu'ils donnent des millions d'euros pour la restructuration de lycées sur un même territoire, vont-ils donner les mêmes millions d'euros à un institut qui se situe à 10 minutes du lycée concerné ? Donc, heu, voilà ben, je, je m'interroge grandement parce que, voilà, heu le conseil régional a sous son égide de différents types de structures, hein ? ne seraient-ce que les maisons familiales et rurales qui font de la formation aussi même éducation nationale et qu'ils financent également au niveau de la restructuration des locaux. Moi, sur mon propre territoire il y a la restructuration d'un lycée, gros, il y a la restructuration de la maison familiale et moi je demande une restructuration ? Qu'est ce qu'ils vont</p>	<p>nos instituts ne serait-ce qu'au niveau de la restructuration, de la mise aux normes... »</p> <p>« Ils considèrent qu'ils font tout pour les étudiants... »</p> <p>« J'estime qu'on donne pas les moyens pour restructurer un institut... »</p> <p>« C'est pas en cohérence avec le discours... »</p> <p>« On nous engage à aller faire de la mutualisation... »</p> <p>« Je m'interroge grandement... »</p> <p>« Le conseil régional a sous son égide de différents types de structures... »</p> <p>« Qu'ils financent également au</p>	<p>Pas de moyens pour réhabiliter les IFSI</p> <p>On ne donne pas les moyens</p> <p>Cohérence</p> <p>Moyens pauvres</p> <p>Mutualisation</p> <p>Interroge</p> <p>Egide</p> <p>Finacent</p>	<p>freins</p> <p>freins</p> <p>représentation émergente</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------

	<p>privilégier ? (....) voilà, là, effectivement je suis en droit de me poser des questions donc ça veut dire que l'on a intérêt à montrer toute la légitimité que l'on a à rester en l'état en regard des prospections d'emploi et de formation sur son territoire, c'est bien qu'on nous demande dans nos dossiers d'agrément notamment. Donc c'est une bataille constante. et à flux tendu... sur la corde raide parce que bon, parce que, voilà... parce que les moyens sont pauvres. »</p>	<p>niveau de la restructuration des locaux... »</p> <p>« Qu'est ce qu'ils vont privilégier ?.. »</p> <p>« Je suis en droit de me poser des questions... »</p> <p>« On a intérêt à montrer toute la légitimité que l'on a à rester en l'état en regard des prospections d'emploi et de formation sur son territoire... »</p> <p>« C'est une bataille constante. et à flux tendu... »</p> <p>« sur la corde raide... »</p> <p>« Les moyens sont pauvres.... »</p>	<p>Privilégier</p> <p>Poser des questions</p> <p>Montrer la légitimité pour l'emploi et la formation.</p> <p>Bataille constante.</p> <p>Flux tendu</p> <p>Corde raide.</p> <p>Moyens pauvres</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>freins</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------

216 à 233	<p>a 13 : « Merci beaucoup et du coup, comment imaginez-vous l'évolution futur, Quel partenariat peut-on créer ? A quel niveau de participation les n'universités dans un institut ou, nous dans les universités ? Comment voyez-vous évoluer le futur ? »</p> <p>(.....)</p> <p>A 13 : « Si ça n'en tenais qu'à moi, il faudrait qu'on se batte pou être reconnu comme une école d'ingénieurs c'est-à-dire qu'on fait du niveau supérieur mais qu'on soit autonome. (.....) je pense que c'est ce qui pourrait, heu, continuer à nous faire fonctionner sans se faire manger entre guillemets, c'est mon point de vue. Après, heu, je ne pense pas que ce soit, heu, dans l'air du temps entre guillemets, en tout cas dans les directives du ministère de la santé et du pouvoir public, heu, soit on persiste dans l'état mais ça m'étonnerait, soit on est intégrés à l'université, en tout cas, y aura des concentrations quand même, même au niveau des postes directeurs de soins, et là je me pose la question heu, des missions d'un directeur de soins qui n'aurait plus qu'un pilotage stratégique alors que l'intérêt quand même c'est de faire aussi de</p>	<p>« Il faudrait qu'on se batte pour être reconnu comme une école d'ingénieurs... »</p> <p>« On fait du niveau supérieur mais qu'on soit autonome.. »</p> <p>« Continuer à nous faire fonctionner sans se faire manger... »</p> <p>« Soit on persiste dans l'état... »</p> <p>« Ca m'étonnerait... »</p>	<p>Se battre. Reconnu.</p> <p>Niveau supérieur. Autonomie.</p> <p>Ne pas se faire « manger ».</p> <p>Persister doute</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
-----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>l'ingénierie pédagogique donc on peut franchement je joue le jeu d, heu, franchement j'ai du mal à voir où on va ... Y a plusieurs pistes et je ne sais pas laquelle on va prendre dans le sens où ça ne m'appartient pas, mais qu'on a des réseaux qui sont introduits dans les réflexions au niveau du ministère de la santé et qui prennent quelquefois les décisions sans forcément consulter les personnes concernées sur les différents territoires donc à partir de là, je vois pas bien l'avenir se dessiner (.....) (.....) c'est ma conclusion ;</p>	<p>« Soit on est intégrés à l'université... »</p> <p>« Il y aura des concentrations... »</p> <p>« Même au niveau des postes directeurs de soins, et là je me pose la question.... »</p> <p>« Un directeur de soins qui n'aurait plus qu'un pilotage stratégique alors que l'intérêt quand même c'est de faire aussi de l'ingénierie pédagogique... »</p> <p>« Il y a plusieurs pistes et je ne sais pas laquelle on va prendre dans le sens où ça ne m'appartient pas... »</p> <p>« Des réseaux introduits dans les réflexions au niveau du ministère de la santé et qui prennent quelquefois les décisions sans forcément consulter les personnes concernées sur les différents territoires.... »</p>	<p>Intégrer</p> <p>Concentrations.</p> <p>Plusieurs pistes</p> <p>Ca ne m'appartient pas</p> <p>Décisions prises sans consulter les personnes concernées</p> <p>Territoire.</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

		« Je vois pas bien l'avenir se dessiner... »	Avenir incertain.	Représentation émergente
234 à 238	<p>a 14 : « Et je peux encore vous poser une petite question après cette conclusion : vous, concrètement aujourd'hui, si vous avez des possibilités, enfin, si on reste dans la configuration actuelle de nos instituts, avec ce lien et ce partenariat à créer avec les universités d'accroche, comment vous envisageriez ce lien ? »</p> <p>(.....)</p> <p>A 14 : « Avec l'université ? »</p>			
239 à 240	<p>a 15 : « Oui. »</p> <p>(Silence)</p>			
241 à 251	<p>a 16 : « Y a-t-il des communs possibles ? »</p> <p>A 16 : (Silence) « Faudrait, heu (.....), instaurer une</p>	« Instaurer une zone d'aller retour si		Proposition d'actions

	<p>zone d'aller retour c'est dire si on veut garder notre légitimité d'institut, avec un point d'ancrage universitaire, moi je pense qu'il faut qu'on développe la recherche et à partir de là, être légitimé dans la recherche. Et à partir de là avoir la possibilité et la capacité aussi de faire des cours à l'université, c'est-à-dire, et ben voilà, après ça passe sur des doctorats, sur être maître de conf et pouvoir enseigner nous-mêmes les disciplines qu'on demande actuellement au niveau des universitaires, notamment l'initiation à la recherche, pas forcément les sciences biologiques et médicales bien sûr, chacun de ses zones de compétences mais à ce moment là il faut peut-être mutualiser les compétences mais il faut déjà faire reconnaître la notre. Et après, on pourra discuter. »</p> <p>(Silence)</p>	<p>on veut garder notre légitimité d'institut, avec un point d'ancrage universitaire,... »</p> <p>« Il faut qu'on développe la recherche et être légitimé dans la recherche... »</p> <p>« La possibilité et la capacité aussi de faire des cours à l'université ... »</p> <p>« Ca passe par des doctorats »</p> <p>« Etre maître de conf et pouvoir enseigner nous-mêmes les disciplines qu'on demande actuellement au niveau des universitaires... »</p> <p>« Chacun dans ses zones de compétences... »</p>	<p>Légitimité</p> <p>Ancrage universitaire</p> <p>Recherche</p> <p>Légitimité</p> <p>Faire des cours à l'université</p> <p>Doctorats</p> <p>Maitres de conf</p> <p>Enseigner notre discipline à l'université.</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Proposition d'action</p> <p>proposition d'actions</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------

		<p>« Mutualiser les compétences... »</p> <p>« Mais il faut déjà faire reconnaître la notre... »</p>	<p>Mutualiser Reconnaissance.</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p>
252 à 256	<p>a 17 : « Est-ce que vous voyez quelque chose globalement que vous souhaiteriez ajouter sur la fin de cet entretien ? »</p> <p>(Silence),</p> <p>A 17 : « Non.</p> <p>Franchement, non, je ne vois pas d'autres, d'autres, arguments. »</p>			
257	<p>a 18 : « Je vous remercie beaucoup pour votre participation à ce travail. »</p>			

Annexe n°7 : analyse de l'entretien d'Edouard

Analyse de l'entretien n°2

Edouard du 17-18 février 2011

N° de lignes	Entretien	Unités de sens (phrases)	Sous-thèmes (mot)	Thèmes (Ceux qui reviennent)
1 à 6	<p>e 1 : « Bonjour, je vous remercie d'avoir accepté cet entretien dans le cadre de mon mémoire de master 2 en sciences de l'éducation. Je vous propose de commencer par faire connaissance. Pouvez-vous vous présenter et me dire depuis combien de temps vous exercez dans ce statut ? »</p> <p>E 1 : « Je m'appelle donc « E », je suis médecin de santé publique, en charge du service d'information médicale au CHU, professeur à la faculté de médecine et en charge pour l'université, de l'universitarisation des études d'infirmière. »</p>	<p>« Médecin, »</p> <p>« Professeur à la faculté de médecine, »</p> <p>« En charge pour l'université, de l'universitarisation des études d'infirmière. »</p>		

7 à 54	<p>e 2 : « Après cette présentation de vos fonctions je vous propose d'évaluer ensemble les enjeux de ce conventionnement et tout d'abord, quels enseignements retiendriez-vous du moment de la construction de cette convention à laquelle vous avez participé ? »</p> <p>E 2 : « alors, heu, il y a plusieurs points qu'on peut noter, d'abord, de ma part, la découverte de la diversité, <i>grandes différences même</i>, des instituts de formation en soins infirmiers par ce que nous en avons 13 dans la région 2 privés et 11 publics avec chacun des particularités, des spécificités, des valeurs qui leur sont propres. Ca c'est important, ça <i>m'a surpris</i>. Premier point. Le deuxième point, c'est une réforme qui est complexe, et nécessite donc un accompagnement en termes de changements, ça remet en cause le positionnement des différents acteurs que ce soient les étudiants, les infirmiers, ou que ce soient les formateurs des IFSI, ou que ce soit également l'université. <i>C'est un projet ambitieux, un vrai projet de changement, il nécessite du temps, et ça, c'est un facteur souvent sous-estimé</i>. Les points que l'on peut évoquer aussi</p>	<p>« La découverte de la diversité... »</p> <p>« <i>Grandes différences même</i>, des instituts de formation en soins infirmiers... »</p> <p>« Chacun des particularités, des spécificités, des valeurs qui leur sont propres.. »</p> <p>« <i>Ca m'a surpris...</i> »</p> <p>« Une réforme qui est complexe... »</p> <p>« Nécessite un accompagnement</p>	<p>Diversité des instituts</p> <p>Différences</p> <p>Particularités</p> <p>Spécificités</p> <p>Valeurs propres</p> <p>Surprise</p> <p>Complexe</p>	<p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation émergente</p>

	<p>face à une réforme de cette ampleur la discordance avec les moyens que ce soient les moyens financiers ou des moyens en ressources humaines qui complique un petit peu la mise en œuvre de cette réforme. <i>Cette inadéquation risque d'en faire une réforme au rabais et qui augmente le malaise universitaire. Les moyens restreints peuvent entraîner la perte d'une richesse par rapport à nos valeurs et aux approches pédagogiques. Il faut rester attentif à cette perte de richesse.</i> Ca c'est pour, je dirais un peu des freins institutionnels, mais, comme je suis plutôt quelqu'un d'optimiste, moi j'y vois plusieurs intérêts, je pense que c'est une chance pour les étudiants des IFSI, chance dans le fait que peut-être cela peut leur ouvrir un certain nombre d'évolutions en terme de perspectives de carrière ou d'intérêts personnels. Je pense aussi que c'est une chance pour l'université dans le sens où ça permet d'ouvrir à la fois l'université sur des problématiques très professionnelles puisque là on est sur un champ de formation très professionnelle et puis ça permet pour la faculté de médecine ou pour les facultés de médecine des universités d'être moins autocentrées sur le corps médical, et donc d'aborder la</p>	<p>en termes de changements... »</p> <p>« Ca remet en cause le positionnement des différents acteurs que ce soient les étudiants, les infirmiers, ou que ce soient les formateurs des IFSI, ou que ce soit également l'université.... »</p> <p>« <i>Projet ambitieux...</i> »</p> <p>« <i>Un vrai projet de changement...</i> »</p> <p>« <i>Il nécessite du temps...</i> »</p> <p>« Une réforme de cette ampleur... »</p> <p>« Discordance avec les moyens que ce soient les moyens financiers ou des moyens en ressources humaines... »</p>	<p>Accompagnement au changement</p> <p>Positionnement des différents acteurs</p> <p>Projet ambitieux</p> <p>Changement</p> <p>Temps</p> <p>Discordances</p> <p>Moyens financiers</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Freins</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------

	<p>problématique de la santé dans le cadre d'une équipe soignante. Plus large en tout cas que le cadre purement médical. Alors, ça c'est une évolution qu'on retrouve avec d'autres professionnels que ce soient les pharmaciens, les kinésithérapeutes ou les sages femmes, ou d'autres. <i>Le regroupement des professionnels peut diminuer les fractures entre les corps professionnels.</i> Alors, on peut voir des freins, je reviens un peu sur les freins, pour les élèves infirmiers, il est vrai que l'origine des étudiants est diverses et que l'articulation ou l'adaptation à un parcours académique nécessite un accompagnement. Ce que j'avais déjà évoqué hier c'est que je ne suis pas sûr que les étudiants qui vont être en difficulté avec ce nouveau programme sont les mêmes que ceux qui étaient en difficulté dans la situation antérieure. Donc, il faudra être attentif à cela, voir comment l'on peut traiter ce problème-là. Ce qu'on a avait évoqué aussi hier, c'était que je pense que la réforme ne réussira que si l'on est particulièrement attentif à bien positionner les formateurs des instituts de formation. Je pense qu'ils sont à la fois (syllabe), c'est eux qui connaissent le mieux leurs étudiants, bien sûr, et</p>	<p>« Qui compliquent... »</p> <p>« <i>Cette inadéquation risque d'en faire une réforme au rabais...qui augmente le malaise... »</i></p> <p>« <i>Les moyens restreints peuvent entrainer la perte d'une richesse par rapport à nos valeurs et aux approches pédagogiques.... »</i></p> <p>« <i>Il faut rester attentif à cette perte de richesse... »</i></p> <p>« Des freins institutionnels... »</p> <p>« J'y vois plusieurs intérêts... »</p> <p>« C'est une chance pour les étudiants des IFSI... »</p> <p>« Leur ouvrir un certain nombre d'évolutions en terme de perspectives de carrière ou</p>	<p>Moyens humains</p> <p>Complicque</p> <p>Inadéquation</p> <p>Réforme au rabais</p> <p>Malaise universitaire</p> <p>Moyens restreints</p> <p>Perte de richesse</p> <p>Valeurs</p> <p>Pédagogie</p> <p>Perte de richesse</p> <p>Rester attentif</p> <p>Freins institutionnels</p>	<p>freins</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Freins</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>puis ils ont une longue histoire sur les instituts de formation et en lien avec les professionnels infirmiers déjà en place et puis l'université a besoin de cet intermédiaire ou en tout cas de positionner au mieux ces formateurs des IFSI pour en faire les relais de l'université. Ça veut dire bien sûr que l'université doit reconnaître, à mon sens les formateurs, les reconnaître entre guillemets, en tant que partenaire et un peu plus que partenaire, c'est-à-dire peut-être à terme, représentants des universités. <i>Ils pourraient être le point d'ancrage pour l'université.</i> Ca pose des questions sur l'accompagnement en terme de formation ou de compétences académiques entre guillemets de ces formateurs d'institut, peut-être les accompagner ou les encourager à aller dans des parcours de Master, voire plus si nécessaire ou s'ils le souhaitent, et voir, ce que j'évoquais le plus, c'est peut-être d'ailleurs en termes de recherche. <i>En région C nous souhaitons travailler la recherche infirmière et encourager les formations continues.</i> Voilà rapidement, alors il est toujours difficile de reprendre un entretien, mais on peut reprendre aussi d'autres éléments que nous avons évoqués</p>	<p>d'intérêts personnels... »</p> <p>« C'est une chance pour l'université... »</p> <p>« Ouvrir l'université sur des problématiques très professionnelles.... »</p> <p>« Un champ de formation très professionnelle... »</p> <p>« Permet pour la faculté de médecine ou pour les facultés de médecine des universités d'être moins autocentrées sur le corps médical... »</p> <p>« Aborder la problématique de la santé dans le cadre d'une équipe soignante... »</p> <p>« Plus large en tout cas que le cadre purement médical... »</p>	<p>Intérêts</p> <p>Chance</p> <p>Evolutions</p> <p>Perspectives</p> <p>Professionnelles</p> <p>Formation très professionnelle</p> <p>Chance</p> <p>Moins auto centrées</p> <p>La santé</p> <p>Equipe soignante</p> <p>Large</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>hier. »</p>	<p>« Evolution qu'on retrouve avec d'autres professionnels..... »</p> <p>« <i>Le regroupement des professionnels peut diminuer les fractures entre les corps professionnels....</i> »</p> <p>« Je reviens un peu sur les freins... pour les élèves infirmiers.... »</p> <p>« L'articulation ou l'adaptation à un parcours académique nécessite un accompagnement... »</p> <p>« Les étudiants qui vont être en difficulté avec ce nouveau programme sont les mêmes que ceux qui étaient en difficulté dans la situation antérieure.... »</p>	<p>Evolution</p> <p>Professionnels</p> <p>Diminuer les fractures</p> <p>Freins</p> <p>Articulation</p> <p>Adaptation</p> <p>Parcours académique</p> <p>Accompagnement</p> <p>Difficultés</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Freins</p>
--	----------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------

		<p>« Il faudra être attentif... »</p> <p>« La réforme ne réussira que si l'on est particulièrement attentif à bien positionner les formateurs des instituts de formation... »</p> <p>« Ils ont une longue histoire sur les instituts de formation et en lien avec les professionnels infirmiers déjà en place.... »</p> <p>« L'université a besoin de cet intermédiaire ou en tout cas de positionner au mieux ces formateurs des IFSI pour en faire les relais de l'université.... »</p> <p>« L'université doit reconnaître les formateurs... »</p>	<p>Attentif</p> <p>Réussir</p> <p>Attentif</p> <p>Positionnement formateurs</p> <p>Longue histoire</p> <p>Professionnels</p> <p>Positionner</p> <p>Relais</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

		<p>« Les reconnaître (entre guillemets), en tant que partenaire.... »</p> <p>« Un peu plus que partenaire, c'est-à-dire peut-être à terme, représentants des universités.... »</p> <p>« Ils pourraient être le point d'ancrage pour l'université.... »</p>	<p>Reconnaître</p> <p>Reconnaître</p> <p>Partenaires</p> <p>Plus que partenaires</p> <p>Représentants</p> <p>Ancrage</p>	<p>Représentation émergente</p>
		<p>« L'accompagnement en terme de formation ou de compétences académiques (entre guillemets) de ces formateurs d'institut.... »</p>	<p>Accompagnement</p> <p>Compétences académiques</p>	<p>Proposition d'action</p>
		<p>« Les accompagner ou les encourager à aller dans des parcours de Master, voire plus si nécessaire ou s'ils le souhaitent... »</p> <p>« En termes de recherche... »</p> <p>« Travailler la recherche infirmière »</p>	<p>Accompagner</p> <p>Encourager</p> <p>Souhait</p> <p>Recherche</p>	

		<i>et encourager les formations continues... »</i>	Recherche infirmière Formation	Proposition d'action
55 à 57	<p>e 3 : « Oui je veux bien, peut-être reparler des risques ou des pertes que vous pourriez identifier, vous, en tant qu'acteur universitaire au-delà de ceux que l'on vient d'évoquer ? »</p> <p>E 3 : « Alors, des risques des pertes ? »</p>			
58 à 67	<p>e 4 : « Hier vous évoquiez l'écart culturel peut-être ? »</p> <p>E 4 : « Alors, j'avais évoqué l'écart culturel qu'on peut retrouver à différents niveaux je dirais. Il y avait l'écart culturel entre les étudiants des IFSI et les exigences académiques de l'université, et il y a l'écart culturel entre les universitaires d'un côté, peut-être moins les universitaires de la faculté de médecine que les universitaires d'autres disciplines que ce soient, la biologie, les sciences humaines, la psychologie et/ou d'autres, où effectivement on est en dans un cadre universitaire plus classique et</p>	<p>« L'écart culturel qu'on peut retrouver à différents niveaux... »</p> <p>« L'écart culturel entre les étudiants des IFSI et les exigences académiques de l'université... »</p> <p>« L'écart culturel entre les universitaires d'un côté, peut-être moins les universitaires de la faculté de médecine que les universitaires d'autres disciplines... »</p>	<p>Ecart culturel Niveaux Ecart culturel Exigences académiques</p> <p>Ecart culturel des universitaires</p>	Représentation émergente

	<p>donc l'adaptation à une professionnalisation comme il résulte des IFSI peut effectivement être un peu difficile à gérer. Voilà donc cela va effectivement nécessiter des compréhensions réciproques entre les universitaires d'un côté et les IFSI de l'autre. <i>Ecart entre des universitaires qui ont un savoir académique et les formateurs d'IFSI qui ont un savoir pratique</i> ».</p>	<p>« L'adaptation à une professionnalisation comme il résulte des IFSI peut effectivement être un peu difficile à gérer... »</p> <p>« Cela va nécessiter des compréhensions réciproques entre les universitaires d'un côté et les IFSI de l'autre..... »</p> <p>« <i>Ecart entre des universitaires qui ont un savoir académique et les formateurs d'IFSI qui ont un savoir pratique.</i> »</p>	<p>Adaptation</p> <p>Professionnalisation</p> <p>Difficile à gérer</p> <p>Compréhensions réciproques</p> <p>Ecart</p> <p>Savoir académique</p> <p>Savoir pratique</p>	<p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
68 à 75	<p>e 5 : « Oui tout à fait. Vous parliez également hier en fait d'une période de transition qui pourrait être longue, que pouvez-vous en dire ? »</p>			

	<p>E 5 : « Alors, c'est une période, oui alors la réforme je trouve qu'elle est difficile à mettre en œuvre à la fois pour cet écart culturel, à la fois parce que les moyens sont limités, et j'évoquais hier le fait que même moi, je n'y consacre pas le temps qui serait nécessaire, alors que je suis conscient, en tant que chargé de mission, que je devrais passer plus de temps à l'accompagnement des acteurs et comme ils sont très nombreux cela signifie un accompagnement qui est forcément mangeur de temps. (Silence). Pouvez-vous me rappeler votre question ? »</p>	<p>« Cette réforme est difficile à mettre en œuvre à la fois pour cet écart culturel, à la fois parce que les moyens sont limités..... »</p> <p>« Je n'y consacre pas le temps qui serait nécessaire..... »</p> <p>« Passer plus de temps à l'accompagnement des acteurs et comme ils sont très nombreux cela signifie un accompagnement qui est forcément mangeur de temps.... »</p>	<p>Difficile</p> <p>Ecart culturel</p> <p>Moyens limités</p> <p>Temps</p> <p>Temps</p> <p>Accompagnement</p> <p>Acteurs nombreux</p> <p>Accompagnement</p>	<p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
76 à 103	<p>e 6 : « On parlait de cette période qui était plus une période de transition. »</p> <p>E 6 : « Oui, période de transition. C'est donc une période de transition parce que le changement ça prend du temps et qu'il faut de la compréhension réciproque. En période de transition, dans la pratique, nous on a, (syllabe)...la région nos</p>	<p>« Période de transition.... ».</p> <p>« Le changement ça prend du temps et qu'il faut de la compréhension réciproque.... »</p>	<p>Transition</p> <p>Changement</p> <p>Temps</p> <p>Compréhension réciproque</p>	<p>Représentation émergente</p>

	<p>objectifs prioritaires dans un premier temps. La convention tripartite a mis six à neuf mois pour être signée, <i>en région, toute la création du GCS a été ambolisé par les différents entre les IFSI publics et privés, nous avons été confrontés aussi à beaucoup de limites du cadrage réglementaire.</i> Disons que maintenant on est rentré plus dans le vif du sujet. Donc on est plus, aujourd'hui sur la constitution ou la consolidation du référentiel de formation, que les IFSI, à juste raison ont mis en place de toutes façons tant bien que mal, puisque le travail sur le contenu de la formation se fait presque après que cette formation se déroule, voir-même en même temps que cette formation se déroule. Donc en fait il s'agit plutôt, je dirais, pour le travail des six mois qui viennent qui est de consolider l'aspect pédagogique, l'offre pédagogique et d'homogénéiser cette offre pédagogique sur l'ensemble du territoire. Ce que je n'avais pas forcément évoqué hier c'est qu'il y a aussi un enjeu d'hétérogénéité sur le territoire régional. C'est-à-dire sans doute en parti national aussi. Il faut que les étudiants dans les instituts puissent avoir à la fois les mêmes chances et les mêmes compétences au sortir des trois années de formation. On sait bien</p>	<p>« Période de transition..... »</p> <p>« La convention tripartite a mis six à neuf mois pour être signée.... »</p> <p>« La création du GCS a été ambolisé par les différents entre les IFSI publics et privés....., »</p> <p>« Confrontés aussi à beaucoup de limites du cadrage réglementaire.... »</p> <p>« On est sur la constitution ou la consolidation du référentiel de formation..... »</p> <p>« Les IFSI ont mis en place tant bien que mal..... »</p>	<p>Transition</p> <p>Ambolisée Des différents entre IFSI</p> <p>Confrontés Limites Cadrage Constitution Consolidation Référentiel de formation</p> <p>Tant bien que mal</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation de la construction</p> <p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>qu'il y a une disparité aujourd'hui en fonction des ressources locales autour ou au sein des treize IFSI de la région. Donc il y a un enjeu important en termes d'égalité ou d'inégalité à la fois quant à l'accès à la formation et à la qualité du contenu des formations sur le territoire. On voit bien qu'il y a un jeu d'acteurs avec les IFSI qui sont dans les grands centres urbains, qui ont eu et qui ont peut-être encore la crainte de régresser en terme de qualité de formation, et les IFSI qui sont loin des grands centres urbains et des universités et qui, eux, craignent d'être un peu perdant dans la mise en place de ces formations. Ils ont même pu craindre à certains moments pour leur existence même. Ce puisque la réforme se faisant à budget contraint les craintes à un moment exprimé, c'était que certains instituts disparaissent. Et en particulier ceux qui étaient un peu isolés. Donc, je ne pense pas, dans la région que ce soit la politique souhaitée, voulue et où le résultat recherché par les acteurs que ce soit de la région où que ce soit de l'État puisque nous sommes une région en grande difficulté démographique médicale et paramédicale, et que au contraire le sentiment est de renforcer les IFSI</p>	<p>« Le travail sur le contenu de la formation se fait presque après que cette formation se déroule, voir-même en même temps que cette formation se déroule.... »</p>		
	<p>« Consolider l'aspect pédagogique, l'offre pédagogique et d'homogénéiser cette offre pédagogique sur l'ensemble du territoire.... »</p>	<p>Consolider</p> <p>Offre pédagogique</p> <p>Homogénéiser</p> <p>Territoire</p>	<p>Propositions d'action</p>
	<p>« Il y a aussi un enjeu d'hétérogénéité sur le territoire régional..... »</p>	<p>Enjeu</p> <p>Hétérogénéité</p> <p>Territoire régional</p>	<p>Représentation émergente</p>
	<p>« Il faut que les étudiants dans les instituts puissent avoir à la fois les mêmes chances et les mêmes compétences au sortir des trois années de formation..... »</p>	<p>Même chance</p> <p>Même compétences</p>	

	existants. »	<p>« Disparité aujourd'hui en fonction des ressources locales..... »</p> <p>« Enjeu important en termes d'égalité ou d'inégalité à la fois quant à l'accès à la formation et à la qualité du contenu des formations sur le territoire.... »</p> <p>« Il y a un jeu d'acteurs avec les IFSI qui sont dans les grands centres urbains, qui ont eu et qui ont peut-être encore la crainte de régresser en terme de qualité de formation, et les IFSI qui sont loin des grands centres urbains et des universités et qui, eux, craignent d'être un peu perdant dans la mise en place de ces formations.... »</p> <p>« Ils ont même pu craindre à certains moments pour leur</p>	<p>Disparité</p> <p>Ressources</p> <p>Enjeux</p> <p>Egalité</p> <p>Inégalité</p> <p>Accès</p> <p>Qualité</p> <p>Territoire</p> <p>Jeu d'acteurs</p> <p>Crainte</p> <p>Régresser</p> <p>Qualité</p> <p>Perdants</p> <p>Crainte</p>	<p>Représentations émergentes</p> <p>Représentations émergentes</p> <p>Freins</p> <p>Freins</p>
--	--------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>existence même.... »</p> <p>« La réforme se faisant à budget contraint.... »</p> <p>« Les craintes à un moment exprimé, c'était que certains instituts disparaissent..... »</p> <p>« Je ne pense pas, dans la région que ce soit la politique souhaitée, voulue et où le résultat recherché par les acteurs que ce soit de la région où que ce soit de l'État puisque nous sommes une région en grande difficulté démographique médicale et paramédicale, et que au contraire le sentiment est de renforcer les IFSI existants.... »</p>	<p>Existence</p> <p>Budget contraint</p> <p>Craintes</p> <p>Disparaissent</p> <p>Politique</p> <p>Acteurs</p> <p>Renforcer les IFSI</p>	<p>Frein</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------

104 à 143	<p>e 7 : « Je vous remercie. Pouvons-nous aux évoquer maintenant la relation de ces différents acteurs et peut-être la représentation que vous en aviez au début, si cette relation s'est modifiée dans le temps et comment vous pourriez la qualifier aujourd'hui, comment vous la voyez ? »</p> <p>E 7 : « On est dans une région où on a du côté de la région un acteur assez volontariste, au niveau des universités on a des acteurs que ce soit au niveau des 2 grands pôles universitaires de la région, qui sont des universités de taille moyenne (syllabe). Et, au niveau des IFSI, j'ai déjà évoqué ce que je ressentais sur leurs craintes au départ. Globalement dans la région j'ai trouvé que les acteurs, je dirais, sont plutôt volontaires et de bonne volonté. Alors, après il y a des tensions qui existent, à l'évidence, qui sont des tensions qui s'exacerbent un peu avec le temps, le fait ce que cette réforme mette du temps à se mettre en œuvre, à se concrétiser, à différents niveaux. Alors, il y a des tensions entre les IFSI, chacun souhaitant préserver, ou en tout cas ayant des inquiétudes existentielles ou le sentiment de traitements inégaux entre les différents IFSI, entre le public et le privé bien sûr</p>	<p>« On a du côté de la région un acteur assez volontariste, au niveau des universités on a des acteurs (syllabe).. au niveau des IFSI, j'ai déjà évoqué ce que je ressentais sur leurs craintes au départ.... »</p> <p>« Les acteurs, sont plutôt volontaires et de bonne volonté.... »</p> <p>« Il y a des tensions qui existent... »</p> <p>« Des tensions qui s'exacerbent un peu avec le temps... »</p> <p>« Le fait ce que cette réforme mette du temps à se mettre en œuvre, à se concrétiser... »</p>	<p>Acteurs</p> <p>Volontaristes</p> <p>Craintes</p> <p>Acteurs</p> <p>Volontaires</p> <p>Bonne volonté</p> <p>Tensions</p> <p>S'exacerbent</p> <p>Temps</p> <p>Réforme longue à mettre en place</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
-----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>aussi ; il y a des tensions entre les IFSI et l'université parce que les IFSI considèrent que les universitaires ne vont pas assez vite pour les accompagner et les aider sachant qu'en plus la réforme quand même accroît la charge de travail de l'encadrement des IFSI, à mon sens, que ce soit en terme d'évaluation ou en terme de réalisation des contenus. Avec aussi une ambivalence quand même, qui est la crainte que les universitaires prennent trop d'importance dans le contenu et dans la réalisation de l'enseignement, crainte, à mon sens, totalement injustifiée, parce que les universitaires des universités de la région n'ont pas les moyens aujourd'hui d'investir énormément de ressources humaines. Et en même temps un peu le dépit que les universités soient une lourde machine à mettre en marche. Avec ses contraintes académiques, bureaucratiques, compliqué, heu, c'est vraiment (syllabe), en ce sens, on devrait en faire une analyse sociologique de cette réforme parce que ça fait émerger la représentation réciproque de chacun des partenaires. Après il y a des enjeux, je dirais, pédagogiques mais qui me semble un peu (syllabe), qui sera dépassée si vraiment les formateurs des IFSI sont bien</p>	<p>« Des tensions entre les IFSI... es inquiétudes existentielles.... » « Sentiment de traitements inégaux... »</p> <p>« Des tensions entre les IFSI et l'université parce que les IFSI considèrent que les universitaires ne vont pas assez vite pour les accompagner et les aider.... »</p> <p>« La réforme quand même accroît la charge de travail de l'encadrement des IFSI.... »</p> <p>« Une ambivalence.... »</p> <p>« La crainte que les universitaires prennent trop d'importance dans le contenu et dans la réalisation de</p>	<p>Tensions entre IFSI</p> <p>Tensions IFSI/université Accompagner Aider</p> <p>Charge de travail</p> <p>Ambivalence</p> <p>Crainte Trop d'importance</p>	<p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>positionnés et bien légitimés par les différents acteurs. Donc, qu'on renforce leur légitimité par les étudiants et il faut que l'université reconnaisse leurs compétences. Et les accompagne là dedans. Un autre élément, que je dirais c'est un aspect plus technique, c'est une réforme qui nécessiterait des moyens techniques autour de l'informatique et des outils de communication, des centres de documentation etc. Et, on est avec des acteurs qui n'ont pas les même champs, comment dire, heu, ils n'ont pas les mêmes territoires de préoccupations. Donc, chaque IFSI bien sûr a son territoire, pour les établissements publics qui sont éventuellement support d'un certain nombre d'IFSI, on n'a pas beaucoup parlé des directeurs d'hôpitaux, et de l'importance pour les centres hospitaliers de cette population et de cette main-d'œuvre quelque part. On voit bien aussi que la relation entre les IFSI et les centres hospitaliers est à la fois très étroite et en même temps des mises en œuvre de tout ce qui est stage qui n'est pas si simple. Et puis le conseil régional, qui a lui, une préoccupation sur l'ensemble des écoles paramédicales. Donc, l'universitarisation ne concerne que, pour l'instant, les instituts en soins</p>	<p>l'enseignement.... »</p> <p>« Totalement injustifiée, parce que les universitaires des universités de la région n'ont pas les moyens aujourd'hui d'investir énormément de ressources humaines. »</p>	<p>Injustifié</p> <p>Moyens</p> <p>Investir</p>	<p>Représentation émergente</p>
	<p>« Un peu le dépit que les universités soient une lourde machine à mettre en marche. Avec ses contraintes académiques, bureaucratiques, compliqué..... »</p>	<p>Dépit</p> <p>Lourde machine</p> <p>Contraintes académiques</p> <p>Compliqué</p>	
	<p>« On devrait en faire une analyse sociologique de cette réforme parce que ça fait émerger la représentation réciproque de chacun des partenaires.... »</p> <p>« Il y a des enjeux, je dirais, pédagogiques mais qui me semble</p>	<p>Représentation</p> <p>Réciproque</p> <p>Partenaires</p> <p>Enjeux pédagogiques</p>	

	<p>infirmiers, donc l'université s'intéresse aux IFSI et les IFSI à l'université mais le conseil régional s'intéresse à l'université pour les IFSI mais il s'intéresse aussi aux autres écoles paramédicales. Donc la mise en œuvre par exemple d'espace numérique de travail se heurte à ce problème de périmètre qui n'est pas le même. (Silence). »</p>	<p>un peu (syllabe)..... »</p> <p>« Qui sera dépassée si vraiment les formateurs des IFSI sont bien positionnés et bien légitimés par les différents acteurs.... »</p> <p>« Qu'on renforce leur légitimité par les étudiants et il faut que l'université reconnaisse leurs compétences..... »</p> <p>« Les accompagne... »</p> <p>« C'est une réforme qui nécessiterait des moyens.... »</p> <p>« On est avec des acteurs qui n'ont pas les même territoires de préoccupations.... »</p>	<p>Formateurs</p> <p>Positionnés</p> <p>Légitimés</p> <p>Acteurs</p> <p>Légitimité</p> <p>Reconnaisse</p> <p>Compétences</p> <p>Accompagne</p> <p>Moyens</p> <p>Acteurs</p> <p>Territoires</p> <p>Préoccupation</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p> <p>frein</p> <p>représentation émergente</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		« La mise en œuvre par exemple d'espace numérique de travail se heurte à ce problème de périmètre qui n'est pas le même.... »	Heurte Périmètre	Représentation émergente
144 à 167	<p>e 8 : « Comment voyez-vous l'évolution dans le temps, dans le futur de cette réforme et de ces liens qui sont en train de se créer avec l'université ? Par rapport au parcours ou à la recherche puisqu'il n'y a pas de filière santé aujourd'hui. »</p> <p>E 8 : « Non, je pense que à terme, va émerger sur l'université, qu'est la faculté de médecine et dans toutes les facultés de médecine quelque chose qui sera plus pôle santé que le pôle de médecine, je pense que cela va entraîner pour l'université, de toutes façons c'est un élément positif puisque quelque part cela fait plus d'étudiants pour l'université, et porteuse du pôle santé. C'est un intérêt stratégique en même temps. L'évolution ça va être, selon les régions, l'émergence de parcours répondant à des préoccupations soignantes en termes d'enseignement ou de recherche. Alors je</p>	<p>« A terme, va émerger sur l'université, qu'est la faculté de médecine et dans toutes les facultés de médecine quelque chose qui sera plus pôle santé que le pôle de médecine..... »</p> <p>« C'est un élément positif.... »</p> <p>« Un intérêt stratégique..... »</p>	<p>A terme Emerger Pôle santé</p> <p>positif</p> <p>Stratégie</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p>

	<p>pense que les universités ne pourront pas tout faire, donc je pense que chaque pôle universitaire va se spécialiser en fonction de ses ressources. Est-ce que certaines universités iront plutôt sur les thématiques telles que le management ou la gestion dans le domaine de la santé, certaines iront plutôt sur des aspects comme l'éducation thérapeutique du patient et la problématique de la coordination ou des réseaux de soins. Est-ce qu'il y aura d'autres universités qui développeront des parcours de recherche en soins ou en soins infirmiers. Forcément ça sera discuté dans les universités en fonction de leurs ressources, de leurs forces, et de leur souhait de positionnement ça va être variable d'une université à l'autre. Ça c'est pour la partie universitaire. Après, ce que je n'ai pas non plus évoqué, dans notre région on est assez volontariste avec une problématique de démographie médicale, soignante très aigue et donc le maintien du maillage de formation des IFSI, si jamais les ressources financières sont très dégradées dans l'avenir, on n'est pas tout à fait à l'abri, on ne sait pas, d'une restructuration de ce maillage. Alors intéressant pour tout ce qui est mutualisation et donc amélioration de l'efficience du système de formation</p>	<p>« L'évolution ça va être, selon les régions, l'émergence de parcours répondant à des préoccupations soignantes en termes d'enseignement ou de recherche.... »</p> <p>« Chaque pôle universitaire va se spécialiser en fonction de ses ressources... »</p> <p>« D'autres universités qui développeront des parcours de recherche en soins ou en soins infirmiers. Forcément ça sera discuté dans les universités en fonction de leurs ressources, de leurs forces, et de leur souhait de positionnement ça va être variable... »</p>	<p>Evolution</p> <p>Emergence</p> <p>Parcours</p> <p>Réponse</p> <p>Recherche</p> <p>Spécialisé</p> <p>Ressources</p> <p>Recherche en soins</p> <p>En soins infirmiers</p> <p>Ressources</p> <p>Forces</p> <p>Souhaits</p> <p>Variable</p>	<p>Représentation émergente</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------

	<p>et de standardisation ou d'une certaine homogénéisation de la formation, mais qui peut aussi, si les moyens venaient à disparaître, peut entraîner aussi une restructuration drastique, malgré tout, de cette offre de formation.</p>	<p>« Le maintien du maillage de formation des IFSI..... »</p> <p>« Si jamais les ressources financières sont très dégradées dans l'avenir, on n'est pas tout à fait à l'abri, on ne sait pas, d'une restructuration de ce maillage.... »</p> <p>« Intéressant pour tout ce qui est mutualisation et donc amélioration de l'efficience du système de formation et de standardisation ou d'une certaine homogénéisation de la formation.... »</p> <p>« Mais si les moyens venaient à disparaître, peut entraîner aussi une restructuration drastique, malgré tout, de cette offre de formation.... »</p>	<p>Maillage</p> <p>Ressources financières</p> <p>Restructuration</p> <p>Mutualisation</p> <p>Efficience</p> <p>Standardisation</p> <p>Homogénéisation</p> <p>Restructuration drastique</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------

168 à 172	<p>e 9 : Quand vous dites drastique, ce serait de rassembler sur des grands pôles ?</p> <p>E 9 : Oui, moi je le vois sur un autre champ puisque je m'occupe des associations de la prévention en santé en région, voilà, nous sommes arrivés à une restructuration drastique. Les ressources ont diminué en 3 ans quasiment de 50 %. Donc là, les branches sont coupées. On coupe les branches de l'arbre. Pour ne laisser que quelques branches principales. »</p>	<p>« Les branches sont coupées... On coupe les branches de l'arbre... »</p> <p>« Pour ne laisser que quelques branches principales..... »</p>	<p>Branches</p> <p>Couper</p> <p>Branches principales</p>	<p>Représentation émergente</p>
173 à 191	<p>e 10 : « Donc on espère que ce ne seront pas les propositions dans un avenir à moyen terme pour les instituts. Et vous, à plus court terme, quels sont les liens que vous allez mettre en place avec les IFSI, les travaux sur lesquels la vous êtes actuellement, hier, vous me parliez d'ingénierie ? »</p> <p>E 10 : Oui, ça c'est dans les six mois qui viennent, sur le premier semestre l'ambition c'est de terminer cette ingénierie, certainement qu'après il y aura un certain nombre d'aménagements. L'une des difficultés que j'évoquais hier c'était qu'actuellement on travaille sur une ingénierie par unité</p>	<p>« Dans les six mois qui viennent terminer cette ingénierie.... »</p> <p>« Une des difficultés que j'évoquais hier c'était qu'actuellement on travaille sur une ingénierie par unité d'enseignement.... »</p> <p>« Il y aura certainement des articulations et des aménagements à faire dans l'avenir.... »</p>	<p>Ingénierie</p> <p>Difficulté</p> <p>Articulations</p> <p>Aménagements</p>	<p>Propositions d'actions</p> <p>Propositions d'actions</p>

	<p>d'enseignement. Et comme c'est, intellectuellement le dispositif où le programme qui a été construit est très intéressant mais quand même, en même temps, très découpé. Donc, il y aura certainement des articulations et des aménagements à faire dans l'avenir pour s'assurer qu'il n'y ait pas de redondance ou de redites entre les unités d'enseignement. Ce sera un travail qu'il faudra faire à moyen terme, après un retour d'expérience sur la première mise en place et la première sortie de la première promotion. Après il y aura aussi à revoir, je pense, et à faire attention aux modalités de validation et d'évaluation des étudiants. Par ce que, je ne le suis pas sûr que l'on soit très au clair et tout à fait sûr des modalités de validation et d'évaluation qu'on est en train de mettre en œuvre aujourd'hui, unité d'enseignement par unité d'enseignement. Voilà, il s'agit là d'un autre élément c'est (syllabe), je pense que sur l'évaluation il faudra retravailler, et dans les 2, 3 ans qui viennent aussi. Il y aura bien l'évaluation des étudiants, mais il va falloir faire assez vite l'évaluation de la première tentative de mise en place de la réforme. Cette réforme est un vrai projet, la <i>conduite de changement</i> est à</p>	<p>« Un travail qu'il faudra faire à moyen terme, après un retour d'expérience sur la première mise en place et la première sortie de la première promotion.... »</p> <p>« Il y aura aussi à revoir, je pense, et à faire attention aux modalités de validation et d'évaluation des étudiants.... »</p> <p>« Il faudra retravailler, et dans les 2, 3 ans qui viennent aussi..... »</p> <p>« Cette réforme est un vrai projet, la <i>conduite de changement</i> est à <i>poursuivre</i>..... »</p>	<p>Retour d'expérience</p> <p>Validation</p> <p>Evaluation</p> <p>Retravailler</p> <p>Projet</p> <p>Conduite de changement</p> <p>Poursuivre</p>	<p>Proposition d'actions</p> <p>Proposition d'actions</p> <p>Proposition d'action</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------

	<i>poursuivre. »</i>			
192 à 194	<p>e 11 : « je vous remercie beaucoup, nous arrivons au terme de cet entretien, verriez-vous quelque chose à ajouter ? »</p> <p>E 11 : « Non, sauf que c'est difficile de reprendre un entretien qu'on a déjà fait. » (Rire)</p>			
195 à 199	<p>e 12 : « c'est un élément dont je vais parler dans ma méthodologie de recherche parce que je autoriserai sans doute à ajouter quelques termes que vous avez utilisés hier, en les rendant reconnaissables, car il s'agissait d'un vocabulaire extrêmement riche et significatif. En êtes-vous d'accord ? »</p> <p>E 12 : « Tout à fait. »</p>			
200	e 13 : « Je vous remercie de votre disponibilité »			

Annexe n°8 : analyse de l'entretien de Boris

Analyse de l'entretien n°3

Boris du 17 février 2011

N° de lignes	Entretien	Unités de sens (phrases)	Sous-thèmes (mot)	Thèmes (Ceux qui reviennent)
1 à 15	<p>b 1 : « Bonjour je vous remercie de m'accorder cet entretien dans le cadre de mon mémoire en sciences de l'éducation, je vous propose dans un premier temps de faire connaissance, tout en laissant le maximum d'éléments anonymes. Vous êtes donc l'acteur représentant la région et donc, je vous propose de m'expliquer depuis combien de temps vous êtes sur ses fonctions ».</p> <p>B 1 : « Je suis chargé de mission dans une direction qui s'appelle, direction des formations sanitaires et sociales qui vit depuis quelques semaines enfin quelques jours des modifications, puisque nous sommes rattachés maintenant à la direction de</p>	<p>« Chargé de mission dans une direction qui s'appelle, direction des formations sanitaires et sociales..... »</p> <p>« Nous sommes rattachés maintenant à la direction de l'apprentissage..... »</p>		

	<p>l'apprentissage donc nous n'aurons plus qu'une seule direction sur les deux domaines d'intervention que sont l'apprentissage et les formations sanitaires et sociales. Donc ma fonction a été de mettre en place le schéma régional des formations sanitaires et sociales lequel schémas couvre non seulement le champ des formations initiales décentralisées mais va au-delà puisqu'il inclut également l'appareil de formation initial par voix scolaire, les stages de formation continue pour les demandeurs d'emploi et les relations, les contacts et les partenariats avec les branches professionnelles. Donc c'est un schéma qui se décline en 14 actions qui aujourd'hui sont toutes entrées en phase opérationnelle et dont l'une d'ailleurs concerne la mise en place du LMD Infirmier ».</p>	<p>« Ma fonction a été de mettre en place le schéma régional des formations sanitaires et sociales... ».</p> <p>« 14 actions qui aujourd'hui sont toutes entrées en phase opérationnelle et dont l'une d'ailleurs concerne la mise en place du LMD infirmier.... »</p>		
16 à 40	<p>b 2 : « Merci, dans un premier temps je souhaite évaluer avec vous, les enjeux de ce conventionnement et je vous propose de m'exprimer ce que vous avez reçu comme enseignement au moment de la construction et de la constitution de cette convention ».</p>	<p>« La plus grande contrainte a été d'inciter les instituts à se regrouper au sein d'une même structure, un GCS..... »</p>	<p>Contrainte Regrouper GCS</p>	<p>Représentation de la construction</p>

	<p>B 2 : « La première chose c'est qu'à la..., j'allais dire que la plus grande contrainte a été d'inciter les instituts à se regrouper au sein d'une même structure, un GCS. Il y a en région 12 instituts publics ça n'a pas été simple et ça n'a pas été une mince affaire que de les regrouper au sein du groupement de coopération sanitaire qui on l'espère dans l'avenir sera un outil de mutualisation de partage et même d'être un l'interlocuteur par apport aux autres institutions que sont la région et l'université et l'ARS heu voilà, sa cette première chose. La deuxième chose c'est la (syllabe) cette convention est aussi un enjeu fort en termes culturels entre la rencontre entre un appareil de formation traditionnellement rattaché au secteur hospitalier, dans les hôpitaux, à un appareil de formation universitaire, certes, il y avait déjà ici où il y a des liens entre ces deux appareils de formation mais je pense que l'enjeu de cette convention c'est aussi le partage d'une culture, d'une histoire entre l'université d'un côté et les instituts de formation de soins infirmiers de l'autre ; avec une certaine méfiance des uns, je pense c'est ce que j'ai ressenti en tout cas, en tout cas une crainte des IFSI par rapport à l'ogre universitaire. (Silence) Après l'enjeu</p>	<p>« Ca n'a pas été simple.... »</p> <p>« Ca n'a pas été une mince affaire que de les regrouper au sein du groupement de coopération sanitaire..... »</p> <p>« GCS qui sera un outil de mutualisation de partage et même d'être un interlocuteur par apport aux autres institutions que sont la région et l'université et l'ARS..... »</p> <p>« Cette convention est un enjeu fort en termes culturels entre la rencontre entre un appareil de formation traditionnellement rattaché au secteur hospitalier, à un appareil de formation universitaire..... »</p>	<p>Pas simple</p> <p>Pas une mince affaire</p> <p>Mutualisation</p> <p>Interlocuteur</p> <p>Convention</p> <p>Enjeu</p> <p>Culturel</p> <p>Hospitalier</p> <p>Universitaire</p>	<p>Représentation de la construction</p> <p>représentation émergente</p> <p>représentation émergente</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>pour le conseil régional, l'enjeu de cette réforme il a une double entrée qui peut se contredire puisque d'un côté c'est le souhait, en tout cas c'est le souhait émis par l'exécutif régional de maintenir l'appareil de formation très territorialisé, c'est-à-dire de maintenir le tissu territorial actuel et puis avec un souci heu d'économie malgré tout parce que le l'arrivée des enseignements universitaires en tout cas d'une partie des enseignements universitaires dans la formation d'infirmiers impose un surcoût donc a priori on aurait pu avoir tendance à réunir certains IFSI sur certains lieux les moins éloignés possible de l'université pour mutualiser à la fois les ressources humaines de l'université et puis également les ressources financières de la région. Donc c'est, comment dire, une équation qu'il est difficile de résoudre, certes pas impossible mais dans la mesure où la région souhaite maintenir la présence sur ces territoires les IFSI actuels ».</p>	<p>« L'enjeu de cette convention c'est aussi le partage d'une culture, d'une histoire entre l'université d'un côté et les instituts de formation de soins infirmiers de l'autre »</p> <p>« Avec une certaine méfiance.... »</p> <p>« Une crainte des IFSI par rapport à l'ogre universitaire... »</p> <p>« Pour le conseil régional, l'enjeu de cette réforme il a une double entrée qui peut se contredire.. ».</p> <p>« C'est le souhait émis par l'exécutif régional de maintenir l'appareil de formation très territorialisé, c'est-à-dire de maintenir le tissu territorial actuel.... »</p>	<p>Enjeu</p> <p>Partage de culture</p> <p>Partage d'une histoire</p> <p>Méfiance</p> <p>Crainte</p> <p>Ogre universitaire</p> <p>Enjeu</p> <p>Contredire</p> <p>Souhait</p> <p>Territorialisé</p> <p>Tissu territorial</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		« Avec un souci d'économie..... »	Economie	frein
		« Des enseignements universitaires dans la formation d'infirmiers impose un surcoût... »	Impose Surcoût	frein
		« On aurait pu avoir tendance à réunir certains IFSI sur certains lieux les moins éloignés possible de l'université pour mutualiser à la fois les ressources humaines de l'université et puis également les ressources financières de la région.... »	Réunir Mutualiser Ressources humaines Ressources financières	Représentation émergente
		« Une équation qu'il est difficile de résoudre... »	Difficile	Représentation émergente
		« Maintenir la présence sur ces territoires les IFSI actuels.... »	Territoires	

41 à 52	<p>b 3 : « vous disiez méfiance et crainte entre les IFSI et l'université est-ce que vous pouvez m'en dire un petit peu plus ? »</p> <p>B 3 : (l'interviewer coupe la parole pour répondre précipitamment) « Oh, méfiance et craindre c'est peut-être (...), ben, il faut être clair si je peux m'exprimer franchement il y a peut-être une peur ou il avait, je sais pas, je la mesure peut-être moins maintenant mais au début il y avait une crainte mais ça c'est, (syllabe) c'est d'être mangé par les universités faut être clair. Or qui est derrière la mise en place de cette réforme qui tire réellement les ficelles je ne le sais pas. Est-ce qu'il y a ou est-ce qu'il n'y a pas l'intention plus ou moins cachée de l'université ou de l'État je sais pas, mais ça pose question, alors je n'ai pas la réponse. D'un côté la région dit, moi je souhaite maintenir mes IFSI, heu, garder les ifs si en tout cas que je finance je tiens à ce que dans les territoires cette formation supérieure qui est souvent la seule soit maintenue et de l'autre on a effectivement quand même une réforme qui recentre certains enseignements autour de l'université donc on ne peut pas ne pas se poser la question. »</p>	<p>« Il y a peut-être une peur.... ».</p> <p>« Peut-être moins maintenant..... »</p> <p>« Au début, il y avait une crainte.... »</p> <p>« Etre « mangé » par les universités... ».</p> <p>« Qui tire réellement les ficelles..... »</p> <p>« Intention plus ou moins cachée de l'université ou de l'Etat.... ».</p> <p>« Ca pose question..... »</p> <p>« La région souhaite maintenir ses</p>	<p>Peur</p> <p>Crainte</p> <p>Mangé</p> <p>Intention cachée</p> <p>Doute</p> <p>maintenir</p>	<p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p>
---------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>IFSI.... »</p> <p>« Territoires »</p> <p>« Formation supérieure, souvent la seule »</p> <p>« Certains enseignements à l'université..... »</p> <p>« Se poser la question.... »</p>	<p>territoires</p> <p>formation</p> <p>université</p> <p>question</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p>
53 à 55	<p>b 4 : « Aujourd'hui à votre avis quelles sont les avantages pour les étudiants, les structures, pour les enseignants ? »</p> <p>B 4 : « de cette réforme ? »</p>			
56 à 74	<p>b 5 : « oui »</p> <p>B 5 : « ben, pour les étudiants je pense qu'elle est immédiate. Elle est immédiate parce que je pense que c'est pour eux la possibilité de pouvoir heu, poursuivre des parcours en M ou même en D par la suite c'est quand même une nouvelle ouverture vers la construction de leur avenir professionnel alors que jusque-là la route était assez barrée quoi. Donc</p>	<p>« La possibilité de pouvoir poursuivre des parcours en M ou en D... »</p> <p>« Nouvelle ouverture..... »</p>	<p>Parcours</p> <p>Ouverture</p>	<p>Représentation émergente</p>

	<p>moi je pense que pour eux c'est une ouverture tout à fait intéressante. Pour le secteur de la santé je me pose la question parce qu'on n'a déjà pas suffisamment de professionnels de la santé alors finalement combien de tous les étudiants vont réellement intégrer un parcours M, D, combien iront travailler dans le secteur sanitaire et social. Il est certain que si 15 à 20 % continuent on perdra 15 à 20 % de professionnels de santé. Donc perte immédiate dans les hôpitaux et dans les établissements médico-sociaux. Donc, c'est c'est une interrogation qu'on peut avoir et finalement est-ce qu'on aura toujours autant en termes d'insertion professionnelle quels seront les effets de cette réforme c'est trop tôt pour le dire mais ça pose quand même cette question-là et puis se pose aussi la question des propositions à pouvoir faire à l'université et à ses étudiants c'est-à-dire que d'une université à l'autre quelles seront les possibilités qu'on leur offrira pour continuer soit dans la ville universitaire la plus proche ou dans la ville universitaire où il y a une faculté de médecine plus éloignée. Et puis l'autre question aussi que je pose à l'université en termes de période transitoire que peut-on proposer aux étudiants déjà diplômés</p>	<p>« Construction de leur avenir professionnel.... »</p> <p>« Route assez barrée.... »</p> <p>« Ouverture tout à fait intéressante.... »</p> <p>« On perdra 15 à 20% de professionnels</p> <p>Perte immédiate dans les hôpitaux... »</p> <p>« Quels seront les effets de cette réforme....en terme d'insertion professionnelle.... »</p> <p>« D'une université à l'autre, quelles seront les possibilités qu'on leur offrira.... »</p>	<p>Avenir professionnel</p> <p>Ouverture</p> <p>Perte de professionnels</p> <p>Perte immédiate</p> <p>Réforme</p> <p>Insertion professionnelle</p> <p>Offre universitaire</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>quelle passerelle peut-on proposer alors peut-être une validation des acquis pédagogiques, que je sais pas, pour leur permettre malgré tout de ne pas passer à côté de cette réforme. (....) »</p>	<p>« La plus proche... »</p> <p>« Eloignée.... »</p> <p>« Période transitoire.... »</p> <p>« Quelles passerelles.... »</p> <p>« Ne pas passer à côté de cette réforme..... »</p> <p>.</p>	<p>Proximité</p> <p>Transitoire</p> <p>Passerelles</p>	<p>Représentation émergente</p>
75 à 96	<p>b 6 : « et là ? »</p> <p>B 6 : « on l'a inscrit dans la convention qui a été signée dans notre région, signer une convention c'est bien beau après il faut la rendre opérationnelle; il y a toujours la loi puis il y a les décrets d'application donc c'est une attention qui a été confirmée par écrit par l'université de T avec un engagement de sa part, mais après il faut construire cet engagement et ça c'est là, je veux dire que c'est à l'université de réagir par rapport à ça. Donc pour les pour les étudiants c'est une chance dans la</p>	<p>« La rendre opérationnelle.... »</p> <p>« Construire cet engagement.... »</p>	<p>Opérationnelle</p> <p>Engagement</p>	<p>Proposition d'action</p>

	<p>mesure où effectivement ça leur permet de poursuivre un parcours d'études et donc d'avoir une diversité de leurs orientations professionnelles, pour les formateurs ça peut être une crainte ou une chance, la crainte si effectivement on se recroqueville sur son poste, sur sa fonction, en ayant parfois des œillères, il me semble c'est une chance si on saisit la possibilité mais encore faut-il que l'hôpital gestionnaire ou l'institut privé, par la formation continue, accepte de permettre aux formateurs, que, eux aussi aient une formation universitaire, c'est une chose en tout cas que la région souhaiterait impulser mais le problème c'est que la région n'est pas financeur de formation continue des formateurs. Mais comment on peut construire petit à petit des parcours de formation pour ses formateurs en sachant que dans les instituts on accueille de plus en plus de publics divers avec des expériences professionnelles diverses des profils diverses et qu'il est nécessaire de s'y adapter. Certains le font très très bien mais néanmoins, ça plus la réforme des diplômes plus tous les enjeux que pose et que poseront les autres réformes qui vont suivre interroge quand même sur l'évaluation, sur la qualité de l'alternance, et qu'on</p>	<p>« Pour les étudiants c'est une chance... »</p> <p>« Poursuivre un parcours d'études.... »</p> <p>« Diversité de leurs orientations professionnelles... »</p> <p>« Pour les formateurs ça peut être une crainte ou une chance.... »</p> <p>« Une crainte si on se recroqueville... »</p> <p>« En ayant parfois des œillères... »</p> <p>« C'est une chance...si on permet aux formateurs une formation universitaire.... »</p> <p>« La région souhaiterait impulser... »</p>	<p>Chance</p> <p>Parcours</p> <p>Diversité</p> <p>Orientation professionnelle</p> <p>Crainte, chance</p> <p>Recroqueville</p> <p>Œillères</p> <p>Formation formateurs</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'actions</p> <p>Proposition d'action</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>ne peut pas aussi s'interroger sur l'avenir du métier de formateur d'IFSI et je pense, je pense que si on arrive à créer des liens entre les IFSI et l'université c'est aussi peut être un gage de sécurité professionnelle pour les formateurs, d'être aussi par ce parcours universitaire ben, de devenir et d'être un formateur agréé par l'université... Je sais pas si je suis très clair ? »</p>	<p>« La région n'est pas financeur de formation continue.... »</p> <p>« Construire...des parcours de formation pour ses formateurs.... »</p> <p>« La réforme des diplômes...plus les autres réformes »</p> <p>« Interroge ...la qualité de l'alternance.... »</p> <p>« S'interroger sur l'avenir de formateur d'IFSI... »</p> <p>« Créer des liens entre IFSI et université... »</p> <p>« Gage de sécurité professionnelle pour les formateurs... »</p> <p>« Devenir et être un formateur agréé par l'université..... »</p>	<p>Impulser</p> <p>Financeur</p> <p>Parcours formateur</p> <p>Réforme</p> <p>interroge</p> <p>qualité</p> <p>avenir formateur</p> <p>créer des liens</p> <p>sécurité professionnelle</p> <p>devenir et être</p> <p>formateur agréé</p>	<p>Freins</p> <p>Proposition d'actions</p> <p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'action</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------

97 à 99	<p>b 7 : « oui oui tout à fait. »</p> <p>B 7 : « je, je pense qu'il y a une opportunité à saisir mais il faut qu'elle soit relayée par la formation continue de l'institut et de l'hôpital. » (Silence).</p>	« Opportunité à saisir...relayée par la formation continue »	<p>Opportunité</p> <p>Formation continue</p>	Représentation émergente
100 à 107	<p>b 8 : « Vous, en tant qu'acteur de la région, est-ce que vous y voyez des pertes ou des risques ? »</p> <p>B 8 : « Un des risques c'est peut-être d'avoir moins de professionnels de santé immédiatement diplômés donc entre guillemets opérationnels parce qu'on a besoin de professionnels de santé enfin le monde de la santé a besoin de ces professionnels, risque de perte ça c'est sûr, mais je ne sais pas, il faudra de l'évaluer dans le temps. Le risque il y a le surcoût, il y a un aspect financier que l'État s'est engagé à compenser mais pour l'instant aucune des régions n'a rien vu venir, lorsqu'on pense qu'on encore aujourd'hui en 2011 en train de discuter le bout de gras pour la réforme du diplôme d'ambulancier qui date 2006 je crois ? »</p>	<p>« Avoir moins de professionnels de santé immédiatement diplômés, ..opérationnels.... »</p> <p>« Risque de perte, c'est sûr... »</p> <p>« Le risque...le surcoût.... »</p> <p>« Il y a un aspect financier que l'Etat s'est engagé à compenser... »</p> <p>« On n'a rien vu venir.... »</p>	<p>Professionnels</p> <p>Opérationnels</p> <p>Risque</p> <p>Perte</p> <p>Surcoût</p> <p>Aspect financier</p> <p>compenser</p> <p>Rien</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Freins</p> <p>Représentation émergente</p>

108 à 124	<p>b 9 : « oui, 2006. »</p> <p>B 9 : « et qui concernait un effectif et une formation bien moindre que celle des infirmiers donc je pense qu'on peut avoir la plus grande crainte quant à la compensation financière de l'État Pour la région la première estimation qui a été faite par les services du ministère faisait état d'un transfert de 200 000 € pour le fonctionnement et 50 000 euros pour l'investissement, je ne suis pas devin mais... Compte tenu du nombre d'étudiants de la région je pense qu'on est très en deçà de ce que pourrait coûter la réforme. Mais tout dépend une fois de plus du travail partenarial qui va se nouer entre les IFSI et les universités, car les universités au terme de la convention que nous avons signée définit la possibilité pour le formateur d'IFSI d'être agréé par l'université. Donc il y a une porte ouverte justement, la convention n'est pas enfermante dans la mesure où elle permet des ouvertures pour les formateurs des IFSI de pouvoir être agréés par l'université. Maintenant reste à savoir dans quelles conditions et comment c'est pourquoi je dis que c'est une chance quelque part. Et d'autre part c'est une crainte pour mon directeur général des services, qui a peur de</p>	<p>« Je pense qu'on peut avoir la plus grande crainte quant à la compensation de l'Etat.... »</p> <p>« Très en deçà de ce que pourrait coûter la réforme.... »</p> <p>« Tout dépend du travail partenarial qui va se nouer entre les IFSI et l'université..... »</p> <p>« Le formateur d'IFSI d'être agréé... »</p> <p>« La convention n'est pas enfermante.. »</p> <p>« Elle permet des ouvertures pour les formateurs... »</p>	<p>Crainte</p> <p>Compensation</p> <p>Coûter</p> <p>Réforme</p> <p>Travail partenarial</p> <p>Nouer</p> <p>Formateur agréé</p> <p>Enfermante</p> <p>Ouverture</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Proposition d'actions</p> <p>Représentation émergente</p>
-----------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>voir les budgets des écoles augmenter alors qu'on est dans une période de contraintes budgétaires en tout cas on n'est pas dans une période d'expansion des finances et des budgets des écoles et du budget de la région en général d'ailleurs, oui, il y a une période budgétaire difficile et cette réforme fait craindre en région un surcoût financier dont certains, dont la plupart, ne savent pas comment ils vont me financer. »</p>	<p>« être agréés »</p> <p>« Dans quelles conditions et comment... »</p> <p>« Peur de voir les budgets des écoles augmenter... »</p> <p>« Période de contrainte budgétaire... »</p> <p>« Période budgétaire difficile... »</p> <p>« Cette réforme fait craindre un surcoût financier..... »</p> <p>« Ne savent pas comment ils vont financer.... »</p>	<p>agréés</p> <p>Conditions</p> <p>Budget</p> <p>Contrainte budgétaire</p> <p>Craindre</p> <p>Surcoût financer</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>freins</p> <p>représentation émergente</p> <p>freins</p>
125 à 133	<p>b 10 : « hum, hum. Au début c'est cette relation vous imaginiez peut-être un certain type de relations une certaine façon d'entrer en relation entre les trois acteurs, est-ce que aujourd'hui vous en avez une vision différente ou une représentation différente ? »</p>			

	<p>B 10 : « Enfin moi j'ai animé le groupe technique qui a construit la convention dans laquelle étaient représentés, un représentant de l'université de T qui a demandé après quelques séances que un représentant de l'université de O soit présent ce qui a été accepté, plus trois représentants d'institut de formation en soins infirmiers, plus l'ARS et moi-même, plus la représentante des écoles du CHU, franchement, le travail s'est passé, il n'y a pas eu de période heu, d'observation on est tout de suite rentré dans le vif du sujet, moi, je n'ai rien remarqué de tout cela, mais bon ??? »</p>	<p>« Pas de période d'observation.... »</p> <p>« On est tout de suite entré dans le vif du sujet.... »</p>	<p>Observation</p>	<p>Représentation émergente</p>
134 à 188	<p>b 11 : « Mais vous aviez une représentation d'un travail de collaboration, de partenariat ? »</p> <p>B 11 : « Oui je veux dire concrètement on a construit la convention ensemble c'est-à-dire que moi je parlais d'une trame à la fois celle du ministère de la santé qui était extrêmement Light c'est vrai que la région Midi-Pyrénées était très en avant m'a permis de m'inspirer de leurs travaux, j'ai repris également quelques termes de cette convention, je l'ai, après, en termes de méthodes de</p>	<p>« On a construit la convention ensemble.... »</p> <p>« La trame du ministère de la santé qui était extrêmement light... »</p>	<p>Construit Ensemble</p> <p>Trame</p>	<p>Représentation émergente</p>

	<p>travail, on a chacun notre côté eu envie de bien travailler et à chaque réunion, je faisais un PowerPoint et nous avons écrit cette convention ensemble. Enfin sur la base de mes propositions bien sûres parce que c'était moi le technicien de la région, donc, donc c'est un travail très collaboratif qui a permis aux représentants universitaires et aux IFSI de se connaître, d'échanger, je n'ai pas ressenti voilà peut-être une petite méfiance au départ mais bon franchement je ne l'ai pas ressenti comme ça ; ceci dit le groupe techniques que j'ai animé était doublé d'un comité dit « politique » où siégeaient le président de l'université, le vice-président de la région, le directeur de l'ARS, plus le directeur de l'institut de la Croix-Rouge, parce que ça, j'en ai pas parlé, mais la difficulté la crainte ça n'a pas été entre l'université et IFSI publics c'est plutôt le positionnement d'un IFSI privé qui souhaitait une représentation complètement hors normes par rapport à ce qu'il représente en termes de quantité d'étudiants, d'accord ? Il a été un problème. Et le problème il a été de faire accepter que la Croix-Rouge signe la même convention que les autres et non pas sa propre convention à part. Cela peut paraître bénin ou trivial mais il a fallu</p>	<p>« On a chacun eu envie de travailler ensemble.... »</p> <p>« Nous avons écrit ensemble.... »</p> <p>« C'est un travail très collaboratif... »</p> <p>« Qui a permis aux universitaires et aux IFSI de se connaître... »</p> <p>« Peut-être une petite méfiance au départ... »</p> <p>« Groupe technique doublé d'un groupe politique.... »</p> <p>« La difficulté, la crainte,...le positionnement d'un IFSI privé.... »</p>	<p>Envie</p> <p>Ensemble</p> <p>Ensemble</p> <p>Collaboratif</p> <p>Se connaître</p> <p>Méfiance</p> <p>Technique</p> <p>Politique</p> <p>Crainte</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p> <p>frein</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------

	<p> négocié autour de ça. Ca a été ça le point d'écueil. En sachant qu'au niveau des régions de France s'était également un écueil dans d'autres régions. En plus il y a eu des positions différentes y compris du ministère, il y a eu des circulaires, enfin bref, toujours est-il qu'au bout d'un certain temps la Croix-Rouge a fini par accepter de cosigner la convention qui est devenue une convention quadripartite donc le comité politique il est à quatre têtes : Etats, région, GC S, Croix-Rouge pardons et l'université, voilà. Ben si, il y a maintenant le représentant du GCS qui siège dans ce comité. Donc il se réunit deux à trois fois par an, on commence juste, il a pour but de réguler de voir quels sont les problèmes concrets, en sachant que pour l'instant les IFSI sont dans l'expectative par rapport aux intervenants universitaires puisque l'université vient enfin de désigner des référents universitaires qui siègent effectivement aux certifications, par compte il y a actuellement un travail dont je ne suis pas témoin, un travail de quand on s'approprie voilà, je ne sais pas comment on dit ? appropriation ?, entre les formateurs d'IFSI et les universitaires parce que en fait, avant de savoir en région qui seraient les intervenants </p>	<p> Souhaitait une représentation complètement hors norme.... » « Il a été un problème... » « Faire accepter de signer la même convention..." « Il a fallu négocier... » « Le point d'écueil.... » « Il y a eu des positions différentes, y compris au ministère.... » « Est devenue une convention quadripartite.... » « Le comité politique est à quatre têtes... » </p>	<p> Difficulté Positionnement Hors norme Problème Faire accepter Négocier Ecueil Positions différentes Convention Politique </p>	<p> Représentation émergente Représentation émergente Représentation émergente </p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>universitaires qui allaient intervenir ou sur quel mode, ils se sont réunis et ont regroupé les unités d'enseignement, je trouve que ça c'est une bonne démarche de la part des IFSI, ils sont rassemblés les 56 UE en 10 grands domaines et dans chacun de ces domaines il y a 2,3 formateurs IFSI qui travaillent avec un référent universitaire pour confronter leurs approches pédagogiques et leurs contenus pédagogiques, et je pense que c'est là qu'il y a un travail qui est en train de se faire donc il y a des réunions qui sont prévues, qui ont commencé fin de 2010 je crois, pour justement échanger sur ses contenus sur les domaines. Parce que finalement on se dit, c'est là qu'il y a un enjeu fort, comment l'université va validé le contenu actuel des formations ou pas, quel sera le delta qui sera nécessaire de mettre en place par rapport à ce travail d'approche et c'est là je dis qu'on peut être tous gagnants car à la fois les formateurs en termes de reconnaissance de leur savoir-faire, de leur métier et la région parce qu'on se rend compte que ça pourrait nous faire faire des économies, dans la mesure où on ne sait pas, mais on se rend bien compte que l'université de T ne pourra pas aller donner des cours au B, à T ou à V, donc que</p>	<p>« Il a pour but de réguler.... »</p> <p>« De voir quels sont les problèmes... »</p> <p>« Les IFSI sont dans l'expectative.... ».</p> <p>« Des référents qui siègent aux certifications.... »</p> <p>« Il y a actuellement un travail d'approvisionnement... »</p> <p>« Il y a 2,3 formateurs qui travaillent</p>	<p>Réguler</p> <p>Problèmes</p> <p>Expectative</p> <p>Siège</p> <p>Approvisionnement</p>	<p>Représentation émergente</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------

	<p>l'université pourrait être aussi gagnant à la fois les formateurs, l'universités puisqu'elle a pas forcément besoin d'avoir un volet ressources humaines trop important, la région en termes de financement parce que globalement la qualité de la formation peut y gagner parce qu'on aura ce travail régional entre IFSI et ça peut contribuer à une approche malgré les spécificités de chacun peut-être à une approche commune régionale voilà mais ça, n'empêche pas que les IFSI me font remonter des inquiétudes quant à la présence réelle plus tard sur son sur ce delta. Parce que là, finalement le travail qui se fait va nous dire : soit le référent universitaire, ben moi je suis désolé mais là, non, et construire un cours à part je sais pas si je suis clair, construire finalement un cours à part, avec quel support je ne sais pas parce qu'on ne sait pas encore si, sur ce delta, ce sera de la visio conférence, de la vidéo transmission comment le mettre en place est-ce que ce seront des conférences et ce que ce seront des enregistrements, des films enregistrés et relayés pédagogiquement par quelqu'un dans l'IFSI, devra-t-on grouper les étudiants sur un seul département, mais cela aujourd'hui c'est toujours dans l'incertitude ? Et on va commencer le quatrième</p>	<p>avec un référent universitaire.... »</p> <p>« Confronter leurs approches pédagogiques.... »</p> <p>« Echanger sur les contenus et les domaines.... »</p> <p>« Comment l'université va valider le contenu actuel, ou pas »</p> <p>« Ce travail d'approche... »</p> <p>« On peut être tous gagnants... »</p> <p>« Les formateurs en terme de reconnaissance... »</p> <p>« La région,...faire des économies... »</p>	<p>Travaillent</p> <p>Confronter Pédagogiques</p> <p>Echanger</p> <p>Valider Actuel Approche</p> <p>Gagnants Reconnaissance Economies</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Proposition d'action</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------

	<p>semestre. Convention signée, certes mais rien n'est résolu. »</p>	<p>« L'université ..n'a pas forcément besoin d'avoir un volet ressources humaines trop important... »</p> <p>« La région en terme de financement... »</p> <p>« La qualité de la formation peut y gagner.... »</p> <p>« Une approche commune régionale... »</p> <p>« Des inquiétudes quant à la présence réelle... »</p> <p>« Construire un cours à part... »</p> <p>« On ne sait pas si ce sera de la visio-conférence, de la video-transmission.... »</p>	<p>Ressources humaines</p> <p>Financement</p> <p>Qualité</p> <p>Commune</p> <p>Inquiétudes</p> <p>A part</p> <p>On ne sait pas</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	----------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

		<p>« Relayés pédagogiquement... »</p> <p>« Devra-t-on regrouper les étudiants... »</p> <p>« Toujours dans l'incertitude... »</p> <p>« Rien n'est résolu... »</p>	<p>Relayés</p> <p>Regrouper</p> <p>Incertitude</p> <p>Rien</p>	<p>Représentation émergente</p>
189 à 209	<p>b 12 : « En fait cette relation finalement est une relation de professionnels constructifs, vous trouvez qu'elle s'est modifiée dans le temps ? »</p> <p>B 12 : « Je peux pas non je peux pas, (...) Par rapport au groupe de travail que j'anime, parce que ça fait longtemps qu'on ne s'est pas réuni et d'ailleurs on doit se réunir le 30 mars. La Convention a été signée en juillet 2010, depuis on ne s'était pas revu c'est pourquoi on se revoit le 30 mars parce que i y a un comité politique le 31 et que l'IFSI on fait remonter la nécessité de travailler sur</p>			

	<p>ce groupe parce que effectivement y qui a des problèmes avec les universités, enfin des problèmes, je ne les connais pas encore puisque nous ne voyons le 30 pour en discuter et dans la mesure où en plus la région par rapport au financement dans la convention, je crois qu'on est une, marquée au fer rouge parce que je crois qu'il n'y a que la région Nord-Pas-de-Calais et la région C qui ont fait le choix de payer directement les universités au lieu que les intervenants universitaires soient intégrés dans le budget des IFSI. Donc ça veut dire grosso modo les IFSI sont un peu en attente de dire, mais finalement, l'université et les référents disent oui mais si on n'intervient selon quelles modalités comment ça se passe il y a une mise au point à faire avec eux, car en fait, ce serait bien à l'université de nous présenter la note quelque part. A nous de négocier, d'éplucher, de voir tout cela si la convention reste écrite comme ça. Il se trouve que j'ai un nouveau directeur qui apparemment remet en cause ce système de financement et qui préférerait que ces surcoûts soient intégrés dans le budget des IFSI et que la région n'ait pas de deux interlocuteurs financiers différents à savoir l'IFSI ou l'hôpital d'un</p>	<p>« Effectivement il y a des problèmes... »</p> <p>« On a fait le choix de payer directement l'université... »</p> <p>« Si on intervient, selon quelles modalités... ».</p> <p>« Il y a une mise au point à faire... Ce serait à l'université de nous présenter la note.... »</p>	<p>Problèmes</p> <p>Payer</p> <p>Modalités</p> <p>Mise au point</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

	côté, et l'université de l'autre. Donc, heu, il n'est pas impossible que la convention soit amendée si le directeur de la région voulait renégocier cet article avec l'université cela reste un point d'interrogation. »	« A nous d'éplucher... » « De négocier... » « Un nouveau directeur qui remet en cause... ». « Cela reste un point d'interrogation... »	La note Eplucher Négocier Remet en cause Interrogation	Représentation émergente Représentation émergente
210 à 230	b 13 : « Et vous l'imaginez comment le futur ? » B 13 : « Aff....rire. C'est bien difficile (silence) Je, enfin, je suis optimiste parce que bien sûr ils auront leur grade de licence les étudiants, mais ils sont inquiets, ils font remonter, ils commencent vraiment à se poser des questions; parce que pour l'instant les universitaires ils ne les voient pas beaucoup, et ça, il faut que la région soit vigilante par ce que c'est un public dont elle a la charge donc à mon avis ça c'est une crainte que j'ai à très court terme. Après je suis inquiet sans être inquiet par ce que	« C'est bien difficile... » « Les étudiants sont inquiets... » « Les universitaires ils ne les voient pas beaucoup... » « La région soit vigilante.... ».	Difficile Inquiets Vigilante	Représentation émergente

	<p>effectivement on vit peut-être un peu au jour le jour, c'est une réforme qui s'est mise en place dans l'urgence, des acteurs ont été maltraités par cette réforme avec le texte qui est sorti le 31 juillet 2009 pour une application au 1er septembre, je trouve que c'est irrespectueux des acteurs de terrain. Donc effectivement on hérite aujourd'hui de cette urgence que doivent gérer tant bien que mal les acteurs avec leur bonne volonté, donc ça c'est inquiétant parce que effectivement les choses se calent, ne sont pas calées, ne sont pas vraiment calées donc un jour pousse l'autre. Donc, des inquiétudes à court terme moi j'en ai parce que moi j'ai des inquiétudes financières parce que je n'ai pas dans ma direction, il va falloir en interne que l'on négocie comment ces surcoûts soient objectivés et, soient intégrés dans le budget de notre direction. Donc ça c'est une source d'inquiétude ; et, à moyen terme, non, bien sûr ils sont sur leurs grades de licence mais je pense que le paysage de la formation dans cinq à 10 ans sera complètement différent de ce qu'il est aujourd'hui. Donc là, on vit une période peut-être transitoire qui peut durer plus ou moins longtemps selon les écueils ici ou là que la mise en place de ces foutues conventions, mais</p>	<p>« Crainte à court terme... »</p> <p>« Je suis inquiet sans être inquiet... »</p> <p>« Réforme qui s'est mise en place dans l'urgence... »</p> <p>« Des acteurs ont été maltraités par cette réforme... »</p> <p>« C'est irrespectueux... »</p> <p>« On hérite de cette urgence... »</p> <p>« Tant bien que mal... »</p> <p>« Gérer avec leur bonne volonté.. »</p> <p>« Ca c'est inquiétant... »</p> <p>« Les choses ne sont pas callées... »</p>	<p>Crainte</p> <p>Inquiet</p> <p>Urgence</p> <p>Acteurs</p> <p>Maltraités</p> <p>Irrespectueux</p> <p>Hérite</p> <p>Tant bien que mal</p> <p>Bonne volonté</p> <p>Inquiétant</p> <p>Callées</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation de la construction</p> <p>Représentation émergente</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------

	je pense que on peut être que optimiste pour le bien-être formatif des futurs étudiants, mais il y tient une période difficile à passer qui n'est pas sans générer des inquiétudes pour tout le monde. »	« J'ai des inquiétudes financières... » « Je pense que le paysage de la formation dans cinq à dix ans sera complètement différent... » « foutues conventions... » « On vit une période transitoire... » « Plus ou moins longtemps selon les écueils ici ou là... » « Période difficile à passer qui n'est pas sans générer des inquiétudes pour tout le monde.... »	Inquiétudes Financières Paysage Différent Foutues conventions Transitoire Ecueils Difficile Générer Inquiétudes	Représentation émergente Représentation émergente Représentation émergente
231 à 233	b 14 : « Et quand vous dites, dans quelques années, vous pensez que le paysage de la formation sera différent, vous l'imaginez comment ? » B 14 : « Vous voulez mon point de vue personnel			

	ou.. ? ». Rire...			
234 à 267	<p>b 15 : « En tant qu'acteur régional. »</p> <p>B 15 : « Je pense que, je pense, je sais pas, mais je, je... Les instituts, que seront les écoles d'infirmiers je ne le sais pas, donc, on pourrait imaginer, il y a une proposition actuellement, il y a le rapport Hénart qui vient de sortir, vous l'avez vu, non ? Dans lequel suggère à l'État reprendre les formations de niveau licence, ça peut-être ça le scénario. Il y a le scénario que les formateurs redoutent c'est-à-dire que les IFSI soient intégrés à l'université et leur personnel avec. Est-ce que c'est un risque ou pas ? Par rapport à l'avenir des formateurs : resteront-ils toujours, si ils sont intégrés à l'université, comment après l'université gèrera 12 ou 13 IFSI dans la région. Ca, ça peut-être une source d'inquiétude, si on allait jusqu'au bout du scénario qui consisterait à ce que l'université, selon le rapport Hénart, récupère entre guillemets ces formations. Exit la région, du coup, nous on est sur la touche et on nous laissera les niveaux cinq, peut-être des niveaux quatre, en termes de proximité d'offre de formation ça peut être</p>	<p>« Suggère à l'Etat de reprendre les formations de niveau licence... »</p> <p>« Les IFSI soient intégrés à l'université.... »</p> <p>« Et leur personnel avec... ».</p> <p>« Source d'inquiétude si on allait jusqu'au bout du scénario... »</p> <p>« L'université récupère ces</p>	<p>Etat</p> <p>Intégrés</p> <p>Inquiétude</p> <p>Récupère</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>

	<p>un scénario ça. L'autre scénario ça pourrait être que, la région garde l'appareil de formation mais à plus ou moins longue échéance, malgré tout parce que là, l'exécutif est ce qu'il est aujourd'hui... Ça aussi, ça peut être source de fragilité, c'est-à-dire un exécutif régional change tous les six mois, tous les six ans. Pas encore tous les six mois. Tous les six ans. Que nous-mêmes en 2014 on sera soumis à une réforme qui consistera, si toutes choses étant égales, par ailleurs, à ce que les conseillers territoriaux soient à la fois, comment dire, des conseillers généraux et conseillers régionaux. Ça peut changer la donne. Il y a aussi cette période d'incertitude, comment dire, liée à cette réforme des collectivités territoriales, ça en rajoute une couche. Mais, effectivement les exécutifs changent, on pourrait très bien imaginer d'ici quelques années mais moi, je veux bien maintenir un quota de 1137 en région, mais je ne veux pas 12 écoles mais cinq ou six. Ça pourrait être ça aussi. Jusqu'à maintenant, ce n'est pas l'orientation de l'exécutif actuel. Quand on voit l'état de l'immobilier actuel, est-ce que les régions ont intérêt, cela pose question, est-ce ce que l'on a intérêt à investir dans les sites actuels, dans l'immobilier avec les hôpitaux</p>	<p>formations.... »</p> <p>« Exit la région... »</p> <p>« Source de fragilité... »</p> <p>« Période d'incertitude liée à la réforme des collectivités locales... »</p> <p>« Je ne veux pas douze écoles mais cinq ou six... ».</p> <p>« Ce n'est pas l'orientation de l'exécutif actuel... »</p> <p>« Investir dans les sites actuels... »</p>	<p>Exit</p> <p>Fragilité</p> <p>Incertitude</p> <p>Réforme</p> <p>L'exécutif</p> <p>Investir</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Représentation émergente</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------

	<p>qui sont maîtres d'ouvrage ou au contraire peut-on, si l'on investit, investir autrement, dans des sites de formation peut-être plus modernes et... Voilà. Cette stratégie là, ce sera, si les régions sont toujours maître d'œuvre de c'es formations, ce sera une question donc que c'est un deuxième scénario. Le troisième scénario s'est grosso modo, je conforte actuellement les écoles existantes peut-être je les aide à s'ouvrir sur d'autres partenariats, d'autres formations, d'autres publics, sur leur territoire et je leur donne les moyens de le faire, et je les modernise peut-être des moyens de vidéoconférence, pour permettre cette formation de proximité. Moins investir peut-être sur des gros sites, enfin, ne pas avoir cette stratégie d'avoir un pôle par département mais au contraire voilà, c'est, c'est... il y a plusieurs scénarios envisageables, le premier et exit la région, sur les formations de niveau supérieur et tout va à l'université, c'est ce que sous-entend un peu le rapport Hénart, quand même, c'est ça hein ? »</p>	<p>« Investir autrement dans des sites de formation plus modernes.... »</p> <p>« Je conforte les écoles existantes... »</p> <p>« S'ouvrir sur d'autres partenariats... »</p> <p>« D'autres formations... »</p> <p>« D'autres publics.... »</p> <p>« Sur leur territoire »</p> <p>« Je leur donne les moyens... »</p> <p>« Permettre une formation de proximité... »</p>	<p>Investir autrement</p> <p>Conforte</p> <p>S'ouvrir</p> <p>D'autres formations</p> <p>Territoire</p> <p>Moyens</p> <p>Proximité</p>	<p>Proposition d'action</p> <p>Proposition d'actions</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

		« Exit la région sur les formations de niveau supérieur.... »	Exit	
268 à 297	<p>b 15 : « peut-être ? »</p> <p>B 15 : « Le deuxième s'est. : Les régions, OK, on garde ces formations mais on mutualise effectivement certains, certains équipements certaines écoles, ça pourrait être un choix. Troisième scénario : on maintient la présence du territoire des écoles et on les aide à évoluer, en sachant que tout ça vous mettez cette foutue réforme territoriale qui fait que la politique régionale pourrait être moins lisible. A travers cette réforme les conseils généraux s'emparent des régions. Parce que, ça c'est mon point de vue plutôt personnel, actuellement les régions sont moins connues que les conseils généraux mais elles sont à une hauteur d'action et de réflexion qui leur permet d'avoir une stratégie régionale quand même dans leur champ de compétence. Alors elle est plus ou moins lisible selon les politiques mais moi, quand même, les compétences régionales sont centrées sur le transport, l'éducation, la formation, et le développement économique. Voilà, ce sont les trois secteurs clés d'une région. Si, en 2014, on fond les</p>	<p>« On mutualise.... »</p> <p>« On maintient la présence du territoire des écoles.... »</p> <p>« On les aide à évoluer... »</p>	<p>Mutualise</p> <p>Territoire</p> <p>Aide</p>	Proposition d'actions

	<p>conseillers territoriaux viendront des départements donc seront l'émanation des conseils généraux. J'ai très peur que cette politique, cette stratégie avec une modification des champs de compétence peut-être, j'ai très peur que cette lisibilité politique qui sera due par une stratégie lisible sera complètement à mon avis faussée. Il faut être clair que les conseils généraux feront pression... Que deviendra la région ? Un guichet ? Quels seront les enjeux, le pouvoir, il sera où ? Dans les départements, la région, ça c'est une problématique qu'il faut prendre en compte parce que tous nos partenaires actuels, si cette réforme est appliquée, vont être confrontés à cela. Donc il faudra savoir qu'il pilotera l'avion, parce que l'ensemble de ses conseillers territoriaux qui seraient dans les départements, vont élire un président lequel président devra tenir compte non pas d'une région dans son territoire mais de la spécificité de six départements pour ce qui nous concerne. Voyez ce que je veux dire, actuellement ce rapport de forces existe, évidemment les conseillers généraux sont eux-mêmes, viennent des départements mais s'ils n'ont pas de circonscription. Leur circonscription électorale s'est la région. Dès lors qu'on change,</p>			
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--

	<p>qu'on fait venir à la région des conseillers territoriaux qui seront l'émanation du canton dont il est question qu'on les regroupe, je pense que cela changera singulièrement la donne au niveau politique et que l'acteur région ne sera plus le même que ce qu'il est aujourd'hui. Donc c'est une incertitude de plus. Tout cela pour dire que je suis toujours optimiste pour nos petits étudiants pour qu'ils obtiennent le grade de licence. N'empêche qu'avec la réforme de l'État d'un côté, la réforme des collectivités locales de l'autre plus à la réforme des formations de l'autre, le paysage est quand même très troublé, non ? »</p>	<p>« C'est une incertitude de plus.... »</p> <p>« Je suis optimiste pour nos petits étudiants pour qu'ils obtiennent le grade de licence..... »</p> <p>« Avec la réforme de l'Etat... la réforme des collectivités territoriales, la réforme des formations,... »</p> <p>« Le paysage est troublé... »</p>	<p>Incertitude</p> <p>Optimiste</p> <p>Réforme</p> <p>Troublé</p>	<p>Représentation émergente</p> <p>Frein</p> <p>Représentation émergente</p>
298 à 304	<p>b 16 : « Tout à fait. Je vous remercie beaucoup, est-ce que pour finir vous voyez quelque chose à ajouter à vos propos ? »</p>			

	<p>B 16 : « Non non, je pense simplement que le bien commun qu'on a tous, c'est de former : professionnels de santé que l'on soit financeur, formateurs, ou à quel que niveau que l'on soit, il est important de faire en sorte qu'on ait des étudiants qui soient bien dans leur peau et que vous formiez de bons professionnels de santé. Je pense qu'il faut toujours ramener ça à ça, c'est quand même le cœur du sujet qui nous intéresse. »</p>			
305	<p>b 17 : « merci beaucoup, merci à vous »</p>			

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Articles de revues

Abdelmalek, AA. « La profession, de la notion au concept sociologique », in *Soins cadres de santé*, n°68, novembre 2008. pp 46-48.

Acker, F. (2006). « 1956-2006, cinquante ans de profession infirmière », in *Soins », n°711*, décembre 2006.pp.39-41.

Astier, P. (2008). « La professionnalisation comme intention, comme processus et comme légitimation », in *Savoirs Revue internationale de recherches en éducation et en formation des adultes*, n°2008-17, 2008. pp 63-69..

Calame, P. (2010). « Penser localement, Agir globalement », in *le lien des responsables, maisons familiales et rurales*, n°210, juillet 2010. pp. 21-24.

Camou, C. (2009). « Où en sommes-nous de l'universitarisation ? », in *Soins cadres de santé*, n° 70, mai 2009. pp. 59-60.

Clavagnier, I. (2009). « Implication des infirmières dans l'évaluation des compétences en stage », in *La revue de l'infirmière*, n°153, septembre 2009. pp. 26-28.

Cazes, M. (2009). « Une licence pour les infirmières, mais laquelle ? », in *Soins cadres de santé*, n° 69, février 2009. pp. 59-60.

Champy-Remoussenard, P. (2008). « Incontournable professionnalisation », in *Savoirs Revue internationale de recherches en éducation et en formation des adultes*, n°2008-17, 2008. pp 51-62.

Courtois, AC., Courtois, R., Cuminet, L., Grandsire, A. (2005). « *Quelle est l'image de l'infirmière aujourd'hui ?* », in *soins*, n°700, novembre 2005. pp 41-46.

Delmas, P. (2010). « Les infirmières à l'université, oui mais... », in *Santé mentale*, spécial formation, août 2010. pp. 2-5.

- Doucet, A. (2009). « Réforme de la formation infirmière, une nouvelle dynamique », in *La revue de l'infirmière*, n°153, septembre 2009. pp. 19-22.
- Etienne, D. « Le couple médecin-infirmière de 1900 à nos jours », in *Soins*, n°711, décembre 2006. pp. 36-38.
- Ferrand, J.L. (2010). « Entre territoire et formation, prolégomènes à l'écriture d'un historique complexe et mouvementé ». in *Education permanente*, n°184, mars 2010. pp 9-26.
- Friedberg, E. (1988). « L'analyse sociologique des organisations », in *Pour*, n°28, 1988. 126 p.
- Gérard, P. (2010). « La formation professionnelle : clé pour l'innovation sociale, économique et territoriale ». in *Education permanente*, n° 184, mars 2010. pp 27-36.
- Girault, V. (2005). « Dates et figures marquantes de la profession infirmière », in *Soins*, n° 700, novembre 2005. pp 26-36.
- Godet, B. (2006). « 50 ans d'histoire passé en revue », in *Soins* », n°711, décembre 2006. pp. 31-33.
- Hesbeen, W. (2005). « Quel avenir pour la profession ? », in *soins*, n° 700, novembre 2005. p. 51.
- Jaeger, M. (2010). « La réforme des études en soins infirmiers, points de vue de professionnels de la psychiatrie et perspective historique », in *Pluriels, la lettre de la Mission National d'Appui en Santé Mentale* , n°83, juin 2010. pp. 1-8.
- Kadouri, M. (1997). « Partenariat et stratégies identitaires : une tentative de typologisation », in *Education permanente*, n°131, février 1997. pp. 109-125.
- Kozlowski, J. (2010). « Mises en œuvre du référentiel infirmière et perspectives », in *Soins cadres de santé*, n°74, mai 2010. pp. 60-61.
- Kozlowski, J. (2008). « Le processus de Bologne et la formation des infirmiers », in *Soins cadres de santé*, n°67, août 2008. pp. 59-60.
- Langlois, G. « IFCS/universités : partenariats à géométrie variable. », in *Objectifs soins*, n° 181, décembre 2009. pp. 21-23.

Le Bœuf, D. (2010). « La réforme des études en soins infirmiers, changements et conséquences de l'universitarisation », in *Pluriels, la lettre de la Mission National d'Appui en Santé Mentale* », n°82, mai 2010. pp. 1-12.

Le Boterf, G. (2007). « Des cursus professionnalisants ou par compétences à l'Université : enjeux, craintes et modalités », in *actualité de la formation permanente*, n°209, juillet, août, septembre 2007. pp 53-59.

Montandon, S. (2006). « De l'image à la réalité infirmière », in *Soins* », n°711, décembre 2006. pp.42-44.

Nadot, M. « Au commencement était le premier soins », in *soins*, n°700, novembre 2005. pp. 37-40.

Nagels, M. (2010). « Il ne s'agit pas de tout déconstruire mais de réorienter l'ingénierie pédagogique vers l'approche par les compétences », in *soins cadres*, supplément au n°75, août 2010. pp. 8-9.

Pebeyre Santini, I. (2009). « Les nouveaux outils d'encadrement en stage », in *La revue de l'infirmière*, n°153, septembre 2009. pp. 23-25.

Perrenoud, P. (2001). « Mettre la pratique réflexive au centre du projet de formation », in *les cahiers pédagogiques*, n°390, janvier 2001. pp. 42-45.

Poisson, M. (2005). « La construction disciplinaire des soins infirmiers en France », in *soins*, n°700, novembre 2005. pp. 48-50.

Poplimont, C. (2003). « Représentation sociale et formation par alternance », in *Education permanente*, n°155, février 2003. pp 67-78.

Rakotomena, M. H. (2005). « Les ressources individuelles pour la compétence interculturelle individuelle », in *Revue internationale sur le travail et la société*, n°2 volume 3, 2005. pp 668-691.

Roche, J. (1999). « Que faut-il entendre par professionnalisation ? », in *Education permanente*, n°140, mars 1999. pp 35-50.

Sallaberry, J.C. (2003). « Représentations à bords flous, représentations rationnelles, concept », in *Education permanente*, n°155, février 2003. pp 7-38.

Schwartz, Y. (1997). « Les ingrédients de la compétence : un exercice nécessaire pour une question insoluble », in *Education permanente*, n° 133, avril 1997. pp 9-34.

- Schweyer, F.X. (2008). « L'universitarisation de la formation en soins infirmiers : les promesses et leurs ombres », in *recherche en soins infirmiers*, n°93, juin 2008. pp. 120-121.
- Sorel, M. (2008). « A propos de la professionnalisation : le retour du sujet », in *Savoirs, Revue internationale de recherches en éducation et en formation des adultes*, n° 2008-17, 2008. pp 39-50.
- Terrat, E. (2009). « Tour d'horizon du nouveau référentiel de formation infirmière », in *La revue de l'infirmière*, n°153, septembre 2009. pp. 16-18.
- Tortonese, P. (2009). « La professionnalisation de l'université n'est pas une solution », in *Le Monde*, vendredi 23 octobre 2009. pp. 18.
- Wittorski, R. (2008). « La professionnalisation », in *Savoirs Revue internationale de recherches en éducation et en formation des adultes*, n°2008-17, 2008. pp 11-36.
- Wittorski, R. (2008). « Professionnalisation et développement professionnel (Sandra Enlart) », in *Savoirs Revue internationale de recherches en éducation et en formation des adultes*, n°2008-17, 2008. pp115-116.
- Wittorski, R. (2002). « le développement des compétences individuelles, partagées et collectives », in *soins cadres*, n°41, février 2002. pp. 38-42.

Ouvrages

- Ardoino, J., de Peretti A. (1998). *Penser l'hétérogène*. Lonrai : Desclée de brouwer. 255 p.
- Bardin, L. (1977). *L'analyse de contenu*. Paris : Presses Universitaires de France. 233 p.
- Barel, Y. (1979). *Le paradoxe et le système, essai sur le fantastique social*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble. 275 p.
- Bernoux, P. (1990). *La sociologie des organisations*. Evreux : Editions du seuil. 382 p.
- Boutinet, J.P. (1999) *Psychologie des conduites à projet*. Vendôme : Presses Universitaires de France. 128 p.
- Boutinet, J.P. (1990). *Anthropologie du projet*. Vendôme : Presses Universitaires de France. 312 p.

- Boutinet, J.P. (2009). *l'ABC de la VAE*. Toulouse : Editions Erès. 257 p.
- Carre, P. (2005). *L'apprenance*. Saint-Jean de Braye : Dunod. 212 p.
- Carre, P., Caspar, P. (2000). *Traité des sciences et des techniques de la formation*. Liège : Dunod. 512 p.
- Champy, P., Etévé, C. (.....). *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*. Paris : Retz. 1104 p.
- Charles, C., Verger, J. (2007). *Histoire des universités*. Vendôme : Presses Universitaires de France. 126 p.
- Côté, M., Malo, M.C. (2002). *La gestion stratégique, une approche fondamentale*, Boucherville, Gaëtan Morin Editeur. 370 p.
- Coudray, M A., Gay, C. (2009). *Le défi des compétences-Comprendre et mettre en œuvre la réforme des études infirmières*. Issy les Moulineaux : Elsevier Masson. 191 p.
- Crozier, M., Friedberg, E. (1997). *L'acteur et le système*. Saint-Amand : Editions du seuil. 497 p.
- De Certeau, M. (2007). *L'invention du quotidien. I. arts de faire*. Saint-Amand : Gallimard. 350 p.
- Guillaumin, C., Pesce, S., Denoyel, N. (2009). *Pratiques réflexives en formation*. Paris : L'Hartmattan. 230 p.
- Graf, E., Rouanet, H., Mayorkas, J. (2008). *Encyclopaedia universalis*. Paris : Corpus 6. 1191 p.
- Grawitz, M. (1993, 9^{ème} édition). *Méthodes des sciences sociales*. Evreux : Dalloz. 870 p.
- Mintzberg, H., Ahlstrand, B., Lampel, J. (2009). *Safari en pays stratégie, l'exploration des grands courants de la pensée stratégique*, Clermont Ferrand, Pearson, 485 p.
- Pineau, G. (2009), « Les réflexions sur les pratiques au cœur du tournant réflexif », in Guillaumin, C., Pesce, S., Denoyel, N. *Pratiques réflexives en formation. Ingéniosité et Ingénieries émergentes*. (pp.19-36). Paris, France : L'Hartmattan.
- Quivy, R., Campenhoudt, L V. (1995). *Manuel de recherché en sciences sociales*. Paris : Dunod. 287 p.
- Raynal, F., Rieunier, A. (2005). *Dictionnaire des concepts clés*. Issy-les-Moulineaux : ESF Editeur 420 p.

Rege Colet, N. Romainville, M. (2006). *La pratique enseignante en mutation à l'université*. Bruxelles : De Boeck. 249 p.

Rey-Debove, J., Rey, A. (2009). *Le nouveau petit Robert de la langue française 2010*. Paris : Le Robert. 2837 p.

Sorel, M., Wittorski, R. (2005). *La professionnalisation en acte et en question*. Paris : L'Harmattan. 271 p.

Wittorski, R. (dir). (2005). *Formation, travail et professionnalisation*, Paris : L'Harmattan. 205 p.

Textes officiels

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (2010). *Décret n° 2010-1123 du 23 septembre 2010 relatif à la délivrance du grade de licence aux titulaires de certains titres ou diplômes relevant du livre III de la quatrième partie du code de la santé publique*. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ministère de la santé et des sports (2009). *JO du 07 août 2009 texte 18 sur 135 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier*. Paris : ministère de la santé et des sports.

Ministère de la santé et des sports et ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (2009). *Circulaire interministérielle n°DHOS/RH1/DGESIP/2009/202 du 9 juillet 2009 relative au conventionnement des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) avec l'université et la région dans le cadre de la mise en œuvre du processus Licence-Master-Doctorat (LMD)*. Par délégation, la directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (DGOS). Paris : Ministère de la santé et des sports et ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, JO n° 185 du 11 août 2007 p 13468 n°2. Paris.

Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, JORF du 18 janvier 2002.

Parlement européen et Conseil. (2008). *JO de l'union européenne 2008/C111/01 du 23 avril 2008, établissant le cadre européen des certifications par l'éducation et la formation tout au long de la vie*. Strasbourg : Le parlement européen et le Conseil.

Traité instituant la Communauté Européenne signé à Rome le 25 Mars 1957, version consolidée.

Textes en ligne

Commission Européenne. (2010). « Le cadre européen des certifications (CEC) », ressource en ligne. Accédée le 03/11/2010, sur http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc44_fr.htm.

Commission Européenne. (2010). « Validation de l'apprentissage non formel et informel », ressource en ligne. Accédée le 03/11/2010, sur http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/doc52_fr.htm.

EUROPA.(2010). « *Synthèse de la législation de l'UE* », ressource en ligne. Accédée le 24-12-2010 sur http://europa.eu/legislation_summaries/economic_and_monetary_affairs/institutionnal

Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie. (1999). « Déclaration commune des ministres européens de l'éducation-19 juin 1999-Bologne », 12-10-99. Paris : ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie.

« Processus de Bologne : création de l'espace européen de l'enseignement supérieur » (2010), Ressource en ligne. Accédée le 03-11-2010, sur http://europa.eu/legislation_summaries/education_training_youth/general_framework/.

Rapports et conférences :

Henart, L., & Berland.Y., & Cadet.D. (2011). « Professionnels d'aujourd'hui et nouveaux métiers : des pistes pour avancer ». *Rapport relatif aux métiers de la santé de niveau intermédiaire. Janvier 2011. Paris : ministère de la santé et des sports, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.* 96 p.

Nagels, M. (2009). « Accroître l'auto-efficacité collective en formation infirmière. Quand l'analyse du travail devient une expérience sociale. » *Recherche et Pratiques en Didactique Professionnelle – Premier colloque International « l'expérience »*, RPDP, Eduter et AgroSup Dijon – 2,3, et 4 décembre 2009 à Dijon.

Guillaumin, C. (2010). « Se former à l'ingénierie de formation dans le contexte du nouveau référentiel de formation en soins infirmiers : alternance, compétences, et réflexivité ». *Actes du congrès de l'Actualité de la recherche en éducation et en formation (AREF)*, Université de Genève, septembre 2010.

Morelle, A., & Veyret, J., & Lesage, G. (2008). « Evaluation de l'impact du dispositif LMD sur les formations et le statut des professions paramédicales ». *Rapport. Septembre 2008. Paris : Inspection générale des affaires sociales et Inspection générale de l'administration et de l'éducation nationale et de la recherche*. 146 p.

Philip. C, (2008). « Quels nouveaux partenariats construire entre les Universités et les Grandes Ecoles ? » *Rapport à Madame La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*. Paris 7 novembre 2008.

Yahiel. M, & Mounier.C , (2010). « Quelles formations pour les cadres hospitaliers ? ». *Rapport. Novembre 2010. Paris : Inspection générale des affaires sociales*. 73 p.

Mémoires et thèses :

Linne, A. (2009-2010). *L'analyse des pratiques des formateurs d'adulte en langue, contribution à l'évaluation du niveau d'utilisation et d'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les pratiques personnelles et professionnelles*. (Mémoire non publié, Master 1 ingénierie de la formation. UFR Arts, et Sciences Humaines, département des Sciences de l'Education et de la Formation°. Tours : université François-Rabelais. 278 p.

Marillonnet, C. (2009-2010). *Universitarisation de la formation des infirmiers et professionnalisation des formateurs, contribution à l'étude des enjeux dans le processus de changement auprès des cadres de santé formateurs*. (Mémoire non publié, Master 2 ingénierie de la formation, stratégie et ingénierie des formations d'adultes, UFR Arts et Sciences Humaines, département des Sciences de l'Education et de la Formation. Tours : Université François-Rabelais. 275 p.

TABLE DES MATIERES

Préambule à la recherche,	6
du soin à l'encadrement : des opportunités professionnelles pour construire un conventionnement	6
Une fonction soignante	6
Un engagement comme cadre de santé	7
De nouvelles responsabilités en tant que directeur d'instituts	8
Première partie : l'impact des directives européennes sur la formation des infirmiers amènent les instituts de formation en soins infirmiers, l'université et la région à signer une convention, véritable projet de professionnalisation	12
Introduction	13
1 De l'entrée de l'Europe dans les formations sanitaires au conventionnement tripartite dans les régions françaises	15
1.1 La politique européenne et le processus de Bologne	15
1.1.1 Une politique européenne qui pense éducation et formation	15
1.1.2 Le processus de Bologne : création de l'espace européen de l'enseignement supérieur	17
1.1.3 Un cadre européen de certification se met en place	19
1.2 La politique nationale impactée évolue en parallèle	20
1.2.1 La loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002	20
1.2.2 L'harmonisation du système de classification	21
1.2.3 La loi de décentralisation du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui redéfinit le dispositif des formations initiales dans le domaine sanitaire et social	22
1.2.3.1 Les dispositions générales applicables aux formations sanitaires et sociales	22
1.2.3.2 Le champ de compétence de l'Etat : la pédagogie	23
1.2.3.3 Le champ de compétence de la région : les financements	23
1.2.3.4 Des interactions complexes	24
1.3 L'enseignement supérieur et l'université	25
1.3.1 Une histoire à considérer	25
1.3.2 De nouveaux contours à explorer, à construire, à inventer : Loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités	26
1.4 La formation infirmière revisitée	28
1.4.1 Une formation ancrée dans une culture	28
1.4.2 1992, première rupture	29
1.4.3 2009, une nouvelle ingénierie de formation : universitarisation de la formation	30
1.4.3.1 Acquisition d'ECTS et approche compétences	30
1.4.3.2 De nouvelles perspectives	32
1.4.4 Un regroupement obligatoire des IFSI par région : La circulaire interministérielle n°DHOS/RH1/DGESIP/2009/202 du 9 juillet 2009 relative au conventionnement des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) avec l'université et la région dans le cadre de la mise en œuvre du processus Licence-Master-Doctorat (LMD)	33

1.5	Des paradoxes qui demeurent	35
1.5.1	La dimension non totalitaire des textes par exemple :	35
1.5.2	La mobilité	35
1.5.3	L'universitarisation	36
1.5.4	La logique compétence	36
	Conclusion	37
2	Le conventionnement : un projet, des acteurs, des stratégies.....	38
2.1	Le concept de projet.....	39
2.1.1	Des conditions facilitantes	40
2.1.2	Une phase d'anticipation	40
2.1.3	Le projet de conventionnement, un partenariat.	43
2.2	Les acteurs engagés	44
2.2.1	L'acteur, un individu emprunt de liberté.	44
2.2.2	L'acteur, des statuts, des logiques, une négociation	45
2.2.3	L'acteur, un positionnement.	47
2.3	Les stratégies en présences.	47
2.3.1	La notion de stratégie.....	48
2.3.2	Comment élaborer une stratégie	49
2.3.2.1	La stratégie voulue.....	49
2.3.2.2	La stratégie résultant de processus culturels et politiques	49
2.3.2.3	La stratégie imposée	53
2.3.3	Les tactiques	54
2.3.4	La stratégie paradoxale.	56
	conclusion	57
3	La professionnalisation.....	58
3.1	Un concept jeune ancré dans un contexte socio-économique et politique singulier 58	
3.2	Une définition complexe.....	61
3.3	Professionnalisation des activités, des acteurs, des organisations	63
3.3.1	Professionnalisation de l'activité : une approche socio-économique	63
3.3.1.1	Un aspect économique et sociale : un exercice principal, rémunéré et utile socialement	63
3.3.1.2	Un aspect pédagogique : l'universitarisation et la construction de programmes de formation.....	64
3.3.2	Professionnalisation des acteurs : une approche socio-psychologique.....	67
3.3.2.1	Transmission des savoirs et des compétences	67
3.3.2.2	Construction d'une identité professionnelle	70
3.3.3	Professionnalisation des organisations : une approche socio-pédagogique.....	73
3.3.3.1	Professionnalisation des organisations et flexibilité du travail.....	73
3.3.3.2	Professionnalisation de la formation, une approche pédagogique.....	74
	Conclusion.....	78
	Problématique et hypothèses	80
	Deuxième partie : les enjeux du projet de conventionnement : le point de vue des acteurs	83
	Introduction.....	84
4	Méthodologie de la recherche et présentation du public enquêté	86

4.1	Le choix de la méthode.....	86
4.1.1	La phase exploratoire.....	86
4.1.2	Le guide d'entretien.....	87
4.2	Le choix de la population enquêtée	87
4.3	Le déroulement des entretiens	88
4.4	L'analyse des entretiens.....	89
4.4.1	L'analyse catégorielle	89
4.4.2	L'analyse de l'énonciation du discours	92
4.4.2.1	L'analyse proportionnelle	92
4.4.2.2	Analyse logique du discours et des séquences.....	93
4.4.2.3	Analyse de la sémantique	94
4.5	Les limites de la recherche.....	94
4.5.1	An niveau des personnes enquêtées :	94
4.5.2	Au niveau de la conduite des entretiens :	95
4.5.3	Au niveau de l'analyse :	95
4.5.4	Au niveau de la généralisation :	96
4.6	L'analyse des trois entretiens.....	96
4.6.1	Anaïs : Entre crainte et saisissement d'une opportunité.....	96
4.6.1.1	Analyse proportionnelle du discours	96
4.6.1.2	Analyse de la progression, des séquences et du style du discours.....	98
4.6.1.3	L'analyse sémantique	99
4.6.1.4	Synthèse du discours de Anaïs.....	99
4.6.2	Boris : entre inquiétude financière et opportunité pour les étudiants.	100
4.6.2.1	Analyse proportionnelle du discours	100
4.6.2.2	Analyse de la progression, des séquences et du style du discours.....	101
4.6.2.3	L'analyse sémantique	102
4.6.2.4	Synthèse du discours de Boris	103
4.6.3	Edouard : entre opportunité et volontarisme des acteurs.....	103
4.6.3.1	Analyse proportionnelle du discours	103
4.6.3.2	Analyse de la progression, des séquences et du style du discours.....	105
4.6.3.3	L'analyse sémantique	107
4.6.3.4	Synthèse du discours d'Edouard.....	107
5	Analyse croisée des entretiens.....	109
5.1	Représentation de la construction : une injonction, la rencontre entre différents acteurs, et une question de moyens.....	109
5.1.1	La représentation de la construction la convention : une injonction.	109
5.1.2	La représentation de la construction de la convention : une question de rencontre entre différents acteurs.....	110
5.1.2.1	Des IFSI qui ne sont pas prêts à se regrouper.....	110
5.1.2.2	Une multitude d'acteurs.....	111
5.1.2.3	Des acteurs ou des partenaires	112
5.1.3	La construction de la convention, une question de moyens	112
5.2	Les freins identifiés au plan institutionnel, financier et relationnel.....	113
5.2.1	Des freins institutionnels et financiers.....	113
5.2.1.1	Des freins institutionnels	113
5.2.1.2	Des freins financiers	114
5.2.2	Des freins relationnels	114
5.2.3	Des freins en lien avec la formation	115

5.3	Des représentations qui émergent en situation : entre tensions et coopération possible	116
5.3.1	Des contraintes liées au contexte	116
5.3.2	Des tensions et des oppositions qui naissent, demeurent, s'intensifient ou se réduisent	117
5.3.2.1	Des tensions qui risquent de s'installer	117
5.3.2.2	Des oppositions perceptibles	118
5.3.3	Des inquiétudes financières, existentielles ou pédagogiques selon les acteurs inscrits dans un avenir incertain	119
5.3.3.1	Des inquiétudes financières	119
5.3.3.2	Des inquiétudes existentielles	120
5.3.3.3	Des inquiétudes pédagogiques	121
5.3.4	Dans ce contexte de craintes, un avenir incertain se dessine	121
5.3.4.1	Un avenir plus ou moins incertain qui renforce les craintes	121
5.3.4.2	Des revendications pour atténuer les difficultés	122
5.3.5	Des coopérations possibles, le conventionnement : un atout, un partenariat, des finalités communes	124
5.3.5.1	Le conventionnement et son impact, un atout pour de nombreux acteurs	124
5.3.5.2	Des partenariats à construire	126
5.3.5.3	Des finalités communes à partager	128
5.4	Trois propositions d'action	128
5.4.1	Former et agréer les formateurs	128
5.4.2	Développer la recherche et créer une discipline universitaire spécifique, une mobilisation au service de la reconnaissance d'une spécificité	130
5.4.2.1	Développer la recherche source de reconnaissance	130
5.4.2.2	Créer une discipline spécifique pour exister à l'université	130
5.4.2.3	L'université revisitée pour mieux répondre à toutes les sollicitations nouvelles	131
5.4.3	Consolider l'offre pédagogique	131
5.4.3.1	Maintenir les territoires, une question politique sensible	131
5.4.3.2	Travailler ensemble l'ingénierie de la formation	132
6	Le conventionnement, un projet de changement mais aussi une question de moyens, de territoire, et de professionnalisation	133
	<i>Interprétation des entretiens</i>	133
6.1	Le conventionnement, un projet de changement	133
6.1.1	Le projet : un changement qui demande du temps	133
6.1.2	Des acteurs qui ne sont pas auteur du projet	134
6.1.3	Une gestion volontariste de l'incertitude	135
6.1.4	Un acteur, des jeux et des stratégies	136
6.2	Le projet de conventionnement, une question de moyens	137
6.2.1	Le manque de moyens, un frein, une inquiétude, des contraintes	137
6.2.2	Le manque de moyens humains, un frein, des inquiétudes	138
6.3	Le projet de conventionnement, une question de territoire	139
6.3.1	Un territoire géographique	139
6.3.2	Un territoire culturel	141
6.4	Le projet de conventionnement, une question de professionnalisation	143
6.4.1	La professionnalisation des étudiants	143
6.4.2	La professionnalisation à l'université	144

6.4.3	La professionnalisation des formateurs	144
6.4.4	La professionnalisation de l'activité	146
7	Synthèse des éléments issus du matériau discursif et confrontation avec nos hypothèses.....	147
7.1	Synergies des discours	147
7.1.1	Les moyens	147
7.1.2	Le territoire	148
7.1.3	La professionnalisation	148
7.1.3.1	Professionnaliser par la recherche	148
7.1.3.2	Professionnaliser et créer une discipline spécifique	148
7.2	Convergences et divergences avec les éclairages théoriques	149
7.2.1	Le concept de projet.....	149
7.2.2	Le concept de professionnalisation.....	150
7.3	Les éléments émergents non attendus.....	151
7.3.1	Le manque de moyens humain dans les universités	151
7.3.2	La professionnalisation des universités	151
7.3.3	La diminution des professionnels infirmiers	152
7.3.4	La multitudes des réformes présentes et à venir	152
	Confrontation avec nos hypothèses	154
	Conclusion de la deuxième partie	159
	Troisième partie : Dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun : perspectives stratégiques et institutionnelles pour contribuer à une ingénierie de professionnalisation.....	161
8	Dépasser les pertes et les risques liés à cette réforme pour devenir les auteurs d'un projet commun	162
8.1	Des opportunités professionnelles et un contexte complexe	162
8.2	Une recherche autour des concepts de projet et de professionnalisation.....	163
8.3	Une problématisation qui nous conduit à questionner les acteurs en présence .	164
9	Contribution à une ingénierie de professionnalisation.....	169
9.1	Faire vivre l'articulation entre l'université et la formation professionnelle et la logique compétence dans le projet d'institut	169
9.1.1	Co-construire le projet d'institut.....	169
9.1.1.1	La complémentarité des regards : un atout	169
9.1.1.2	La co construction : concrétisation d'un nouveau partenariat	170
9.1.2	Un projet d'institut inscrit dans une logique compétence.....	171
9.2	Développer la recherche en soins	171
9.2.1	Produire des écrits.....	171
9.2.2	S'inscrire dans la recherche	172
9.2.2.1	La recherche : outils de reconnaissance.....	172
9.2.2.2	La recherche : outils de décloisonnement et de complémentarité	173
9.3	Renforcer la professionnalisation des formateurs en élevant le niveau de qualification et de compétences	174
9.3.1	Elever le niveau de qualification	174
9.3.2	Augmenter les compétences	175
9.3.2.1	Le praticien réflexif	175
9.3.2.2	L'auto efficacité collective	176

Conclusion de la troisième partie	178
Conclusion générale	179
Références et Index	182
Liste des Sigles utilisés	182
Annexes	183
Annexe n° 1 guide d'entretien	184
Annexe n° 2 : convention de transcription	185
Annexe n°3 : entretien d'Anaïs	186
Annexe n°4 : entretien d'Edouard	194
Annexe n°5 : entretien de Boris	200
Annexe n°6 : analyse de l'entretien d'Anaïs	209
Annexe n°7 : analyse de l'entretien d'Edouard	241
Annexe n°8 : analyse de l'entretien de Boris	266
Références Bibliographiques	298
Table des Matières	306

CHEVREUX- DAGORET Catherine

Mémoire présenté en vue de l'obtention du Master 2 Professionnel – Arts, Lettres & Langues
Mention – Langues, Education et Francophonie
Spécialité – Sciences de l'Education
Mention Professionnelle Stratégie et Ingénierie des formations d'adulte

LE CONVENTIONNEMENT ENTRE L'UNIVERSITE, LES INSTITUTS DE
FORMATION EN SOINS INFIRMIERS ET LA REGION :
DES ACTEURS, DES STRATEGIES, UNE PROFESSIONNALISATION
Contribution à l'étude du délicat passage d'un projet contraint à un projet commun

Résumé :

Dans le cadre de l'universitarisation de la formation infirmière, l'auteur traite du conventionnement tri partite entre les IFSI, l'université et la région tout en évoquant les effets émergents dans cette situation.

Pour cela, il explore le contexte de la formation aux plans européen et national et l'impact de ces réglementations sur les universités et les IFSI.

La recherche s'appuie sur les concepts de projet avec les notions d'acteur et de stratégie ainsi que sur le concept de professionnalisation. L'analyse et l'interprétation des entretiens menés identifient des freins, des craintes, des tensions, mais aussi un partenariat possible et des finalités communes à partager entre ces trois acteurs.

L'auteur envisage alors des perspectives stratégiques et institutionnelles pour contribuer à une ingénierie de professionnalisation, conduit par le directeur des soins, articulé avec l'université, et permettant de faire vivre ces nouveaux liens tout en développant la recherche et la professionnalisation des formateurs.

Abstract :

With nursing training now being a university course, the author looks at the three-party agreement project between Nursing Schools, Universities and the Regional Government and the effects of this new situation. She explores the contexts of different training programmes on a national and a European level and also the impact these new regulations will have on the Nursing Schools and on the Universities.

The research is based on project concepts that have both an actor and a strategy as well as a professional axis. The analysis and interpretation of the interviews carried out identify certain brakes, fears and tensions but also a possible partnership, with common goals shared by the three parties.

The author then presents strategic and institutional perspectives, led by the Director of Nursing working with the University, which could contribute to increasing professionalisation theory and practice and strengthening these new ties while at the same time developing research and producing more professional trainers.

Mots clés : conventionnement tri partite, IFSI, université, région, Europe, formation, projet, acteurs, stratégies, professionnalisation, enjeux, freins, tensions, atouts, culture, articulation, projet d'institut, formateurs, recherche, discipline spécifique, qualification, compétences.

